

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°402

SEPTEMBRE 2018

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **IRAN: TERRORISME D'ÉTAT AU KURDISTAN ET À L'ÉTRANGER, MEURTRES DE PRISONNIERS ET D'OPPOSANTS**
- **IRAK: TOUJOURS PAS DE GOUVERNEMENT; RIVALITÉ PDK-UPK POUR LA PRÉSIDENTE IRAKIENNE**
- **KURDISTAN D'IRAK: LES LÉGISLATIVES DU 30 SE SONT DÉROULÉES DANS LE CALME**
- **TURQUIE: CHRONIQUE DE LA RÉPRESSION**
- **ROJAVA: AFRÎN RÉSISTE À L'OCCUPATION TURQUE**

IRAN: TERRORISME D'ÉTAT AU KURDISTAN ET À L'ÉTRANGER, MEURTRES DE PRISONNIERS ET D'OPPOSANTS

L'actualité du Kurdistan d'Iran a été marquée ce mois-ci par une intensification de la répression contre les activistes kurdes et surtout par le terrorisme d'État du régime, avec la frappe par plusieurs roquettes le samedi 8 septembre du siège des deux branches du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) près de la ville de Koya, au Kurdistan d'Irak, qui a fait 17 morts et plus de 40 blessés (un bilan révisé plus tard à 50). Le même jour a eu lieu dans la prison de Rajai Shahr à Karaj l'exécution par pendaison de

3 prisonniers politiques kurdes, Ramin Panahi et ses deux cousins Moradi.

Par ailleurs, les forces de répression du régime poursuivent leurs meurtres des porteurs kurdes transfrontaliers ou *kolbars*. Les mauvaises conditions économiques contraignent de plus en plus de Kurdes à recourir à ce métier dangereux pour à peine survivre, puisqu'ils ne gagnent guère qu'une dizaine de dollars par jour et risquent sans cesse d'être abattus de sang-froid par les forces de répression qui les consi-

dèrent comme des contrebandiers. Ils ne constituent pourtant aucune menace, n'étant pas eux-mêmes armés. Le 4, l'un d'eux, originaire de Baneh et père d'un enfant, a été tué près de Piranshahr. Le 10, selon le *Washington Kurdish institute (WKI)*, deux porteurs ont été visés par des tirs près d'Ouroumieh, l'un tué, l'autre grièvement blessé. Puis 1 autre a été abattu le 18 près de Mariwan. Le 22, l'association de défense des droits humains *Hengaw* a rapporté un autre assassinat du même type près de Chaldiran, non loin de la frontière turque. Dans un rapport

récemment publié couvrant les provinces kurdes de l'Azerbaïdjan occidental, du Kurdistan et de Kermanshah, *Hengaw* chiffre les victimes de ces tirs à 14 blessés et un mort en seulement une semaine, et à 21 morts et 45 blessés durant les six derniers mois. L'organisation recense aussi 11 morts et 27 blessés par d'autres causes (accidents, problèmes de santé...), parmi lesquels 2 tués et 8 blessés par des mines anti-personnel relèvent également de la répression: s'il reste des mines de la guerre Iran-Irak, les *pasdaran* (Gardiens de la Révolution) en ont posé d'autres récemment, visant *kolbars* et combattants des partis kurdes d'opposition...

Le 7, les *pasdaran* ont annoncé avoir tué 6 membres d'un groupe du parti kurde PJAK qui avait attaqué le 20 juillet un poste-frontière avec l'Irak, tuant 10 d'entre eux (*Reuters*). Le 10 dans l'après-midi, le PDKI a annoncé que les *pasdaran* avaient franchi la frontière irakienne, tandis que d'autres témoignages locaux parlaient d'une concentration de troupes côté iranien. Quoi qu'il en soit, les bombardements d'artillerie incessants de la semaine précédente ont provoqué de nombreux incendies de forêt et fait fuir près de 200 familles de la région de Balakayeti. Selon *Rûdaw* «L'Iran a installé une base d'artillerie dans la vallée de Maidan, qui vise irrégulièrement les terres agricoles kurdes près de la frontière, sous prétexte de la présence de partis d'opposition kurdes armés».

Mais c'est le samedi 8 qu'a eu lieu l'attaque la plus grave contre les militants kurdes d'opposition. Alors que la branche dissidente du PDKI tenait un Congrès à son siège de Koya, au Kurdistan d'Irak, il a été visé par des roquettes qui ont selon un premier bilan fait 15 morts et 30 blessés, dont des enfants. L'actuel secrétaire général du Parti ainsi que son prédécesseur ont été

blessés. Dans le communiqué faisant suite à l'attaque, le PDKI a blâmé la communauté internationale pour son «absence de pression sur le régime iranien», accusant également les *pasdaran* d'avoir exécuté deux pechmergas prisonniers en contravention avec la Convention de Genève. Le lendemain, les *pasdaran* ont officiellement confirmé le tir de sept missiles. Le ministère des Affaires étrangères irakien a qualifié l'attaque de «violation de sa souveraineté territoriale». Le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), promettant d'apporter son assistance aux victimes, l'a aussi condamnée, tout comme le Vice-président américain Mike Pence dans un appel téléphonique au Premier ministre du GRK.

Avec cette attaque, la République islamique poursuit ses assassinats d'opposants à l'étranger, comme ceux perpétrés contre 7 dirigeants du PDKI en Autriche et en Allemagne en 1989 et en 1992. Une attaque en préparation contre une réunion des Moudjahiddine du Peuple en France a été déjouée en Belgique récemment, et fin septembre, une autre tentative pourrait bien avoir eu lieu au Kurdistan d'Irak contre Loghman Shahabi. Ce Kurde d'Iran, policier à Derbandikhan depuis 12 ans, est en effet hospitalisé après avoir été grièvement blessé le 25 d'une balle dans la tête par un homme muni d'un pistolet à silencieux. Sa sœur a accusé l'Iran et témoigné que son frère avait reçu plusieurs appels téléphoniques menaçants. Déjà, en juillet dernier, on avait retrouvé dans une rivière près de Penjwîn le corps d'Iqbal Moradi, un défenseur des Droits de l'homme et activiste politique... et père de Zaniyar Moradi, l'un des trois prisonniers politiques pendus le 8.

Le 11, l'Iran a demandé à Bagdad et Erbil de lui «livrer» ou d'«expulser» les «criminels» des groupes kurdes iraniens se trouvant encore sur leur territoire, et le 13, le géné-

ral commandant les *pasdaran* a menacé les «ennemis de l'Iran» avec ses «missiles d'une portée de 2.000 kilomètres», capables de frapper «les puissances étrangères arrogantes» (*AFP*) – on comprendra les États-Unis... Le GRK a rejeté les demandes iraniennes, indiquant que la plupart des opposants kurdes d'Iran étaient des réfugiés enregistrés au HCR.

Le jour même de l'attaque de Koya, l'agence *Fars* annonçait l'exécution de Ramin Hossein Panahi et de deux de ses cousins Zanyar et Loqman Moradi. Panahi était accusé d'appartenir au parti kurde *Komala*, et les cousins Moradi à un «groupe terroriste séparatiste» non précisé. Des aveux avaient été extorqués à Panahi par la torture, et une accusation montée de toutes pièces contre les cousins Moradi, convaincus d'avoir tué quatre personnes, dont le fils de l'imam de la prière du vendredi de Mariwan. Le régime préparait cette exécution depuis des semaines en publiant régulièrement des articles dans sa presse aux ordres, et a fait fi de toutes les demandes d'annulation des organisations internationales. *Amnesty International* a réagi à cette triple exécution en exprimant son «horreur», rappelant l'iniquité des procès, tout comme la Commissaire des Nations-Unies aux Droits de l'homme, Michelle Bachelet (*WKI*). Le 10, l'Association des droits de l'homme du Kurdistan a rapporté qu'un autre activiste kurde, Kamal Ahmad Nazhat, de Miandoab (Azerbaïdjan occidental), avait aussi été exécuté pour appartenance à un parti kurde. Selon les chiffres de l'organisation *Hengaw*, l'Iran a pendu au cours des six derniers mois 44 de ses citoyens kurdes et condamné à mort 11 autres militants politiques. *Amnesty International* a compté en 2017 au moins 507 exécutions, dont 31 au moins publiques (*Kurdistan 24*).

Le 12, un responsable du Ministère des pechmegas du GRK a indiqué que l'armée iranienne était entrée de près de 20 km au Kurdistan d'Irak sous prétexte de rechercher les opposants kurdes armés, installant des batteries d'artillerie et de roquettes sur le mont Surîn (2000 m) au nord de Suleimaniyeh (*Middle East Monitor*). Un activiste kurde, Soran Balani, a ajouté que les frappes sur Koya auraient même été faites depuis ces batteries...

Mais l'attaque et les exécutions barbares du 8 septembre, loin de faire plier les opposants kurdes, ont au contraire renforcé leur détermination. Le Kurdistan d'Irak a répondu le 12 par une grève générale très suivie, en particulier dans les villes de Baneh, Bokan, Kermanshah, Mariwan, Mahabad, Piranshahr, Sanandaj, Shno (Oshnavieh), Sardasht, Saqqez etc. Selon le *Komala* c'est l'action de désobéissance civile la plus importante depuis les manifestations de décembre-janvier. *Hengaw* a parlé de «participation massive», ajoutant que le régime avait envoyé l'armée quadriller les villes kurdes et y avait coupé ou limité l'accès à Internet. Il y a eu des dizaines d'arrestations, notamment à Mariwan, où deux activistes ont été emmenés au bureau du renseignement (*WKI*), alors que les 2/3 des boutiques fermaient et que 20 à 30% des fonctionnaires faisaient grève. À Sanandaj, 90% des boutiques sont resté fermées, et des arrestations ont aussi été rapportées, notamment celles de 2 femmes activistes le 13 (une autre, Hejar Sayêdî, arrêtée le 5, a été mise au secret). Simultanément, au Kurdistan d'Irak, les Kurdes d'Irak ont manifesté devant les bureaux des Nations-Unies à Erbil, et en France et en Grèce, des pierres ont été jetées sur les ambassades d'Irak – des actions dénon-

cées par le PDKI, qui a déclaré ne pas vouloir «agir comme le régime». Le 17, une nouvelle attaque contre l'ambassade d'Irak en Grèce a été lancée par le groupe anarchiste *Rubicon* «en solidarité avec les Kurdes» (*AFP*). Enfin, le parti «pro-kurde» HDP a condamné en Turquie l'attaque sur Koya, et ses deux coprésidents Pervin Buldan and Sezai Temelli ont envoyé aux deux tendances du PDKI une lettre de solidarité.

Le jour des manifestations, le Secrétaire général du PDKI, Mustafa Hijri, a promis dans une intervention télévisée publiée sur le site du parti d'«intensifier la résistance». Rappelant que les attaques antérieures contre les Kurdes n'avaient jamais pu mettre fin à celle-ci, il a prévenu qu'il en serait de même cette fois-ci.

Le 22 au matin, des hommes armés ont ouvert le feu lors d'un défilé militaire commémorant le début de la guerre Iran-Irak à Ahvaz, capitale du Khouzistan, principale province pétrolière du pays et majoritairement arabophone, à ce double titre très sensible. L'attaque, qui a fait au moins 25 morts, dont 12 *pasdaran*, et 60 blessés, a été rapidement revendiquée par Daech ainsi que par un groupe séparatiste, mais l'Irak a accusé «un régime étranger» soutenu par Washington – une allusion à l'Arabie Saoudite.

Enfin, d'autres Kurdes accusés d'activisme ont subi de lourdes condamnations. Le 23, Mohiddin Ibrahimî, arrêté en novembre 2017, a été condamné à mort à Ouroumieh pour «appartenance au PDKI», au terme d'un procès inique tenu en août durant lequel, selon *Hengaw*, il n'a pas eu accès à un avocat. Ibrahimî, 40 ans, originaire d'un village près de Shno, avait été blessé par balles et arrêté

par les forces de sécurité alors qu'il transportait des marchandises comme *kolbar*. Il avait déjà été emprisonné 14 mois en 2010 sous la même accusation d'appartenance à des partis kurdes d'opposition (*UNPO*).

Hengaw fait état d'une intensification de la répression contre les activistes kurdes durant ce mois, avec au moins 80 citoyens kurdes arrêtés contre 44 le mois précédent, soit un bond de 82%. C'est la province d'Ouroumieh qui a connu le plus d'arrestations avec 43, suivie par Sine (Sanandaj) avec 36. Selon *Hengaw* les causes des arrestations sont: 40 pour des activités de défense des droits civiques, 18 pour la défense des droits au travail, 17 pour activisme politique, et 1 pour des raisons religieuses.

Le 22 septembre, les familles, exilées au Canada, de deux prisonniers politiques kurdes mis au secret dans les locaux des Services de renseignement à Sanandaj ont exprimé leur inquiétude pour ceux-ci. En effet, après l'arrestation de Hochmand Alipour et Mohammad Ostad-Ghader le 3 août, la télévision iranienne a diffusé le 8 août deux vidéos les montrant prétendument confesser leur participation à des attaques contre l'armée. Ces aveux probablement obtenus par la menace voire la torture pourraient justifier des exécutions similaires à celles du 8 septembre... (*CHRI, Center for Human Rights in Iran*).

Hengaw a aussi relevé le 27 la condamnation à mort d'un membre kurde des Gardiens de la Révolution (*pasdaran*), Arsalan Khodkam, ancien pechmegera qui avait rejoint les *pasdaran* dans les années 90 après s'être rendu. Khodkam est accusé de coopération avec le PDKI et d'espionnage.

IRAK : TOUJOURS PAS DE GOUVERNEMENT; RIVALITÉ PDK-UPK POUR LA PRÉSIDENTE IRAKIENNE

Les manifestations dans le Sud du pays contre le manque de services publics et la corruption se sont intensifiées. Le 2 septembre, près de 200 personnes se sont rassemblées devant l'accès principal du champ pétrolifère de Nahr Bin Omar, d'autres manifestants bloquant un poste-frontière avec l'Iran (*Kurdistan 24*). Le 4, des sources locales ont fait, état de 5 morts et 16 blessés dans des heurts avec la police. Le 6, l'accès principal du port d'Oum Qasr, le principal point d'entrée maritime de l'Irak, a été bloqué (*ISHM-Epic*). Le même jour, alors que se tenait la première session du nouveau parlement, le leader de l'alliance *Sayrûn*, Moqtada Sadr, a littéralement convoqué au Parlement pour le 9 le Premier ministre et le gouverneur de Bassora afin de résoudre les problèmes de la province.

Le soir, les nouvelles concernant la mort de 11 manifestants depuis le début du mois et l'hospitalisation de 6.000 habitants intoxiqués par de l'eau non potable a provoqué une nuit d'émeute. Les manifestants ont incendié des locaux de partis politiques et des édifices gouvernementaux (*Kurdistan 24*). S'ils n'ont pas réussi à approcher le consulat américain, ils ont incendié le consulat iranien et ont pris brièvement en otage des travailleurs des champs de pétrole (*Reuters*). Le commandant militaire a décrété le couvre-feu. Suite à ces violences, le leader de l'alliance *Fatah* a appelé à la démission du premier ministre. Le 8, les opérations au port d'Oum Qasr ont repris, mais le même jour, l'aéroport de Bassora, où se trouve le consulat américain, a été visé par des tirs de roquettes, sans victimes... Le 18, le porte-parole adjoint du Parlement, Hassan Karim al-Kaabi, a présenté un rap-

port sur la situation de la province, confirmant que 30.000 habitants étaient malades à cause de l'eau trop saline. Le président du Parlement Mohammed Halbousi a assuré que des fonds avaient été débloqués. Mais le 25, un député de Bassora, Rami al-Sakini, a violemment critiqué le gouvernement pour n'avoir encore apporté aucune solution concrète, et le 27, Abadi démettait le commandant militaire de Bassora. Le 28, d'autres roquettes ont visé l'aéroport, toujours sans faire de victimes, et le 30, les États-Unis ont annoncé la fermeture de leur consulat (*ISHM*).

À Bagdad, les tractations politiques en vue d'installer enfin un nouveau gouvernement se sont intensifiées pour tenter d'aboutir avant le 3, jour où le nouveau Parlement devait élire son Président. Le 1^{er}, une délégation kurde commune PDK-UPK est arrivée à Bagdad et, après une rencontre avec le président sortant Fouad Massoum, a tenu des réunions avec plusieurs listes pour négocier son soutien à un futur gouvernement en échange de réponses à ses demandes. Celles-ci incluent: le retour du budget du Kurdistan aux 17% constitutionnels du budget total, le retour des pechmergas dans les territoires kurdes «disputés» sous juridiction irakienne et la mise en œuvre de l'article 140 de la Constitution, c'est-à-dire un référendum dans ces territoires et notamment Kirkouk. Parallèlement, le leader du PDK, Massoud Barzani, recevait à Erbil une délégation de l'alliance multiconfessionnelle *Wataniya*, Iyad Allawi et 2 leaders sunnites.

Le 2, *Sayrûn* (alliance entre partisans de Moqtada Sadr et communistes), *Nasr* («Victoire») du

Premier ministre sortant Abadi et 14 autres groupes politiques ont annoncé la formation du plus grand bloc parlementaire, avec 177 députés de 16 listes différentes, théoriquement capable de former le gouvernement, grâce au ralliement d'une partie de l'Alliance sunnite «Axis». Le même soir, le groupe rival, dirigé par le leader de l'organisation chiite *Badr* Hadi al-Amiri et l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki, affirmait à son tour avoir formé le plus grand bloc parlementaire, après avoir débauché 21 députés de l'Alliance Abadi, un changement de camp résultant de la brouille récente entre celui-ci et son conseiller à la sécurité, Falih al-Fayyadh, qui avait alors rejoint la liste Amiri. Aucun des deux blocs rivaux n'incluait PDK et UPK.

Affaiblis par leur propre manque d'unité, les Kurdes espéraient que cette rivalité intra-chiite renforcerait leur position dans les négociations. Le bloc PDK-UPK a appelé plusieurs fois les quatre partis kurdes d'opposition à le rejoindre pour former un bloc de 54 sièges, autant que l'alliance *Sayrûn*. Le parti kurde d'opposition «Nouvelle Génération» a préféré rejoindre la coalition Abadi. Par ailleurs, celui-ci s'est montré intransigeant sur Kirkouk, renvoyant toute discussion sur l'administration de la province à des négociations ultérieures «entre gouvernement central et Région [du Kurdistan]»... Le 3, alors que le nouveau Parlement, ne parvenant pas à élire son Président, s'ajournait au 15 (*ISHM*), le PDK a annoncé que faute de réponse claire à ses demandes, il ne rejoindrait aucun des 2 blocs chiites, l'UPK prenant le 5 la même position.

Le 13, Sadr comme l'ayatollah Sistani, la plus haute autorité chiite

du pays, ont rejeté la candidature d'Abadi au poste de prochain Premier ministre, poussant celui-ci vers la sortie. Abadi a annoncé le soir respecter la décision de Sistani, et l'après-midi, Sadr et Amiri sont parvenus à un accord entre leurs deux alliances (*Kurdistan* 24). Le 15, le Parlement a réussi à élire comme Président le sunnite Mohammed al-Halbousi.

Cependant, les relations PDK-UPK se sont tendues en fin de mois autour de la question de la Présidence irakienne. Depuis 2003, celle-ci revenait par accord tacite à l'UPK, qui seul présentait un candidat, le PDK assumant la présidence de la Région du Kurdistan. Ce partage a fonctionné jusqu'à la démission le 1^{er} novembre 2017 du Président Massoud Barzani, dont les pouvoirs ont été répartis entre Parlement, GRK et système judiciaire en attendant qu'une décision règle le statut de cette fonction. En effet, les partis kurdes sont en désaccord à ce propos, le PDK défendant une Présidence forte avec élection au suffrage universel, *Goran* préférant un Parlement fort qui élirait le Président de Région. Enfin, l'élection du Président irakien par le Parlement de Bagdad coïncide avec les législatives kurdes qui, après 2 reports et 11 mois de retard, se tiennent le 30 septembre...

À la recherche d'un «présidentiable», l'UPK s'est tourné vers son ancien responsable Barham Salih, qui l'avait quittée en septembre 2017 pour créer la Coalition pour la Démocratie et la Justice (CDJ). Après plusieurs réunions CDJ-UPK, Salih a accepté de revenir et d'être le candidat de son parti d'origine. De son côté, le PDK, accusant l'UPK d'avoir choisi Salih sans le consulter, a déclaré l'ancien accord caduc, revendiquant la présidence irakienne suite à son bon score aux dernières législatives irakiennes. Aucun des 2 partis n'étant prêt à céder, PDK et UPK ont cha-

cun présenté leur propre candidat: Barham Salih pour l'UPK, et pour le PDK, Fouad Hussein, ancien Directeur de cabinet de Massoud Barzani. Cette rivalité inédite a poussé le parlement irakien à retarder l'élection du Président, originellement prévue le 25, au 2 octobre – après les législatives au Kurdistan. Le 26, le PDK a proposé que les députés des partis kurdes à Bagdad désignent un candidat unique. Si le 29 l'alliance *Wataniya* a soutenu cette proposition, le candidat UPK l'a rejetée, préférant aller au vote devant l'ensemble du Parlement irakien (*Kurdistan* 24). Pour obtenir les 210 votes nécessaires, tout candidat devait avoir le soutien des deux blocs chiïtes. Ceux-ci se sont mis d'accord pour voter pour le même candidat, mais ont refusé de choisir entre les deux candidats kurdes. Lançant un ultimatum au PDK et à l'UPK, ils ont menacé d'élire un candidat de leur choix si ces deux partis ne s'accordaient pas sur un candidat unique...

Dans les territoires disputés entre Kurdistan et gouvernement fédéral repris par les Irakiens en octobre 2017, l'insécurité due à Daech est demeurée forte tout le mois. La nuit du 3, une bombe a explosé dans Khanaqin, heureusement sans faire de victime. L'attaque n'a pas été revendiquée. Après 3 explosions et des enlèvements ces derniers mois, les habitants ne cessent de demander le retour des pechmegas (*Rûdaw*). Le 4, les *Asayish* (Sécurité) de Suleimaniyeh ont annoncé avoir démantelé une cellule dormante de Daech comprenant 6 hommes et une femme qui projetaient des attentats. À Kirkouk, les djihadistes ont tué 10 habitants du village de Yaychi, tandis qu'une attaque-suicide tuait 2 policiers dans le district d'Abasi. Le 9, les djihadistes ont enlevé 6 Kurdes qui pique-niquaient au sud de Kalar et en ont décapité 4, les 2 derniers parvenant à s'enfuir

(WKI); d'autres djihadistes ont détruit un oléoduc reliant Kirkouk à Dubiz, et une bombe a fait une victime la même nuit dans la région de Halabja (*Rûdaw*). Le 13, des djihadistes ont attaqué un centre de santé près de Daqouq (Kirkouk), volant médicaments et équipement médical et enlevant 2 hommes dont un ambulancier. Le 17 au matin, Daech a attaqué un village arabe chiïte de Khanaqin, Qaya. Échangeant des tirs avec la police durant 30 mn, les assaillants ont incendié 3 maisons et 3 véhicules et blessé 7 personnes, dont 2 femmes et 3 enfants. La nuit du 23, des frappes aériennes irakiennes près de Jalawla ont tué au moins 8 djihadistes, auteurs présumés de cette attaque... Une autre opération la même nuit a tué 2 djihadistes près du Mont Hamrin (*Rûdaw*).

À côté de l'insécurité djihadiste, que les forces de sécurité irakiennes semblent incapables de maîtriser, les résidents de ces territoires souffrent aussi d'un manque de services publics similaire à ce qui a causé l'instabilité à Bassora: le 6, les habitants de Kirkouk ont protesté contre la pénurie d'eau potable due aux fréquentes coupures d'électricité. Dans certains quartiers, où l'eau est coupée depuis 3 semaines (*Rûdaw*), les habitants achètent à prix d'or à des camions-citernes une eau parfois saumâtre au point d'être toxique... D'autres préoccupations incluent la poursuite de la politique d'arabisation et la brutalité des forces de sécurité irakiennes, particulièrement envers les Kurdes. Le 12, le leader du bloc *Brayeti* («Fraternité») au Conseil provincial de Kirkouk, Mohammed Kamal, a accusé sur le site du PDK la police fédérale et les milices *Hashd al-Shaabi* d'avoir arrêté à Daqouq et torturé la semaine précédente une quinzaine de pechmegas kurdes du PDK et de l'UPK et de civils arabes, forcés de confesser des crimes imaginaires

(Kurdistan 24). Le 19, malgré les dénégations de la police, le ministre de l'Intérieur Qassim al-Araji a annoncé l'ouverture d'une enquête (ISHM). Les plaintes continuent aussi à viser le gouverneur intérimaire de la province, Rakan al-Jabouri, qui poursuit le remplacement de responsables kurdes par des Arabes, arguant qu'il s'agit de donner à la province une répartition «égalitaire», «32% des postes à chaque communauté et le reste aux Chrétiens». Les partis kurdes ont rejeté l'argument et exigé une répartition reflétant les derniers résultats électoraux: UPK 6 sièges, Arabes et Turkmènes 3 sièges chacun (le PDK avait boycotté les législatives, considérant la province comme «occupée») (Kurdistan 24).

Le Conseil provincial ne s'est pas réuni depuis octobre 2017, mais la situation pourrait évoluer car, le 11, ses membres kurdes se sont rencontrés dans les locaux du Parti communiste, au quartier de Qara Hanjir, pour discuter la reprise de

ses activités, et pour la première fois, ses membres PDK ont participé à la réunion. D'autres réunions se tiendront régulièrement pour défendre la population kurde de la province dans les prochaines élections provinciales et un communiqué commun a déclaré que si les partis kurdes croient en la coexistence pacifique des groupes ethniques à Kirkouk, les Kurdes, la principale composante de la province, «ne se laisseront pas marginaliser en termes de gouvernance civile et militaire». Il a aussi été question d'une liste kurde commune pour les élections provinciales du 22 décembre, les premières depuis 13 ans en raison des tensions interethniques... L'élection d'un nouveau gouverneur remplaçant Jabouri, nommé par Abadi après le limogeage de Najmaddine Karim, relève constitutionnellement du Conseil provincial...

Parmi les dernières décisions du gouverneur intérimaire, l'installation de trois postes de douane devant collecter des taxes sur les

routes Erbil-Kirkouk et Sulaimaniyeh-Kirkouk a été qualifiée d'illégale par le Conseil provincial, qui a déclaré ne pas avoir été consulté. Le 30, suite à la réouverture de l'aéroport, le vol inaugural Bagdad-Kirkouk a amené sur un avion *Iraqi Airways* le gouverneur intérimaire accompagné du Ministre irakien des Transports et d'autres officiels irakiens...

Concernant les décisions douanières, enfin, le 24, la Turquie et le Kurdistan ont finalisé leur accord de 2014 par lequel un 3^e point de passage, Zete, sera prochainement ouvert près de Mergasor. L'ouverture avait été suspendue par l'émergence de Daech. Ceci n'a pas empêché la Turquie de prolonger le même jour de 3 nouveaux mois son interdiction des vols à destination de l'aéroport de Suleimaniyeh, dont le directeur, Tahir Abdullah, a indiqué: «Bagdad n'a rien fait pour aider les vols vers la Région à reprendre» (Kurdistan 24).

KURDISTAN D'IRAK: LES LÉGISLATIVES DU 30 SE SONT DÉROULÉES DANS LE CALME

Le Kurdistan a entamé en début de mois la préparation de ses élections législatives, qui se tenaient au 30. Le 2, Barham Salih, alors encore à la tête de la CDJ, a annoncé que celle-ci n'y participerait pas, contestant la validité de la liste électorale (après le retour de Salih à l'UPK, certains membres de la CDJ ont annoncé leur participation) (Kurdistan 24). Le 5, la Commission électorale a décidé de retarder le début de la campagne du 5 au 11, car certains partis, comme *Goran*, contestant aussi la liste électorale, demandaient un report – même si le Premier ministre du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), Nechirvan

Barzani (PDK), a indiqué qu'aucune demande officielle de report n'avait été faite.

La campagne électorale, commencée le 11 à minuit, a impliqué 673 candidats et 29 partis pour 111 sièges, dont 30 réservés à des femmes et 11 aux minorités (Turkmènes 5, chrétiens 5, Arméniens 1). Le parlement actuel (et le gouvernement actuel) sont dominés par le PDK (38 sièges), suivi de *Goran* (opposition, 24 sièges) puis de l'UPK (18 sièges, aussi au gouvernement). Suivent l'Union islamique (*Yekgirtû*) 10 sièges, et la *Jamaa Islamiya* 6. L'UPK espère reprendre la 2^e place, perdue en 2013 au profit de *Goran*, né d'une scission UPK.

La Commission électorale a annoncé le 21 que les 2.500 prisonniers admis au vote (ceux condamnés à moins de 5 ans) et les employés du ministère de la Santé ne pourraient voter, les ministères concernés ayant transmis leurs listes trop tard, ainsi que les résidents à l'étranger, par manque de fonds pour l'organisation du scrutin. Le 27, le Bureau des Droits de l'homme a indiqué qu'il déposerait plainte contre la Commission pour cette «privation de droits». Le 28, les forces de sécurité (170.000 membres) ont voté en avance, avec un taux de participation très élevé: Dohouk 93%, Erbil 92%, Sulaimaniyeh 89%, et pour la nouvelle province d'Halabja 93% (*Rûdaw*). Selon *Kurdistan 24*, le PDK a obtenu environ 50% des

voix: PDK 79.764 votes; UPK 56.887; Goran 10.543, autres partis environ 16.000 (chiffres non-officiels).

Le 30, le scrutin principal, dont les résultats définitifs ne seront

connus qu'en octobre, s'est déroulé dans le calme, malgré quelques incidents isolés (des personnes armées ont tenté de voter sans les documents requis). La participation a été de 61% à Dohouk, 58% à Erbil et 53% à Souleimaniyeh. Il

faut saluer cet événement qui, dans le contexte de violence prévalant en ce moment au Moyen-Orient, et alors que les désaccords entre les différents partis kurdes sont importants, constitue une réelle victoire pour la démocratie.

TURQUIE: CHRONIQUE DE LA RÉPRESSION

Depuis 1995, les «Mères du samedi» d'Istanbul manifestent, comme les «Mères de la Place de Mai» en Argentine pour exiger la vérité sur le sort de leurs proches disparus dans les années 1980 et 1990. Ces «disparus» ont été le plus souvent victimes d'exécutions extra-judiciaires de l'appareil d'État, au plus fort de sa lutte contre la guérilla du PKK... Aucune enquête sérieuse n'a jamais été menée sur ces affaires. Les «mères» se rassemblent chaque samedi devant l'université francophone de Galatasaray avec des photos de leurs proches. Mais le samedi 25 août, la police les a brutalement dispersées à coups de canons à eau et de grenades lacrymogènes et a interpellé 50 personnes, dont l'une des initiatrices du mouvement, Emine Ocak, 82 ans... Le 1^{er} septembre, la manifestation suivante a aussi été de fait interdite, la police ayant érigé des barricades place Galatasaray et sur l'avenue Istiklal. Prétexte: l'évènement était «exploité par des groupes terroristes» proches du PKK (AFP). 300 personnes, dont des députés du parti «pro-kurde» HDP et du CHP (opposition kémaliste) ont bravé les policiers pour lire une déclaration critiquant l'interdiction. Dans la Turquie de M. Erdoğan, toute opposition doit être réduite au silence...

Le 3, la police d'Ankara a empêché des députés HDP de déposer une couronne mortuaire devant l'ambassade d'Iran pour protester contre l'exécution imminente du prisonnier politique kurde Ramin

Panahi. La députée HDP d'Ankara Filiz Kerestecioglu a été brutalisée, des banderoles arrachées, et 4 personnes arrêtées. Comme l'a fait remarquer Kerestecioglu, malgré leurs divergences politiques, Turquie et Iran s'entendent sur un point: réprimer les Kurdes (*Kurdistan* 24). Le 5, cinq étudiants de l'université d'Amasya ont été inculpés pour «légitimation ou encouragement de méthodes violentes d'organisations terroristes». Ils avaient partagé des chansons kurdes, des tweets de l'ancien coprésident du HDP Selahattin Demirtaş ou des pages Facebook de magazines d'opposition comme *Özgür Gündem*... Ils passeront en jugement en novembre. Le 11, la police a arrêté 11 personnes dans la province d'Izmir, dont un cadre du HDP, et a incarcéré les coprésidents du HDP de la province du Hatay après avoir mené des raids à leurs domiciles d'Iskenderun.

La répression a aussi visé tous ceux qui protestent contre les injustices sociales dont se rend coupable l'État ou osent critiquer les projets pharaoniques du président turc, comme le nouvel aéroport d'Istanbul. Le 21, les ouvriers du chantier se sont rassemblés sur le site par milliers pour dénoncer leurs conditions de travail (38 morts dans des accidents du travail qui selon *Human Rights Watch* «auraient pu être évités») et le non-paiement de leurs salaires depuis des mois, scandant «Les ouvriers ne sont pas des esclaves». La police les a attaqués au gaz lacrymogène et matraqués, et a incarcéré 400 d'entre eux quatre

jours. 43 des ouvriers incarcérés, majoritairement des Kurdes, ont été inculpés entre autres de «destruction de propriété publique» et de «résistance à la police». La police a aussi empêché des membres du HDP venus soutenir les travailleurs d'accéder à la manifestation. Le 29, le HDP a présenté dans une conférence de presse son rapport sur ce chantier, qui confirme les morts et pointe les conditions de travail inacceptables, ainsi que son impact environnemental désastreux (*Ahval*).

Le site *Ahval*, créé par des journalistes turcs exilés, a attiré l'attention le 4 sur les méthodes de la police de Nusaybin, qui n'hésite pas à placer des documents compromettants de sa propre fabrication dans les bagages des personnes visées. C'est ainsi qu'a été arrêtée en janvier dernier Sara Kaya, la maire de la ville, ce qui a permis au gouvernement de placer la mairie sous le contrôle d'un administrateur pro-AKP. L'officier qui a «découvert» les preuves (une lettre au commandant local du PKK de plus d'un an mais semblant bizarrement avoir été imprimée la veille...) a depuis été arrêté pour fabrication de fausses preuves, extorsion et torture, mais Kaya n'a pas été libérée.

C'est aussi le 4 que s'est tenue dans la prison de Silivri, près d'Istanbul une nouvelle audience d'une des 34 affaires opposant l'État turc à l'ancien coprésident du HDP Selahattin Demirtaş, détenu depuis novembre 2016 et contre lequel 102 enquêtes différentes

sont en cours. Cette fois il s'agissait de l'accusation de «direction d'une organisation terroriste». Demirtaş s'exprimait depuis sa cellule d'Edirne par le système vidéoconférence SEGBIS, connu pour sa mauvaise qualité, mais son co-accusé Sirri Süreyya Önder était physiquement présent. Demirtaş et Önder, poursuivis pour leurs discours du Newrouz 2013, ont été condamnés respectivement à 4 ans et 8 mois et 3 ans et 6 mois de prison, «parce qu'ils ont défendu la paix», a déclaré le HDP sur Twitter (AFP). L'observatrice internationale Margaret Owen a témoigné des graves irrégularités dénoncées par les avocats de la défense, comme la non-lecture des charges à l'audience, privant ainsi les accusés de la possibilité de les réfuter. Par ailleurs, alors que le juge et le procureur originels de l'affaire sont maintenant eux-mêmes emprisonnés pour complicité avec le coup d'État de juillet 2016, les accusations se basent sur une transcription volontairement erronée des propos incriminés, qui transforment des plaidoyers pour la reprise du processus de paix en appel à la violence! Demirtaş a indiqué n'avoir reçu les «preuves» contre lui que deux jours avant l'audience, afin de l'empêcher de préparer sa défense. Mais depuis sa cellule, Demirtaş, montrant article de journal après article de journal reproduisant ses vraies paroles, comme Önder, montrant en pleine audience sur son ordinateur portable les vidéos des vrais discours de Demirtaş, obtenues de Haber TV, ont démontré la fausseté des accusations et surtout des transcriptions faites par la police. La Cour a pourtant conclu par un scandaleux verdict de culpabilité, qui fait honte à la justice turque. Pour une peine inférieure à 5 ans, aucun appel n'est possible devant la Cour constitutionnelle... Le HDP a publié un communiqué dénonçant un verdict politique, rappelant que les activités reprochées aux accusés avaient été menées dans le

cadre du processus de paix initié par le gouvernement lui-même. Annexé au communiqué, le vrai texte du discours de Demirtaş pour Newrouz 2013.

Le 10, six personnes ont été condamnées à la prison à vie pour l'attentat-suicide à la voiture piégée contre un convoi militaire, revendiqué par les «Faucons de la liberté du Kurdistan» (TAK), qui avait fait 29 morts le 17 février 2016 à Ankara. 68 accusés étaient jugés dans le cadre de ce procès, et 50 autres doivent passer en jugement séparément (AFP).

La répression vise toujours aussi les médias, journalistes comme éditeurs. Le 12, Ragip Zarakolu, le responsable de la maison d'édition turque *Belge*, exilé en Suède depuis 2013, a été visé par un mandat d'arrêt international pour un discours qu'il avait prononcé en 2011 lors d'un congrès du BDP (*Barış ve Demokrasi Partisi*, Parti de la paix et de la démocratie, branche régionale du HDP). Le même jour, trois nouveaux livres de la maison d'édition *Avesta* ont été interdits pour «incitation à la haine»: les traductions en turc de Chris Kutschera, *Le mouvement national kurde*, A-R. Ghassemloo, *Les Kurdes et le Kurdistan*, et Celîlê Celîl, *Vostaniyê Kurdov 1880 goda (La révolte des Kurdes en 1880)*. Ces interdictions succèdent à 10 autres cette année, incluant une Histoire des Kurdes d'époque soviétique ou encore un ouvrage sur le génocide anti-kurde de l'*Anfal* en Irak... (SCF)

Toujours le 12, un tribunal d'Istanbul a décidé le maintien en détention jusqu'à leur procès de 5 journalistes d'*Özgürlükçü Demokrasi*, fermé par décret le 8 juillet dernier, et, malgré l'avis contraire du procureur, la libération sous contrôle judiciaire de leur collègue Pinar Tarlak. 8 autres employés du titre comparaitront libres à la prochaine audience le 6 décembre. Les 14

professionnels des médias sont tous accusés d'«appartenance à une organisation terroriste». Des députés HDP et des membres de l'Union des journalistes turcs (TGS) et du syndicat DISK, ainsi que des journalistes de *Mesopotamya* et *JINNEWS* se sont rassemblés devant le tribunal en solidarité.

Le 18, un tribunal a ordonné la libération du journaliste Metin Duran, de Nusaybin, pour raison de santé. Duran avait travaillé pour la station *Radjo Rengîn*, fermée par décret après la tentative de coup d'État. Placé en soins intensifs après une attaque cardiaque, il avait été condamné à 3 ans 3 mois et 15 jours de prison. Arrêté en convalescence dans sa famille, sa maison ayant été détruite durant le couvre-feu, il avait été envoyé purger sa peine à Ankara... Selon l'Association des droits de l'homme turque (İHD), au 2 mars 2018, 1.154 prisonniers étaient malades dont 401 dans un état critique (SCF).

Le 19, les propriétaires et le rédacteur en chef de *Hayatin Sesi*, une chaîne de télévision de gauche très critique envers Erdoğan, fermée après la tentative de coup d'État, ont été condamnés à 3 ans et 9 mois de prison, selon Erol Önderoğlu, représentant en Turquie de *Reporters Sans Frontières*. Mustafa Kara, Ismail Gökhan Bayram et Gökhan Cetin sont accusés de «propagande terroriste» pour le PKK et Daech... (AFP).

Plusieurs étrangers ont également été arrêtés ou inculpés ce mois-ci, notamment deux Autrichiens d'origine turque ou kurde: un candidat HDP aux élections de juin 2015, et une mère de 3 enfants, tous deux accusés de propagande pro-PKK (SCF). Le 9, la police a incarcéré pour «terrorisme» le journaliste autrichien Max Zirngast après un raid matinal sur

son appartement d'Ankara. Travaillant pour deux journaux de gauche, *Re:volt* (Autriche) et *Jacobin* (USA) et ayant le tort de s'intéresser aux Kurdes, Zirngast a le douteux privilège d'être le premier Autrichien arrêté sans être d'origine kurde ou turque... L'arrestation a été condamnée par ses employeurs comme par le gouvernement autrichien, *Reporters sans frontières* et l'OSCE, dont la Turquie est membre (*Kurdistan* 24). Elle pourrait être liée à l'expulsion récente d'imams du *Diyanet* turc par l'Autriche... Le 14, l'agence de presse privée *DHA* a annoncé qu'un ancien soldat britannique d'Afghanistan, Joe Robinson, arrêté en juillet 2017 durant ses vacances à Aydın, avait été condamné à sept ans et demi de prison pour «appartenance à une organisation terroriste». Venu en Syrie en 2015 pour travailler au service médical des YPG, il avait publié des photos le montrant en tenue de camouflage avec leurs combattants. Robinson a fait appel et le *Foreign Office* britannique s'est déclaré prêt à l'assister (*AFP*). Le 24, la chanteuse germano-kurde Hozan Cane, emprisonnée depuis fin juin en Turquie, où elle s'était rendue pour chanter à des meetings du HDP, a écrit à la chancelière allemande pour lui demander de soulever sa situation avec le Président turc durant la visite de celui-ci. Exilée à Cologne depuis les années 90, Cane est accusée d'appartenir au PKK suite à ses «posts» sur les réseaux sociaux (*Kurdistan* 24).

Le 4, les juges de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) ont invité à l'unanimité la Turquie à modifier l'article de son Code pénal punissant le dénigrement de l'État ou de ses institutions. C'est à l'occasion de la condamnation d'Ankara pour violation du droit à la liberté d'expression de l'éditeur Fatih Tas que la CEDH a pris cette position, accordant aussi à Tas 2.500 euros

en réparation de son préjudice moral. L'éditeur avait été poursuivi en 2004 pour avoir publié un livre où il accusait les forces de contre-guérilla d'avoir fait «disparaître» un journaliste. Parmi les 47 États membres du Conseil de l'Europe, la Turquie était en 2017 le plus condamné pour entrave à la liberté d'expression, avec 16 condamnations sur un total de 44 (*Reuters*).

Le 14, le maire de Villeurbanne, Jean-Paul Bret, a organisé une cérémonie de parrainage d'élus kurdes emprisonnés en Turquie, au cours de laquelle il a rencontré le représentant du HDP en Europe, Eyyup Doru, ainsi que Thierry Lamberthod, président d'Amitiés kurdes Lyon (*Viva, Villeurbanne*).

Enfin, 10 jours avant la visite controversée du Président turc en Allemagne, prévue du 27 au 29, une polémique a démarré entre les autorités et la communauté kurde à propos des manifestations que celle-ci souhaite organiser pour dénoncer cette venue. En effet, un rassemblement le 29 devant la Porte de Brandebourg à Berlin a été interdit. Accusée de soutenir Erdoğan, la police a répondu que l'interdiction était due à la construction en cours de tribunes pour la Fête nationale allemande qui se tiendra le 3 octobre. Finalement la communauté kurde a décidé d'un défilé pour le 28. Le Président turc est arrivé en Allemagne le 27 avec certains de ses gardes du corps connus depuis Washington en mai 2017 pour leur brutalité envers des manifestants pacifiques, dont certains s'étaient vus interdire l'entrée en Allemagne pour le G20 de 2017 (*Rojinfo*). Le 28 s'est tenue une manifestation rassemblant des milliers de participants, organisée par le Collectif «*Erdogan Not Welcome*», et le soir, le dîner d'État organisé à Berlin en son honneur par son homologue allemand, Frank-

Walter Steinmeyer, a été boudé par une partie de la classe politique allemande, jugeant excessive cette visite d'État avec les honneurs qui y sont attachés. Mme Merkel n'y a pas non plus assisté. Le 29, le Président turc a inauguré à Cologne la plus grande mosquée d'Europe, financée par l'Union des affaires turco-islamiques (*Ditib*), étroitement liée au pouvoir turc. Comme le banquet de Berlin, l'inauguration a été boudée par une partie des dirigeants politiques du *Land* (Etat régional).

Les opérations militaires turques se sont poursuivies dans les régions kurdes du pays comme au Kurdistan d'Irak voisin. Fin août, les militaires ont interdit l'entrée du Dersim à une délégation HDP venue examiner les incendies de forêt qui durent depuis des semaines... Le 3, l'armée a imposé des couvre-feux sur plusieurs villages du district de Lice (Diyarbakir) tandis que des hélicoptères bombardaient celui de Hazro (*WKI*). Le 12, des couvre-feux illimités ont été imposés sur au moins 116 villages et hameaux kurdes de Diyarbakir en raison de la préparation d'une offensive contre le PKK, notamment à Lice, Hazro, Kulp, Silvan and Kocaköy. Le 17, le gouverneur de Siirt a annoncé un couvre-feu sur 5 villages, qui a été levé le 19 au matin. L'armée a en parallèle lancé une opération près du Mont Cudî (Şırnak), provoquant là aussi selon plusieurs témoignages des incendies de forêt.

Au Kurdistan d'Irak, des avions de chasse turcs ont bombardé le 9 pour la 3^e fois en une semaine la région d'Amêdî, provoquant d'autres incendies (*Rûdaw*). Le 16, l'armée a annoncé avoir «neutralisé» un cadre du PKK, Murat Akdoğan (pseudonyme Ali Gever) dans une frappe aérienne menée le 14 sur Avasin-Basyan. Enfin, le 30, un communiqué de l'état-major a annoncé la neutrali-

sation de 6 combattants PKK à Gara et de 8 autres à Avasin-Basyan et Metina, ainsi que la mort d'un soldat et 4 blessés par l'explosion d'une bombe artisanale.

Le 19, l'organisation de défense des Droits de l'homme *Human*

Rights Watch (HRW) a dans un rapport lancé un avertissement à la Turquie concernant ses raids aériens sur le Kurdistan d'Irak. Examinant 4 opérations différentes menées entre mai 2017 et juin 2018, HRW a indiqué que les morts civils (au moins 6) qu'elles avaient causés étaient injusti-

fiables en l'absence de cibles militaires légitimes, et que la Turquie avait probablement enfreint le droit international en n'avertissant pas préalablement les autorités locales. HRW a appelé la Turquie à mener une enquête et à verser une compensation aux familles (*Rûdaw*).

ROJAVA : AFRÎN RÉSISTE À L'OCCUPATION TURQUE

Toujours en butte à la résistance de la population et aux actions de guérilla des YPG auxquelles ils semblent incapables de mettre fin, les Turcs et leurs alliés djihadistes à Afrîn poursuivent leurs exactions. Le 15 l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH) a publié un rapport (<http://www.syriahr.com/en/?p=102622>) qui en brosse un tableau effrayant, avec des enlèvements contre rançon, l'interdiction pour les agriculteurs de travailler sur leurs terres, l'empêchement de rentrer chez eux des personnes déplacées, l'extorsion de droits au passage de points de contrôle...

Un second rapport daté du 24 (<http://www.syriahr.com/en/?p=103211>) poursuit la description des exactions, mentionnant par exemple la mort sous la torture d'un homme âgé, insistant sur le fait que ces actes sont accomplis dans l'indifférence totale des forces d'occupation turques, pourtant responsables de la sécurité des civils, mais qui ne font rien pour contrôler leurs supplétifs. L'OSDH «a documenté l'arrestation de plus de 2.300 citoyens dont plus de 800 se trouvent toujours en détention, les autres ayant été relâchés après que la plupart ont payé la rançon imposée par les membres de l'opération «Rameau d'olivier», se montant parfois à plus de 10 millions de livres syriennes; le nombre de victimes

a augmenté au cours des six derniers mois, atteignant 364 civils, dont 55 enfants et 36 femmes, et des dizaines de civils morts dans des explosions de mines ou sous la torture par les factions de «Rameau d'olivier» [...]. Se poursuivent également les pillages des biens et les destructions dans les plantations d'oliviers, dont 75% ont été saisies par les milices occupantes qui prétendent maintenant en recevoir des loyers où y faire travailler pour eux des journalistes! Les djihadistes contrôlent aussi la majorité des savonneries, et les «Conseils locaux» qu'ils ont créés à leurs ordres doivent organiser la récolte et le pressage. Bien loin de tout engagement politique (et encore plus des idéaux révolutionnaires syriens...), on est là dans le banditisme pur et simple de la part de ces mercenaires au service de la Turquie.

Dans la ville même d'Afrîn, tandis que des combats éclataient entre factions rivales *Ahrar al-Sharqiyah* et «Rameau d'Olivier», toutes deux soutenues par la Turquie (WKI), l'explosion d'un véhicule, non revendiquée, a fait des victimes civiles. Les YPG se sont désolidarisés de ce type d'actions, ainsi que de faits de torture contre les civils, dont ils accusent des groupes, voire les services de renseignements turcs, qui cherchent à les discréditer auprès de la population.

Le 3 au soir, les YPG ont attaqué à 1 km de la ville un point de contrôle tenu par le Front *al-Shamiya* et tendu une embuscade contre des combattants de la même organisation au sud d'Afrîn, tuant au total 6 hommes et un commandant. Ils ont revendiqué pour l'ensemble du mois d'août l'élimination de 50 combattants ennemis dont 2 commandants, plus 7 soldats turcs, dans 18 opérations différentes. De son côté, l'Observatoire syrien des Droits de l'homme (OSDH) a donné une évaluation de 112 rebelles et soldats tués depuis mars (*Kurdistan 24*). Le 9, les YPG ont revendiqué la mort de 2 autres combattants dans des embuscades, le 7 un membre des brigades *al-Hamza*, et le lendemain de *Ahrar al-Sharqiyah* (*al-Masdar News / AMN*). Causée par les attaques des YPG comme par leurs propres dissensions, la dégradation de la sécurité pour les occupants est telle que ceux-ci ont décidé le 11 au soir d'imposer un couvre-feu sur la ville jusqu'au jour. Malgré un niveau d'alerte élevé, une dizaine de combattants supplémentaires ont été tués dans des attaques entre le 11 et le 17 (*AMN*), et le 25, les YPG ont de nouveau annoncé avoir infligé des pertes aux occupants: 7 morts du 19 au 21, dans 3 embuscades distinctes, dont l'une a permis de détruire un char T-55 de la Légion *al-Sham* dans le district de Jandarîs.

Le 18, trois civils de Tell Rifaat, tenue par le PYD, à 10 km à l'est d'Afrîn et au sud d'Azaz, ont été

blessés dans une attaque au mortier des djihadistes sur la ville, que la Turquie menace toujours d'occuper. Mais les menaces turques concernent en fait l'ensemble du Rojava: le 4, le ministre turc de la Défense, Hulusi Akar, a déclaré au Représentant spécial américain, l'ambassadeur James Jeffrey, que la Turquie voulait que les milices kurdes quittent la zone frontalière... Les Turcs souhaitent notamment entrer dans Manbij, mais les Américains ont réitéré le 10 que la «feuille de route» turco-américaine conclue en juin dernier ne le prévoyait pas. M. Erdoğan accuse à demi-mot les Américains de gagner du temps et de ne pas respecter leur engagement de faire quitter la ville aux «terroristes». Par ailleurs, Manbij ne cesse d'être visée par des attentats. Le 1^{er} septembre, une bombe a blessé deux habitants, le 12, une autre explosion a tué un enfant, et le 14, une autre encore a blessé au moins 6 civils et endommagé l'hôpital local (*Kurdistan* 24). Si les observateurs envisagent la possibilité de cellules dormantes de Daech (comme celle démantelée par les FDS à Raqqa en milieu de mois), ils remarquent également que Damas comme la Turquie ont tous deux intérêt à déstabiliser la ville, et on connaît les liens de ce dernier pays avec les mouvements djihadistes syriens... Le 24, arrivant à New York pour participer à l'Assemblée générale des Nations-Unies, le Président turc a d'ailleurs renouvelé ses menaces d'une nouvelle opération turque dans le Nord syrien. Le 27 au matin, des membres des FDS et des miliciens de l'«Armée syrienne libre» soutenue par la Turquie ont échangé des tirs nourris dans une ville située au Nord de Manbij (*AMN*). Le 28, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, a publié dans le *Washington Post* une tribune intitulée «Les États-Unis doivent arrêter d'armer les terroristes en Syrie».

Avec le soutien aérien et d'artille-

rie de la coalition internationale, les FDS ont lancé le 10 la phase finale de l'opération *Roundup*, l'assaut contre la dernière poche tenue par Daech dans la province de Deir Ezzor sur la rive Est de l'Euphrate, tout près de la frontière irakienne. Il s'agit de prendre la ville de Hajin, fortifiée par les 3.000 djihadistes, majoritairement étrangers, qui y sont retranchés, ainsi que sa voisine al-Shaafa. Les combats ont été très violents, selon l'*OSDH*, qui rapporte la mort de 17 djihadistes. Le lendemain, tandis que l'*AFP* faisait état d'au moins 27 morts djihadistes et 10 FDS à Hajin, au Sud-Est de Damas, dans la région majoritairement druze de Soueida, 21 soldats du régime étaient tués dans une embuscade de Daech. Le 14, le bilan à Hajin s'établissait à 46 djihadistes et 15 FDS tués, toujours selon l'*OSDH*, avant qu'une embuscade des djihadistes dans une tempête de sable ne tue au moins 20 combattants des FDS (*AFP*). Puis le 18, les SDF ont annoncé, après une nuit de combats, la prise du pont sur l'Euphrate en aval de Hajin, entre Baghouz, sur la frontière irakienne, et Abou-Kamal. Les FDS ont finalement pris cette dernière ville, libérant deux Yézidis, avant le 20 de prendre Baghouz où elles ont saisi de nombreuses armes légères, et d'annoncer l'élimination de 31 djihadistes. Le 26, Daech a lancé une contre-attaque sur Baghouz avec des commandos-suicide et des bombes artisanales (*AMN*). Le 30, les FDS ont annoncé avoir tué 49 djihadistes et poursuivre leur remontée vers Hajin le long de l'Euphrate...

Les discussions avec Damas du Conseil démocratique syrien (CDS, émanation politique des FDS et institution élue de la Fédération du Nord Syrien) se sont poursuivies, le CDS s'opposant surtout au «décret 107» pris par le Président syrien en 2011 (après le début des manifestations), qui renforce le pouvoir du

gouvernement central sur les provinces syriennes (VOA). Dans la même ligne, le ministre de la «Réconciliation», Ali Haydar, a déclaré le 4 que les régions à majorité kurde ne bénéficieraient d'aucun traitement particulier pour réintégrer la Syrie, et que «les groupes kurdes liés à l'Amérique devaient à présent s'en détourner» (*Reuters*). Le coprésident du CDS, Riad Darar, a déclaré à VOA que les discussions n'avaient encore guère avancé, mais que les deux parties s'étaient accordées pour établir des comités conjoints devant superviser le redémarrage des services publics dans les zones sous le contrôle du CDS – sur le modèle de l'accord passé en juillet sur la gestion du barrage de Tabqa. Le 8, des affrontements entre forces du régime syrien et *Asayish* (police kurde) ont éclaté à Qamichli et fait 11 morts et 2 blessés parmi les premières et 7 morts chez les seconds (*OSDH*). Les explications divergent sur le déroulement des faits, les miliciens du régime auraient refusé de descendre de leur véhicule à un point de contrôle des *Asayish* qui auraient alors ouvert le feu, ou bien auraient tenté d'appréhender des civils en zone tenue par les Kurdes. L'agence syrienne officielle SANA a dénoncé une «embuscade», alors que les *Asayish* ont accusé les soldats d'avoir ouvert le feu... Le CDS a dès le 9 exprimé ses «regrets», dénonçant l'incident comme une tentative pour saboter les discussions en cours. Sa responsable, Ilham Ahmed, a réaffirmé sa volonté d'arriver à une résolution pacifique, mais a averti que le CDS ne capitulerait pas après les sacrifices faits pour établir la Fédération. Après que le Gouverneur de Hassaké ait le 11 menacé d'une attaque militaire, le porte-parole des YPG, Nouri Mahmoud, appelant au calme de part et d'autre, a officiellement le 14 annoncé l'ouverture d'une enquête sur ce «malheureux incident». Le 30, le ministre syrien des

Affaires étrangères, Walid Muallem, a attribué, dans une interview à *Russia Today* donnée en marge de l'Assemblée générale des Nations-Unies, l'absence de progrès des discussions avec le CDS au «facteur américain».

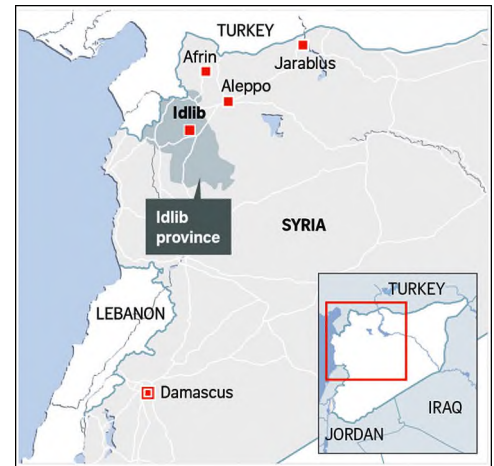
Au chapitre des relations entre la Fédération du Nord Syrien et le régime de Damas, il faut ajouter les élections municipales organisées le dimanche 16 par le régime dans les régions qu'il contrôle et qui concernent 18.500 sièges. La plupart des 40.000 candidats appartiennent au parti Ba'ath et à ses alliés, mais on trouve aussi des milliers d'indépendants et

quelques dizaines de membres de l'opposition tolérée par le régime (RFI). Boycotté par l'opposition armée, ce scrutin l'a aussi été par la Fédération, qui n'a pas autorisé leur organisation sur les territoires qu'elle contrôle. Mais il a eu lieu dans les zones où le contrôle est partagé, comme justement Hassaké et Qamichli. Ces élections ont pris place alors que les forces pro-gouvernementales, après des bombardements intensifs de la région, se concentraient autour d'Idlib, dernière zone encore tenue par les rebelles...

Enfin, à l'intérieur de la Fédération du Nord Syrien, les autorités se sont

trouvées confrontées à la grogne d'une partie des chrétiens syriaques qui, paradoxalement, s'opposent au changement du programme d'enseignement de leurs écoles qui donnent plus d'importance à leur langue maternelle. L'enjeu était la reconnaissance internationale des cursus, au nom de laquelle certains syriaques ont exigé le respect du programme scolaire de Damas, basé sur l'arabe (et la propagande nationaliste). D'autres chrétiens ont au contraire bien accueilli le fait que l'histoire, la géographie ou les maths soient maintenant enseignées en syriaque... En fin de mois, les discussions se poursuivaient entre les deux camps.

Final offensive in Syrian war may come with horrific cost



Source: NYTIMES STRAITS TIMES GRAPHICS

A Syrian rebel fighter walking through a trench in Idlib Province as rebels prepared defensive positions.

BAGHDAD

BY MARGARET COKER,
HWAIDA SAAD
AND CARLOTTA GALL

On land, Syria's government is mustering thousands of conscripts to bolster its depleted forces. At sea, a Russian naval flotilla is just offshore, ready to intervene with formidable firepower. In Idlib Province, millions of civilians are dreading what comes next.

The warring sides in Syria's long and merciless civil war are preparing for another brutal offensive, and this one may be the last.

The looming assault on Idlib Province is the one the government in Damascus hopes will deliver the final military blow against the rebel fighters and their civilian supporters who rose up more than seven years ago demanding regime change.

Where Syria and its Russian and Iranian allies see a chance to crush the remaining opposition, Western leaders warn of a humanitarian calamity in Idlib, where an estimated three million civilians live.

Many of the noncombatants now in Idlib fled there from other parts of Syria, escaping the brutality of the government forces of President Bashar al-Assad. Tens of thousands were bussed there as part of surrender deals with the government.

The impending government offensive against what are believed to be about 30,000 rebel fighters is a "perfect storm coming up in front of our eyes," said

Staffan de Mistura, the United Nations special envoy to Syria.

Turkey, too, is expressing grave concern about an attack, worried it will bear the brunt of the humanitarian and security fallout.

The country has troops on the ground in Idlib, with the aim of separating Syrian and rebel forces, and its soldiers could be caught in the middle of an attack. Turkey also is already hosting more than three million refugees from the civil war, and with an economic crisis and growing resentment against those Syrians already in the country, it does not want any more.

On a recent visit to Moscow, the country's foreign minister, Mevlut Cavusoglu, called for more time for a Turkish plan to negotiate with the rebels in Idlib, including radical Islamist groups.

"A military solution there would be a disaster," Mr. Cavusoglu said at a news conference, standing beside the Russian foreign minister, Sergey V. Lavrov.

"Attacking the whole of Idlib to eliminate some radical groups would mean causing the death of hundreds of thousands of people and making 3.5 million people leave their homes one more time," Mr. Cavusoglu added.

Over the last two years, the Syrian Army, with significant help from Russia and Iran, has regained control over large areas of territory. With much of the country now back in its grip, the government can turn its attention to Idlib.

If the government were to succeed in retaking the province, the last major rebel stronghold, the victory would essentially mark the end of large-scale, armed opposition within Syria. But it

would hardly signal the end of the conflict or its miseries.

The United States secretary of state, Mike Pompeo, warned of a major catastrophe for civilians in Idlib. "The three million Syrians who have already been forced out of their homes and are now in Idlib will suffer from this aggression," he wrote in a Twitter post on Friday. "Not good. The world is watching."

In another post the same day, Mr. Pompeo called out his Russian counterpart for supporting the coming offensive. "Sergey Lavrov is defending Syrian and Russian assault on Idlib," he wrote. "The Russians and Assad agreed not to permit this. The U.S. sees this as an escalation of an already dangerous conflict."

The State Department on Friday also warned in a statement that "the United States will respond to any chemical weapons attack perpetrated by the Syrian regime."

Despite these international pleas, Syrian and Russian officials over the weekend were openly preparing to oust the formidable rebel forces still active in the province.

Syria's deputy prime minister, Walid Moallem, said in an interview with Russian television on Saturday that capturing Idlib was a priority, given the widespread presence of "terrorists" there, a reference to the Islamist fighting groups, including Syria's strongest rebel faction, Hayat Tahrir al-Sham, or H.T.S., which is affiliated with Al Qaeda.

H.T.S. has controlled much of Idlib since 2015, acting as *de facto* governmental authority, facilitating trade across the long border with Turkey and

organizing aid deliveries.

While the government has yet to declare a start date for an offensive, the Syrian Army has deployed thousands of ground forces as well as dozens of armored units along the southern borders of Idlib.

Over the weekend, Russia began an enormous naval exercise in the Mediterranean, just a few hundred miles from the likely front lines, involving 26 warships and support vessels, as well as 36 planes, including strategic bombers.

While Russia has denied that the maneuvers are related to a possible Idlib battle, its officials have struck a martial tone about the need for action in the province. Mr. Lavrov last week described Idlib as a “festering abscess” that needed to be drained.

A potential gambit to stave off a full-scale offensive appeared to have failed on Friday, when Turkey broke off negotiations with H.T.S., a group that Ankara has worked with, despite its affiliation with Al Qaeda, as both have shared a desire to unseat Mr. Assad.

Turkish officials had been trying to persuade the group to dissolve its fighting forces and concede to the takeover of Idlib by the Syrians to prevent a potentially huge loss of civilian life. On Friday, however, Turkey officially declared the group a terrorist movement, a designation also used for the group by the United States and European Union.

That change in policy came days after Abu Muhammad al-Julani, the H.T.S. leader, denounced any talk of reconciliation with the Syrian government in a video message, according to the SITE group, which monitors jihadi websites.

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey will meet President Vladimir V. Putin of Russia and President Hassan Rouhani of Iran on Friday to discuss Syria, in the latest round of their discussions on Syria known as the Astana process. The meeting may be their last discussion before an offensive.

Yet despite Turkey's opposition to the offensive, security and foreign policy analysts predict that it will go ahead, as previous ones have, with the tacit acceptance of Ankara.

Some fighters, especially foreigners who have moved to Syria to help defeat the government, say compromise is impossible, despite the almost impossible odds at victory or survival.

“I'm talking to my comrades. Their blood is boiling,” said a Chechen fighter, who asked to be identified only by his first name, Khatab, out of fear for his safety. “They are saying we came for jihad, not to have truces and to kneel before the Turks.”

In response to the massing of enemy troops around Idlib, H.T.S. has destroyed key bridges and other infrastructure in efforts to reinforce defensive positions.

Other Syrian-born fighters, including many who retreated to the relative safety of Idlib with their families after years of fighting, now feel cornered and fearful, with few options left.

Some of these fighters, like Muhammad Darwish, say they are deliberating a withdrawal to the Turkish-controlled zones of Syria, around the towns of Afrin and Jarablus, to keep their families safe from the atrocities they have witnessed committed by government forces.

“Idlib is very densely populated. One barrel bomb can kill dozens,” said Mr. Darwish, referring to the indiscriminate weapons used by pro-government air forces on civilian neighborhoods.

United Nations officials say fighting could displace upward of 800,000 civilians from Idlib, yet there is no arrangement to allow safe passage to those who want to escape the fighting.

Mr. Moallem, the Syrian deputy prime minister, told Russian television on Saturday that any Syrian citizen who wanted to return to government-controlled territory would be welcome.

But many Idlib families believe that leaving the province would lead to retribution and possible death given their affiliation with the rebels.

In another grim twist in a war that has continually redefined anguish, some of the Syrian forces massing for the Idlib battle are former rebels, who laid down their arms against the government in reconciliation deals.

Mahmoud Yo'reb, an anti-government activist from Dara'a in southwestern Syria, which fell to the government in July, said the Syrian Army had conscripted hundreds of former rebels and mustered them into a unit known as the Fifth Division.

They are to be deployed along with Russian police forces once the government begins occupying Idlib, he said.

Margaret Coker reported from Baghdad; Hwaida Saad from Beirut, Lebanon; and Carlotta Gall from Istanbul. Ben Hubbard contributed reporting from Denver, and Ivan Nechepurenko from Moscow.

Syria: 18 dead in Qamishli as Asayish clash with regime forces

Staff Writer September 8, 2018 <https://thedefensepost.com>

Clashes between Kurdish forces and regime fighters in the divided northeastern city of Qamishli killed 18 combatants Saturday, the Kurdish forces said.

The rare flare-up in the Kurdish-majority city near the Turkish border saw 11 regime fighters killed and two wounded and seven members of the Asayish Internal Security Forces killed and one wounded, the Asayish General Command said in a statement on Saturday, September 8.

Kurdish forces control most of Qamishli, but Syrian government forces and allied militias hold a small enclave in the city as well as its airport.

A regime patrol consisting of three vehicles entered areas controlled by the Asayish and “targeted our forces with light and medium weapons and our forces responded to this attack,” the statement said.

An AFP correspondent at the scene saw empty camouflaged pick-up trucks in the street. Some bore bullet holes, while traces of blood were visible on the tarmac, he said.

Deadly clashes last broke out between Kurdish forces and pro-regime fighters in Qamishli in April 2016, but ended days later with a truce.

That fighting began with a scuffle at a checkpoint and, according to Kurdish security forces, killed 17 civilians, 10 Kurdish fighters and 31 regime troops and militia.

With U.S.-led support, Syria's Kurds played a prominent role in the war against Islamic State as part of the Syrian Democratic Forces. They



The scene of clashes in the northeastern Syria city of Qamishli, where clashes between Asayish and regime forces left 18 dead on September 8, 2018. Image: @info_Rojava/Twitter

seized large swathes of northern and northeastern Syria – including Raqqa, the capital of ISIS' self-declared “caliphate” – and set up autonomous institutions, leading to the later declaration of the multi-ethnic Democratic Federation of Northern Syria.

The Syrian government has vowed to reintegrate the Kurdish-held areas, by force if necessary.

In late July, it opened talks with the Kurdish-led Syrian Democratic Forces on a negotiated settlement. ♦

Abadi insists Kirkuk is non-negotiable for Kurds in gov't formation talks

By Rudaw.net 3/9/2018

ERBIL, Kurdistan Region — Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi reiterated that in government formation talks, negotiations about disputed areas with Kurdistan parties are out of the question.

"Involving Kirkuk and the disputed territories for them to return to their prior conditions... well that isn't a government formation case. This is a case of negotiations between the central government and the Region on the way in which these areas are administered," Abadi said on Sunday among a panel of journalists.

The Kurdistan Regional Government had administered and provided security in Kirkuk and some other disputed areas before the events of October 16, when federal forces and Iran-backed Hashd al-Shaabi paramilitaries took

over the areas from Peshmerga.

Abadi argued that it wasn't correct for an all-Arab force to rule Kurdish areas in the disputed territories, neither was it correct for Kurdish forces to rule non-Kurdish areas.

"On what are we to fight? Fight over controlling that area and that area? Come, let us cooperate on ensuring the interests of the people in these areas," he added.

He said that they were ready for a multi-ethnic force of the federal government controlling the disputed territories.

In the election, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) won six seats, Arab lists six, the Turkmen three, and the Christians one minority seat. Leaders in the KRG maintain that security and services were better under their administration than they are currently. The Kurdistan Democratic Party (KDP) — the largest in the Kurdistan

Region — refused to field candidates in what described as an "occupied" city.

"We stress the following... There is no other choice but to coexist," he added.

Article 140 of the Iraqi constitution is meant to address disputed areas by referendum. It was supposed to be implemented by 2007, but has not been. Kurds complain that processes of Arabization dating back to the Saddam Hussein era changed the demographics of the historically diverse area.

By presidential decree, Iraq's MP-elects shall convene on Monday.

Abadi announced on Sunday that he had formed the largest bloc along with Muqtada al-Sadr, Ammar al-Hakim and the Osama al-Nujaifi wing of the Sunni National Axis, as well as the New Generation.

Rival Nouri al-Maliki also announced he had formed the lar-



gest bloc Hadi al-Amiri, Falah Alfayyadh, and the majority of the Sunni National Axis.

The KDP and the PUK are not currently part of the bloc. It remains possible they will opt to join the camp of Maliki, who has ruled himself out as the next PM.

Abadi said Kurdish parties had the right to ponder over which side they will choose.

"They seem to have a vision, and they are developing this vision until they decide," he added. "They are, at the end, partners in government formation."

The KDP and PUK sent a high-level delegation to Baghdad over the weekend. They have stressed that they do not care about seats in the next government, but rather ensuring the national rights of Kurds. ■



SEPTEMBER 4, 2018

Syrian Minister: Kurdish-Led Northeast to be Treated Like Rest of Country

BEIRUT — September 04, 2018 - Reuters
<https://www.voanews.com>

SYRIA's Kurdish-led northeast will not be given special treatment and will be dealt with in the same way as other parts of Syria, a government minister said Tuesday.

"We cannot give any Syrian province something which differentiates it from other provinces or ethnicities, or [allow it] any situation which strikes at the idea that Syria is one country and one society," Reconciliation Minister Ali Haidar said in an interview with Russia's Arabic-language Sputnik news agency.

A Kurdish-led administration in Syria's northeast now holds more territory than any other group in Syria apart from the government itself. The Kurds have mostly avoided direct conflict with government forces during Syria's civil war, while saying they seek autonomy in a decentralized state.

President Bashar al-Assad's government has recaptured most areas from rebels opposed to his rule, frequently using what Damascus calls "reconciliation" deals under which insurgents agree to give up territory in return for safe passage out, often after intense air and ground campaigns. Assad has repeatedly pledged to take back "every inch" of Syria.

The main Kurdish groups have so far emerged as among the few winners of the conflict in Syria, carving out autonomous rule over large parts of the north under the control of the Kurdish-led and U.S.-backed



FILE - A member of the Kurdish internal security forces patrols a commercial street in Manbij, north Syria, March 28, 2018.

Syrian Democratic Forces (SDF) militia.

In recent months they have begun trying to forge ties with Damascus, seeking to protect gains made in seven years of war and wary of their unpredictable U.S. allies.

"The solution to the problem now is for the Kurdish groups dealing with America to turn their backs on this and turn to the Syrian state," Haidar said. ◆

ÉCONOMIE LA MARGE TURQUE EST LIMITÉE

Par Jean-Luc Gréau

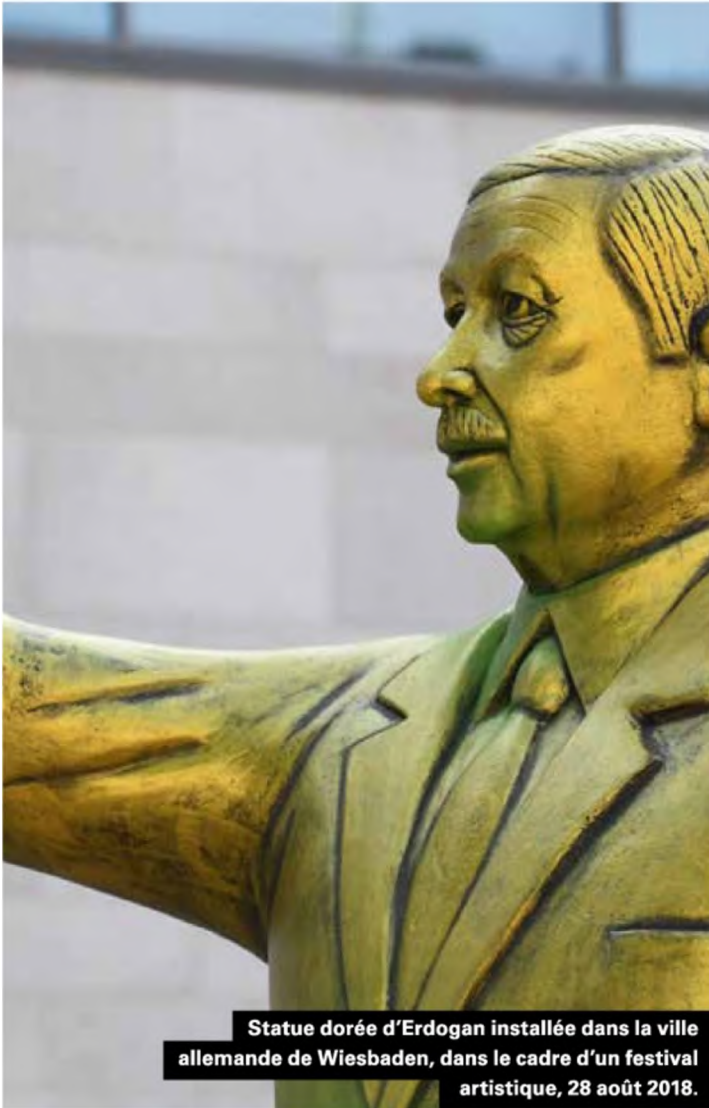


Les sanctions américaines contre la Turquie ont touché un corps déjà malade. Si la monnaie locale est si affaiblie, c'est avant tout en raison d'un déficit extérieur abyssal que seule une diète sévère pourra enrayer. Pour tirer son épingle du jeu de la mondialisation, le président Erdogan devra tarir certaines importations tout relançant les exportations.

En bon musulman, le président turc en appelle à Allah pour sauver la Turquie de la crise économique et financière. Est-ce une façon pour lui d'é luder sa propre responsabilité dans le processus qui a conduit à celle-ci ? Sans doute. Mais la situation turque procède de longue date. Elle représente bien la configuration ordinaire de ces pays émergents qui ont du mal à exploiter les fameuses opportunités de la mondialisation. Et qui gâchent le potentiel qui leur permettrait d'accéder à la modernité.

Un développement déséquilibré

Il faut partir de 2001. La Turquie sombre alors dans la faillite. Elle doit, pour sortir de l'ornière, recourir au FMI qui lui accorde une aide de 14 milliards de dollars¹. Les lendemains sont plutôt heureux. Le pays va connaître une croissance continue, soutenue par les investissements directs étrangers. Il bénéficie



Statue dorée d'Erdogan installée dans la ville allemande de Wiesbaden, dans le cadre d'un festival artistique, 28 août 2018.

depuis plus de quarante ans, chose ignorée par le public et la sphère médiatique, d'un libre accès aux marchés de la CEE puis de l'Union européenne. Et le patronat turc est membre à part entière du patronat européen réuni au sein de l'Unice [Business Europe depuis 2007, nldr]. Soulignons cette particularité du statut international de la Turquie au moment où les commissaires Juncker et Barnier s'ingénient à rendre la vie impossible à l'Angleterre en voie de Brexit. Pourquoi le pays de Winston Churchill ne bénéficierait-il pas du régime favorable de la Turquie présidée par un dictateur frère musulman ?

Mais le développement turc s'est appuyé aussi sur une expansion inouïe du bâtiment et des travaux publics, fortement soutenus par l'État et le crédit bancaire. Le BTP a représenté jusqu'à 30 % du PIB turc, permettant aux dirigeants turcs de surfer sur une croissance autoentretenu. Les économistes parlent à ce sujet de processus procyclique.

En dernier lieu, la Turquie a recouru à l'endettement externe, tout spécialement dans la période récente où les pays émergents de différentes natures se sont gorgés d'emprunts auprès des banques occidentales, elles-mêmes gavées de dollars et d'euros par les banques centrales de Washington et de Francfort. Dans ce club des pays endettés, elle côtoie des pays importants comme l'Argentine, le Pérou et l'Afrique du Sud et des pays pauvres comme l'Irak, le Sénégal ou la Côte d'Ivoire. Il est à craindre que nos formidables banquiers centraux aient créé une bulle du crédit des pays émergents, assortie d'un compartiment du « *subprime rate* » pour les plus fragiles d'entre eux.

Où le bât blesse-t-il ? L'inflation qui a atteint 14 % en rythme annuel au printemps est mise en cause. Mais elle résulte d'abord de la monnaie fondante sur le marché des changes. Car le développement turc s'est accompagné d'une glissade continue de la monnaie, renchérissant les importations, qui s'est brutalement accélérée à partir de janvier de cette année – le coup de Jarnac des sanctions américaines a touché un corps malade. La baisse de la monnaie est elle-même la traduction du gonflement constant du déficit extérieur qui atteint aujourd'hui 6 % du PIB, soit le double par l'importance d'un déficit français qui est le plus lourd de notre histoire d'après-guerre. Cela, et c'est l'essentiel, malgré les investissements directs étrangers et le libre accès aux marchés européens.

À la grâce d'Allah

Or, les perspectives politiques sont bouchées. Recep Erdogan s'est fait réélire il y a trois mois en profitant des dernières manifestations de la prospérité. Un changement d'équipe à Ankara apparaît impossible. Le président turc a de surcroît provoqué les créanciers externes en nommant son genre au ministère des Finances. Le recours à l'aide du FMI est écarté par les dirigeants, qui ne veulent pas se soumettre à un pouvoir extérieur influencé par la puissance américaine qui lui inflige par ailleurs des sanctions jugées scélérates. Certes, le Qatar, récent allié de la Turquie, s'est porté au secours d'Ankara par un prêt, sous forme de *swap*, de 15 milliards de dollars, qui risque d'être épuisé par les interventions de la banque centrale en soutien de la livre.

La Turquie devrait, pour surmonter le cap, se soumettre à une diète permettant de tarir certaines exportations tout en contrôlant la dévaluation favorable aux exportations vers l'Europe et les pays du Proche-Orient. L'équipe au pouvoir dispose du temps nécessaire pour mener à bien la politique de la potion amère. Mais est-elle accessible à la raison ? Où préfère-t-elle jouer sur la corde du populisme islamiste et s'en remettre à la grâce d'Allah ? •

1. Chiffre modeste au regard des 100 milliards de dollars alloués la même année à l'Argentine qui s'était suicidée en s'accrochant au dollar.

L'Iran exécute trois hommes accusés d'être des séparatistes kurdes

Téhéran, 8 septembre 2018 (AFP)
www.ouest-france.fr

L'Iran a exécuté samedi trois séparatistes kurdes présumés, d'après les médias locaux, malgré les critiques de l'ONU sur les tortures subies en prison par au moins l'un d'entre eux.

Ramin Hossein Panahi, Zaniar et Loghman Moradi ont tous les trois été exécutés samedi d'après l'agence de presse iranienne Fars, proche des conservateurs.

Selon Fars, M. Panahi avait projeté de faire exploser une bombe lors d'un rassemblement dans la province kurde d'Iran en juin dernier.

Zaniar et Loghman Moradi étaient accusés d'appartenir à un "groupe terroriste séparatiste" qui n'a pas été identifié, et d'avoir tué quatre personnes, dont le fils de l'imam de la prière du vendredi dans la ville kurde de Mariwan.

M. Panahi était accusé d'appartenir au groupe nationaliste kurde Komala qui mène une insurrection de longue date dans le Kurdistan iranien depuis des bases situées de l'autre côté de la frontière en Irak.

Il avait été condamné à mort en avril.



L'Iran a exécuté samedi 8 septembre 2018 trois séparatistes kurdes présumés : Ramin Hossein Panahi, Zanyar Muradi et Loqman Murad.

Des experts de l'ONU sur les droits de l'Homme avaient appelé le 19 avril l'Iran à annuler cette peine de mort jugeant que l'exécution de Ramin Hossein Panahi "serait inadmissible".

"Nous sommes profondément inquiets par les informations selon lesquelles M. Panahi a été la victime de violations des droits humains avant et pendant son procès, notamment l'isolement, la torture, les mauvais traitements, l'impossibilité d'avoir accès à un avocat et à des soins médicaux", avaient-ils souligné dans une déclaration conjointe.

Les experts avaient mis en avant des rapports selon lesquels M. Panahi, qui aurait été arrêté en juin 2017, s'était vu refuser des soins médicaux pour des blessures subies en détention. Il aurait notamment été frappé avec des câbles.

Il aurait également commencé une grève de la faim au début de l'année, selon ces experts, qui s'inquiétaient de son état de santé et demandaient "expressément au gouvernement d'Iran d'annuler cette sentence". ●

L'Iran confirme un tir de missiles contre des rebelles kurdes en Irak

Par AFP - Téhéran 09 Septembre 2018
http://www.francesoir.fr

Les Gardiens de la Révolution islamique ont confirmé dimanche avoir tiré la veille sept missiles contre le quartier général d'un groupe d'opposition armé kurde iranien en Irak.

"Le quartier général des terroristes [...] a été touché samedi par sept missiles de surface tirés par la division balistique de la force aérospatiale des Gardiens", a indiqué un communiqué publié sur le site officiel de cette armée d'élite iranienne. Cette frappe a fait 11 morts et 30 blessés, selon des sources médicales locales.

La division des drones des Gardiens a également été impliquée dans cette rare attaque balistique transfrontalière menée sur le sol irakien à partir du territoire iranien.

Un responsable du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) -installé au Kurdistan irakien et considéré par Téhéran comme une organisation terroriste- avait indiqué samedi que 11 membres de son mouvement avaient été tués par des roquettes tirées sur leur siège à Koyseinjak alors qu'il étaient réunis en congrès. Il avait accusé l'Iran d'être à l'origine de l'attaque.

Koyseinjak est située près de la frontière iranienne, à environ 60 km à l'est d'Erbil, capitale de la région autonome kurde d'Irak.

"Le châtimement des transgresseurs a été planifié à la suite des actions maléfiques perpétrées ces derniers mois par des terroristes de la région kurde [d'Irak] à la frontière de la République islamique" d'Iran, a encore indiqué le communiqué des Gardiens de la Révolution.

De nombreuses "équipes de terroristes" ont récemment été



Les Gardiens de la Révolution islamique ont confirmé dimanche avoir tiré la veille sept missiles contre le quartier général d'un groupe d'opposition armé kurde iranien en Irak.

© SAFIN HAMED / AFP

envoyées à partir de la zone autonome kurde d'Irak dans les provinces iraniennes de l'Azerbaïdjan-Occidental, du Kurdistan et de Kermanshah, ont ajouté les Gardiens, armée idéologique créée au côté de l'armée nationale après la Révolution islamique de 1979.

Ils affirment avoir affronté récemment des commandos du

➔ PDKI dans les villes de Marivan et Kamyaran dans la zone du Kurdistan iranien, frontalière de l'Irak.

- PROTESTATION IRAKIENNE -

Dans un communiqué publié dimanche, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères irakien, Ahmed Mahjoub, a de son côté dénoncé le bombardement de Koysinjak, survenu au lendemain de l'incendie du consulat d'Irak à Bassora (sud de l'Irak) par des manifestants anti-iraniens.

"L'Irak protège la sécurité de ses voisins et refuse que son sol soit utilisé pour menacer ces pays mais refuse catégoriquement que sa

souveraineté territoriale soit violée par le bombardement de quelque cible que ce soit sur son sol sans coordination préalable", a-t-il affirmé.

Le PDKI est le plus ancien parti autonomiste kurde d'Irak. Interdit après la Révolution islamique, il semble avoir repris des opérations en territoire irakien depuis 2016, après une longue trêve.

Sept de ses dirigeants ont été assassinés en Autriche et en Allemagne dans deux attentats commis respectivement en 1989 et 1992, attribués par ces deux pays à l'Irak. ♦

Le Monde.fr 7 septembre 2018

En Turquie, le leader kurde Demirtas condamné à quatre ans de prison

Le Parti démocratique des peuples (HDP) a dénoncé la « politique guerrière » de l'exécutif, l'accusant de multiplier les procès pour museler l'opposition.

LE MONDE | 07.09.2018
lemonde.fr/

C'est un nouveau coup dur pour l'opposition politique au président Recep Tayyip Erdogan. Le leader prokurde Selahattin Demirtas, détenu depuis novembre 2016 et candidat malheureux à la présidentielle du 24 juin, a été condamné, vendredi 7 septembre, à quatre ans et huit mois de prison pour « propagande terroriste ». L'ancien député Süreyya Önder a, lui, été condamné à trois ans et six mois de prison.

Sur Twitter, le Parti démocratique des peuples (HDP) a dénoncé la « politique guerrière » du gouvernement. Inlassablement, la formation prokurde dénonce des procès « poli-

tiques » visant à réduire au silence un parti farouchement opposé à M. Erdogan. Le HDP, troisième force au Parlement, a ainsi été fortement touché par les purges menées après le putsch manqué de juillet 2016.

Risque de 142 ans de prison

« Nous ne reculerons pas, nous continuerons à défendre la paix », a déclaré M. Demirtas, qui s'exprimait par vidéoconférence depuis la prison d'Edirne (nord-ouest) où il est détenu, selon des propos rapportés par le HDP. Ecroué depuis novembre 2016 pour des accusations d'activités « terroristes », le leader prokurde est également poursuivi dans de nombreux dossiers et risque au total jusqu'à cent-quarant-



Un portrait de Selahattin Demirtas durant la campagne présidentielle du 24 juin.

deux ans de prison dans le cadre de son principal procès.

Le président Recep Tayyip Erdogan a plusieurs fois accusé le HDP d'être la vitrine politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un

groupe classé terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux. M. Demirtas s'est présenté face à M. Erdogan lors de la présidentielle du 24 juin, et a obtenu 8,4 % des voix. ■

AFP

Syrie: 20 combattants d'une alliance kurdo-arabe tués dans une embuscade de l'EI

Beyrouth, 14 septembre 2018 (AFP)

AU MOINS 20 combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance kurdo-arabe soutenue par Washington, ont été tués vendredi dans une embuscade du groupe Etat islamique (EI) dans l'est syrien, où les jihadistes sont acculés dans un ultime réduit, a rapporté une ONG.

"Les combattants progressaient durant une tempête de sable, ils ont été encerclés, les éléments de l'EI ont utilisé des explosifs et ont ouvert le feu", a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), au moment où les FDS mènent une offensive contre la poche de Hajine tenue par les jihadistes dans la province de Deir Ezzor.

Lundi, les FDS, soutenus par l'aviation de la coalition internationale anti-EI emmenée par Washington, ont lancé la "phase III de l'opération Roundup", présentée comme l'ultime étape de l'offensive visant à mettre un terme à la présence de l'EI dans l'est de la Syrie.



L'opération cible l'ultime territoire tenu par l'EI sur la rive Est du fleuve Euphrate, non loin de la frontière irakienne, et qui comprend notamment les localités de Hajine, Soussa et Al-Chaafa.

Quelque 3.000 jihadistes, en grande partie étrangers, tenteraient de résister dans cette enclave de Hajine. Il y aurait parmi eux des dirigeants de "premier rang", avaient récemment mis en garde les FDS.

Des responsables de cette force mais aussi le porte-parole de la coalition ➔

→ internationale ont reconnu que l'opération sera ardue, notamment en raison du recours par l'EI à des mines qui ralentissent la progression des combattants.

Au total depuis lundi, au moins 37 combattants des FDS ont été tués dans les combats, ainsi que 53 jihadistes, selon un nouveau bilan de l'OSDH.

"Un grand nombre de mines sont plantées dans le secteur, les éléments de l'EI se cachent dans des tunnels", a indiqué le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane, contacté par l'AFP.

Après une montée en puissance fulgurante en 2014 et la proclamation d'un "califat" sur de vastes régions à cheval sur la Syrie et l'Irak, l'EI a été mis en déroute au terme de multiples offensives.

En Syrie, il contrôle désormais moins de 3% du territoire selon l'OSDH, mais il continue à frapper avec des attentats visant tant les forces kurdo-arabes que celles du régime syrien ou des civils comme dans une région habitée par la majorité druze dans le sud syrien. ●

Challenge 8 SEPTEMBRE 2018

Syrie: 18 morts dans des affrontements entre Kurdes et forces du régime

Par Reuters le 08.09.2018 <https://www.challenges.fr/>

AMMAN (Reuters) - Des affrontements se sont produits samedi entre des combattants kurdes soutenus par les Etats-Unis et des unités de l'armée syrienne dans le centre de Kamichli, ville du nord-est de la Syrie, faisant 18 morts, rapportent les forces kurdes.

Les combats se sont déroulés après l'entrée d'un convoi militaire syrien dans un quartier de la ville que contrôlent les Unités de protection du peuple (YPG), une milice kurde.

"Ils sont entrés dans des zones sous contrôle et ont arrêté des civils et des membres d'une patrouille ont pris nos forces pour cible", précise un communiqué de la milice.

Les affrontements ont fait sept morts parmi les combattants kurdes et 11 parmi les forces syriennes.

Des sources progouvernementales ont affirmé pour leur part que la patrouille militaire avait été attaquée par les combattants kurdes alors qu'elle se rendait à l'aéroport. Plusieurs soldats ont été tués, ont-elles confirmé.

Les YPG, qui constituent la colonne vertébrale des Forces démocratiques



syriennes (FDS) soutenues par les Etats-Unis, contrôlent la majeure partie de Kamichli tandis que les troupes fidèles au régime Assad tiennent l'aéroport et une partie du centre. ●

(Suleiman Al-Khalidi: Pierre Sérurier pour le service français)

SPUTNIK

13 SEPTEMBRE 2018

Syrie: si les Kurdes aspirent au séparatisme, Damas en viendra à une solution militaire

13:12 30.09.2018([/fr.sputniknews.com/](http://fr.sputniknews.com/)

Le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid al-Mouallem, a déclaré, dans une interview accordée à la chaîne de télévision russe RT, que dans le cas où les Kurdes aspireraient au séparatisme, Damas aurait recours à une solution militaire en ce qui concerne le problème des territoires à l'est de l'Euphrate.

Dans une interview accordée à la chaîne de télévision russe RT, le ministre syrien des Affaires étrangères a fait savoir que si les Kurdes aspireraient au séparatisme, Damas en viendrait à une solution militaire. Selon Walid al-Mouallem, le peuple syrien n'accepte pas le séparatisme. D'après lui, dans les régions où se trouvent des civils kurdes, il n'est pas question de séparation.

Cependant, il a tenu à souligner que ce n'était pas les



Kurdes qui aggravent la situation dans la région, mais ceux qui le faisaient sans l'autorisation du gouvernement syrien, les États-Unis:

«La présence [de l'Amérique dans cette région, ndr] est illégale. Elle a commencé à déployer, de manière illégale, ses bases militaires. La présence américaine donne l'espoir aux Kurdes d'agir en

dehors de l'autorité légitime de Damas.»

Et de rajouter:

«S'ils [les Kurdes, ndr] aspirent à la séparation, acceptant la position américaine, je peux dire que nous serons obligés de choisir la voie que nous ne voulons pas suivre.»

Le chef de la diplomatie syrienne a en outre fait remarquer que les négociations de Damas avec les Forces démocratiques syriennes (FDS) étaient cordiales, mais elles se sont arrêtées à cause des États-Unis. Ainsi, lorsque les négociations ont débuté, les États-Unis ont augmenté les livraisons aux Kurdes, ont livré des camions.

«De plus, ils ont attaqué les militaires syriens qui y étaient présents. Cette attaque était injustifiée et inacceptable, ceux qui l'ont fait doivent payer», a lancé Walid al-Mouallem. ■

REUTERS

Iran's Guards say they killed six Kurdish militants near Iraq border

September 7, 2018 DUBAI (Reuters)

IRAN'S Revolutionary Guards said on Friday they had killed six members of a Kurdish militant group involved in a July attack on an Iranian border post, the official news agency IRNA reported.

The six were part of a group of fighters from the Kurdish opposition group PJAK who had attacked the facility on the border with Iraq on July 20, killing 10 Guards, the elite Revolutionary Guards said in a statement carried by IRNA.

The Party of Free Life of Kurdistan (PJAK) - an outlawed group that seeks self-governance for Iran's Kurds and has links to Turkey's militant Kurdish Workers' Party (PKK) - operates in the border area, along with other armed Kurdish groups based in northern Iraq.

Despite sporadic clashes with the militants, there is little coordination between Iranian and Iraqi forces over security of the remote mountainous border that has also been used by Islamic State to enter Iran.

In June 2017, Islamic State militants carried out coordinated attacks at the parliament building in Tehran and the mausoleum of Iranian revolutionary leader Ayatollah Ruhollah Khomeini south of the capital, killing at least 18 people. ●



ALJAZEERA

9 SEPTEMBER 2018

Iranian Guards Claim Missile Attack on Iraq-Based Kurd Dissidents

At least 11 people were killed and dozens wounded in Saturday's cross-border attack on Kurdish rebels in Iraq.

9 Sept 2018 www.aljazeera.com

Iran's Revolutionary Guards Corps (IRGC) confirmed on Sunday that it had launched deadly missile attacks against Kurdish rebels in northern Iraq a day earlier.

Rockets struck the headquarters of two Iranian Kurdish opposition parties in Iraq's semi-autonomous Kurdish region with reports saying at least 11 people were killed and 50 others wounded.

The missiles hit the headquarters of the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) and the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI) in the town of Koya, 300km north of Iraq's capital, Baghdad.

It was the first such attack since 1996.

"The terrorists' headquarters ... was successfully struck by seven surface-to-surface rockets on Saturday by the missile department of the Guards' aerospace force," the IRGC said on its Sepah News website on Sunday.

The statement added its drone division was also involved in the attack.

According to Soran Louri, spokesman for the KDPI, which is blacklisted as a "terrorist" group by Tehran, the death toll in the rare cross-border attack was 15, he told AFP news agency.

About 30 others were wounded, according to local medical sources.

'TERRORIST TEAMS'

Iranian state television showed images of the missiles being launched and drone footage of the impact.

"The punishment of transgressors was planned following the recent months' wicked acts by terrorists from the Kurdistan realm against the Islamic Republic's borders," the IRGC statement said.

It cited incursions by numerous "terrorist teams" into Iran's West Azerbaijan, Kurdistan and Kermanshah provinces bordering Iraq.

KDPI recently clashed with Revolutionary Guards forces in the towns of Marivan and Kamyaran in Iran's own Kurdistan region.

The Kurdish group was holding a meeting at the time of the missile attacks, and the party's secretary-general and his predecessor were among the wounded, according to one of its officials.



Damage to the Iranian Kurdistan Democratic Party headquarters in Koysinjaq. AFP

The headquarters is in Koysinjaq, 60km east of Erbil, capital of Iraq's autonomous Kurdish region.

Bilal Wahab from The Washington Institute told Al Jazeera the attack was retaliation for the groups' increased "activism and militancy" inside Iranian territory.

"Some of these Iranian Kurdish opposition groups have been trying to approach Washington, DC, and find a foothold in the increased American effort in curbing Iranian influence in the region. So this is very specific to Iran's enemies," Wahab said.

TERRITORIAL VIOLATION

Iraq's foreign ministry denounced the Iranian missile strike.

"Iraq protects the security of its neighbours and does not allow its territory to be used to threaten these countries," spokesman Ahmed Mahjoub said in a statement.

"But it categorically rejects the violation of its territorial sovereignty by strikes against certain targets on its territory with previous coordination."

KDPI is Iran's oldest Kurdish movement and has seen several of its leaders assassinated by Tehran in the past.

Commenting on the events from the Iraqi capital Baghdad, Al Jazeera's Rob Matheson said the timing of the attack was significant as it comes a couple of days after the Iranian consulate in Basra was torched during violent protests over lack of public services and jobs.

"There is nothing to link these two events but there is a lot of speculation in Iraq that the latest missile attack in Kurdistan is Iran showing that it can strike back and that it can strike back powerfully." ♦

This Is Where Iran Defeats the United States

Iraq's Kurdish kingmakers used to side with Washington. Now, Tehran seems like a more attractive partner.

BY PETER W. GALBRAITH
|September 10, 2018,
<https://foreignpolicy.com>

In foreign policy, as in life, it is always a good idea to be nice to your friends, because you never know when you might need them. Last month, U.S. Secretary of State Mike Pompeo called Masoud Barzani, the leader of the largest Kurdish party in the Iraqi parliament, to ask for his support on an urgent foreign-policy goal: securing a second term for Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi, therefore blocking an Iran-backed alternative.

Once upon a time, the answer would have been an automatic yes. But last October, the Trump administration allowed a Shiite militia leader (and convicted terrorist) to use U.S.-supplied tanks in an anti-Kurdish operation directed by Qassem Suleimani, the general who heads Iran's Quds Force. Not surprisingly, the Kurds are today less inclined to accommodate what they see as a faithless ally.

What a difference a few years makes. Back in 2010, when the United States requested Barzani—then president of Iraqi Kurdistan—to support Prime Minister Nouri al-Maliki's bid for a second term, Barzani quickly agreed. (It was a decision that both the Kurds and U.S. diplomats subsequently regretted). And in June 2014, when U.S. Secretary of State John Kerry made an unannounced visit to Erbil, the capital of Iraqi Kurdistan, to ask Barzani to postpone a planned declaration of independence, the Kurds consented to wait until the fight against the Islamic State was over.

With a bloc of 50 seats in Iraq's newly elected parliament (and some additional seats from Sunni allies), the Kurds are in a position to decide who will be Iraq's next prime minister. This is because the country's May 12 parliamentary elections ended in a stalemate between two Shiite-dominated blocs: one jointly led by Abadi and the firebrand cleric Moqtada al-Sadr, and the other led by former Prime Minister Maliki and Hadi al-Amiri, the head of a Shiite militia. Both Maliki and Amiri have close ties to Tehran; Amiri even fought on Iran's side during the Iran-Iraq War in the 1980s. While the Sadr-Abadi bloc isn't exactly anti-Iran—Sadr spent four years in exile there between 2007 and 2011, and Abadi is a member of the Iran-backed Dawa Party—they are not nearly as close to Tehran as are Amiri and Maliki. The Trump administration rightly fears that if the latter two form the next government, it will greatly increase Iran's influence in Iraq—a huge



Massoud Barzani, a leader of the Kurdistan Democratic Party, in Iraq's Nineveh province in Nov. 2015. (Reza/Getty Images)

setback for a policy intended to accomplish the opposite.

This is where the Kurds come in. Following the election, Barzani's Kurdistan Democratic Party formed an alliance with the other major Kurdish party, the Patriotic Union of

The problem for U.S. President Donald Trump is that Barzani no longer believes he can rely on the United States.

Kurdistan. Together, the Kurds then made a deal with the largest Sunni bloc, the Axis Alliance, to act together in choosing between the two Shiite blocs. These alliances give the Kurds and Sunnis collectively between 60 and 90 seats (out of 329) in the new Iraqi parliament, depending on whether the entire Axis Alliance sticks with the Kurds or parts of it make separate deals with the two Shiite blocs. Regardless of what happens to the Sunnis, the Kurds appear to be Iraq's kingmakers. And as the leader of the largest Kurdish party, Barzani is well positioned to decide how the Kurds go.

The problem for U.S. President Donald Trump is that Barzani no longer believes he can rely on the United States. Having acceded to Kerry's request not to declare independence when the rest of Iraq was near total collapse in 2014, the Kurdistan leadership decided last year that, with the Islamic State's defeat imminent, it was time to realize the Kurds' long-standing dream. In June of last year, Kurdistan's election commission scheduled an independence referendum for Sept. 25, 2017. Throughout the summer, the Trump administration barely reacted. Then, in September, it launched a full-court press to get Barzani to postpone or cancel the vote. Two days before

the referendum, then-U.S. Secretary of State Rex Tillerson made an offer. Should Barzani postpone the vote, the United States would engage diplomatically to resolve the problems between Erbil and Baghdad, and if the three sides couldn't sort things out within a year, Washington would then "recognize the need for a referendum." Barzani, however, was reluctant to trust the word of a secretary of state so obviously on his way out. On a practical level, it also would have been nearly impossible to scrap an independence referendum so fervently desired by the Kurdish people just two days before it was to take place.

The referendum passed with 93 percent in favor of independence. Abadi decided to teach the Kurds a lesson. He shut down Kurdistan's airspace, cut off the banking system, and gave a green light to a military assault on Kirkuk, the ethnically mixed city that the Kurds had controlled since the Iraqi Army

Rather than do Washington any favors, therefore, the Kurds and Sunnis are now negotiating with the two Shiite blocs to see which will give them a better deal.

abandoned it to the Islamic State in June 2014. Rather than rely on the regular—and ineffective—Iraqi Army, Abadi let the Popular Mobilization Forces, a Shiite militia, spearhead the assault.

Abadi apparently believed that being the wartime leader who defeated the Islamic State and put the Kurds in their place would guarantee him a new term in the following year's Iraqi parliamentary elections—he even named his electoral alliance "Nasr," meaning "Victory." And instead of protecting its Kurdish allies, the Trump administration allowed the Popular Mobilization Forces to use Abrams

⇒ tanks—originally sold to the Iraqi Army and transferred to the Shiite militia with U.S. permission—in the attack on the Kurds. The White House seemed unfazed by the fact that Qassem Suleimani, the head of Iran's Quds Force, planned the attack and that it was led by Abu Mahdi al-Muhandis, a terrorist sentenced to death in absentia for his role in blowing up the U.S. and French embassies in Kuwait City in December 1983.

The whole episode left Barzani and the Kurds

both angry and shaken. Much of the anger was, and remains, focused on Abadi. As one Kurdish leader told me, "Maliki cut our budget, but Abadi attacked us." But the attack also undermined Kurdish confidence in the United States as an ally.

Rather than do Washington any favors, therefore, the Kurds and Sunnis are now negotiating with the two Shiite blocs to see which will give them a better deal. The Sunnis want reconstruction funds and the withdrawal of Shiite militias

from their area. The Kurds have a longer list of demands based on promises made to them in Iraq's Constitution, including guaranteed payment of their share of the federal budget, recognition of their oil rights, a national census to determine Kurdistan's share of the federal budget, the holding of a plebiscite to determine the status of Kirkuk, the establishment of a second chamber in the Iraqi parliament, and the establishment of the constitutionally prescribed Supreme Court. (For the time being, they have moved independence off the agenda.) ♦

REUTERS

Exclusive: Turkey boosts arms to Syrian rebels as Idlib attack looms - rebel sources

SEPTEMBER 12, 2018 AMMAN -Suleiman Al-Khalidi (Reuters)

TURKEY HAS stepped up arms supplies to Syrian rebels to help them stave off an expected offensive by the Syrian army and its Russian and Iran-backed allies in the northwest near the Turkish frontier, rebel sources told Reuters.

Senior rebel officials said Turkey had sent more military aid to rebels in and around the Idlib region since a summit meeting with Iran and Russia last week failed to agree a deal to avert a government offensive into the area.

Turkey, which is already hosting 3.5 million Syrian refugees, is warning against such an attack, fearing it could force more Syrians over the border. President Tayyip Erdogan has warned of a humanitarian disaster and security risks for Turkey.

"They pledged complete Turkish military support for a long, protracted battle," a senior FSA commander who was privy to talks in recent days with senior Turkish officials said, requesting anonymity as he was not authorized to speak publicly.

The weapons, which have entered Syria in large quantities in recent days, include ammunition and GRAD rockets.

"These arms supplies and munitions will allow the battle to extend and ensure our supplies are not drained in a war of attrition," the commander added.

A second rebel commander said: "They are getting new shipments of munitions — they don't need more than munitions."

"The Turks are making sure they have enough munitions that keep them going for a long while," he added.

Turkish officials could not immediately be reached for comment.

AIR STRIKES

The Idlib area forms part of an arc of territory in the northwest representing the last big area held by the opposition.

Some three million people are living in Idlib, half of them Syrians who have fled from other parts of the country.

Russian and Syrian warplanes have stepped up air strikes on southern Idlib and adjacent areas of Hama province in an apparent prelude to a ground



offensive. The Syrian army is building up troops near frontlines.

Turkey has backed an array of Free Syrian Army (FSA) rebels during the war that spiraled out of an uprising against President Bashar al-Assad in 2011. With decisive Iranian and Russian help, Assad has now recovered most of Syria.

Idlib's main towns and cities are under the sway of jihadists linked to al Qaeda's former Syrian affiliate, the Nusra Front, though they are outnumbered by Turkey-backed FSA fighters grouped under "The National Front for Liberation".

The Turkish army has also deployed in the last week more troops and heavy weaponry to 12 positions in the Idlib region that observe a "de-escalation zone" agreed with Iran and Russia. The Turkish army has also sent troops into Syrian rebel-held territory further east, in an area north of Aleppo city.

With extensive Turkish support, efforts have been underway to organize FSA groups north of Aleppo into a unified force known as the "National Army" numbering some 30,000 fighters.

Two rebel commanders said Turkey had ordered the bulk of this force to move toward the Idlib frontlines.

TEHRAN SUMMIT

At the summit in Tehran, Erdogan, Russia's Vladimir Putin and Iran's Hassan Rouhani agreed in a statement that there could be no military solution to the conflict and it could only end through a negotiated political process.

But while Erdogan had also called for a truce, Putin said this would be pointless as it would not involve the Islamist militant groups that Russia deems terrorists, and Rouhani said Syria must regain control over all its territory.

Russia has said Turkey has the job of separating Islamist militants from the moderate opposition in Idlib.

Rebel sources said Turkey had pledged to take strong measures against the jihadists once Russia holds back the Syrian army from waging a major assault.

The jihadists have so far resisted calls by Ankara to dissolve themselves or take an offer that allows fighters to join FSA factions after breaking all ties to al Qaeda. ●

Les Kurdes d'Irak lancent la campagne pour l'élection du Parlement régional

Erbil (Irak) - Par AFP, le 11/09/2018
www.lexpress.fr

Le Kurdistan d'Irak a lancé mardi la campagne pour l'élection des représentants au Parlement de la région autonome, sur fond de division politique un an après un référendum d'indépendance aux conséquences désastreuses.

Le 30 septembre, 673 candidats de 29 mouvements politiques s'affronteront pour les 111 sièges de députés du Parlement du Kurdistan d'Irak, divisés en trois provinces.

Onze de ces sièges sont réservés aux minorités ethniques et religieuses de la région autonome --cinq pour les Turkmènes, cinq pour les chrétiens et un pour les Arméniens.

Le Parlement régional actuel est dominé, comme le gouvernement du Kurdistan d'Irak, par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du leader Massoud Barzani, qui a récemment quitté la présidence de la région autonome.

Le PDK dispose actuellement de 38 sièges, suivi de son rival historique l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), du défunt président irakien Jalal Talabani, qui compte 18 sièges.

Le parti Goran (changement, en kurde) est la principale force d'opposition avec 24 sièges, suivi de l'Union islamique (10 sièges) et de la Jamaa Islamiya (6 sièges).

La seule nouvelle force en présence est le mouvement "Nouvelle Génération", formé en 2018 et qui a emporté quatre sièges au



Des Kurdes irakiens préparent des affiches électorales lors du lancement de la campagne pour l'élection du Parlement du Kurdistan d'Irak, à Erbil, le 11 septembre 2018
afp.com/SAFIN HAMED

Parlement central à Bagdad lors des législatives irakiennes de mai.

Le scrutin du 30 septembre ne devrait pas changer la donne politique au Kurdistan, estiment les experts, mais il pourrait mettre en lumière les divisions nées notamment de la tenue en septembre 2017 du référendum d'indépendance, porté par Massoud Barzani et où le "oui" l'a largement emporté.

Mais ces divisions et les questions en suspens pourraient ne pas être résolues car, souligne le politologue kurde Hekar Jeto, "l'environnement politique est tendu". Surtout, après le fiasco du référendum, "les indicateurs signalent que la participation pourrait être faible", explique-t-il à l'AFP.

Organisé contre l'avis de Bagdad et de la communauté internationale jusque dans les zones disputées en Irak au-delà des frontières de la région autonome, le référendum avait déclenché une série de représailles des autorités centrales.

Le Kurdistan a perdu les revenus du pétrole extrait de son sol et les zones disputées, notamment la région pétrolière de Kirkouk, qu'il avait captés dans le chaos provoqué par la percée du groupe jihadiste Etat islamique (EI) en 2014.

Le dernier scrutin tenu en Irak, les législatives de mai, avait connu une abstention record, à près de 55%, un taux jamais atteint depuis les premières élections multipartites d'Irak en 2005. ♦

Depuis l'Irak, les rebelles kurdes iraniens resserrent les rangs après un raid sanglant

Koysinjq (Irak) (AFP) - le 13/09/2018
www.lepoint.fr

Sur le mur, un homme recouvre de peinture rouge chaque éclat laissé par les missiles iraniens: au milieu des décombres de leur base arrière en Irak, les rebelles kurdes iraniens disent réorganiser leurs rangs après un bombardement qui a laissé "un immense vide" dans leur direction.



Parmi les hommes et les femmes en armes qui tentent de sauver ce qui peut encore l'être au milieu des gravats et de la ferraille tordue qui pend des plafonds et des murs, certains portent encore des bandages, d'autres se remettent du choc de samedi.

Ce jour-là, alors que les dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI) étaient réunis en Congrès à Koysinjq, leur base arrière dans la montagne irakienne, à une centaine de kilomètres à l'est d'Erbil, les Gardiens de

la Révolution, l'armée d'élite iranienne, ont frappé.

Ils ont indiqué avoir tiré sept missiles contre ce mouvement, le plus ancien parti autonomiste kurde d'Irak interdit après la Révolution islamique et que Téhéran considère comme une organisation terroriste.

Selon le PDKI, 15 personnes ont été tuées dans cette attaque menée sur l'ancien fort militaire du régime de Saddam Hussein où le PDKI a pris >

➤ ses quartiers.

Téhéran a assuré agir en représailles à plusieurs incursions armées récentes de ce mouvement qui semble avoir repris des opérations en territoire iranien depuis 2016, après une longue trêve.

"Les victimes ont évidemment laissé un grand vide et nous avons subi une lourde perte car (les dirigeants décédés) avaient de l'expérience et de l'expertise dans la politique", affirme à l'AFP Moustapha Mouloudi, le secrétaire général du PDKI, lui-même légèrement blessé lors du bombardement.

"Malgré tout, le PDKI peut combler ce vide via

son Comité central et son règlement légal", poursuit l'homme, en habit traditionnel kurde.

"Nous avons toujours considéré l'Iran comme un danger pour nous, ce bombardement a rendu ce sentiment plus fort", ajoute le dirigeant politique depuis Koysinjaq, à une centaine de kilomètres à l'est d'Erbil. Il assure encore que l'Iran et l'Irak "coopèrent politiquement".

Bagdad avait rapidement dénoncé le raid iranien comme "une violation de sa souveraineté", tout en ajoutant "refuser que son sol soit utilisé pour menacer des pays voisins".

L'armée iranienne, elle, a exhorté les autorités de Bagdad et du Kurdistan irakien à "livrer" ou

"expulser" les membres du PDKI, selon l'agence semi-officielle Isna, sous peine de nouvelles frappes.

Selon Isna, le chef d'état-major, le général de division Mohammad Bagheri a affirmé que le Kurdistan avait, par le passé, essayé "d'empêcher" les infiltrations de commandos sur le territoire iranien, avant de cesser récemment, "encouragé par les États-Unis".

Peuple sans État, les Kurdes sont présents en Turquie, en Syrie, en Irak et en Iran, où ils représenteraient environ 10 % de la population.●

The Economist

SEPTEMBER 15th 2018

Mesopotamia

Rivalry between America and Iran threatens to wrench Iraq apart again

A squabble for control has left Iraq without a government

Sep 15th 2018 | BAGHDAD
www.economist.com

THE capital has not looked so good in decades. Baghdad's restaurants have had fancy facelifts. New malls seem to be opening every month. Cranes motionless since Saddam Hussein's fall in 2003 are moving again as rich Iraqis have begun to invest at home instead of squirrelling their takings abroad. Huge billboards of frowning clerics have been replaced by neon advertisements of unveiled smiling girls. Rockers pack an open-air peace festival on the bank of the River Tigris.

Baghdad's security has improved markedly since the jihadists of Islamic State (IS) were repelled from the city's gates in 2014. But the city's revival is under threat again, this time by rivalry between America and Iran and their proxies. Inside the Green Zone, Baghdad's government enclave, Brett McGurk, America's regional envoy, and Qassem Suleimani, commander of the Quds Force, Iran's foreign legion, are marshalling their allies.

Each is trying to shape the formation of a ruling coalition to his taste, following Iraq's messy general election in May. Iran wants a "Shia house"—comprising more than 200 of the parliament's 329 members drawn from a range of Shia parties—to run the show. Mr McGurk wants to have the reins held by a cross-sectarian coalition of Kurds and Sunni Arabs led by Shia "nationalists" less beholden to Iran. Mr McGurk's would-be coalition, called Islah ("Reform"), has some 145 seats. General Suleimani's rival bloc, known as al-Bina ("Reconstruction"), has 109 or so. Neither has the majority required to choose a

president and prime minister.

Political tensions are turning violent and spilling out of the Green Zone. Though American and Iranian commanders battled in tandem against IS, they are now at loggerheads. On September 6th mortars landed near America's embassy in Baghdad; its consulate in Basra was later struck, too. These were the first attacks by Shia militias on American targets in Iraq since 2011. Two days later Iran fired missiles at a Kurdish base in Koya, an Iraqi town close to its border. This was reportedly the first salvo fired by Iran at Iraq since the long war between the two countries in the 1980s.

Even more dangerously, Iran is flexing its muscle in Basra, Iraq's neglected second city, which lies close to the Iranian border. It plugged rivers supplying the city with water and cut its electricity. Locals protested by blocking roads to Iraq's giant oilfields and only port, which provide 90% of government revenues. Security forces attempted to impose a curfew by shooting protesters, but only inflamed their ire. In a four-day rampage, they torched government offices and the Iranian consulate.

This should have alerted the politicians in Baghdad. After all, the last time they bickered after another inconclusive election in 2014, IS fighters swooped into Mosul and much of northern and western Iraq, igniting three years of war.

Haider al-Abadi, the caretaker prime minister, has sought American backing for a second term by suspending Abu Mahdi al-Mohandes, Iran's man commanding the Popular Mobilisation Committee, which oversees the country's pletho-



ra of militias. Mr Abadi has also promised to abide by American sanctions on Iran's reeling economy. He has told Iraqi banks to stop dollar transactions with the country, thus blocking a prime conduit for foreign currency. If America does not grant a reprieve, say Mr Abadi's officials, Iraq will stop importing an array of goods, including fuel, from its eastern neighbour by November.

Those Iraqis who see Iran as their chief ally are fuming. After all, Iran was the first to rush to Iraq's aid when IS closed in on Baghdad. Hoteliers in Iraqi cities hosting Shia shrines bemoan the recent dearth of Iranian pilgrims. "We've had no bookings since June," says a hotel manager in Najaf.

But Iraq's nationalist camp is just as feverish. "Iran bara, bara!" ("Out, out, Iran!"), chant supporters of Muqtada al-Sadr, a Shia cleric who is popular among the urban poor. His bloc won the most seats in the election. Sadristes ripped down portraits of Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader, to whom many of Iraq's militias are loyal. Massing for Friday prayers in Baghdad's vast slum known as Sadr City, they castigate pro-Iranian militia leaders, whom they once cheered for repelling IS, saying they are worse than Saddam Hussein, the blood-drenched former dictator.

In past crises Iraq's senior Shia clergy in the holy city of Najaf, such as the now ailing Grand Ayatollah Ali al-Sistani, would have mediated. But their authority has waned. The non-aligned Kurds have watched from the sidelines. Few influential voices urge compromise. Militiamen and politicians alike predict a return to assassinations and a Shia-on-Shia civil war. And after months of merciful calm, the thud of car-bombs can be heard again on highways out of Baghdad.

■ ■ ■

Syrie : tractations pour retarder l'assaut sur Idlib

La Turquie essaie de gagner du temps, tandis que la Russie soutient la reprise de l'enclave par Damas

NEW YORK (NATIONS UNIES) -
correspondante

Le sort du dernier bastion rebelle en Syrie, Idlib, était débattu vendredi 7 septembre à Téhéran et à New York, pour retarder une offensive des forces de Bachar Al-Assad.

Dans la capitale iranienne, Moscou, Téhéran et Ankara, qui parrainent les belligérants, se sont quittés sans parvenir à une position commune, ne s'accordant que sur la nécessité, très vague, d'une « stabilisation par étapes » de la province. Et les présidents de ces trois pays disent vouloir maintenir « l'esprit de coopération qui caractérise le [processus] d'Astana ».

Mais dans les faits, les tuteurs des accords d'Astana – qui avaient fixé en 2017 quatre zones de cessez-le-feu, dont trois ont été reprises par le régime depuis – ont semblé camper sur leurs positions lors de ce sommet, marqué par une joute verbale en conférence de presse entre les présidents turc Recep Tayyip Erdogan et russe Vladimir Poutine : le premier a plaidé à cor et à cri pour un accord de « cessez-le-feu » en mettant en garde contre un « massacre », quand le second a martelé son soutien à Damas : « Le gouvernement syrien a le droit de prendre

civils vers la Turquie en cas d'offensive terrestre, espère avoir eu gain de cause sur l'essentiel : gagner du temps afin de mettre en application son engagement à mettre fin à la présence de groupes djihadistes à Idlib.

« Assurances »

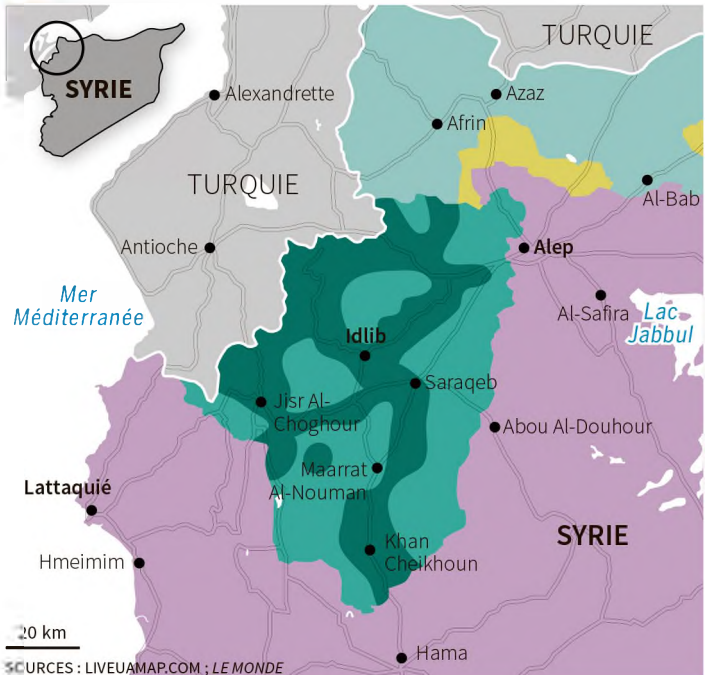
Recep Tayyip Erdogan aurait-il reçu des assurances fortes de Washington, malgré les tensions récentes entre les deux pays ? Selon Nicholas Heras, chercheur au Center for a New American Security à Washington, « les Etats-Unis ont manifesté publiquement leur volonté de rester en Syrie et ont réaffirmé leur hostilité à une offensive contre l'enclave d'Idlib. Au-delà de ces déclarations, Washington a fait comprendre de manière plus discrète aux acteurs du conflit que les Etats-Unis pourraient intervenir si le régime syrien lançait une offensive contre l'enclave d'Idlib en l'absence d'accord diplomatique entre la Russie et la Turquie ». Ces déclarations, assorties à la menace voilée d'un usage de la force, garantiraient à la Turquie un soutien qui lui permettrait de négocier en position de force.

« Les assurances américaines ont permis à la Turquie de gagner du temps à Téhéran », ajoute Nicholas Heras, le temps dont la Turquie a besoin pour résoudre enfin la question de la présence djihadiste à Idlib avec, cette fois, le soutien américain qui lui faisait jusqu'alors défaut. D'après ce spécialiste de la politique syrienne des Etats-Unis, la coopération entre Ankara et Washington sur ce point pourrait se traduire par le partage de renseignements sur la localisation de cadres djihadistes dans l'enclave d'Idlib, et par un soutien américain à la consolidation des forces issues de l'opposition armée alliées à la Turquie dans cette zone.

Joseph Bahout, chercheur non résident à la Fondation Carnegie et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, s'interroge pour sa part sur la crédibilité de l'offre américaine : « Le caractère erratique de la politique de Washington sur le dossier syrien pourrait affecter la solidité des garanties américaines à la partie turque. Elles semblent cependant avoir permis au président Erdo-

Forces en présence au 8 septembre 2018

- Régime syrien et ses alliés
- Forte présence de la coalition djihadiste Hayat Tahrir Al-Cham et ses alliés
- Groupes rebelles alliés à la Turquie
- Armée turque et ses alliés
- Forces démocratiques syriennes



gan de ne pas plier face à ses interlocuteurs à Téhéran, bien que le ton ait pu monter lors des échanges entre les chefs d'Etat réunis lors de ce sommet. »

La Russie n'aurait cependant pas intérêt à s'aliéner totalement la Turquie : « Un divorce complet entre Ankara et Moscou sur la question d'Idlib mettrait en péril le processus d'Astana, dont la Russie a besoin pour montrer qu'elle n'a pas seulement gagné la guerre mais qu'elle s'apprête aussi à gagner la paix », ajoute Joseph Bahout.

« Aux yeux du monde »

A des milliers de kilomètres de Téhéran, les diplomates étaient aussi à pied d'œuvre à l'ONU, à New York, pour tenter d'épargner aux 3 millions d'habitants de l'enclave un assaut imminent des forces de Bachar Al-Assad, lors d'une réunion convoquée par les Etats-Unis devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

L'éventail des solutions demeure limité. Staffan de Mistura, l'envoyé spécial de l'ONU en Syrie, a tenté de proposer un plan qui

permettrait de séparer les 10 000 djihadistes – affiliés principalement au groupe Hayat Tahrir Al-Cham – de la population civile, et le lancement d'un ultimatum pour leur permettre de quitter les zones les plus densément peuplées. Cette idée, jugée « irréaliste », a suscité le scepticisme des diplomates. La séparation des groupes considérés comme terroristes par l'ONU d'avec les civils a toujours été la pierre d'achoppement des négociations lors des derniers sièges d'Alep ou de la Ghouta orientale.

Face à Moscou, qui a maintes fois répété que Bachar Al-Assad avait le droit de récupérer la totalité du territoire syrien, les diplomates occidentaux ont peu de leviers. L'écrasement de la province d'Idlib « ne marquerait pas la fin de la crise syrienne », a toutefois prévenu l'ambassadeur français à l'ONU, François Delattre, qui a appelé Russes et Iraniens à faire respecter le cessez-le-feu qu'ils avaient patronné dans cette zone dite « de désescalade » : « Un nouveau massacre serait bien la res-

Ankara craint un afflux de réfugiés, et cherche à tenir son engagement de mettre fin à la présence de djihadistes à Idlib

sous son contrôle la totalité de son territoire national, et doit le faire. »

Sur le terrain, l'aviation russe, qui a repris ses frappes aériennes contre la province cette semaine, a de nouveau visé des positions attribuées à l'organisation djihadiste Hayat Tahrir Al-Cham (ex-Front Al-Nosra, une émanation d'Al-Qaïda), dans la nuit de vendredi à samedi.

En s'opposant à Vladimir Poutine, le président turc, présenté comme affaibli face au Kremlin et qui craint un afflux massif de

ponsabilité – et l'échec – des soutiens du régime. A l'inverse, ils peuvent encore enrayer la dynamique de l'escalade et apparaître aux yeux du monde comme ayant ouvert la voie à un règlement pacifique.»

La reconquête du dernier bastion rebelle par les forces de Bachar Al-Assad pose une autre question : celle du financement de la reconstruction de la Syrie,

L'écrasement de la province « ne marquerait pas la fin de la crise syrienne », selon l'ambassadeur de la France à l'ONU

exsangue après sept années de guerre. C'est la carte qu'ont choisi d'abattre les diplomates occidentaux : sans transition politique, pas question de signer un chèque en blanc, ont prévenu les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni. « *Aucun pays ne devrait le faire* », a tenu à souligner l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, dans un message ap-

puyé à Pékin, qui n'a pas l'habitude de s'embarrasser de considérations politiques. ■

MARIE BOURREAU ET ALLAN KAVAL (A PARIS)

Le Monde

DIMANCHE 9 - LUNDI 10 SEPTEMBRE 2018

En Irak, les manifestants brûlent le consulat iranien à Bassora

Les protestations sociales contre les partis chiites ont fait neuf morts en cinq jours

Empêtré dans d'interminables tractations pour la formation du prochain gouvernement, le personnel politique irakien est rattrapé par la contestation sociale qui a embrasé le Sud chiite durant l'été. La nouvelle vague de manifestations violentes qui a fait au moins neuf morts en cinq jours à Bassora a pris un tour incontrôlable. Après avoir incendié la veille des bâtiments publics et les sièges des principaux partis chiites de la grande ville du sud de l'Irak, des centaines de protestataires ont mis le feu, vendredi 7 septembre, au consulat iranien, dénonçant la responsabilité de ces partis et de leur puissant allié dans la corruption et l'incurie qui ont conduit à la déliquescence des services publics et des infrastructures dans le pays.

Le pas de trop a été franchi pour les autorités irakiennes, placées en délicatesse face au puissant voisin. Le ministère des affaires étrangères iraniennes a dénoncé un complot destiné à « *détruire les relations d'amitié* » entre l'Iran et l'Irak, et estimé que « *la responsabilité de toute négligence revient au gouvernement irakien* ».

Déjà convoqué samedi avec ses ministres devant le Parlement pour répondre de leur gestion de la crise lors d'une session extraordinaire, le premier ministre, Haider Al-Abadi, a chargé dans la nuit de vendredi à samedi les forces de sécurité d'agir avec fermeté face « *aux actes de vandalisme* ». Des « *mesures sécuritaires*

La crise à Bagdad autour de la formation du gouvernement a aiguë l'exaspération des contestataires

exceptionnelles » et « *judiciaires sévères* », dont l'interdiction des « *rassemblements* » et « *déplacements en groupe* », ont été décrétées par le commandement conjoint des opérations.

La province de Bassora, la plus riche du pays en hydrocarbures et pourtant la moins dotée en infrastructures, est l'épicentre, depuis le 8 juillet, d'un mouvement de contestation sociale contre le manque d'emplois et de services, et la corruption, qui s'est étendu à tout le Sud. Il a pris une tonalité inédite avec la défiance exprimée envers les partis politiques chiites, et à leurs milices surarmées qui ont accru leur mainmise à la faveur de la guerre contre l'organisation Etat islamique, dans ce Sud qui est pourtant leur principale base électorale. Les manifestants imputent la détérioration de leurs conditions de vie à l'incurie de ces partis, au pouvoir depuis 2003, à et à leur allié iranien.

Après les violences des premiers jours de contestation, qui avaient fait 15 morts et des cen-

taines de blessés, le mouvement s'est essoufflé, sans s'éteindre, sous l'effet des mesures sécuritaires et du déblocage d'un plan d'urgence de plusieurs milliards de dollars par le gouvernement. Une crise sanitaire qui a conduit plus de 30 000 personnes à l'hôpital pour des intoxications à l'eau polluée à Bassora, fin août, l'a relancé.

« Manifestations pacifiques »

Les manifestations ont à nouveau pris un tour violent après la mort, lundi 3 septembre, d'un jeune manifestant de 26 ans. Les autorités, qui accusent des « *vandales* » infiltrés parmi les manifestants, assurent avoir ordonné aux troupes de ne pas tirer sur la foule. Les manifestants accusent des membres de milices, infiltrées au sein des unités de police d'élite SWAT, d'être à l'origine des tirs meurtriers. Le premier ministre Abadi a diligenté une enquête.

La crise politique à Bagdad autour de la formation du futur gouvernement, fruit d'interminables tractations entre les partis vainqueurs des législatives du 12 mai, a aiguë l'exaspération des contestataires. Nombreux à avoir boudé ce scrutin par désillusion, ils ont été confortés par l'incapacité du Parlement, paralysé par les divisions, à élire son président lors de sa séance inaugurale, lundi.

Deux coalitions concurrentes revendiquent le droit à diriger le pays et le prochain gouvernement : la coalition emmenée par

le chef politique chiite Moqtada Al-Sadr, arrivé en tête des législatives et soutenu par le premier ministre Abadi, face à l'alliance des milices chiites proches de l'Iran, Al-Fatih, que dirige Hadi Al-Améri, arrivée en seconde position et soutenue par l'ancien premier ministre, Nouri Al-Maliki.

Leurs divisions pourraient à nouveau s'afficher, samedi, lors de la réunion extraordinaire au Parlement, alors que déjà la tension était montée d'un cran la veille avec trois tirs de mortiers contre le secteur ultrasécurisé de Bagdad, dont l'origine n'a pas encore été identifiée. Vendredi, les représentants de la mobilisation populaire et de la coalition Al-Fatih avaient dénoncé la main des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite, favorables à un second mandat de M. Abadi, derrière les attaques contre leurs sièges la veille et appelé le chef du gouvernement à la démission.

L'appel lancé jeudi par Moqtada Al-Sadr à « *des manifestations de colère pacifiques à Bassora* », sans toutefois mobiliser encore ses millions de partisans, comme il l'avait fait lors du mouvement pro-réformes de 2015-2016, a été vu par eux comme un encouragement. Se plaçant à nouveau en arbitre, le grand ayatollah Ali Sis-tani, chef spirituel de la majorité des chiites d'Irak, a appelé vendredi, à ce que « *le futur gouvernement soit différent de ceux qui l'ont précédé* ». ■

HÉLÈNE SALLON

3 million Syrians with nowhere to go

Kareem Shaheen

The first thing that struck me when I saw Idlib, the rebel-held province in northwestern Syria, in April last year was how green the country was. Olive and cherry trees lined the pockmarked roads leading from the Turkish border down to the province's towns. Smoke rose in the distance in the aftermath of an airstrike or an exploding shell, and the buildings in most towns were scarred by blows from the sky.

I had traveled to Idlib to report on the chemical attack in the town of Khan Sheikhun by President Bashar al-Assad's regime, which killed over 80 people. I remember watching Abdulhamid al-Yousef, a father of two, hold his son and daughter before their burial; they were poisoned by the very air they breathed. According to the independent United Nations Commission of Inquiry, President Assad's air force was responsible for the chemical gas attack, which killed Mr. Yousef's wife and children, along with several other relatives.

A friend trying to comfort the distraught Mr. Yousef told him a story about "al-sirat," a bridge that Muslims believe people must cross on the day of

Idlib is billed as the endgame in a war that has claimed more than half a million lives.

judgment. Al-sirat is believed to be thinner than a hair and leads to the gates of paradise. "On the day of judgment, those who lose their children and bear the tragedy with forbearance will be reunited with them," the friend said.

"Their children will have wings and will fly them across al-sirat to the gates of paradise."

Mr. Yousef seemed to wake up. "And their mother too? Ahmad and Aya will be there? And Hammoudi and Ammoura?" he said. Ahmad and Aya were his children. Hammoudi and Ammoura, his nephews.

The moment still gnaws at me.

Over the past week, a gathering storm pointed to an impending assault by Mr. Assad's regime and his Russian patrons on Idlib, with aid agencies warning of a humanitarian catastrophe that could drive new waves of refugees into neighboring Turkey. Russian airstrikes have already killed 13 people in Idlib. Mr. Assad's forces are shelling

President Bashar al-Assad's forces are about to attack Idlib, the last rebel-held province in Syria. Fear of mass slaughter is increasing.



the area, and his Iranian and Russian allies have chosen dehumanizing language and described the militants in Idlib as "this festering abscess that needs to be liquidated."

Idlib is billed as the endgame in a war that has claimed more than half a million lives, displaced half of Syria's population, driven millions into "safe" refuge abroad and triggered the xenophobic, populist explosion in Europe and beyond that exposed the fragility and hollowness of the vaunted global liberal order.

But Idlib is also the last refuge of some three million people. Hundreds of thousands living in the province were already displaced from their homes elsewhere in Syria by the steady march of Mr. Assad's army and allied sectarian militias, backed by the remorseless bombing campaign carried out by the Russian Air Force.

Many will die, many will flee, many will be buried under the rubble. It happened before. It will happen again. We know it. We are complicit in our knowledge, indifference and inaction.

Idlib has turned into a microcosm where all the regional and international power brokers have claimed a stake, where all the forces that gave rise to and were birthed by Syria's traumatic uprising are struggling in a catastrophic battle whose price, as usual, will be paid for by innocent civilians.

In refugee camps, at memorial services, in the rubble of bombed-out build-

Preparing for the worst in a makeshift shelter in an underground cave in Idlib, Syria, last week.

ings, Syrians shared their stories, wanting to be heard. Sometimes they stopped talking during our conversations because they recognized the futility of it all. I often shared their frustration but continued reporting in order to create a record, hoping that nobody would say we didn't know.

Syria taught me that knowledge does not lead to accountability. The families who were buried under the rubble will not get justice. Those who had to start over in foreign lands and were vilified for having the temerity to want to raise their children in safety won't either. Neither will those who drowned on the way to European shores, nor will those who were besieged and starved to within an inch of their life get justice.

The parents whose children killed by sarin gas appeared covered in small, white shrouds on newspaper front pages won't either. And justice will remain elusive for the mother whose feet bled searching for news of her son in the dungeons of Syria's security services.

Many Syrians I spoke to often wondered why the world did nothing to help them, why the West — a substitute term for the United States —

stopped at offering mere words, why every act of horror evoked mere outrage and posturing at the United Nations Security Council.

Americans often have little awareness of just how pervasive their country and way of life is in the Middle East. An activist in Raqqa described to me living under the Islamic State rule by referencing the American television series "The Blacklist" to explain how humans adapt to criminality.

Many lives have been changed, upended or destroyed by the direct or indirect reach of the United States, whether they were Yazidis saved by the United States' intervention in Iraq, or were buried under the rubble by the American-led coalition's airstrikes in Mosul and Raqqa.

The story many Americans believe in and propagate about their country is one molded in the Cold War ethos of spreading liberalism and freedom, a story that people in desperate straits sometimes cling to. After the 2013 chemical attack by Mr. Assad's regime in Syria, which killed over a thousand civilians, many Syrians hoped the

United States would enforce President Barack Obama's red line. Even later, in 2016, Aleppo vainly waited for American help that never came.

The prolongation of the war led to the rise of extremist groups the United States is now fighting in Syria. When Ghouta, a suburb of Damascus, came under siege this year, the Syrians were no longer waiting for the world to help.

The narrative of America's liberalizing fiction is a convenient one because the United States not only accepted the prevalence of totalitarian dictators in the region and elsewhere, but also abetted and fostered them in the pursuit of its interests. I did not know what to say to the Syrians who wrote to me every day while under siege, hoping that intervention by a benevolent force would put an end to their suffering.

The United States intervened in Syria to protect its "national security" interests, not to protect civilians.

America intervened and killed a lot of civilians in its single-minded pursuit of the Islamic State terror group, a symptom of the region's ailments, rather

than its cause.

Red lines were breached, the perfunctory calls for the dictator to step down were made, and the thirst for moral outrage was quenched, as people continued to die.

Half a million people died, and the only justice they can hope for is in the afterlife, when the scales, they believe, will be balanced.

I repeatedly find myself thinking of the graveyard near Mr. Yusef's home in Khan Sheikun, where I stood after speaking with him, staring at the freshly dug graves of his wife and children, at the cinnamon soil. Those graves remain a testament to the fiction of the international community and international law.

Arab fairy tales start with a line: *Kan ya ma kan*. It was, or it wasn't. The myth is yours to believe in or to deny.

Kan ya ma kan, there was an international community.

Kan ya ma kan, there were values of justice and decency.

KAREEM SHAHEEN is a former Middle East correspondent for *The Guardian*.

theregion 13 September 2018

UN report details rights violations by occupying forces in Afrin

By Meghan Bodette 13/09/2018 <https://theregion.org/>

The Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic submitted a report to the United Nations Human Rights Council that recognized crimes committed by occupying Free Syrian Army militias and Turkish forces in Afrin.

The report investigated violations committed between January and July of 2018 in several areas of Syria. It noted that in Afrin, "residents reported patterns of arrests, beatings and kidnappings by FSA-affiliated armed groups that, beginning with their takeover of certain areas, became notorious for their arbitrary arrests and detention," mentioning one incidence in which 29 individuals were "disappeared" from two villages within a day in March. Local sources have alleged that, since the city was captured in March, over a thousand individuals have been abducted. While some have been released after their families paid ransoms, the fate of many is still unknown.

The report gave credence to accounts of torture and mistreatment in FSA detention. "Those detained by FSA-affiliated groups were never told where they were being held, and often could not recognize their captors," it said. "Others described inhumane conditions of detention, including overcrowded cells and minimal food. The Commission is investigating reports of deaths in detention by Al-A'mshat armed group."

Harrowing accounts of treatment of detainees in Turkey-backed FSA prisons have been reported for several months, and videos have circulated of militia members torturing civilians.

It also reported that individuals were targeted for various violations based on suspected support for the YPG or Syrian government, involvement with the previous Democratic Self-Administration of Afrin, journal-



ism, activism, or having a family member who had participated in any suspicious activity. A graphic video posted to social media that showed a member of an unidentified militia threatening to execute a Kurdish man for supposed involvement in the Self-Administration's agricultural committee. While it mentioned the theft of homes and businesses from Kurdish civilians, the destruction of Yazidi religious sites, and the movement of people from other parts of Syria into the city, it did not make any mention of ethnic cleansing or demographic change—despite Turkish statements prior to the invasion that suggested that that was the operation's goal.

The conclusion of the report included the recommendation that states must "not recognize as valid any housing, land and/or property transaction, including any transfer that was made under duress, or which was otherwise coerced or forced, either directly or indirectly, or which was carried out contrary to international human rights standards." This is the closest international authorities have come to suggesting that the people of Afrin be able to regain their homes and businesses from occupying authorities. ●



SYRIE

Veillée d'armes et pourparlers autour d'Idlib



Un membre du Front de libération national, une alliance parrainée par la Turquie, mercredi dans la région d'Idlib.

Par
HALA KODMANI
et **LUC MATHIEU**

Deux réunions le même jour pour éviter un «*bain de sang*», selon les termes de Staffan de Mistura, envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie. Un sommet à Téhéran, entre les présidents russe, turc et iranien. L'autre à New York, au Conseil de sécurité. Le sort d'Idlib, province du nord-ouest syrien, se joue ce vendredi. Une absence d'accord permettrait au régime syrien de passer à l'offensive dans une région surpeuplée et épuisée par sept ans de guerre.

QUELS SONT LES RISQUES HUMANITAIRES EN CAS D'INTERVENTION ?

Dramatiques, même à l'échelle de la guerre syrienne et de ses massacres routiniers. Avant 2011 et le déclenchement de la révolution, la province d'Idlib comptait moins de 900 000 habitants. Ils sont aujourd'hui environ 3 millions. Ils se sont massés dans la région au fil de la guerre, déplacés fuyant les combats et opposants, armés ou non, qui quittaient des zones reprises par le régime de Bachar al-Assad dans le cadre d'accords négociés. Ils viennent de tout le pays, d'Alep (nord), de la Ghouta (banlieue de Damas), de Raqqqa (est) ou de Deraa (sud). Les plus riches ont pu louer appartements ou maisons. Mais des centaines de milliers de personnes vivent sous des tentes, dans des camps improvisés. En cas d'offensive et de bombardements aériens massifs, elles n'auraient nulle part où aller. La Turquie a érigé un mur le long de la frontière qui court au nord. La franchir illégalement reste possible, mais à condition de payer un passeur au moins 2500 dollars (2150 euros). La seule échappatoire réside dans la bande qui court entre la frontière et le nord d'Alep, d'Azaz à Afrin. La région est contrôlée par

la Turquie, mais elle est aussi surpeuplée. Rejoindre une zone tenue par le régime n'est que rarement une option, la plupart des habitants d'Idlib figurant sur des listes de personnes recherchées et risquant la torture à mort dans des prisons. «*Les gens ont bien trop peur d'Al-Assad. Ils cherchent juste une protection, quelle qu'elle soit*», explique Ousama Charbaji, directeur de l'ONG syrienne Afaq, implantée à Idlib. Depuis deux semaines, ONG et politiques multiplient les avertissements sur la catastrophe humanitaire à venir. «*Une recrudescence des hostilités et leur extension à toute la région d'Idlib pourraient jeter des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes sur les routes*», a déclaré le CICR. «*Ces gens ne pourront pas supporter les conséquences d'une énième offensive utilisant des tactiques interdites, comme la privation de nourriture et les bombardements aveugles*», a affirmé Amnesty International. Les dix pays non-membres permanents du Conseil de sécurité ont réclamé «*une solution pacifique*», et appelé les parties concernées à prendre «*toutes les mesures possibles*» pour protéger les civils.

QUELLES SONT LES FORCES EN PRÉSENCE ?

La province d'Idlib, rurale et à large majorité sunnite, est l'une des premières à avoir basculé dans l'opposition armée, dès la fin 2011. Elle compterait aujourd'hui environ 50 000 hommes armés. Au fil des recompositions, des luttes intestines et des défections, l'opposition en est venue à se diviser en deux blocs principaux. D'un côté, soutenu par la Turquie, le Front de libération national, qui rassemble entre autres les salafistes d'Ahrar al-Sham et différents groupes issus de l'Armée syrienne libre, fondée par des déserteurs de l'armée syrienne; de l'autre, les jihadistes d'Hayat Tahrir al-Sham (HTS). Ce groupe, lui aussi

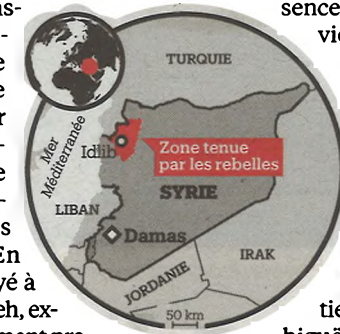
une coalition, regroupe d'anciens combattants du Front al-Nusra, branche syrienne d'Al-Qaeda. HTS a ensuite renié son appartenance à l'organisation jihadiste. Leurs dirigeants s'accusent mutuellement de trahison. Si les combattants du Front de libération nationale sont plus nombreux que ceux de HTS, ils restent moins bien organisés. Idlib compte d'autres groupes jihadistes, tel Hurras al-Din, lié à Al-Qaeda, ou le Parti islamique du Turkestan. L'Etat islamique conserve dans la région des cellules qui commettent assassinats et attentats à la voiture piégée. Isolé, il est en guerre aussi bien avec HTS qu'avec le Front de libération nationale. La Turquie, qui a installé 12 postes d'observation, tente de convaincre HTS de se dissoudre pour éviter que sa présence ne justifie l'offensive de Damas contre des «*terroristes*». En août, elle a envoyé à Idlib Ahmad Tomeh, ex-chef du gouvernement provisoire de l'opposition, pour rencontrer Abou Mohammed al-Joulani, le leader d'HTS. «*Il a essayé de les convaincre de se débarrasser des combattants étrangers et de dissoudre son groupe mais Joulani a refusé*», explique une source de l'opposition. Face à l'imminence d'une attaque du régime, la direction de HTS a fait savoir qu'elle était prête à discuter, alors que la Turquie avait rompu les contacts.

UNE SOLUTION DIPLOMATIQUE EST-ELLE ENVISAGEABLE ?

Avant de savoir si elles seront déterminantes, les discussions à Téhéran ce vendredi entre Poutine, Erdogan et Rohani risquent d'être tendues. Les trois pays partenaires et décideurs sur le dossier syrien ne parta-

gent ni les mêmes ambitions, ni les mêmes préoccupations sur le sort d'Idlib. En cohérence avec leur engagement politique et militaire au côté du régime de Bachar al-Assad pour la reconquête de l'ensemble du territoire syrien, Russie et Iran affichent leur détermination à mener la bataille pour la reprise de la dernière province encore contrôlée par la rébellion syrienne. Moscou justifie la nécessité de l'offensive sur Idlib par le «*nouveau nœud du terrorisme qui s'y est formé*», selon les termes du porte-parole du Kremlin, qui insiste aussi sur la «*menace importante pour [les] bases militaires [russes] en Syrie*». Encore plus déterminé à défendre sa présence dans le pays, l'Iran vient de signer un accord de défense supplémentaire avec le régime Assad.

En première ligne, la Turquie tente de s'opposer à une offensive de grande envergure à sa frontière mais entretient une position ambiguë, surtout dans ses rapports avec les groupes islamistes radicaux, du fait de la priorité de son combat contre les Kurdes syriens du PYD (branche du PKK). La montée de la pression autour d'Idlib ces derniers jours a été l'occasion d'une reprise de contact entre la Turquie et les Etats-Unis, dont les relations tendues ont atteint de plein fouet l'économie turque et fait chuter la livre. Le représentant américain spécial pour la Syrie, James Jeffrey, a effectué mardi une visite à Ankara et s'est entretenu avec le ministre turc de la Défense. La Turquie pourrait voir sa position renforcée au sommet de Téhéran face aux Russes et aux Iraniens par le regain d'intérêt soudain de Washington pour le dossier syrien. La multiplication des mises en garde américaines, y compris de la bouche



de Trump, a été suivie par la convocation d'une réunion extraordinaire du Conseil de Sécurité de l'ONU, ce vendredi. Difficile toutefois d'y déceler une nouvelle volonté américaine d'agir sur le dossier syrien,

dont Trump a affirmé plus d'une fois vouloir se désengager. Pour le moment, les déclarations conjointes ou séparées de Washington, Paris et Londres, tout en sonnant l'alarme humanitaire, n'envisageaient d'intervenir qu'en cas d'usage d'armes chimiques par le régime syrien dans son offensive sur Idlib. Les mises en garde des Occidentaux ont été souvent interprétées par les opposants syriens

comme un feu vert à une offensive par armes conventionnelles. «*La France exige des attaques non chimiques sur Idlib*», titrait même la nouvelle chaîne de télévision Sourya, basée en Turquie. ◆

Le Monde DIMANCHE 16 - LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018

La Turquie accroît sa présence dans le nord de la Syrie avant l'offensive du régime Assad

Ankara s'inquiète des conséquences qu'aura l'écrasement de la dernière poche rebelle à Idlib

ISTANBUL - correspondante

A lors que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, se prépare à rencontrer son homologue russe, Vladimir Poutine, lundi 17 septembre à Sochi, sur les bords de la mer Noire, la Turquie n'a de cesse d'accroître sa présence dans la région d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie. Des renforts et du matériel y ont été acheminés en vue de résister à l'offensive annoncée du régime syrien, avide de reconquérir la dernière poche tenue par les rebelles. Les troupes turques massées depuis quelques jours dans les provinces frontalières turques du Hatay et de Gaziantep ont été inspectées vendredi par le chef d'état-major, le général Yasar Güler.

Zones de désescalade

Par ailleurs, l'agence Reuters a indiqué que des armes avaient été fournies récemment aux rebelles syriens, notamment des lance-roquettes multiples GRAD, de fabrication russe. La Turquie a promis aux rebelles d'Idlib «*un soutien militaire total en vue d'une bataille qui va durer*», d'après un commandant de l'Armée syrienne libre cité par l'agence. Ankara s'inquiète du sort de ses protégés, les rebelles dits «*modérés*» implantés dans le sud de la province.

Les renforts envoyés à Idlib sont destinés aussi à préserver les douze postes d'observation turcs établis à la faveur d'un accord passé, en mai 2017, avec l'Iran et la Russie dans le cadre du processus d'Astana. Ce dernier vise à soumettre la rébellion anti-Assad en la contenant dans des zones de «*désescalade*» qui sont

ensuite bombardées et forcées à la reddition. Idlib est la dernière zone de désescalade, les trois autres ont été soumises par le régime syrien avec l'aide de Moscou et de Téhéran.

La Turquie, qui s'était jusqu'ici prêtée au jeu des zones de désescalade en favorisant la reddition des rebelles, n'entend pas lâcher Idlib. Elle s'inquiète des conséquences de son écrasement. Une offensive d'ampleur sur la province syrienne, limitrophe de la Turquie et où vivent plus de trois millions de personnes, provoquerait immanquablement un afflux massif de réfugiés. Les services turcs ont estimé récemment que 250 000 personnes pourraient se masser à la frontière si Idlib était attaquée, et ils recommandent leur maintien «*dans des zones sécurisées sur le territoire syrien*». Voilà pourquoi la Turquie, qui héberge déjà plus de 3,5 millions de réfugiés syriens, veut à tout prix maintenir les territoires qu'elle contrôle au nord de la Syrie.

Si Idlib tombe aux mains du régime, qu'advient-il de la zone d'influence turque dans le nord de la Syrie ? Conquis avec l'aval de Moscou, les territoires occupés

par l'armée turque en Syrie, soit une zone de 90 kilomètres de long entre les villes d'Azaz et de Djarabulus, gagnée en 2016, ainsi que l'enclave kurde d'Afrin, conquise en 2018, sont menacés de reconquête par le régime syrien. Or, selon les projets turcs, cette zone devrait, à terme, servir au retour d'une bonne partie des réfugiés syriens installés en Turquie, dont la présence est de moins en moins supportée par la population locale.

Aucun égard pour les civils

Des divergences sont apparues entre les trois pays maîtres du processus d'Astana lors du sommet qui s'est tenu le 7 septembre à Téhéran entre les présidents russe, Vladimir Poutine, iranien, Hassan Rohani, et turc, Recep Tayyip Erdogan. La Turquie s'est alors soudain rendu compte que ni la Russie ni l'Iran n'avaient de solution politique en vue pour la Syrie, si ce n'est le maintien au pouvoir de Bachar Al-Assad.

A Téhéran, MM. Poutine et Rohani, les principaux soutiens militaires du régime syrien, se sont dits favorables à l'écrasement militaire de la dernière poche rebelle, sans égard aucun

pour les civils «*utilisés par les terroristes comme des boucliers humains*». M. Erdogan, qui tentait d'obtenir un cessez-le-feu, a été éconduit. «*Aucun groupe rebelle n'est représenté ici, je ne vois pas comment nous pourrions négocier un cessez-le-feu sans leur présence*», lui avait alors répliqué Vladimir Poutine.

L'absence d'accord avec la Turquie semble avoir repoussé, au moins à court terme, le lancement d'une offensive d'envergure à Idlib. Ces derniers jours, les bombardements de l'aviation russe sur la province ont diminué en intensité. M. Erdogan a bon espoir de parvenir à un arrangement avec Moscou en vue d'une opération militaire limitée à des frappes sur les groupes djihadistes tel Hayat Tahrir Al-Cham, composé notamment de l'ex-branche d'Al-Qaïda en Syrie, dont les autorités turques viennent tout juste de reconnaître le caractère «*terroriste*».

Avant tout, la Russie veut faire cesser les attaques de drones lancées depuis Idlib contre sa base de Hmeimim dans la région voisine de Lattaquié. Un plan concocté à Ankara prévoit la sécurisation de cette base, dont les abords seraient renforcés en mines. Soucieux de ménager l'allié turc, la pièce maîtresse du front antiaméricain qu'il veut créer au Proche-Orient, Vladimir Poutine se montre disposé au compromis tout en maintenant la pression sur son homologue turc afin qu'il contraigne les derniers rebelles à se soumettre à Bachar Al-Assad. Si la Turquie échoue à produire une opposition prête aux concessions, une escalade majeure sera alors inévitable à Idlib. ■

MARIE JÉGO

Manifestations de masse à Idlib

Des dizaines de milliers de partisans de la révolution syrienne ont manifesté, vendredi 14 septembre, dans les villes et les villages de la province d'Idlib, l'ultime fief de la rébellion, menacée par une offensive généralisée du régime de Bachar Al-Assad et de son allié russe. L'ampleur de la mobilisation, qui rappelle les premiers mois du soulèvement, a surpris dans cette région qui, en plus d'être soumise depuis sept ans aux bombardements de l'aviation syrienne, vit sous la coupe de groupes armés souvent radicaux. Davantage qu'au dictateur syrien, cette démonstration de force s'adressait aux capitales occidentales et à la Turquie voisine, les seules susceptibles de dissuader Moscou de passer à l'attaque.

Iran missile strike opens door to escalation with Kurdish armed groups

An Iranian missile attack on Iranian Kurdish fighters in Iraqi Kurdistan has raised the risk of intensified fighting in western Iran while heightening the chances of localized confrontations taking on an international dimension.



Fazel Hawramy
September 14, 2018
www.al-monitor.com

The patience of Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC) with Iranian Kurdish groups operating from northern Iraq was wearing thin. Spiraling violence in western Iran between Iranian Kurdish fighters and security forces had been claiming an increasing number of lives. Meanwhile, Iraqi Kurdish authorities were doing little to reign in the groups based on their territory. Simultaneously faced with escalating pressure from the United States, Tehran likely felt that something had to be done, that a message had to be sent. The apparent response was multi-pronged.

On Sept. 7, IRGC drones surveilled a six-member unit of the Kurdistan Free Life Party (PJAK) in the mountains of western Iran. The fighters were surrounded by Iranian forces on a mountain near the village of Palangan. PJAK sources believe at least three of the fighters were eventually killed. There has been no information about the others.

At dawn the following day, three Iranian Kurdish political prisoners were paraded in a prison near Tehran before being sent to the gallows. Meanwhile, Iran had deployed seven missile batteries near Azarshahr, in East Azerbaijan province, opposite a fort across the border in Iraqi Kurdistan.

When the missiles were launched, a group of senior officials of the opposition Iranian Kurdistan Democratic Party (PKD) had gathered for an important meeting at its Iraqi headquarters, a sprawling fort built by the Russians in 1977 for President Saddam Hussein's army. PKD and fellow Kurdish opposition groups were on alert, as assassinations of their members had risen this year after Iran implemented a campaign targeting the border area where the parties are based.

In a July 26 letter, written by several Kurdish opposition parties to foreign missions in Iraqi Kurdistan, including the US Consulate, the groups had warned about possible attacks in Iraqi Kurdistan. "Now that the voices of discontent and protest are increasing in Iran, the Iranian regime is attempting to divert attention from its domestic crises in an effort to manipulate public opinion," the authors stated. The letter was shared with Al-Monitor by the representative of the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) in Sulaimaniyah.

Iran's main target in the region is the KDPI, which resumed armed operations in early 2015 after a hiatus of more than a decade. When US President Donald Trump's tone against Iran grew more bellicose this year, the group intensified its attacks. In response, the IRGC, in particular Quds Force Commander Qasem Soleimani, warned Iraqi Kurdish officials to reign in the groups.

In part due to contentious internal Iraqi Kurdish politics, however, the KDPI has continued its operations inside Iran and has introduced "urban peshmerga," indicating that it intends to take the battle not just to the border, but deeper into Iran. Meanwhile, its sister party, the PDK, which split from the KDPI in 2007, has held at least three rounds of negotiations with Iranian representatives, with its leaders repeatedly stating that armed resistance is not the answer to the Kurdish question in Iran. Meanwhile, in recent months, the Protectors of Eastern Kurdistan, a front group for the PDK, has launched at least three deadly attacks on Iranian security forces.

Al-Monitor has learned from a source close to Iran that Soleimani had asked Iraqi Kurdish officials three times this year to reign in the KDPI. In response, Iraqi Kurdish officials met with KDPI and PDK officials, but without reaching any satisfactory arrangements. In the meantime, the KDPI continued its attacks on Iranian forces in Iran. The source also divulged to Al-Monitor that the IRGC had thoroughly planned the Sept. 8 attack, going so far as to consult the Russians who had built the fort in Koya about the structure and strength of its materials to gauge how much explosives were needed in the warheads that would target the meeting.

Al-Monitor visited Nezarke Fort, a structure in Duhok identical to the one in Koya, which has more than 150 rooms and four large turrets. That the IRGC missile hit the room where the meeting of the PDK was reportedly taking place is a testament to the level of the Iranians' intelligence gathering. Indeed, a video released by the IRGC shows two of the missiles striking their target, reportedly killing at least 15 people, including several senior officials of the PDK and wounding more than 40 others. A KDPI spokesman told Al-Monitor



Peshmerga from the Iranian Kurdistan Democratic Party check the damage after a rocket attack on their headquarters in Koya, east of Erbil, Iraqi Kurdistan, Sept. 8, 2018. SAFIN HAMED/AFP/Getty Images

that 13 PDK members had been killed, and two members of the KDPI died when one of the missiles hit their training field, a few hundred meters from the fort.

Nonetheless, having been ridiculed for suboptimal missile attacks on Islamic State (IS) bases in northeast Syria last summer in response to IS attacks in Tehran, the Iranians seem to have done their homework this time. Indeed, Iranian agents appear to have monitored the bases of the Kurdish groups from the Haybat Sultan range, overlooking Koya, and bases south of the town.

Iran has not stopped at the missile strike. It has now deployed troops to the border area and is demanding that Iraqi Kurdish authorities either hand over Iranian Kurdish fighters or expel them. Rather than triggering infighting, the Sept. 8 attack appears to have brought the usually bickering Kurdish opposition groups together, as they now want to coordinate their efforts against Tehran. This is even though the KDPI has said it will continue armed operations, while PDK official Khaled Azizi reiterated on Sept. 10 that armed resistance is not the solution.

It is almost certain that tensions between Iran and Iranian Kurdish groups will only increase. The United States condemned the Sept. 8 attack, calling it "an effort to threaten and destabilize its closest neighbor," while Kurdish groups are trying to publicize their cause and have called on the Trump administration to take concrete measures against Tehran.

"We are waiting to see the next shift in the Trump administration," PDK spokesman Aso Hassanzadeh said at a Sept. 12 press conference in Erbil. "We have seen a lot of words, not actions. ... We are still a little bit worried that it's only about limiting Iran's actions in the region. With this nothing will be resolved."

Meanwhile, IRGC commander Mohammad Ali Jafari warned on Sept. 13, "[The] IRGC's recent revenge against the terrorists conveys a highly meaningful message to the enemies, particularly those superpowers who think they can impose their evil plots on us and bully us."

It is clear that Iranian military commanders are uneasy about Iran's western border. More than ever, the danger of rapid escalation looms, particularly as localized fighting between Kurdish groups and the IRGC could get sucked into the broader confrontation between Washington and Tehran. Thus, as the Iranians warn that Kurdish groups should expect further attacks if they fail to halt their operations, not only civilian residents in the border area between Iran and Iraqi Kurdistan are in peril, but perhaps even more so is the Kurdistan Regional Government, which now has to maneuver between Iran, the United States and the PDK and KDPI without getting entangled in their conflicts.

Only time will tell how and whether the leaders in Erbil and Sulaimaniya will be able to deftly address the situation without becoming the victim of extraneous conflicts. ♦

Fazel Hawramy is an independent journalist currently based in Iraqi Kurdistan. Twitter: @FazelHawramy



IS kills 20 Kurdish-led fighters in Syria

15 September, 2018

<https://www.alaraby.co.uk>

At least 20 Kurdish-led Syrian Democratic Forces fighters were killed on Friday in an IS ambush in eastern Syria, according to the Syrian Observatory for Human Rights monitoring group.

The US-backed SDF is waging an offensive around the town of Hajin in the province of Deir az-Zour, the jihadist group's last stronghold in the country's east.

"The fighters were advancing during a sandstorm, they were surrounded, IS members used explosives and opened fire," said the Observatory.

The SDF had been closing in on the IS pocket for months before formally launching its offensive on Monday.

Since then, 53 jihadists and 37 SDF fighters have been killed in fierce clashes, according to the Britain-based Observatory.

The Islamic State group once held nearly all of Deir az-Zour, but separate offensives last year by the SDF and Russian-backed regime forces left the jihadists clinging to a small area of territory near the Iraqi border.

The SDF estimates IS has some 3,000 fighters in its besieged holdout, many of them foreigners.

The Islamic State group once held swathes of territory across Syria and Iraq but has since seen its self-declared "caliphate" collapse.

The jihadists now control less than three percent of Syria and are mostly present in the vast Badiya desert, which lies between Damascus and the Iraqi border.



Syrians mourning the death of SDF fighters [Getty]

The Kurds, who form the bulk of the SDF forces, played a key role in ousting IS from Syria and have refrained from any direct conflict with regime forces during the seven-year-long war.

Wary of the US as an unpredictable ally, Kurdish leaders opened talks with Damascus in July despite their desire for autonomy in a decentralised state. Most observers say the talks are an attempt to salvage what they can of the institutions they built over the years. ●



SEPTEMBER 9, 2018

Masrour Barzani discusses Iranian attack on Koya with US-led Coalition

Baxtiyar Goran September 09-2018 www.kurdistan24.net

ERBIL (Kurdistan 24) – The Chancellor of the Kurdistan Region Security Council (KRSC) affirmed that Kirkuk is occupied and the current situation in the city is not acceptable, as he stressed the necessity of resolving the problems in that city within the framework of the Iraqi Constitution

On Sunday, Masrour Barzani, KRSC Chancellor, received Col. Gregory Anderson, the Director of the Coalition's Kurdistan Training Coordination Center (KTCC), and his accompanying delegation in Erbil, said a statement from the KRSC.

Barzani expressed his concern over the bombardment of the headquarters of the Iranian Kurdish opposition parties in Koya. He expressed his condolences to the families of the fallen and wished a speedy recovery for those who had been wounded, the statement explained.

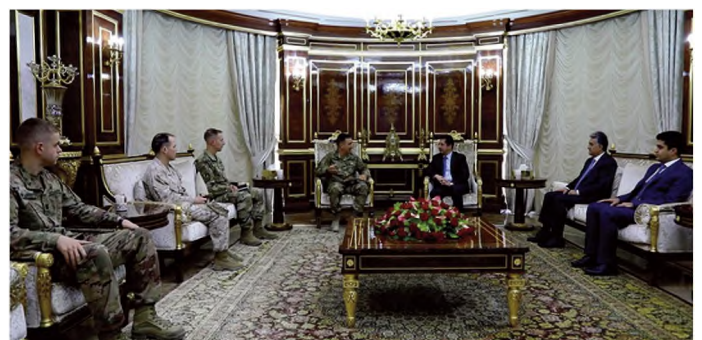
The two men also discussed other political, security, and military developments in the region.

Both sides emphasized the importance of enhancing coordination between the forces of the Peshmerga and the Coalition more broadly.

According to the KRSC statement, the meeting highlighted the reorganization of the Peshmerga forces, as well as increasing their training, while it affirmed that strengthening the Peshmerga forces would lead to stability in the region.

The meeting also included a discussion of the security situation in areas beyond the Kurdistan Region's administration, particularly the situation in Kirkuk.

Barzani expressed his concern over the deterioration of security there, saying that the reasons for that need to be eliminated.



Chancellor of the Kurdistan Region Security Council received a delegation from the US-led Kurdistan Training Coordination Center (KTCC) in Erbil, Kurdistan Region on Sept. 9, 2018. (Photo: KRSC)

"For us, Kirkuk is occupied and the events [happening there] are not acceptable," the KRSC statement said. "It is necessary that the situation of Kirkuk be resolved within the articles of the Constitution," the statement added.

Furthermore, both sides discussed the relationship between the Kurdistan Region and the US, stressing the need to affirm and strengthen the strategic ties between the two sides.

The meeting also shed light on the increasing activities of terrorist groups, warning that if serious steps were not taken to resolve the problems, terrorist groups may reappear in different names or forms and destabilize the situation, the KRSC statement concluded. ●

Syrie

AL-QAIDA ET LA PITIÉ DANGEREUSE

Les SOS de l'ONU et les larmes d'Erdogan sur "la pire catastrophe humanitaire du siècle" effacent le véritable enjeu de la bataille d'Idlib, ultime bastion djihadiste face à l'offensive d'Assad et de son allié russe. **PAR MARTINE GOZLAN**

Veut-on un émirat d'Al-Qaida gouvernant 3 millions de personnes dans la province syrienne d'Idlib, frontalière avec la Turquie ?

Poser cette question expose illico à se faire traiter de buveur de sang, à la solde de Damas et de Moscou. Il en est du traitement de la tragédie syrienne comme de celui des autres drames, plus proches et moins spectaculaires : l'exposé des faits disparaît depuis longtemps sous l'accumulation des interprétations, l'avalanche des imprécations, le tsunami des bonnes consciences. Dans cette terrible affaire, la reconquête d'Idlib, qui oppose forces syriennes et russes, avec des supplétifs iraniens, aux djihadistes du Hayat Tahrir al-Cham (Organisation de libération du Levant), réactive tous les réflexes suscités par les batailles d'Alep, de la Ghouta, de Raqqa et de Deraa. A relire le flot de rapports et de commentaires, on constate que, dans ces hauts lieux de la souffrance, l'enjeu – le contrôle par la terreur, la décapitation, la flagellation de toute une population soumise à l'Etat islamique – est occulté par l'indignation face à ce qui relève des horreurs de la guerre : destructions, bombardements, exodes. Et « civils pris en otages ». Y a-t-il donc eu par le passé des guerres heureuses, des civils miraculeusement préservés, des assassins

AL-HABIT, LE 9 SEPTEMBRE
Cette petite ville au sud d'Idlib a subi les frappes aériennes de l'armée russe.



sortant aimablement de leurs casemates sans qu'un seul obus ait été tiré ? Tout le monde préférerait. Tout le monde est contre la guerre, y compris ceux qui la font comme l'ineffable Recep Tayyip Erdogan. L'homme fort du Bosphore, découvrant soudain le lait de la tendresse humaine, dénonce en effet « la catastrophe humanitaire » à Idlib et appelle à éviter « les effusions de sang ». Lesquelles ne le dérangent pas quand il attaquait Afrin la kurde et laissait agoniser Kobané jusqu'à l'intervention de la coalition internationale. En 2014, le même Erdogan, notre humaniste indigné d'aujourd'hui, livrait des armes aux barbares de l'Etat isla-

mique puis faisait embastiller les journalistes qui avaient diffusé les images embarrassantes du passage des munitions à la frontière turco-syrienne. Nos confrères sont toujours derrière les barreaux ou en exil. Raqqa était alors le lieu où l'on défenestrait les homosexuels et exposait les têtes coupées. De nombreux reportages, depuis, nous ont éclairés sur l'épouvante subie, sur la torture des êtres et celle des pierres millénaires dynamitées à Palmyre. A Alep-Est, le cauchemar des femmes et des chrétiens sous domination islamiste fut totalement oublié dans l'insurrection médiatique générale que suscitérent les bombardements russes

**DANS CES HAUTS LIEUX DE LA SOUFFRANCE,
L'ENJEU EST OCCULTÉ PAR L'INDIGNATION
FACE AUX HORREURS DE LA GUERRE :
DESTRUCTIONS, BOMBARDEMENTS, EXODES.**

de l'hiver 2016. Le soulagement des survivants, aussi, fut largement passé sous silence. Ailleurs, dans la Ghouta orientale, autre épice des combats en 2018, on apprend ces jours-ci que les écoliers font leur rentrée. Et les institutrices témoignent de leur espoir d'un fragile retour à la normale après la défaite des islamistes. Que se serait-il passé si, naguère, ils s'étaient réemparés de la route d'Alep vers Damas, des faubourgs de la Ghouta vers le cœur de la capitale, si leur drapeau flottait toujours en haut de la tour des défenestrés de Raqqa ?

Duplicité turque

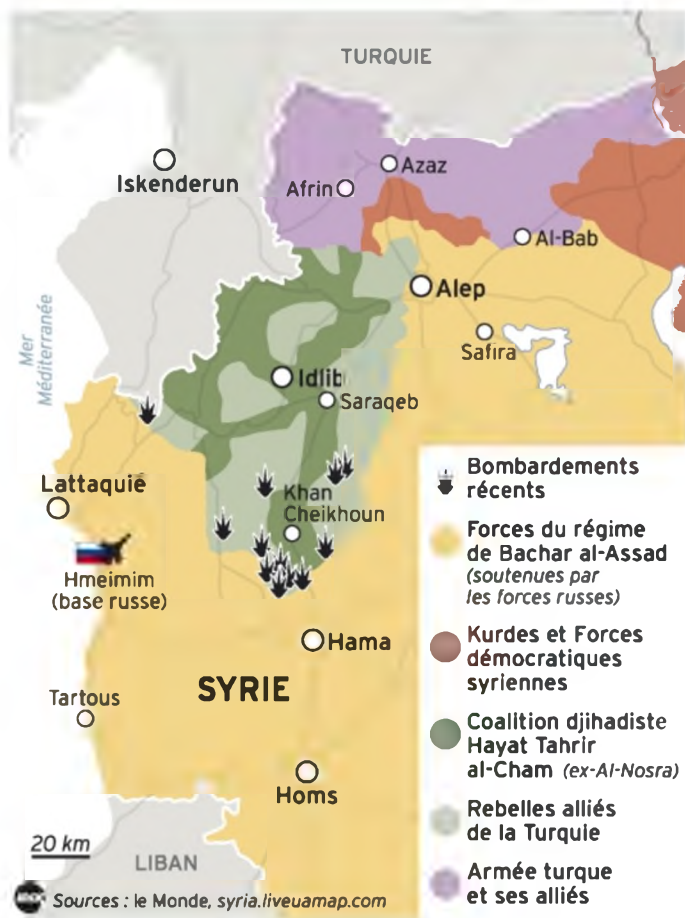
Que se passerait-il si le Tahrir al-Cham, ce Front al-Nosra (que les candides de la diplomatie française qualifiaient de « modéré » en 2012) adoubé par Ayman al-Zawahiri, chef d'Al-Qaida, restait libre de contrôler la province d'Idlib ? Ce front est constitué de djihadistes ouzbeks, tchéchènes, européens, belges et français. Les Ouzbeks

► sont des anciens d'Al-Qaida auprès des talibans en Afghanistan. Leur propagande met en scène des enfants soldats.

Le Tahrir al-Cham est allié à une importante faction composée de Ouïghours (les musulmans de la province chinoise du Xinjiang), le Parti islamique du Turkestan. Selon un observateur de l'International Crisis Group, interrogé par l'AFP, Sam Heller, « ils n'ont nulle part où aller et, puissamment armés, sont prêts à mourir ». Comme les Tchétchènes, qui sont évidemment dans le collimateur des forces russes. Il se trouverait également des combattants de cette fameuse « Armée syrienne libre » (ASL) qui nous a fait tant rêver au motif qu'elle était démocratique et « laïque », selon ses représentants en Europe. Dès 2012, pourtant, les principaux éléments de cette ASL idéale, à court d'armes et d'argent, avaient été avalés par les factions extrémistes. Reste que, dans le

vocabulaire médiatique de 2018, les derniers fragments de l'ASL sont maintenant les seuls à bénéficier du qualificatif de « rebelles ». La prise de conscience fut tardive, ce qui conduisit Jack Dion à rappeler dans ces colonnes en décembre 2016, lors de la prise d'Alep : « Les djihadistes ne sont pas de gentils rebelles... » Une troisième force islamiste, enfin, le Front national de libération, serait contrôlée par Ankara qui perpétue ainsi son jeu vénéneux. Duplicité turque : Erdogan est acteur du conflit tout en jouant les pacifistes anxieux. Il a fermé sa frontière mais veut contrôler toute la zone qui y mène. A ses côtés, l'ONU lance ses supplications aux autres belligérants. On comprend qu'avec la perspective de 800 000 déplacés elle manie les superlatifs. A ceci près que cette instance a attendu fort longtemps avant d'évoquer vaguement une autre tragédie majeure, celle de 22 millions de déplacés au Yémen...

Dans sa logique de reconquête totale du territoire, avec l'indispensable et massive logistique russe, désormais éminence plus rouge que grise en Syrie – le rêve moscovite depuis toujours –, Bachar al-Assad ne cédera évidemment pas d'un pouce sur Idlib. Le souhait de tout individu et de toute diplomatie sensés consisterait à négocier une solution pour les civils. Or, ces civils constituent un formidable matériau pour les djihadistes. C'est là que la pitié, ce beau sentiment surgi aux heures noires et qui, intelligemment compris, peut sauver les hommes du pire, se retourne contre ceux qui l'éprouvent. Car les djihadistes aiment les appels internationaux à la pitié. Cette levée des opinions contre « la catastrophe humanitaire », pour être légitime – comment ne pas y souscrire ? – n'en accroît pas moins le brouillard dans lequel se meuvent les djihadistes. Chaque civil pour eux est un bouclier humain. Ils l'utiliseront jusqu'au bout. ■ M.G.



Syrie

POURQUOI ÇA PEUT VRAIMENT EXPLOSER

Derrière le drame d'Idlib, on trouve la confrontation entre grandes puissances pour dominer la région. La haine de l'Iran obsède Trump, dont l'administration pousse à l'affrontement, pendant que l'Europe et la France regardent leurs chaussures. **PAR ALAIN LÉAUTHIER**



REGAIN DE TENSION entre Washington et Téhéran. La guerre économique lancée par Donald Trump apporte de l'eau au moulin des conservateurs iraniens, opposés aux ouvertures timides de Hassan Rohani.

Visé par des sanctions économiques de grande ampleur, l'Iran, le 22 juillet dernier, par la voix du président Hassan Rohani, lançait cet avertissement imagé à l'adresse de l'administration américaine : « *Ne jouez pas avec la queue du lion !* » Donald Trump, qu'un énième livre (celui de l'enquêteur retraité Bob Woodward) décrit comme aussi enragé qu'incompétent, a au moins de la suite dans les idées – ses marottes diront certains. Il a donc mis ses menaces à exécution, forçant ainsi plusieurs multinationales européennes à interrompre leurs activités sur place. A en croire le *Wall Street Journal*, le résultat se fait déjà sentir : le rial, la monnaie nationale, s'est effondré face au dollar et, selon les projections du Parlement iranien, il faut s'attendre à un rétrécissement (entre 3,8 et 5,5 %) de l'activité économique lors de la prochaine année fiscale qui débutera en mars 2019. Evidemment, ce regain de tension apporte des munitions au camp « conservateur », opposé aux ouvertures mêmes timides de Rohani, à commencer par le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei,

réclamant aussitôt un renforcement du dispositif militaire, en hommes et en matériel, lors d'une rencontre avec le haut commandement de l'armée de l'air.

Jeu dangereux

En matière de dépenses militaires, l'Iran n'est pourtant pas à la diète et, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), ces dernières auraient même progressé de 15 % entre 2016 et 2017. Dans l'immédiat, a précisé Khamenei, une confrontation directe avec le grand Satan, semble improbable... Il est vrai qu'à l'heure où les forces russes et iraniennes appuient celles de Damas dans un assaut décisif contre les divers groupes djihadistes retranchés dans la province syrienne d'Idlib, le jeu dangereux invoqué par Rohani semble momentanément passer au second plan. Car la bataille d'Idlib, ont prévenu en chœur diverses ONG, engendrera forcément une catastrophe « *sans précédent* » pour les 3 millions de civils réfugiés dans la province. Un discours assez semblable à celui entendu lors de l'offensive du régime de Bachar al-Assad sur la Ghouta. Les chancelleries occidentales se sont

pareillement émues du sort des populations et la Turquie, dont les troupes ont montré tout leur doigté lors du « nettoyage » des Kurdes d'Afrin, a repris l'argument humanitaire à son compte, plaidant le statu quo auprès de ses « alliés » de Moscou et de Téhéran. En vain, toutefois. Plus que jamais, Damas a pour objectif le contrôle de la totalité de son territoire, à Idlib mais aussi dans la région d'At-Tanf, près de la frontière syro-jordanienne, où l'allié russe n'hésite plus à hausser le ton face aux Américains. En attendant le règlement politique, et territorial, dont il se veut le maître organisateur, Vladimir Poutine accompagnera vraisemblablement jusqu'au bout la logique de reconquête du président syrien. C'est le prix à payer pour éviter la contagion islamo-djihadiste vers son propre continent et conserver une influence qui va au-delà des seules limites de la région. En comparaison, la stratégie de la Maison-Blanche a pu apparaître plus indécise. Un temps aux côtés des Kurdes avant de les abandonner à Afrin face au rouleau compresseur turc, Trump et certains de ses conseillers considèrent la victoire de Bachar comme quasi acquise. L'essentiel reste de contenir l'expansionnisme iranien sur tous les fronts où il se manifeste. Et tant pis si les partenaires de la vieille Europe ont du mal à suivre... En vérité, les Européens ne suivent plus rien, et c'est le cas de la France. Fortement engagée avec les Kurdes de Syrie puis désengagée en réalisant que Trump était passé à autre chose, la diplomatie façon Macron ne sait plus trop où donner de la tête si ce n'est en la courbant : devant Erdogan et ses ambitions sultano-impérialistes, devant Washington s'il faut à nouveau envoyer quelques bombinettes sans conséquences pour « punir » le « boucher de Damas ». Du perdant-perdant, paraît-il, très « nouveau monde »... ■



Irak : Bassora, contre Bagdad ou contre Téhéran ?

Les Enjeux internationaux par Xavier Martinet
17/09/2018 cdn.radiofrance.fr

Quatre mois exactement après les élections législatives, le Parlement irakien vient de choisir son président. Cet accord annonce un nouveau gouvernement plus favorable à l'Iran, alors que le pouvoir de Bagdad vacille face à la contestation sociale.

Depuis le début de l'été, vit une double crise ouverte : le grand retour de la question sociale – la révolte de Bassora depuis juillet en est un exemple – et une rivalité entre États-Unis et Iran de moins en moins cachée. A cette crise s'ajoutait le blocage au parlement après une élection qui a mis en minorité le Premier Ministre sortant Haïder al-Abadi.

Ce choix – qui évacue la coalition d'al Abadi – après quatre mois de pourparlers permet de stabiliser des institutions vacillantes et de ramener le calme à Bassora, où le gouvernement Abadi et la légitimité du pouvoir central de Bagdad sont fragilisés face à la colère de la population de Bassora qui manifeste depuis juillet, excédée par la misère, l'abandon public et la répression des autorités qui a fait une quinzaine de tués.

169 voix sur 198, cela signifie la première victoire iranienne en Irak depuis les dernières élections et le premier échec pour les États-Unis. Le nouveau président irakien sera encore une fois un pro-Iran. De même que le président de l'Assemblée Nationale est lui aussi pro-iranien ! Adel Bakawan

Il donne aussi un ancrage supplémentaire à

l'Iran car la coalition victorieuse est constituée des milices transformées en partis que Téhéran a soutenu (celle de Moqtada Sadr et surtout le Hachd al Chaabi de Adi al-Hameri, avec respectivement 54 et 48 sièges au Parlement).

La présence iranienne dans la région de Bassora est cependant ambivalente : Téhéran trouve des relais politiques et économiques dans les milices chiites bien implantées, mais certains habitants tiennent aussi l'Iran en partie responsable de la dégradation de la situation sanitaire à Bassora (rétention d'eau en amont, coupures d'électricité), le consulat iranien a été brûlé le 7 septembre.

Il n'y a que 3 heures d'électricité par jour, dans une ville où les températures dépassent souvent les 45° à l'ombre, le chômage des jeunes est à plus de 57%, les services publics sont inexistant : la ville la plus riche du pays est livrée totalement à elle-même. Bassora demandait au gouvernement de pouvoir se reconstruire sur le modèle autonome du Kurdistan irakien et voulait devenir une entité fédérée, qui a été violemment rejetée par les élites de Bagdad. Adel Bakawan

La région fournit la quasi-totalité du pétrole irakien (et a fourni une partie des milices chiites contre l'EI), mais elle reste sous-développée, le chômage y est endémique, et elle est en proie à la corruption, et reste un marché privilégié pour l'Iran même au niveau fédéral en raison de ses besoins permanents en électricité.

Le même problème se pose dans tout l'Irak : d'une part les institutions sont contestées, dans



localisation de Bassora (2e ville en population et 1ère ville du pays en richesse économique), où des manifestants ont mis le feu au consulat d'Iran. Crédits : VINCENT LEFAY, KUN TIAN, JONATHAN WALTER - AFP

la foulée de Bassora, des manifestations ciblant les lieux officiels ou sièges de partis politiques ont également eu lieu dans trois autres provinces, jusqu'à Najaf ; des mouvements sociaux ont aussi eu lieu ces derniers mois à Bagdad, même au Kurdistan. Sur un bénéfice pétrolier de 706 milliards de dollars depuis 2005, 701 ont été dépensés, et selon Transparency International, 194 évaporés par la corruption.

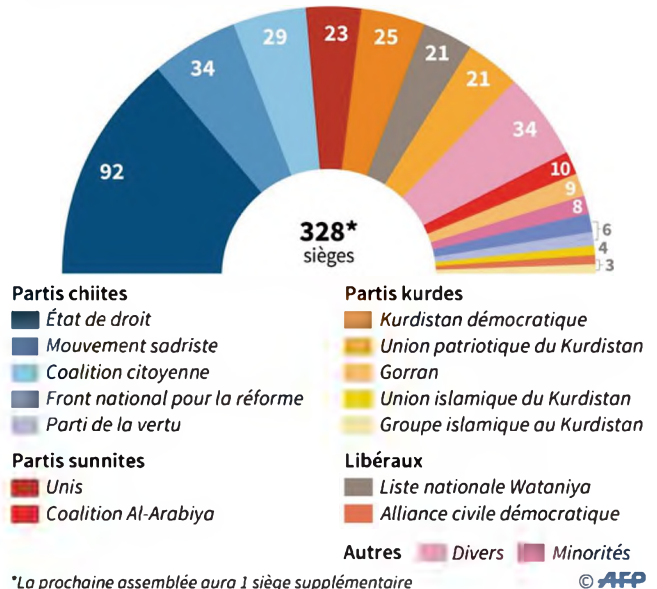
D'autre part, Bagdad a besoin de Téhéran, ne serait-ce que pour des raisons économiques, l'Iran est le 2ème exportateur vers l'Irak (5,7 milliards d'euro en 2017). Depuis 2003, les divisions politiques ont permis des choix d'exécutifs d'équilibre tacite entre l'Iran et les États-Unis. La guerre contre l'EI, les élections, et l'orientation du nouveau parlement font pencher l'Irak vers Téhéran. Les Kurdes, deuxième vainqueurs des législatives (25 sièges pour le PDK, 18 pour l'UPK), se retrouvent en position d'arbitre. Massoud Barzani le leader du PDK est très sollicité par les États-Unis.

Un politologue irakien pessimiste y voit « un script écrit hors d'Irak mais tourné dans le pays par un réalisateur irakien ». L'Irak est peut-être libéré de l'EI, mais quelle marge de manœuvre ont ses acteurs ? ■

La diversité de la population irakienne



Le Parlement irakien sortant



Jours de **colère** en Irak

BASSORA (IRAK) - envoyée spéciale

Sur la photo, Makki Achour fixe l'objectif, le regard brillant, les cheveux dressés en houpette, comme beaucoup d'Irakiens de son âge. Sur une autre, ce frère jeune homme apparaît en uniforme militaire, le sourire fier, au front du combat contre l'organisation Etat islamique (EI), avec les unités de la Mobilisation populaire (MP). Ces clichés, comme ceux d'autres visages juvéniles, certains déjà abîmés par la vie, sont brandis par les manifestants de Bassora et partagés sur les réseaux sociaux en signe de solidarité. Tombé « *en martyr* », le 3 septembre, d'une balle dans la tête lors d'une manifestation devant le siège du gouvernorat de la métropole du sud de l'Irak, Makki Achour est devenu une icône. Sa mort à l'âge de 26 ans a relancé la contestation sociale qui secoue le Sud chiite depuis juillet (27 morts).

Les fortes chaleurs de l'été ont exacerbé les tensions dans ces provinces où les terres agricoles se réduisent comme peau de chagrin sous l'effet de la désertification et où la population ne voit pas les dividendes du pétrole, la grande richesse locale. Echaudés par les coupures d'électricité, la pénurie d'eau potable et le chômage, des milliers d'hommes (travailleurs journaliers, diplômés sans emploi, militants plus anciens, blogueurs...) ont envahi les rues afin de protester contre la déliquescence des services publics et la corruption. Malgré les promesses gouvernementales et les mesures sécuritaires, leur colère ne semble pas vouloir s'éteindre.

La plupart d'entre eux sont jeunes. Ils incarnent la génération qui donne au mouvement son souffle et sa tonalité si singulière dans la succession de troubles contestataires que connaît le pays depuis 2011 : spontané et parfois violent, sans leader ni parti, pluriel dans ses revendications mais uni dans ses aspirations. Selon Mohammed Atwan, enseignant en science politique à l'université de Bassora, cette « *génération 2018* » se distingue des précédentes par son émancipation des idéologies politiques ou religieuses : « *Elle n'a ni la mémoire de la dictature aux teintes nationalistes de Saddam Hussein ni celle de l'islamisme chiite porté par Mohamed Baqr Al-Sadr [fondateur du mouvement islamique irakien Al-Dawa] et la révolution khomeyniste en Iran. Elle est le produit de l'après-2003 [année de la chute de Saddam], d'Internet et des réseaux sociaux, de la société globale et ouverte, du multiculturalisme. Elle est en rupture.* »

SENTIMENT DE TRAHISON

De Bassora à Najaf, en passant par Diwaniya ou Bagdad, les slogans martelés durant l'été avec une défiance inédite, en témoignent. Il n'était plus seulement question de réclamer des emplois et des infrastructures, de dénon-

Dans le sud du pays, une nouvelle génération de militants a vu le jour lors des manifestations de l'été. Spontanée et parfois violente, sans leader ni parti, plurielle dans ses revendications mais unie dans ses aspirations



Manifestation à Bassora, dans le sud de l'Irak, le 4 septembre. NABIL AL-JURANI/AP

cer la corruption et les « *grosses baleines* » accusées de s'engraisser sur le dos du peuple comme lors du mouvement civil pro-réformes de 2015. Partout s'est exprimé aussi un rejet violent des « *partis* » et du « *système* », autrement dit les partis religieux chiites et le système confessionnel qui, depuis 2005, dominent le pays. Aux cris de « *L'Iran, dehors, dehors !* », ils n'ont pas non plus épargné le puissant voisin, accusé d'ingérence dans les affaires nationales en soutenant ces formations politiques.

« *De nombreuses icônes chiites, telles que [le guide suprême iranien] l'ayatollah Ali Khamenei, [les chefs politiques] Moqtada Al-Sadr ou Ammar Al-Hakim, que les gens avaient pour habitude de vénérer à Bassora, sont désormais conspués* », s'étonne ainsi Taïf Khoudair, un activiste blogueur et ingénieur pétrolier de 38 ans ayant participé à toutes les manifestations dans cette ville depuis 2011. Seul l'ayatollah Ali Al-Sistani, la plus haute autorité religieuse des chiites d'Irak, force leur respect pour son soutien aux réformes. Ils ne sont encore qu'une minorité à souhaiter s'émanciper de cette interférence religieuse sur le politique.

Le lourd tribut payé par le Sud dans la guerre contre l'EI – des milliers de volontaires étaient alors partis au front – et les pro-

messes de réformes restées vaines après la poussée contestataire de 2015-2016 ont consommé la rupture avec une classe politique dont la gestion chaotique a conduit le pays dans l'impasse. « *Il y a une escalade dans les revendications. Les manifestants n'acceptent plus de demi-mesure, ils veulent un changement radical. Les partis politiques sont perçus comme une maladie* », observe Hossam Kaabe, un journaliste et militant de 39 ans installé dans la ville sainte chiite de Najaf, où la fronde a été virulente cet été.

Ce rejet inquiète d'autant plus la classe politique chiite qu'il émane de sa base électorale et confirme une désaffection déjà perceptible lors des législatives du 12 mai. Lors de ce scrutin, le taux d'abstention avait alors atteint 57,5 % dans l'ensemble du pays, sans doute bien davantage dans les provinces méridionales. La compétition à laquelle se livrent depuis lors les partis victorieux pour former la coalition gouvernementale conforte chez les manifestants le sentiment d'être face à des politiciens sourds à leurs demandes et attachés à leurs propres intérêts.

Le mur de la peur s'est même fissuré à l'égard des partis dotés de milices puissantes et surarmées soutenues par l'Iran qui, à la faveur de la guerre contre l'EI, ont accru leur mainmise sur les grandes villes du Sud. « *Ces*

milices troublent la paix civile, accuse Hossam Kaaba. *Depuis que nous manifestons, elles sortent même avec leurs armes dans la rue. Elles ont nos noms, et on s'attend à tout moment à être cueillis chez nous. On reçoit souvent des menaces, mais on s'en fiche!*» Le 7 septembre, les insurgés de Bassora n'ont pas hésité à défier ces organisations en incendiant leurs quartiers généraux.

Le temps paraît bien loin où les volontaires chiïtes rejoignaient, avec la conviction de servir leur foi, les milices sur le front contre l'EI en Irak ou se rendaient même en Syrie, soutenir les forces loyales au président Bachar Al-Assad. Nombre d'entre eux ont péri au combat, beaucoup de survivants se sentent désormais abandonnés. « *A quoi a servi tout ce sang si ce n'est à engraisser ces milices et à défendre les intérêts de l'Iran?* », s'interroge Ali Qassem, un manifestant de 27 ans rencontré à Bassora. Ce même sentiment de trahison affleure face aux compromissions électoralistes de divers chefs de la Mobilisation populaire, prêts à pactiser avec des leaders sunnites jadis accusés d'ambivalence à l'égard de l'EI. « *Ils ont attisé la haine contre les provinces sunnites en les dépeignant comme des suppôts de Daech* [acronyme arabe de l'EI] *et des contempteurs de l'Irak et des chiïtes, et aujourd'hui ils tendent la main à des responsables sunnites ayant soutenu Daech! C'est trahir les martyrs qui les ont suivis dans cette guerre* », s'indigne Taïf Khoudeir.

A l'unisson sur le diagnostic du mal dont souffre l'Irak, la « *génération 2018* » peine à s'accorder sur la manière de y remédier. Tous parlent de « *révolution* ». Certains appellent à la mise sur pied d'un « *régime présidentiel* », quand d'autres, tout à la nostalgie d'un temps qu'ils n'ont pas connu, vont jusqu'à souhaiter le retour d'un « *homme fort* » du type Saddam Hussein. Nombreux sont ceux pour lesquels la violence est un mode d'action légitime. « *Ce sont des manifestants emplis de colère, pas des activistes comme dans les manifestations pro-réformes de 2015, qui représentaient une élite issue de toutes les confessions et secteurs de la société* », constate Hamid Jaajah, un activiste laïque de 47 ans, directeur d'école à Bagdad.

«DE NOMBREUSES ICÔNES CHIITES, QUE LES GENS AVAIENT POUR HABITUDE DE VÉNÉRER À BASSORA, SONT DÉSORMAIS CONSPUÉES»

TAÏF KHOUDEIR
activiste et blogueur

PROGRAMMES D'ÉCHANGES

La radicalité de cette génération est telle qu'elle provoque des frictions avec les vétérans de la contestation. D'après ce même Hamid Jaajah, ces tensions ont pénalisé le mouvement dans la capitale. Des activistes de longue date, ralliés à l'alliance entre communistes et islamistes chiïtes du courant sadriste qui s'est formée lors du mouvement de 2015-2016, vainqueur des législatives du 12 mai, voient les néophytes d'un œil suspect et critique. « *On ne doit pas rejeter tous les partis, seulement les personnes mauvaises en leur sein*, estime Intisar Al-Mayali, militante communiste de premier plan, reconnue pour son combat en faveur des droits des femmes. *Les manifestants ne comprennent pas ce à quoi servent les partis, le Parlement.* »

Le fossé paraît moins profond avec les manifestants ayant fait leurs armes en 2015, sans véritable affiliation partisane. A l'époque, nombre d'entre eux exprimaient déjà leur rejet de la classe politique et du discours religieux ambiant, mais tout en croyant par la suite – à tort – que les élections de mai 2018 amèneraient de nouvelles têtes au pouvoir. Souvent plus éduqués et ouverts sur le monde, ils se sont imaginé d'autres perspectives dans les programmes d'échanges qui se sont multipliés depuis trois ans. Si certains n'ambitionnent plus que de poursuivre leurs

études ou une carrière à l'étranger, d'autres, tels que Taïf Khoudeir à Bassora, croient à l'entreprénariat en Irak et à l'initiative privée pour changer la société par le bas.

A Bagdad, ces différentes générations se croisent dans un lieu culturel baptisé Du Café et des livres. Un endroit devenu le QG de l'une des figures des contestataires actuels : Akram Adhab, un trentenaire qui ne désespère pas de donner une unité et une direction au mouvement en cours. Habillé de kaki de pied en cape, il dénote un brin parmi la clientèle d'étudiants, d'intellectuels et d'artistes. Le ton rudoyant avec lequel il interpelle le garçon trahit ses origines modestes. Travailleur journalistique du quartier populaire de Sadr City, tout juste revenu à des études secondaires trop tôt abandonnées, il a créé, avant les législatives, le groupe de pression Chabab Bagdad, qui réunit désormais cinquante personnes et commence à se développer dans le Sud. « *Les institutions irakiennes n'ont pas de vision pour le pays, explique-t-il. Nous rejetons tous les partis chiïtes et leurs milices, les corrompus et ceux qui promeuvent un agenda étranger, mais de façon démocratique et non violente.* »

Akram Adhab dit comprendre la colère des jeunes manifestants, mais déplore leur violence autant que le foisonnement de revendications qui, à l'en croire, « *plombe le mouvement* ». Lui ne croit ni en un coup d'Etat militaire ni en un gouvernement d'urgence, pas davantage en un « *homme fort* » façon Saddam. Il a même voté aux élections de mai pour une coalition civile indépendante. « *Le problème n'est pas dans les élections ou dans tel type de gouvernement mais dans les lois et la classe politique existante, la corruption. Les manifestants ne comprennent pas la réalité du système en Irak. Ce qu'il nous faut, c'est un système fédéral* », plaide-t-il. Akram Adhab espère incarner cette alternative et susciter un engouement de fond chez les jeunes de sa génération, reconnaissant volontiers : « *Il faudra des années pour que notre projet porte ses fruits.* » ■

HÉLÈNE SALLON

AFP

Turquie : sept ans de prison pour un Britannique jugé pour liens avec les milices kurdes

Ankara, 15 septembre 2018 (AFP)

UN TRIBUNAL TURC a condamné à sept ans et demi de prison un Britannique arrêté en 2017 et accusé de liens avec une milice kurde considérée comme "terroriste" par la Turquie, a rapporté l'agence de presse privée DHA.

Joe Robinson a été condamné à sept ans et demi de prison pour "appartenance à une organisation terroriste" par un tribunal d'Aydin, dans l'ouest de la Turquie, a précisé vendredi soir DHA.

Le Britannique y avait été arrêté en juillet 2017, alors qu'il y passait des vacances. Il a ensuite été placé en détention provisoire pour avoir publié des photos le montrant en tenue de camouflage avec des combattants des YPG, les milices kurdes de Syrie, considérées comme "terroristes" par Ankara, mais alliées de Washington dans la lutte contre le groupe Etat islamique (EI).

Un tribunal l'avait ensuite placé en liberté sous contrôle judiciaire en novembre lors d'une audience de son procès.

M. Robinson n'a pas assisté à son procès vendredi pour "des raisons de santé", précisait DHA sans plus de détails. Il reste en liberté dans l'attente de son jugement en appel.

Le ministère britannique des Affaires étrangères a déclaré se tenir "prêt à fournir une assistance consulaire" à son citoyen en Turquie.

La fiancée de M. Robinson, de nationalité bulgare, avait été arrêtée en juillet en même temps que lui mais avait été aussitôt remise en liberté sous contrôle judiciaire.

Egalemeut jugée vendredi, elle a été condamnée à un an, dix mois et quinze jours d'emprisonnement pour "propagande terroriste", mais est actuellement en Angleterre, selon DHA.

Selon la presse britannique, Joe Robinson est un ancien soldat qui avait notamment servi en Afghanistan en 2012 et s'était rendu en Syrie en 2015 pour travailler dans le service médical des YPG.

Il avait été arrêté à son retour en Grande-Bretagne pour des soupçons de liens avec des groupes "terroristes" mais les poursuites avaient été abandonnées.



L'offensive contre Idlib reportée après un compromis russo-turc

Poutine et Erdogan sont d'accord pour créer une zone démilitarisée entre le régime et l'opposition armée dans l'enclave du nord de la Syrie

ISTANBUL, BEYROUTH -
correspondants

La bataille d'Idlib n'aura pas lieu, du moins pas dans l'immédiat. Les pourparlers entre le président russe Vladimir Poutine et son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, organisés lundi 17 septembre à Sotchi, sur la mer Noire, ont abouti à la mise en suspens de l'offensive contre la province rebelle syrienne, dont le déclenchement semblait imminent au début du mois. Située dans le nord-ouest du pays et peuplée d'environ 3 millions d'habitants, cette région, qui est le fief du mouvement djihadiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), représente le dernier territoire contrôlé par l'insurrection anti-Assad.

MM. Poutine et Erdogan se sont mis d'accord sur la création, d'ici au 15 octobre, d'une zone démilitarisée de 15 à 20 kilomètres de large, le long de la ligne de front entre forces rebelles et troupes progouvernementales. L'endroit, dont « tous les combattants radicaux » devront se retirer au préalable, fera l'objet de patrouilles conjointes, entre la police militaire russe et l'armée turque, qui dispose de douze postes d'observation sur le terrain.

« C'est un répit »

« La Russie va prendre les mesures nécessaires pour s'assurer qu'aucune attaque n'ait lieu contre la zone de désescalade d'Idlib », a déclaré le chef d'Etat turc, visiblement satisfait. Le ministre russe de la défense, Sergueï Choïgou, à qui les agences de presse ont demandé si l'accord conclu entre les

deux dirigeants signifiait qu'il n'y aurait pas d'offensive, a répondu par l'affirmative. « Pour la population d'Idlib, après l'escalade des dernières semaines, c'est un développement inespéré, estime Sinan Hatahet, un analyste proche de l'opposition syrienne. La Turquie peut désormais s'attaquer à la question de HTC sans craindre d'être poignardée dans le dos par le régime. Ce n'est pas un tournant, car les djihadistes sont toujours là, mais c'est un répit, un soulagement temporaire. »

Eviter un embrasement à Idlib semble primordial pour Recep Tayyip Erdogan, qui craint un nouvel afflux de réfugiés syriens sur le sol turc, et redoute des attaques de l'armée syrienne sur ses troupes, déployées dans la province en vertu du processus d'Astana, piloté par la Russie. Plus que tout, la Turquie entend sanctuariser sa zone d'influence au nord de la Syrie, entre Afrin et Jarabulus, où elle espère reloger une grande partie des 3,5 millions de réfugiés syriens qu'elle héberge actuellement. Si le régime syrien reprend le contrôle d'Idlib, les jours du protectorat turc seront comptés.

Pour le président russe, le compromis de Sotchi constitue aussi une bonne nouvelle dans la mesure où il prolonge son entente avec Ankara et redonne de la vie au processus d'Astana, fragilisé par la reconquête par les loyalistes, ces derniers mois, de la Ghouta, la banlieue est de Damas, et de la région de Deraa, au sud de la Syrie. Une confrontation russo-turque sur Idlib aurait renvoyé M. Erdogan vers ses traditionnels alliés occidentaux au moment où

Moscou a besoin de lui pour consolider son front anti-américain au Proche-Orient.

L'Iran pourrait, elle aussi, se satisfaire de cet apaisement momentané. Mardi, le ministre iranien des affaires étrangères, Mohammed Javad Zarif, s'est félicité de l'accord russo-turc saluant une « diplomatie intensive et responsable » et un « engagement ferme en faveur de la lutte contre le terrorisme ».

Selon l'un de ses diplomates, la République islamique a fait savoir à Damas qu'elle n'engagerait pas ses forces dans une bataille précipitée, risquant de provoquer « une catastrophe humanitaire ». Téhéran, souhaite que le noyau dur des groupes « terroristes » ait le temps d'être séparé de combattants moins motivés, prêts à s'engager dans un « processus politique ».

Casse-tête

C'est toute la difficulté de la tâche qui attend désormais la Turquie. Ses efforts pour neutraliser HTC, en accentuant les divisions en son sein et en renforçant le camp de ses rivaux, regroupés dans un Front national de libération, n'ont produit que des résultats limités. Même avec le délai de grâce offert par Moscou, la manœuvre reste un casse-tête. La présence au sein du mouvement djihadiste de nombreux combattants étrangers, inassimilables dans le paysage syrien, entrave notamment les projets de dissolution ou de fusion de HTC dans une plus grande alliance rebelle, étudiés par Ankara.

« Les Turcs obtiendront-ils ce qu'il faut pour éviter une esca-

« Pour les habitants d'Idlib, après la récente escalade, c'est un développement inespéré »

SINAN HATAHET
analyste

lade? Je n'y crois pas », fait valoir un diplomate arabe, fin connaisseur du conflit syrien. « Je crains qu'il n'y ait pas suffisamment de bonne foi chez les Russes comme dans le régime pour que cet accord débouche sur une véritable issue », observe pour sa part Sinan Hatahet. Les premiers pourraient être tentés d'exiger des rebelles non djihadistes qu'ils se rendent, sur le modèle de ce qui s'est passé à Deraa, ce qui pourrait raviver les tensions. Quant au pouvoir syrien, il est illusoire d'imaginer qu'il renonce au-delà de quelques mois à ses ambitions de reconquête. « Après tout, dans la Ghouta, les djihadistes ne formaient qu'une petite minorité et, pourtant, le régime l'a attaquée », rappelle Sinan Hatahet.

Dans le meilleur des cas, l'arrangement de Sotchi pourrait constituer le prélude à une lente mise au pas des groupes armés et à un retour plus ou moins pacifique d'Idlib dans le giron du régime. Dans le pire, il n'aura servi qu'à repousser de quelques semaines l'assaut des pro-Assad. ■

BENJAMIN BARTHE,
LOUIS IMBERT (À PARIS)
ET MARIE JÉGO

La Syrie abat un avion russe et fait flamber la tension entre Moscou et Israël

La Russie accuse Tsalhal d'avoir provoqué la confusion en menant des raids à Lattaquié, fief du clan Assad.

PIERRE AVRIL ET THIERRY OBERLÉ
CORRESPONDANTS À MOSCOU ET À JÉRUSALEM

PROCHE-ORIENT Ce n'était pas un chasseur MiG de dernière génération mais un simple avion de reconnaissance Iliouchine 20, de fabrication soviétique, porteur d'aucune menace immédiate et qui, après une courte mission dans le ciel syrien, s'apprêtait à rejoindre sa base de Hmeimim. Le crash de l'appareil survenu lundi soir, et imputé par la Russie à Israël alors qu'il est le fait d'un tir de missile syrien, a provoqué mardi un brutal accès de tension entre ces deux partenaires qui, jusqu'à présent, avaient toujours su aplanir leurs différends autour de la Syrie. Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a accusé l'armée israélienne d'avoir commis « des actes irresponsables » ayant entraîné la « mort de quinze militaires russes ». L'ambassadeur israélien à Moscou a été convoqué au ministère des Affaires étrangères, obligeant Israël à exprimer publiquement sa « tristesse », à défaut d'excuses en bonne et due forme. Un peu plus tard, Vladimir Poutine a minimisé l'incident, déclarant qu'elle était le fruit de « circonstances tragiques fortuites ».



« Notre riposte sera dirigée avant tout vers la protection additionnelle de nos personnels militaires en Syrie »

VLADIMIR POUTINE

L'Iliouchine, un quadrimoteur à hélices, avait disparu des écrans radar vers 23 heures, heure de Moscou, alors qu'il se trouvait à 35 kilomètres des côtes syriennes. Après avoir notamment soupçonné la France, dont la frégate *Auvergne* croisait également en Méditerranée, Moscou a ciblé ses accusations contre l'État hébreu. Selon cette version, quatre chasseurs israéliens F-16 ont utilisé la couverture aérienne de l'Iliouchine afin de mener des raids dans la province de Lattaquié, plaçant ainsi ce dernier sous le feu de la défense anti-aérienne syrienne. Résultat, croyant intercepter des missiles israé-

liens qui avaient pris pour cible des dépôts de munition, les forces de Damas ont abattu à la place l'avion russe. Loin de rendre les troupes d'Assad responsables de cette « confusion », Moscou incrimine les militaires israéliens de n'avoir pas prévenu à temps leurs homologues russes, en violation d'un accord de partenariat. Plus tard, l'État hébreu a justifié ses raids au nom de sa défense contre l'ennemi iranien et sa filiale du Hezbollah au Liban, eux-mêmes alliés de Damas avec Moscou.

Pas grand monde, dans la capitale russe, ne met en cause le bien-fondé de cette version. Et chacun souligne le caractère inédit des raids israéliens de lundi qui, pour la première fois visent Lattaquié, le fief de Bachar el-Assad, qui abrite lui-même la base militaire russe de Hmeimim. « Jusqu'à présent, la Russie avait pour habitude de réagir calmement aux opérations aériennes israéliennes en Syrie, considérant qu'il s'agissait là d'un conflit bilatéral propre à Tel-Aviv et Damas. Mais l'attaque de Lattaquié change tout, cette fois la Russie est victime », souligne Leonid Issaev, spécialiste de la région à la Haute École d'économie. Ainsi, le Kremlin a toujours fermé les yeux sur les incursions des F-16 israéliens sur le territoire syrien, comme au printemps dernier lorsqu'un tir israélien avait visé, près de Damas, un dépôt des gardiens de la révolution, l'armée d'élite du régime iranien. Les Russes ont aussi pesé pour éviter une présence iranienne dans les territoires syriens repris par le régime d'Assad à proximité de la partie du plateau du Golan annexée par Israël voici un demi-siècle.

Mardi, à la veille de la fête de Yom Kippour, l'État hébreu a une nouvelle fois rendu les régimes syrien et iranien responsables in fine de l'accident aérien. L'armée israélienne a affirmé que ses appareils avaient attaqué une installation de l'armée syrienne d'où des systèmes entrant dans la fabrication d'armes de précision étaient en passe d'être livrés au Hezbollah libanais pour le compte de l'Iran. Dans une référence implicite aux actions militaires préventives en Syrie, Benyamin Nétanyahou avait déclaré qu'« Israël travaille constamment pour empêcher (ses) ennemis de s'armer d'armes avancées ». Mais le premier ministre devra néanmoins, au lendemain des célébrations religieuses, allier sa détermination à un

exercice diplomatique délicat, afin d'éviter une remise en cause de ses arrangements avec Vladimir Poutine. Israéliens et Russes avaient, jusqu'à présent, toujours maintenu une ligne directe spéciale pour empêcher leurs forces aériennes de s'affronter dans le ciel syrien.

Ces dernières semaines, une hausse significative des attaques attribuées à l'aviation israélienne avait été rapportée. Une escalade qui augmente les risques d'incident majeur alors que les avions de chasse sont contraints de naviguer entre des lignes de défense complexes. Dans le même temps, un responsable militaire israélien avait admis début septembre que l'armée avait mené quelque 200 frappes au cours des 18 derniers mois, en visant principalement des cibles iraniennes concentrées près de l'aéroport de Damas. Une annonce rarissime dans un pays où les interventions militaires à l'étranger sont couvertes par la culture du secret. Selon le responsable israélien, environ 800 missiles et bombes ont été lancés. Quant au ministre israélien de la Défense, Avigdor Lieberman, il avait affirmé récemment que son pays pourrait frapper des cibles iraniennes également en Irak si elles servaient au transfert de missiles balistiques vers la Syrie.

Israël craint que l'entrée de la guerre dans une nouvelle phase en Syrie profite aux Iraniens pour pérenniser leur ancrage. Les renseignements militaires israéliens estiment que 20 000 hommes répondant aux ordres de Téhéran y sont déployés. Conforté dans son pouvoir, Bachar el-Assad a conclu récemment un accord bilatéral avec son principal allié en vertu duquel des conseillers militaires de Téhéran resteraient en Syrie au terme du conflit. Si Israël reste résolu à outrepasser les tensions avec Moscou pour faire échouer ce deal, il devra tenir compte de l'avertissement lancé hier par Vladimir Poutine. « Notre riposte sera dirigée avant tout vers la protection additionnelle de nos personnels militaires en Syrie », a lancé le chef du Kremlin, ajoutant que « ces dispositions seront remarquées par tout le monde ». L'armée israélienne, qui s'est aventurée pour la première fois lundi dans la région de Lattaquié, est désormais prévenue. ■

Les incertitudes de l'accord Poutine-Erdogan sur Idlib

15 000 djihadistes

et quelque 40 000 autres rebelles recensés dans la région d'Idlib

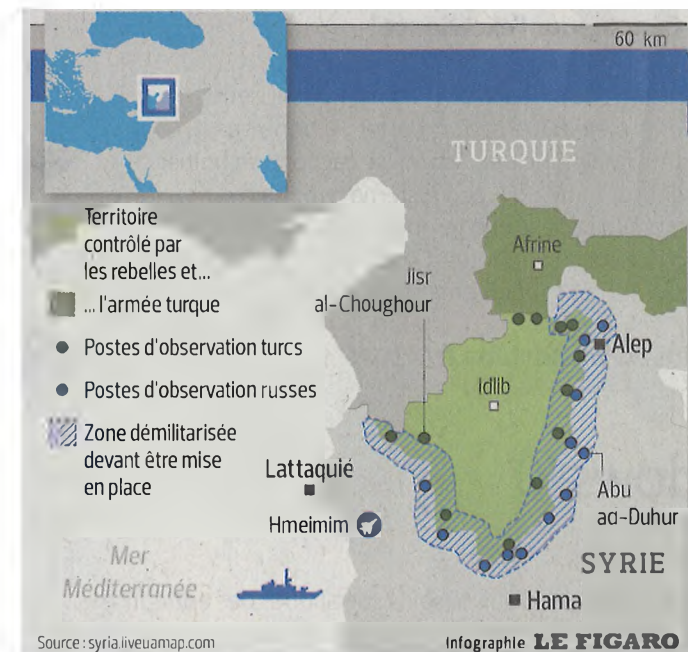
Cela enterre le rêve d'Assad de reprendre le contrôle de toute la Syrie

MOUSTAPHA SEDJARI, DE L'ARMÉE SYRIENNE LIBRE

GEORGES MALBRUNOT
@Malbrunot

DANS LE NORD-OUEST de la Syrie, frontalier de la Turquie, le pire a été évité, mais il ne pourrait s'agir que d'un simple répit. Réunis pour la deuxième fois en dix jours, Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan sont convenus de créer « une zone démilitarisée » dans la province d'Idlib, la dernière entre les mains des rebelles anti-Assad, que Moscou et Damas menaçaient d'attaquer. Cette zone sera établie d'ici au 15 octobre, et s'étendra le « long de la ligne de contact entre l'opposition armée et les troupes gouvernementales » sur une profondeur entre 15 et 20 km, a déclaré Vladimir Poutine, à l'issue de sa rencontre avec son homologue turc à Sotchi, sur les bords de la mer Noire. Le président russe a précisé que « tous les groupes armés d'orientation radicale, y compris al-Nosra (l'ex-branche locale d'al-Qaïda, rebaptisée Hayat Tahrir al-Cham, HTC) » devraient s'en retirer. Et, a ajouté Poutine, « d'ici au 10 octobre, à la demande du président turc, nous avons approuvé un retrait des armes lourdes, des chars, des lance-roquettes et des mortiers de tous les groupes d'opposition dans cette zone ». Le secteur sera contrôlé par des patrouilles mobiles conjointes entre soldats turcs et police militaire russe.

Peu après, Sergueï Choïgou, ministre russe de la Défense, déclarait qu'une of-



fensive militaire russo-syrienne contre Idlib n'était plus à l'ordre du jour. Depuis l'échec du sommet de Téhéran, il y a dix jours, entre Poutine, Erdogan et le président iranien, Hassan Rohani, la Turquie réclamait plus de temps pour éviter que cette offensive, annoncée comme imminente, n'entraîne la fuite de dizaines de milliers de réfugiés sur son territoire, les États-Unis et l'Union européenne, multipliant les mises en garde contre le risque d'une « catastrophe humanitaire ».

Ces risques ont reculé. Mais pour combien de temps ? Si cet arrangement consacre un droit turc à intervenir dans cette région d'Idlib - peuplée de 2,5 millions d'habitants aux côtés de 15 000 djihadistes et quelque 40 000 autres rebelles, proches de la Turquie -, Ankara aura-t-il pour autant les moyens de l'appliquer ? Mardi matin, les djihadistes de HTC - les plus forts, avec un contrôle d'environ 60 % de la province - ont rejeté dans

un communiqué tout retrait de la future zone démilitarisée. Or ils sont présents, non seulement entre Abou Zouhour et Alep sur le flanc est de cette zone, mais sur-

tout à l'ouest, près de la ville de Jisr al-Choughour, une zone de montagne, dont ils ont renforcé la défense, grâce aux ouïgours, des musulmans venus de Chine. Comment Ankara va-t-il s'y prendre pour les déloger ? Et puis Turcs et Russes ont-ils la même définition de « radicaux » ? Ankara a annoncé que services de renseignements turcs et russes allaient prochainement se réunir pour régler cette équation. Mais devant Erdogan, Poutine a bien précisé que l'accord « prévoit le retrait de tous les combattants radicaux », dont la présence est dénoncée par Moscou comme justifiant un assaut.

« Les djihadistes ne sont pas contents du tout de cet accord, confie Hussein, un insurgé près de la ville d'Idlib, joint via l'application WhatsApp. Je ne crois pas qu'ils se rendront, mais quel est l'autre choix pour eux ? » Probablement quitter leurs positions pour rejoindre leurs bastions plus au nord, les villes de Jisr al-Choughour, Idlib, ou le long de la frontière turque. « Pour ces étrangers, ce n'est pas essentiel qu'ils soient près de Jisr al-Chou-

ghour ou plus au nord », relève le spécialiste de la Syrie, Fabrice Balanche. Quant aux quelques dizaines de milliers de rebelles protrucs - mélange d'islamistes et d'insurgés modérés de la défunte Armée syrienne libre défendue par les Occidentaux -, se laisseront-ils tordre le bras par

leur sponsor turc et abandonneront-ils leurs armes lourdes ? À leur égard, la marge de manœuvre de leur bailleur de fonds turco-qatarien est plus grande. Et eux ne devraient pas être contraints de quitter sans armes cette zone, d'où certains sont originaires.

Malgré ces incertitudes, chaque camp - opposants à Assad, comme le pouvoir à Damas - salue cet accord, en n'en retenant que les aspects favorables. « L'accord enterre le rêve d'Assad de reprendre le contrôle de toute la Syrie », se félicite Moustapha Sedjari, de l'Armée syrienne libre (ASL), qui y voit le prélude à « un processus politique sérieux qui mènera à une véritable transition et à la fin du régime d'el-Assad ». L'interprétation qui en est faite à Damas est toute différente. « L'autorité de l'État devra être rétablie d'ici à la fin de l'année, une fois que les insurgés auront remis toutes leurs armes lourdes et quitté les zones civiles », écrit le journal progouvernemental, al-Watan. Bref, là où les opposants y voient un coup d'arrêt à la reconquête du territoire par Assad, il ne s'agit, pour Damas, que d'une simple pause. Reste que Bachar el-Assad a été « humilié, selon Fabrice Balanche, par un accord signé sans lui à Sotchi entre Russes et Turcs ». Il paraît clair que Damas ne renoncera pas au sud de la région d'Idlib et que la Turquie devra se contenter d'une partie seulement de la province d'Idlib. « Le vrai décideur, selon Fabrice Balanche, reste Poutine qui a dit à Erdogan : "Je t'ai donné une première chance, tu m'as promis de séparer les djihadistes des rebelles moins radicaux, tu as échoué. Tu as une deuxième chance." » Verdict le 15 octobre. ■

En Afghanistan, l'Iran accroît son aide aux talibans

Ce soutien vise à saper les efforts des États-Unis, qui sont engagés dans une lutte coûteuse contre l'insurrection.

MARGAUX BENN @B_Margaux
ZARANI (AFGHANISTAN)

ASIE CENTRALE Silhouette blanche parmi les dunes, le vieux taliban attend. Sa tunique immaculée flotte au gré du vent qui se lève, augure d'une tempête de sable. Il a traversé le désert, à moto malgré sa jambe en moins, et personne ne sait qu'il est là. Parler, ici, est criminel.

À Nimroz, province lunaire du Sud-Ouest afghan qui borde l'Iran, trafics et enlèvements sont la norme, ponctués de combats entre talibans et forces gouvernementales. Il n'y a pas que le pétrole, les migrants et la drogue qui transitent par la frontière poreuse entre les deux pays, qu'un mur ne divise que sur quelques kilomètres : depuis des années, les talibans vont suivre des entraînements en Iran, dispensés par la Force al-Qods, l'unité des forces spéciales des gardiens de la révolution. Et, depuis quelques mois, Téhéran fournit aux talibans un niveau de soutien sans précédent.

« Tout ce dont nous avons besoin, que ce soit de l'aide financière, matérielle ou relative aux entraînements, ils nous en donnent maintenant le double », prétend le commandant que nous appellerons Ali, qui dirige une trentaine d'hommes. Que ce chiffre se rapporte ou non uniquement à l'aide reçue par son groupe, il reflète, selon plusieurs sources sécuritaires afghanes et internationales, la progression générale de l'aide iranienne aux talibans. « En contrepartie, nous devons muscler nos opérations contre la branche afghane du groupe État islamique, mais aussi contre les troupes américaines », confie le taliban, qui dit s'être rendu plusieurs fois en Iran suivre des entraînements.

Téhéran, allié historique de Kaboul et jadis ennemi des talibans, joue depuis quelques années un double jeu de plus en plus marqué - alors même que les insurgés pensent moins pouvoir compter sur leur allié principal, le Pakistan. Selon plusieurs sources afghanes et internationales, l'Iran a commencé à renforcer de manière significative son aide aux talibans au printemps dernier, quand l'Administration

Trump a annoncé qu'elle se retirerait de l'accord sur le nucléaire conclu en 2015.

Organisation d'attentats suicides

Furieux, Téhéran a opté pour une réponse toute trouvée : les États-Unis, embourbés depuis 2001 dans une lutte coûteuse et guère fructueuse contre les talibans, et principaux bailleurs d'un gouvernement sous perfusion qui échoue à vaincre les insurgés, sont en position de faiblesse en Afghanistan. Renforcer l'appui aux talibans est un moyen pour l'Iran d'accroître la pression sur Washington, à l'heure où le futur de la politique américaine dans ce pays est incertain. Officiellement, pourtant, les deux parties nient formellement avoir affaire l'une avec l'autre. « Les talibans n'ont jamais eu recours à de l'aide internationale pour s'entraîner ou combattre », martèle au téléphone Qari Youssef Ahmadi, un porte-parole des talibans.

Ali, qui s'est assis sur une couverture à même le sable, évoque quatre types de formations dispensées en Iran : le combat au corps-à-corps, la formation « renseignement et stratégie », la fabrication d'explosifs télécommandés et l'organisation d'attentats suicides. « Ce sont les futurs kamikazes qui bénéficient du plus d'aide de la part des Iraniens, précise l'homme au visage buriné. Leurs familles sont logées en Iran, obtiennent des docu-

ments d'identité iraniens et peuvent reconstruire leur vie dans le pays voisin. »

Fait nouveau : des jeunes sélectionnés pour leur potentiel et des commandants de haut niveau bénéficiaient depuis mai d'une formation spéciale dont le cursus met l'accent sur la dimension stratégique. À leur retour en Afghanistan, ils doivent à leur tour former leurs troupes.

La plupart des talibans passent la frontière de façon légale, aux postes-frontières, auxquels ils présentent un visa iranien obtenu au consulat d'Hérat, troisième ville d'Afghanistan juste au nord de Nimroz. Hamed et Youssef (également des noms d'emprunt), qui trafiquent principalement du pétrole mais ne seraient pas contre l'idée de faire passer des talibans vers l'Iran, se sont fait une raison : « La plupart d'entre eux n'ont pas besoin de passeurs pour rejoindre l'Iran », regrettent-ils, fusant dans leur 4x4 non immatriculé sur la route qui coupe le désert plein sud vers le Pakistan. « Ils bénéficient d'aide depuis l'autre côté. Tout cela est très bien rodé. »

Les commandants locaux ou de haut rang, qui pourraient être reconnus par les services de sécurité afghans aux points de passage, attendent les tempêtes de sable pour passer discrètement la frontière là où elle n'est pas démarquée par un mur. « Les passeurs, venus d'Iran, ouvraient la route. Nous les avons suivis par là-bas », explique Ali, désignant d'un geste vague l'horizon où ondoie un troupeau de dromadaires. D'autres passent d'abord par le Pakistan avant de bifurquer vers l'Iran.

Les camps d'entraînement se situent surtout dans le nord-est de l'Iran, aux



Un commandant taliban scrute l'horizon dans le désert afghan de Nimroz, à la frontière iranienne. MARGAUX BENN

confins des frontières afghane et turkmène. Plusieurs sources sécuritaires confirment ainsi l'existence de camps aux abords de la ville de Machhad. « *Je me rappelle avoir traversé la frontière au niveau d'Islam Qala, un village au nord de la province d'Hérat* », précise un ancien formateur afghan qui dit s'être rendu dans une académie militaire iranienne en tant que conseiller sur l'entraînement des talibans. « *À partir de là, nous avons fait deux heures de route jusqu'au Turkmansarat* », continue-t-il, em-

ployant le terme pachtou qui indique la région iranienne proche du Turkménistan.

Lors de son dernier passage au camp d'entraînement, il y a un peu moins d'un an, Ali affirme avoir été surpris d'y voir, pour la première fois, des formateurs russes. « *Cela n'a pas encore été prouvé* », met en garde un observateur étranger. « *Pourtant, c'est plausible, surtout si l'on considère l'alliance Iran-Russie en Syrie. Et puis, les Russes acheminent déjà aux talibans des armes légères et de l'équipement militaire.* »

Les bourrasques s'accroissent, il faut rentrer. S'enfonçant dans le soleil couchant, Ali s'éloigne, titubant entre ses béquilles, vers sa moto garée au pied d'une dune. Il l'enfourche, pose son moignon sur le siège, se baisse pour passer la première à la main. Le moteur cale, vrombit, cale à nouveau, puis enfin c'est parti : le combattant s'en va d'où il vient, quelque part dans ce vaste désert, au milieu d'un nuage de poussière ocre. ■

LE FIGARO

Téhéran sème les graines d'un Hezbollah afghan

PAR UNE ÉTOUFFANTE journée de juillet, à Kaboul, un petit groupe venu de Téhéran - un mollah, un membre des gardiens de la révolution, un professeur d'université, un étudiant afghan en religion dans une université iranienne et un autre dignitaire iranien - se sont retrouvés dans une pièce discrète d'un quartier chiite de Kaboul. De l'autre côté de la table, cinq jeunes Afghans les écoutaient attentivement. Ils n'avaient pas été choisis au hasard : jeunes, éduqués (parfois en Iran), travaillant dans des secteurs différents et potentiellement influents, ils avaient été repérés comme « points focaux » potentiels. Ils devaient, ainsi que d'autres petits groupes rencontrés séparément par la délégation, représenter le « premier cercle » des artisans d'une utopie à visée internationale. « *Nous semons les graines d'un grand projet chiite transfrontalier, notre Hezbollah afghan* », raconte un témoin. Objectif : rallier les chiites afghans à ceux des pays voisins, pour « *contrer les ennemis américain, israélien ainsi que Daech, qui tuent les musulmans, et les chiites en particulier, dans le monde entier* ».

La scène, raconte Hassan*, le témoin, dont les propos ont été confirmés par plusieurs sources sécuritaires, s'est répétée. Chaque membre de ces groupes de cinq jeunes aurait reçu pour consigne de « *persuader* » cinq autres Afghans, qui à leur tour doivent propager les idées du « *projet* » à deux autres personnes, et ainsi de suite. « *C'est simple et économique* », semble réciter cet habitant de la capitale afghane, qui se lève toutes les dix minutes afin de vérifier que personne ne surprenne la conversation. « *Pour l'instant, il s'agit seulement de partager nos idées avec les gens qui compteront à Kaboul dans les années à venir. Nous construisons le socle de ce qui sera, d'ici à quelques années, j'espère, un grand mouvement qui ignore les frontières et leur préfère les idées* ». Les « points focaux » à Kaboul demeurent régulièrement en contact avec leurs « points de contact » à Téhéran.

En plus de ces réunions, une autre campagne, discrète aussi mais publique, a été mise en route. L'année passée, un autre groupe d'Iraniens - dont des politiciens influents, selon Hassan, dont les propos ont été confirmés par plusieurs

responsables afghans et étrangers - avait effectué une première visite dans les provinces de Kaboul, Hérat, Mazar-e Charif et dans le Panchir. Au programme : visites de mosquées, organisation de débats sur le rôle des forces étrangères dans le pays et rencontres avec les communautés chiite mais aussi sunnite. « *Ils nous disaient : "Vous mourrez dans des attentats car le gouvernement et son allié américain vous négligent. Pourquoi ne créez-vous pas votre propre organisation ? Le Hezbollah a été créé il y a trente ans. Vous pouvez faire de même"* », raconte un habitant.

Le bras armé de ce Hezbollah afghan serait, espère-t-on à Téhéran, constitué essentiellement d'anciens Fatemiyoun, ces chiites afghans recrutés par l'Iran pour combattre en Syrie. En 2017, le général Esmail Ghani, vice-commandant de la Force al-Qods, avait déjà annoncé selon les médias iraniens que la brigade n'avait accompli en Syrie que la première étape d'une

villes, y compris des enfants. Une partie de cette population, qui perçoit le gouvernement comme incapable de la protéger, est d'autant plus réceptive aux discours populistes iraniens. Depuis quelques mois déjà, des milices armées ont été formées pour protéger les mosquées et patrouiller dans les quartiers chiites de Kaboul. Mais selon un analyste, « *garder quelques lieux saints ne sert à rien, car les assaillants se revendiquent de l'EI ont compris qu'ils n'avaient qu'à viser des cibles plus aléatoires, comme des centres éducatifs ou sportifs* ». Selon plusieurs habitants des quartiers chiites ainsi que des sources sécuritaires, certains membres de ces milices seraient de plus en plus violents : non satisfaits de protéger seulement les cibles potentielles de l'EI, ils s'en prendraient aussi aux citoyens perçus comme extérieurs aux quartiers.

Téhéran a déjà bien œuvré pour s'immiscer dans le paysage politique de son voisin, où des députés tiennent par exemple des discours résolument pro-Iran. Ils recevraient en contrepartie un soutien financier, qu'ils sont censés utiliser pour le bien de leurs communautés. Les centres culturels iraniens se sont multipliés à Kaboul. Dans la province occidentale de Nimroz, où la devise d'usage est iranienne à l'image de l'architecture et du drapeau vert-blanc-rouge visible juste au-delà de la frontière, les responsables locaux ressentent une omerta qui rend paranoïaque : chacun murmure que la plupart des autres employés gouvernementaux sont à la solde du pays voisin. « *Si vous vous exprimez contre l'Iran, vous êtes mort* », glisse un officiel local en charge de la sécurité. Il y a cinq mois, un membre des services de renseignements en poste dans cette province était assassiné. Les commanditaires du meurtre sont officiellement inconnus, mais le responsable en est certain : « *Il a parlé un peu trop fort* ». ■ **M.B. (A KABOUL)**

* Les prénoms ont été modifiés.

« Si vous vous exprimez contre l'Iran, vous êtes mort »

UN OFFICIEL LOCAL EN CHARGE DE LA SÉCURITÉ DANS LA PROVINCE OCCIDENTALE DE NIMROZ

entreprise plus large. « *Lorsque j'étais en Iran, puis en Syrie, nos chefs nous répétaient souvent que la prochaine étape était de défendre nos frères dans notre propre pays* », se rappelle Syed*, 21 ans, qui a passé quatre ans dans les rangs des Fatemiyoun avant de rentrer à Kaboul. « *Ils nous répétaient : "votre gouvernement n'est pas capable de vous protéger, c'est à vous de prouver encore votre valeur en prenant les armes contre l'EI et les Américains dans votre pays"* ». À Kaboul, des membres du gouvernement disent redouter que ce projet, par le biais d'un renvoi systématique des anciens Fatemiyoun dans leur pays, soit mis en route : cela pourrait, craignent-ils, mener à la naissance en Afghanistan d'une milice chiite sous les ordres de Téhéran.

La communauté chiite hazara, minoritaire et souvent discriminée, est particulièrement meurtrie par les attentats revendiqués par le groupe État islamique qui n'hésite pas à s'en prendre à des cibles ci-

Gunmen attack Iran military parade, killing dozens

Foreign Minister Javad Zarif immediately blamed the attack on regional countries and their "U.S. masters."



gunmen had been killed, with three dying during the attack and one later succumbing to his wounds at a hospital.

Who carried out the assault also remained in question. State television immediately described the assailants as "takfiri gunmen," a term previously used to describe the Islamic State group. Iran has been deeply involved in the fight against IS in Iraq and has aided embattled Syrian President Bashar Assad in his country's long war.

But in the hours following the attack, state media and government officials seemed to come to the consensus that Arab separatists in the region were responsible. The separatists, however, previously only conducted pipeline bombings at night or hit-and-run attacks.

The separatists accuse Iran's Shiite theocracy of discriminating against its Sunni Arab citizens. Iran has blamed its Mideast archrival, the Sunni kingdom of Saudi Arabia, for funding their activity. State media in Saudi Arabia did not immediately acknowledge the attack.

The Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) later claimed responsibility in a message on its Amaaq news agency, but provided no evidence it carried out the assault. The militants have made a string of false claims in the wake of major defeats in Iraq and Syria.

In Tehran, Iranian President Hassan Rouhani watched a military parade that included ballistic missiles capable of reaching Israel and U.S. military bases in the Mideast. Rouhani said the U.S. withdraw from the nuclear deal was an attempt to get Iran to give up its military arsenal.

"Iran neither put its defensive arms aside nor lessens its defensive capabilities," Rouhani said. "Iran will add to its defensive power day by day."

Saturday's attack comes after a coordinated June 7, 2017, ISIS assault on parliament and the shrine of Ayatollah Ruhollah Khomeini in Tehran. At least 18 people were killed and more than 50 wounded.

Khomeini led the 1979 Islamic Revolution that toppled the Western-backed shah to become Iran's first supreme leader until his death in 1989. The assault shocked Tehran, which largely has avoided militant attacks in the decades after the tumult surrounding the Islamic Revolution.

In the last decade, such attacks have been incredibly rare. In 2009 more than 40 people, including six Guard commanders, were killed in a suicide attack by Sunni extremists in Iran's Sistan and Baluchistan province.

Iran's Revolutionary Guard is a paramilitary force answerable only to Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei. The Guard also has vast holdings in Iran's economy. ●



In this photo provided by the Iranian Students' News Agency, ISNA, Iranian armed forces members and civilians take shelter in a shooting during a military parade marking the 38th anniversary of Iraq's 1980 invasion of Iran, in the southwestern city of Ahvaz, Iran, Sept. 22, 2018. Behrad Ghasemi/AP

September 22, 2018 Associated Press
<https://www.nbcnews.com>

TEHRAN, Iran -- Gunmen disguised as soldiers attacked an annual Iranian military parade Saturday in the country's oil-rich southwest, killing at least 25 people and wounding 53 in the bloodiest assault to strike the country in recent years. The attack in Ahvaz saw gunfire sprayed into a crowd of marching Revolutionary Guardsmen, bystanders and government officials watching from a nearby riser.

Suspicion immediately fell on the region's Arab separatists, who previously only attacked unguarded oil pipelines under the cover of darkness.

Iran's Foreign Minister Mohammad Javad Zarif immediately blamed the attack on regional countries and their "U.S. masters," calling the gunmen "terrorists recruited, trained armed and paid" by foreign powers. That further raises tensions in the Mideast as Tehran's nuclear deal with world powers is in jeopardy after President Donald Trump withdrew America from the accord.

"Iran will respond swiftly and decisively in defense of Iranian lives," Zarif wrote on Twitter.

The attack came as rows of Revolutionary Guardsmen marched down Ahvaz's Quds, or Jerusalem, Boulevard, which like many other places around the country saw an annual parade marking the start of Iran's long 1980s war with Iraq. Images captured by state television showed

journalists and onlookers turn to look toward the first shots, then the rows of marchers broke as soldiers and civilians sought cover under sustained gunfire.

"Oh God! Go go go! Lie down! Lie down!" one man screamed as a woman fled with her baby.

In the aftermath, paramedics tended to the wounded as soldiers, some bloodied in their dress uniforms, helped their comrades to ambulances.

The state-run IRNA news agency said the attack killed 25 people and wounded 53, citing "knowledgeable sources" without elaborating. It said gunmen wore Guard uniforms and targeted a riser where military and police commanders were sitting.

"We suddenly realized that some armed people wearing fake military outfits started attacking the comrades from behind (the stage) and then opened fire on women and children," an unnamed wounded soldier told state TV. "They were just aimlessly shooting around and did not have a specific target."

Details about the attack remained unclear immediately afterward. The semi-official Fars news agency, which is close to the Guard, meanwhile said two gunmen on a motorcycle wearing khaki uniforms carried out the attack.

Khuzestan Gov. Gholamreza Shariati told IRNA that two gunmen were killed and two others were arrested.

State TV hours later reported that all four



Après l'attaque d'Ahvaz, l'Iran accuse tous azimuts

Après l'assaut ayant fait 24 morts dans le sud-ouest du pays, Téhéran pointe l'influence de plusieurs pays, ainsi que d'un groupe séparatiste arabe de la région. C'est dans ce contexte que s'ouvre lundi à New York l'assemblée générale de l'ONU.

Par HALA KODMANI

C'est un président iranien remonté contre ses ennemis, nombreux et divers qui arrive ce lundi à New York pour participer à l'assemblée générale annuelle des Nations unies. Hassan Rohani a en effet multiplié les accusations contre les pays qu'il juge responsables - directement et indirectement - de l'attaque de samedi, qui a fait 24 morts lors d'un défilé militaire à Ahvaz (sud-ouest).

«Nous n'avons aucun doute sur l'identité de ceux qui ont fait ça», a déclaré le président de la République islamique. La revendication par l'Etat islamique de l'opération, menée par un commando de quatre hommes abattus au cours de la fusillade, n'est pas retenue par les autorités iraniennes. Celles-ci privilégient la piste d'un groupe séparatiste, le Front populaire et démocratique des Arabes d'Ahvaz, qui a également revendiqué l'attentat. Ce mouvement extrémiste a mené ces dernières années plusieurs opérations armées au Khouzestan, province pétrolière à la frontière irakienne, où vit une importante minorité arabe. «De quel groupe s'agit-il, à qui est-il lié? Tous ces petits pays mercenaires que nous voyons dans la région sont soutenus par les Etats-Unis. Ils ont en-



Samedi à Ahvaz, dans la foulée de l'attentat ayant tué 29 personnes lors d'une cérémonie militaire. PHOTO MORTEZA JABERIAN ISNA AFP

couragés par les Américains», a dénoncé Rohani.

«**Bataille.** Accusant l'Arabie Saoudite et un autre «petit Etat du golfe» d'être derrière «l'acte terroriste», le ministère iranien des Affaires étrangères a convoqué dimanche le chargé d'affaires des Emirats arabes unis à Téhéran. Il devait s'expliquer sur le tweet niant le caractère terroriste de l'opération d'Ahvaz et émis par un professeur de sciences politiques, Abdelkhaleq Abdallah. Celui-ci est connu pour être le conseiller du ministère de la Défense à Abou Dhabi. «C'est une attaque militaire et non terroriste. Porter la bataille au cœur de l'Iran est un objectif annoncé et qui va se confirmer dans la prochaine période», a écrit l'universitaire. Avant la mise en cause des Emirats, la diplomatie iranienne avait convoqué les représentants du Danemark, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, qui abriteraient des membres d'un autre groupe arabe séparatiste, al-Ahvazieh, pour leur signifier son mécontentement.

«Les accusations iraniennes sont loin d'être infondées», note Vincent Eiffling, chercheur au Centre d'étude des crises et des conflits internationaux (Cecri) de l'univer-

sité catholique de Louvain. L'Arabie Saoudite apparaît comme le commanditaire naturel d'une telle opération. Il existe cinq groupes différents d'autonomistes d'Ahvaz, tous soutenus par Riyad ou d'autres pays arabes du Golfe.» La minorité arabophone du Khouzestan, région iranienne pauvre et marginalisée alors qu'elle est riche en hydrocarbures, représente 5 à 10 % de la population iranienne. «Mais à l'instar des Kurdes, elle n'est pas homogène et reste divisée sur l'idée même de l'autonomie. Beaucoup se sentent profondément iraniens», précise l'expert. «L'attaque de samedi n'est pas la première et il y a eu des incidents précédents de la part de groupes séparatistes du Khouzestan, du Kurdistan ou du Baloutchistan. Mais cette fois c'est le mode opératoire qui donne à cette action une autre envergure, avec la présence de civils dans un défilé militaire et devant les caméras.»

«**Vengeance.** Les déclarations agressives des responsables du Golfe - mais aussi des Israéliens et des Américains - visant à déstabiliser l'Iran de l'intérieur expliquent les accusations de Téhéran, qui a cité également le Mossad et la CIA. Lors d'un rassemble-

ment d'opposants américains-iranien à New York, peu après l'attaque de samedi, Rudy Giuliani, avocat et proche conseiller de Donald Trump, a évoqué les sanctions contre l'Iran comme pouvant mener au «renversement du régime des mollahs». Le conseiller à la sécurité nationale John Bolton, qui prônait un «changement de régime» à l'époque de la présidence George W. Bush, évoque lui aujourd'hui l'objectif de «changer le comportement du régime». «Les Etats-Unis condamnent toute attaque terroriste, n'importe où», a toutefois déclaré dimanche l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, sur la chaîne CNN. «Je pense que les Iraniens en ont assez et c'est de là que tout ça vient», a-t-elle ajouté. Les responsables américains parlent désormais surtout sur un étranglement économique de l'Iran à travers les sanctions pour faire fléchir le régime.

De leur côté, Mohammed ben Salmane, le prince héritier saoudien, comme le chef du gouvernement israélien Benjamin Nétanyahou, ont émis l'espoir que les tensions économiques provoquent une explosion sociale et des manifestations contre le gouvernement iranien. «Les sanctions épuisent effectivement la population iranienne», confirme Vincent Eiffling. Mais l'attaque terroriste de samedi pourrait avoir un contre-effet en réduisant la population autour du régime. Le président Rohani a prévenu que la «réponse de la République islamique à la moindre menace sera[it] terrible», les Gardiens de la révolution promettant eux une «vengeance meurtrière et inoubliable» aux responsables de l'attaque d'Ahvaz. ◀



How the Kurds Navigate Fluid and Convenient Allies: The Syrian Regime and the US

By Sam Fouad / September 26, 2018

<http://www.atlanticcouncil.org>

With reports that the Kurdish-led Syrian Democratic Council (SDC)—the political wing of the American-backed Syrian Democratic Forces (SDF)—is meeting with Syrian president Bashar al-Assad for diplomatic talks, the possibility of greater Kurdish representation, or even autonomy, in Syria has found an unlikely boost. Chances that the Kurds will achieve these goals seem slim, but both sides have allegedly agreed on establishing committees to supervise the implementation of public projects and services in Kurdish areas. While this may be perceived as a step towards Kurdish autonomy, the US State Department has claimed to be committed to the territorial integrity of Syria.

Although US President Donald Trump earlier this year voiced his desire to withdraw US troops from Syria, the Department of State and Department of Defense (DoD) seem committed to staying in order to carry out stabilization projects and prevent the resurgence of the Islamic State (ISIS) after its territorial defeat. With an assault on Idlib imminently projected, and the fleeing of more than 30,000 people in preparation of incoming Syrian troops and Russian aircraft, the Trump administration's main objectives now are to hamper Iran in Syria and ensure that ISIS does not regroup.

Meeting the goal of ensuring that ISIS does not reemerge into a capable force means that the deployment of American troops in Syria could be extended for years. It also means that the US forces in Syria, though ostensibly there only to fight ISIS, will have to deal with the awkward and complex political reality that Syria's war has become; particularly Turkey's hostility toward the Kurds and the Kurds' intent to secure their political future—even by working with Syrian President Bashar al-Assad. Although the US Government supported the opposition against the Syrian regime, it was largely through the State Department, USAID, and CIA, whereas DoD has avoided Syria's messy politics and focused exclusively on fighting ISIS—something it has never been able to completely do.

The SDF's main bastion of power is northeastern Syria, where there are also roughly 2,000 American troops. American deployment there keeps out Turkish forces, who view Syrian Kurdish forces with the same distrust they view the Kurdistan Worker's Party (PKK) in Turkey. The presence of American troops serves as a deterrent, forcing the Syrian regime to focus on regions without foreign troops, with the most recent example being Idlib.

As such, reported discussions between SDF and Assad could pave the road for an American exit from the region. If Assad builds on his promise of creating committees to implement services in Kurdish areas, meets the SDC's demands to develop a road map leading to decentralized rule, and allow them an active role in drafting a new Syrian constitution; the need for American troops may be nullified if the Syrian regime and its backers can guarantee the Kurds protection from Turkey. Moreover, Assad is keen to have US forces depart, having threatened to use force to kick out US troops, and if the Kurds side with him it will be hard for the United States to justify staying. With Trump pulling stabilization funding for Syria, and if the SDF no longer need American troops by its side, the US may find itself in a position where it is no longer wanted in Kurdish areas and in Syria at large.

The growing alliance between the SDF and the Assad regime may also be further cemented due to alleged military cooperation in the fight for the city of Idlib. In the SDF's quest for autonomy, the battle for Idlib presents



Photo: U.S. Army Lieutenant General Paul E. Funk, commander of Combined Joint Task Force-Operation Inherent Resolve, awards distinguished service coins to four Syrian Democratic Forces soldiers in Syria, July 11, 2018. Picture taken July 11, 2018. U.S. Army/Sgt. Brigitte Morgan/Handout via REUTERS

an opportunity to retrench themselves in the region after Turkish-led forces defeated the SDF in the nearby Kurdish city of Afrin.

In potentially helping Assad regain Idlib, Kurdish leaders are hoping that Assad will, in turn, help them reclaim Afrin and “clear all parts of Syria from the ISIS, jihadis, and terrorist groups backed by Turkey,” as claimed by Aldar Khalili, a leader of the SDC. To add to this burgeoning relationship, Kurdish troops feel betrayed by the United States for not answering their calls for help when Afrin was attacked by Turkish-led forces. An intelligence source has also claimed that US military leaders told the SDF that they would not accept SDF members fighting alongside Syrian regime forces in the battle for Idlib. Consequently, such reports have further strained SDF-American relations.

The regime-SDF relationship is clearly one of short-lived convenience and self-interest. While working with each other in Idlib presents an opportunity for both parties involved, their goals may also diverge in other areas of the country. On September 8, clashes broke out between Kurdish forces and Syrian troops in Qamishli that left at least eighteen people dead. These clashes are attributed to the creeping presence of regime troops into SDF controlled territory, as both sides continue to gauge the temperature of their unpredictable relationship in different areas of the country. Whereas Bashar al-Assad has continuously turned a blind eye to Kurdish-controlled towns up to this point of the conflict, the winding down of the war will continue to bring about more of these types of clashes as Assad fights for hegemony and Kurdish groups fight for autonomy.

In an effort to meet the goal of hampering Iran's role, the Trump administration has sanctioned key businessmen associated with Assad, which has forced the SDF to sever their oil deals and trade ties with Damascus and in general hindered its attempts to create a long-term alliance with the Syrian regime. The US Treasury Department intensified its targeting of Iranian-backed Syrian businessmen, in coordination with the appointment of James Jeffrey as special envoy for Syrian diplomacy. The United States has strategically targeted Assad's economic inner circle by cutting off middlemen who hold the keys to electricity production and distribution in Damascus. In this way, American sanctions have hampered Damascus and scared away other countries who wish to do business with the regime.

While the SDF and the Assad regime may be coordinating with one another in the upcoming Idlib battle, albeit for their own reasons, analysts indicate the United States now fears it has lost its influence in Syria, and the greater region, and is desperately attempting to regain its footing through sheer economic power. To stay in the game, the US administration needs to secure its position in northeast Syria—the only foothold still available. The best, and perhaps only, way to do this is to support the Kurdish-dominated SDF. This is a risky strategy given how it antagonizes Turkey, but perhaps the only one left. ♦

Sam Fouad is a political consultant and global affairs analyst with a focus on the Middle East. Follow him at @saf155.

Iranians vow to strike back

BEIRUT, LEBANON

Humiliating attack leads to threats against Arab neighbors, Israel and U.S.

BY ROD NORDLAND

Soldiers in dress uniform lay prone in the street. Others, apparently heavily armed, faced the assailants, then threw themselves to the ground without firing back. Some just ran for their lives.

Captured on video and widely shared on social media, the attack last weekend on an Islamic Revolutionary Guards Corps parade in Iran was a humiliating blow. A local Arab separatist group claimed responsibility, but Iran said the perpetrators were backed by Saudi Arabia, the United Arab Emirates and the United States.

Iranian officials vowed revenge against all three countries and Israel.

The attack has escalated tensions between Iran and the Persian Gulf states and their American allies. The Trump White House has taken a hard line against Iran, withdrawing from a nuclear agreement and imposing sanctions that have damaged Iran's flailing economy.

Saudi Arabia and the United Arab Emirates have clashed with Iran over Yemen, Qatar and Syria. The conflicts are expected to take center stage at the United Nations General Assembly this week.

The attack on Saturday in Ahvaz, Iran, killed at least 25 people, including some children and other civilians who had been among the spectators, according to Iran's state news agency, IRNA, and a dozen members of the elite Revolutionary Guards. A widely posted image on Facebook showed members of

the Revolutionary Guards military band hiding in a drainage ditch — described by many commenters as a sewer — during the attack.

Iranian officials, including the country's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, focused blame on Arab kingdoms on the Persian Gulf, as well as the United States. "This cowardly act was carried out by those who are rescued by Americans wherever they are entangled in Syria and Iraq and their hands are in the Saudi and Emirati pockets," Ayatollah Khamenei said on Monday, the Fars news agency reported.

In a speech on Monday at a funeral ceremony for the victims of the attack, the deputy commander of the Revolutionary Guards, Hossein Salami, said, "You have seen our revenge before," according to the news agency Al Ahed, which is run by the pro-Iranian organization Hezbollah in Lebanon. "You will see that our response will be crushing and devastating, and you will regret what you have done."

The Ahvaz National Resistance, a little-known group with roots among the Arab minority of Iran, claimed responsibility for the attack on Saturday. So did the Islamic State, though the links to that group were ambiguous. It was the worst attack inside the country since an Islamic State-claimed assault on Parliament in 2017. Ahvaz is the capital of Khuzestan Province in southwestern Iran, where many of the country's Arabs live. The Islamic State posted a video that it said showed three of its fighters on their way to the attack, according to IRNA. Two of the fighters were speaking Arabic with an Iraqi accent.

Iranian news accounts said there had been at least four assailants, who disguised themselves in Iranian uniforms and attacked from behind the viewing bleachers at the parade. They said three of the assailants had been killed and one captured.

Iranian officials provided no evidence that the countries they blamed were behind the attack. The United States and the Emirates issued statements dismissing the accusation.

But the attack came at a volatile time in Iran's relations with those countries.

A prominent academic in the emirate of Abu Dhabi, Abdulkhaleq Abdulla, added fuel to that fire by saying the attack had been part of an effort to bring the fight against Iran inside the country. Mr. Abdulla, who has frequently been described as an adviser to the Emirati government and as close to the crown prince of Abu Dhabi, suggested support for the attack in a Twitter post on Saturday: "A military attack against a military target is not a terrorist act," he said.

The Iranian Foreign Ministry summoned an Emirati envoy to complain about Mr. Abdulla's remarks and warned that the Emirates "would be held accountable for individuals affiliated with official Emirati agencies that show clear support for terrorist acts," the ministry said in a statement.

Analysts said the Revolutionary Guards, an elite militia that operates independently of the Iranian government, were bound to react strongly to such a public humiliation.

"They're going to go for a strong reaction to remedy the horrible image this attack has given them, the imagery that they are running away, falling down on the ground and so on," said Ahmad Moussalli, a regional expert and professor of political science at the American University of Beirut. "They could correct that with a heavy military blow somewhere."

He said that he doubted the Revolutionary Guards would risk a direct military confrontation with the Emirates or Saudi Arabia and that the response would more likely occur in Syria or Iraq.

President Trump's personal lawyer, Rudolph W. Giuliani, fueled claims of an American campaign against Iran when he addressed an "Iranian uprising summit" in New York on Saturday — hours after the attack in Ahvaz — saying that a leadership change in Iran was inevitable because of United States sanctions.

"I don't know when we're going to overthrow them," Mr. Giuliani said, according to a Reuters report. "It could be in a few days, months, a couple of years. But it's going to happen."

The American ambassador to the United Nations, Nikki R. Haley, insisted that the Trump administration was not seeking a leadership change in Iran. In response to President Hassan Rouhani's criticism of the United States, she said in an interview with CNN: "He can blame us all he wants. The thing he's got to do is look in the mirror." •



ATTIA KENARE/AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

A funeral ceremony in Ahvaz, Iran, on Monday for the victims of the attack on a military parade. At least 25 people were killed on Saturday, including children and spectators.

Un an après le référendum d'autodétermination, le rêve indépendantiste kurde toujours présent

Après plusieurs crises militaires et politiques, le Kurdistan irakien poursuit ses efforts de dialogue avec le pouvoir central pour tenter de tourner la page.

Étie SAÏKALI | OLJ 25/09/2018
www.lorientlejour.com

À la veille de leur élection présidentielle, les Kurdes d'Irak célèbrent aujourd'hui un triste anniversaire : celui du référendum d'autodétermination du 25 septembre 2017. Ce jour-là, les habitants de la région autonome du Kurdistan irakien (sous son nom officiel, Gouvernorat régional du Kurdistan, GRK) étaient appelés aux urnes pour décider ou non de l'indépendance de leur région. Le scrutin est organisé par l'icône incontestée de la cause indépendantiste kurde, Massoud Barzani.

Ce dernier, génétiquement prédisposé à incarner la lutte pour la cause séparatiste kurde, poursuit l'œuvre de son père, Mustafa Barzani, en cherchant à fonder un État kurde indépendant reconnu par la communauté internationale. Mustafa Barzani a combattu pour l'indépendance des Kurdes et a proclamé, sans l'accord de Téhéran, la création d'un nouvel État dans la région du Kurdistan iranien : la République de Mahabad, en décembre 1945. Mais cet État n'a duré qu'un an, brisé par le pouvoir central iranien qui a fortement réprimé les sécessionnistes.

Ainsi, déterminé à accomplir sa mission, Massoud Barzani décide d'envoyer un message fort au gouvernement irakien en annonçant vouloir procéder à un référendum d'autodétermination dans la région qu'il préside depuis 1996. Le président du GRK a pourtant reçu de nombreuses mises en garde de la part de Bagdad, des États occidentaux et des pays voisins de l'Irak comprenant des communautés kurdes (Iran, Syrie, Turquie), qui ont averti Erbil que la tenue de ce scrutin pourrait déstabiliser davantage une région déjà ébranlée dans la lutte contre le groupe jihadiste État islamique. Ankara, Damas et Téhéran craignent de voir à leur tour leurs communautés kurdes respectives

demander plus d'autonomie et pourquoi pas l'indépendance. Ces États ont alors adopté, à la demande de Bagdad, des mesures pour tenter de dissuader Massoud Barzani de procéder au référendum. Celles-ci vont de la cessation des liaisons aériennes de la part de l'Iran au vote d'une loi prolongeant la possibilité de l'intervention en Syrie et en Irak pour la Turquie. Mais malgré ces mises en garde, les Kurdes persistent et signent, le référendum se tiendra comme prévu. L'un des conseillers de Massoud Barzani s'est néanmoins voulu rassurant en expliquant notamment que si le « oui » l'emportait, cela n'aboutira pas directement à une déclaration d'indépendance, mais à une ouverture de « discussions sérieuses avec Bagdad ».

Le 25 septembre, les Kurdes se rendent aux urnes, et le 27, selon les résultats officiels publiés par la commission électorale, le « oui » l'emporte sans grande surprise à 92,73 % des voix avec une participation de 72,16 %. Une victoire personnelle pour M. Barzani qui avait, avant même la proclamation des résultats du scrutin, appelé le gouvernement de Bagdad à entamer avec lui « un dialogue sérieux (...) plutôt que de brandir des menaces ».

Mais face à l'euphorie des Kurdes, le gouvernement irakien, furieux, décide de prendre le problème à bras-le-corps. Le Premier ministre irakien, Haïder al-Abadi, a demandé que les résultats du référendum soient annulés, tandis que les députés du Parlement ont demandé au chef du gouvernement, qui est aussi chef des armées, de « prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'unité de l'Irak et protéger les citoyens ». Cela passerait, selon les députés, par un envoi de forces de sécurité dans les zones disputées entre Bagdad et Erbil. C'est cette solution qui est choisie.

DU RÊVE AU CAUCHEMAR



Les Kurdes célèbrent leur soutien au référendum sur l'indépendance à Erbil, en Irak, le 8 septembre 2017. Azad Lashkari/Reuters

À la mi-octobre, après trois jours de sommations, le gouvernement irakien, ne voyant pas d'avancée dans ses réclamations de voir les peshmergas (combattants kurdes) se retirer de la ville pétrolière de Kirkouk, conquise par ses derniers en 2014, et d'annuler le référendum d'autodétermination du 25 septembre, décide d'intervenir.

Ainsi, le lundi 16 octobre, les premiers combats éclatent entre les deux camps, et le 18, les forces irakiennes assistées des milices chiites des Hachd el-chaabi (Unités de mobilisation populaire, soutenues par l'Iran) sont parvenues à chasser les peshmergas de la quasi-totalité des zones que ces derniers avaient conquises depuis l'intervention américaine dans le pays et la chute de Saddam Hussein en 2003. Il n'aura donc fallu que 48 heures à l'armée irakienne pour provoquer la déroute des peshmergas.

Mais les forces gouvernementales irakiennes ont bénéficié d'une aide indirecte de la part de leurs ennemis. Les peshmergas affiliés à l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, rival historique du Parti démocratique du Kurdistan - PDK - de Massoud Barzani) se sont en effet retirés de leur propre chef de leurs positions au sud de Kirkouk. Un retrait que certains leaders du parti démentent avoir ordonné. Mais il serait peut-être dû à la confusion présente alors au sein de l'UPK dont certains membres entretiennent de bonnes relations à la fois avec les Iraniens mais aussi avec

Bagdad. Ainsi, la rivalité entre PDK et UPK mêlée aux divisions au sein de l'UPK pourraient expliquer à elles seules le caractère « éclair » de l'offensive des forces progouvernementales irakiennes sur les territoires kurdes. « Le jeu de blâme qui a suivi entre les partis kurdes après les événements du 16 octobre et la perte de Kirkouk ne faisaient que refléter la division politique entre les partis kurdes », affirme à L'Orient-Le Jour Ayub Nuri, journaliste kurde et rédacteur en chef version anglaise du site kurde d'informations Rudaw. Mais cette crise ne s'est pas arrêtée là pour les responsables politiques du GRK.

Assistant impuissant à la déroute des peshmergas face au régime de Bagdad et regardant le rêve de l'indépendance s'éloigner à grands pas, Massoud Barzani annonce qu'il ne renouvellera pas son mandat de président du GRK dans une lettre adressée au Parlement le dimanche 29 octobre. Un véritable coup de théâtre qui a fait l'effet d'une bombe non seulement au sein de la classe politique kurde, mais également au sein même du clan Barzani.

Mais si le pouvoir du président du GRK, selon les volontés de M. Barzani, a été partagé entre le Parlement, le gouvernement et la Cour suprême dans l'attente de l'élection d'un nouveau président, le pouvoir est resté au sein de la famille Barzani, et notamment entre les mains de Nechirvan Barzani, le Premier ministre et neveu de →

⇒ l'ex-président, qui entretient de bonnes relations avec les Occidentaux.

Ainsi, l'organisation du référendum d'autodétermination du 25 septembre aura paradoxalement ruiné les espoirs de Massoud Barzani de voir naître un Kurdistan indépendant et reconnu. La région autonome aura perdu tous les territoires conquis par les peshmergas et une crise politique sans précédent s'est développée avec Bagdad et entre les Kurdes eux-mêmes. Une crise qui aura forcé M. Barzani à tirer sa révérence et à laisser les actuels occupants de la classe politique kurde trouver une solution pour remédier à la gangrène qui s'était emparée de la région. Mais qu'en est-il maintenant, un an après ?

UN AN APRÈS...

Côté kurde, le paysage politique a réussi à reprendre des couleurs. Cela s'est particulièrement vu lors des dernières élections législatives irakiennes de mai dernier où les deux partis rivaux, le PDK et l'UPK, ont respectivement obtenu 25 et 18 sièges au Parlement de Bagdad. Mais en vue des élections kurdes législatives et présidentielle du 30 septembre, les tensions entre les deux camps pourraient redoubler d'intensité. « Est-ce que les divisions interkurdes sont toujours aussi présentes ? La réponse est oui. Il y a notamment une grande rivalité sur l'élection future du président de la

région autonome », affirme à L'OLJ Renad Mansour, spécialiste des questions kurdes et irakiennes au think tank Chatham House de Londres. « L'UPK a présenté la candidature de Brahim Saleh, le prédécesseur de l'actuel Premier ministre Nechirvan Barzani, mais le PDK, traditionnellement à la tête de la région, essaye de conserver le pouvoir. Les divisions entre les deux rivaux sont historiques et sans doute éternelles », ajoute-t-il. Par ailleurs, le fossé entre PDK et UPK pourrait davantage se creuser dans la perspective de l'élection du président irakien lui-même, qui est traditionnellement d'origine kurde. Le titulaire actuel, Fouad Maassoum, est membre de l'UPK et président du pays depuis 2014.

Suite au référendum, le GRK est devenu totalement isolé tant du point de vue politique qu'économique, d'où la nécessité pour Erbil de commencer à initier un dialogue avec Bagdad pour remédier aux problèmes. Ainsi, les deux parties multiplient les rencontres. « Les négociations avec les autorités du Kurdistan ont fait des progrès considérables et débouché sur des résultats concrets, comblant le fossé qui avait séparé Bagdad et Erbil lors du référendum d'indépendance », déclarait déjà en février dernier le porte-parole du gouvernement irakien Saad el-Hadithi. « Les différends avec Bagdad persistent toujours, mais Erbil et Bagdad ont bien progressé ces

derniers mois dans les négociations et ont mis fin à certaines tensions, telles que l'ouverture des aéroports kurdes, l'ouverture de l'autoroute Kirkouk-Erbil, etc. », précise Ayub Nouri. Et bien qu'il ne soit plus président de la région ni du PDK, Massoud Barzani, qui conserve toujours un poids important au sein de la politique kurde, avait annoncé au lendemain des élections irakiennes de mai dernier qu'il espérait une « révision approfondie » des relations entre les gouvernements régional et central. Mais si Erbil souhaite tourner la page du référendum de septembre dernier et poursuivre son dialogue avec le pouvoir central, le rêve indépendantiste paraît toujours présent dans la tête des Kurdes d'Irak.

», complète Kamal Chomani, chercheur au Tahrir Institute for Middle East Policy à Washington. « Pour le moment, ce que la population veut, ce n'est pas un État indépendant, c'est plutôt entretenir de bonnes relations avec Bagdad et résoudre les problèmes politiques et économiques encore persistants avec le pouvoir central (...) Par ailleurs, compte tenu de l'attitude de l'UPK et du PDK aujourd'hui, je pense que si un État kurde avait vu le jour en septembre dernier, la situation aurait été pire que celle que nous connaissons aujourd'hui dans le Kurdistan irakien, pas seulement du point de vue économique, mais aussi du point de vue des libertés et des règles démocratiques », explique-t-il.

« Le rêve d'indépendance existe toujours aujourd'hui et ne disparaîtra jamais pour les Kurdes. Les événements qui ont suivi le référendum de l'année dernière ont mis un terme aux choses. Les Kurdes et l'Irak semblent maintenant travailler ensemble et on ne parle plus officiellement d'indépendance. Mais le désir d'avoir un État existe toujours dans la tête des Kurdes », estime Ayub Nouri. « L'indépendance restera toujours dans les rêves de tant de personnes. Cependant aujourd'hui, les Kurdes ont très bien compris que l'indépendance n'est pas réaliste en Irak. Le rêve est quasiment mort à cause du fiasco précédent des dernières années

Dans quelques jours, les Kurdes devront élire leur président. Il aura durant son mandat un rôle déterminant dans la poursuite du dialogue avec Bagdad et de la résolution des problèmes socio-économiques que la région autonome connaît actuellement. ■

Syria's Afrin region hit by spate of kidnappings

Global attention has focused on Idlib, but another northern region faces a new threat

Arthur MacMillan September 27, 2018
<https://www.thenational.ae>

Kidnapping and extortion by armed groups in the northern Syrian region of Afrin has shaken the area, with a spate of disappearances in recent weeks alarming residents.

The incidents come amid an intensified insurgent campaign by the Kurdish People's Protection Units (YPG), who were forced out of Afrin by Turkey and allied rebel groups in March this year.

Videos showing the torture of kidnapped residents by armed groups have emerged over the past few weeks, accompanied by demands for ransom, in part of a growing pattern in the



region currently ruled by Turkish-backed forces.

In one video made public this week, a handcuffed Kurdish resident of Afrin was shown being beaten with a large stick while he screams in pain. The footage was sent to the



A Turkey-backed Free Syrian Army soldier watches as smoke rises after a bomb attack during an offensive at Der Mismis Village, southeast of Afrin. EPA Photo

man's family by the kidnappers along with a demand for \$25,000 for his release.

In a separate incident on Tuesday, local media reported that a professor and Afrin resident named Riyad Mulla was taken by a masked gang near his home and has not been heard from since.

Turkey swept into Afrin earlier this year together with an array of allied rebel groups to capture the mainly Kurdish region from what it called "terrorists." The YPG is an offshoot of the

► Kurdistan Workers' Party, which has been fighting the Turkish state for greater autonomy for decades.

Operation Olive Branch, as it was dubbed by Ankara, led to the displacement of more than 100,000 people – mostly Kurds.

Turkey claims that 80,000 residents have returned to Afrin since it took control, but many more are to return, and in some cases the YPG is preventing others from going back.

Turkey's continued presence in Afrin drew protests in New York this week as Recep Tayyip Erdogan arrived at the United Nations General Assembly.

In August, Amnesty International accused Turkey of turning a "blind eye" to abuses carried out by its Syrian allies on the ground. Since then, much of Turkey's attention has been taken up by its efforts to stop a Syrian government offensive in Idlib, and it appears little has been done to prevent further abuses.

"It's outrageous that these violations continue to happen against civilians in Afrin, by the Turkish military and their allies on the ground," said Leen Hashem, Syria campaigner for Amnesty International.

"It's Turkey's responsibility to end these prac-

tices and violations. Turkey has been calling for the protection of civilians in Idlib, so why do we not see that in Afrin?" she added.

Responding to the allegations at the time, a Turkish diplomatic source described the allegations as "unfounded," adding that earlier reports of misdeeds "were promptly investigated and necessary measures were immediately taken by the Turkish Armed Forces".

Separate investigations have also revealed widespread extortion in the region by Turkey's allies. There are 13 million olive trees in the Afrin region, a major source of income for residents. The Syrian Observatory for Human Rights alleged this week that many olive farmers are being forced to pay a levy on their product, which is currently being harvested.

The report accuses rebel fighters who came to Afrin under the Turkish-named Operation Olive Branch of burning olive trees belonging to those who do not pay.

"Factions are burning olive plantations that belong to residents who refused to pay a royalty, and to warn other people who may reject of the same fate," the UK-based Observatory said.

The report added that the destruction of the

trees "came against the backdrop of the seizure of most of the olive plantations in Afrin by the factions of Operation Olive Branch."

Some farmers are being prevented from harvesting their trees for bureaucratic reasons, according to a former resident with family still living in Afrin.

"My uncle has some two or more thousand olive trees, his son is there in the village, but they didn't allow him to harvest the olives under the pretext that the owner who the groves are registered in his name was not there," said Arin, who fled her home in Afrin when Turkey captured the region.

But the Turkish-backed groups are not alone in using videos to stoke fear. The YPG has for the past few months been posting its own gruesome clips of targeted killings and assassinations of rebel fighters.

The latest, posted by the YPG's Twitter account on September 21, showed its fighters open fire on a car in the darkness. The account said the operation killed five fighters belonging to the Turkey-backed Sultan Murad Brigades.

The Syrian Observatory said that by the end of August, the YPG had killed 108 rebel fighters in Afrin. ●



22 September 2018

KRG PM Nechirvan Barzani arrives in Baghdad to discuss Iraq gov't, presidency

By Rudaw.net 22/9/2018

ERBIL, Kurdistan Region – Nechirvan Barzani, prime minister of the Kurdistan Region, has arrived in Baghdad for talks on Iraqi government formation and the question of who will become president.

Barzani, who is deputy president of the Kurdistan Democratic Party (KDP), met with Haider al-Abadi, the incumbent prime minister of Iraq, Shiite cleric Ammar al-Hakim, head of the Hikma Front, and Nouri al-Maliki, former Iraqi prime minister and head of State of Law.

Barzani and Maliki discussed candidates for the presidency, the State of Law leader's office said in statement.

Maliki stressed the need for political stability to provide services

During his whirlwind visit, Barzani also met with Ataa Movement founder and former National Security Advisor Falih Alfayyadh, Iraqi National Accord founder Ayad Allawi, and Fatih Alliance leader Hadi al-Amiri.

The KDP plans to field its own candidate for the Iraqi presidency – a largely ceremonial post traditionally held by a Kurd – after refusing to endorse the nomination of Barham Salih by the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Although the deadline for candidates to submit their nomination for the presidency is Sunday at 3 p.m., "that does not necessarily mean the president will be voted for on Tuesday," Bashir Haddad, the KDP second deputy speaker of the Iraqi parliament, hinted on Saturday.

"The constitutional timeline allows a president to be elected



KRG Prime Minister Nechirvan Barzani traveled to Baghdad on Saturday evening for talks with several Iraqi leaders (clockwise from top left) incumbent Iraqi PM Haider al-Abadi, State of Law leader Nouri al-Maliki, Ataa Movement founder Falih Alfayyadh, Iraqi National Accord founder Ayad Allawi, Fatih alliance leader Hadi al-Amiri, and Hikmah Front leader Ammar al-Hakim, September 22, 2018. Composite photo from leaders' offices / Rudaw

until October 3," he said.

The Iraqi parliament's newly elected speaker, Mohamed al-Halbusi, was in Erbil earlier on Saturday to hold meetings with KDP President Masoud Barzani

and security chief Masrour Barzani.

Months after Iraq's May 12 parliamentary election, the country is still without a new government. ■

Tensions diplomatiques et guerre économique autour de la Turquie

JÉRÔME DUVAL 26 septembre 2018
www.politis.fr/

Appâtés par la remontée des taux d'intérêts aux États-Unis, les capitaux fuient la Turquie et précipitent la dépréciation de la monnaie turque en conséquence.

Appâtés par la remontée des taux d'intérêts aux États-Unis, les capitaux fuient la Turquie et précipitent la dépréciation de la monnaie turque en conséquence. Alors que la Turquie s'enfonce dans une crise financière persistante, nous assistons sans doute à la plus grave crise diplomatique et commerciale entre ce pays et les États-Unis, pourtant deux alliés au sein de l'Otan. Des enjeux peu médiatisés, portant sur les véritables responsabilités du coup d'État manqué de 2016, semblent être au cœur de ces tensions.

TENSIONS DIPLOMATIQUES ET « GUERRE ÉCONOMIQUE »

Nous assistons sans doute à la plus grave crise diplomatique entre la Turquie et les États-Unis, ces deux alliés au sein de l'Otan, depuis l'invasion par Ankara de la partie nord de Chypre en 1974. Déjà de nombreux différents ont perturbé les relations diplomatiques de ces deux puissances sans pour autant remettre en question leur alliance stratégique dans la région. Mais les dernières manœuvres agressives des États-Unis et le durcissement du régime autoritaire turc depuis le coup d'État manqué de 2016, ont tendance à faire vaciller cette alliance. Rappelons que pour combattre les djihadistes de Daech avec de l'équipement made in USA, Washington a choisi de s'appuyer en Syrie sur les milices kurdes, proche des rebelles kurdes de Turquie (PKK), ceci contre le positionnement d'Ankara qui se livre à une guerre coloniale sans merci contre le peuple kurde.

TENSION DIPLOMATIQUE MÉDIATÉE AUTOUR DE DEUX PERSONNAGES

Le pasteur originaire de Caroline du Nord aux États-Unis et installé en Turquie depuis 1993, Andrew Brunson, est arrêté avec son épouse Norine en octobre 2016. Il est accusé d'espionnage et d'activités "terroristes" dans le cadre des purges (2) lancées dans la foulée du coup d'État manqué du 15 juillet 2016. Son maintien en détention pendant plus d'un an et demi, puis son placement en résidence surveillée avec interdiction de quitter le territoire dès le 25 juillet dernier, aurait fini par provoquer la colère des États-Unis. En réponse, l'administration de Donald Trump a sanctionné le 1er août, les ministres turcs de l'Intérieur Süleyman Soylu, et de la Justice Abdülhamit Gül, ordonnant la saisie de leurs biens et avoirs éventuels et l'interdiction pour tout ressortissant américain de faire affaire avec eux. De son côté, le président turc Recep Tayyip Erdogan a répliqué le 4 août : « nous gélerons les avoirs en Turquie des ministres américains de la Justice et de l'Intérieur, s'ils en ont ». Des sanctions somme toute très symboliques, puisqu'il semblerait que les ministres turcs concernés n'aient aucun bien aux États-

Unis, tout comme il est peu probable que les ministres américains visés par M. Erdogan en aient en Turquie. Ce n'est là que le niveau premier des sanctions diplomatiques. Le 15 août un tribunal turc a rejeté pour la deuxième fois un nouveau recours du pasteur demandant la levée de son assignation à résidence.

De son côté, la Turquie est furieuse de ne pas avoir réussi à obtenir l'extradition de Fethullah Gülen, cerveau présumé du coup d'État manqué de l'été 2016, installé aux États-Unis. Bien moins médiatisés, d'autres enjeux portant sur les véritables responsabilités du coup d'État manqué de 2016 semblent être au cœur des tensions. Quoi qu'il en soit, celles-ci ne sont finalement parvenues qu'à exacerber une crise économique émergente.

ENJEUX VÉRITABLES AUTOUR DE LA BASE MILITAIRE D'INCIRLIK ?

N'oublions pas que les États-Unis possèdent plusieurs bases militaires en Turquie dont la gigantesque base aérienne d'Incirlik dans le sud de la Turquie (3). Celle-ci héberge plusieurs bombes atomiques B-6 (1) parmi les 200 engins nucléaires déployés par l'Otan en Europe. Elle fournit le plus gros de l'assistance logistique aux opérations de l'Otan en Afghanistan et elle est largement utilisée depuis 2015 pour les opérations de la coalition internationale en Irak et en Syrie. Or, plusieurs militaires de la base d'Incirlik, dont le commandant de la base, le général Bekir Ercan Van, ont été arrêtés pour implication dans la tentative de coup d'État militaire avorté du 15 juillet 2016. Selon l'AFP, « Un groupe d'avocats proches du gouvernement turc a déposé une motion devant le tribunal d'Adana, ville la plus proche de la base d'Incirlik, pour demander l'arrestation d'officiers américains accusés d'avoir participé au coup d'État manqué de juillet 2016 contre M. Erdogan. Les avocats citent notamment le général Joseph Votel, commandant des forces américaines au Moyen-Orient, parmi les responsables américains dont ils veulent l'arrestation. » (4)

LA BANQUE TURQUE HALKBANK ACCUSÉE D'AIDER L'IRAN À CONTOURNER L'EMBARGO ÉTASUNIEN IMPOSÉ À SES PRODUITS PÉTROLIERS

En vue de sanctionner le programme nucléaire iranien, les États-Unis ont interdit en 2011 le commerce de pétrole avec l'Iran. Or la Turquie, l'un de ses gros fournisseurs, a été le pays le plus touché par cette décision. Avant l'accord de levée des sanctions signé en 2015, Ankara achetait du gaz et du pétrole à l'Iran contre des cargaisons d'or, livrées le plus souvent par avion. L'affaire éclabousse le président turc Erdogan, à l'époque premier ministre (et le ministre de l'économie d'alors, Zafer Çağlayan qui a démissionné en 2013) et son parti islamiste conservateur, l'AKP (Parti de la justice et du développement. En turc, Adalet ve Kalkınma Partisi).

L'homme d'affaires turco-iranien Reza

Zarrab s'est révélé comme étant l'homme-clef de ce dispositif visant à contourner les sanctions commerciales contre l'Iran. Arrêté en 2016 à Miami, il collabore pleinement avec le département américain de la justice et jouit du statut de témoin assisté, placé sous la protection du FBI.

Mehmet Hakan Atilla, l'ex-directeur adjoint d'une des plus grandes banques publiques turques, Halkbank, qui servait d'intermédiaire entre la Turquie et l'Iran, ne subira pas le même sort. Accusé d'avoir violé l'embargo étasunien contre l'Iran et de blanchiment d'argent en faveur de l'Iran et de sociétés iraniennes, il est arrêté un an plus tard en mars 2017 aux États-Unis. Son procès s'ouvre devant la Cour fédérale de New York en novembre 2017. Reconnu coupable de cinq des six chefs d'accusation portés contre lui, y compris la fraude et les complots bancaires, Atilla a finalement été condamné le 16 mai dernier, à trente-deux mois de prison par un tribunal de Manhattan (5).

Halkbank, contrôlée par l'État à hauteur de 51,11 %, risque une amende colossale de la part des États-Unis, susceptible de fragiliser le secteur bancaire turc dans son ensemble. Afin d'éviter de telles sanctions, Erdogan a proposé, sans succès, de livrer le pasteur Andrew Brunson en échange de l'arrêt des procédures contre Halkbank. Le discours officiel parle lui d'une tentative d'échange entre le pasteur Brunson et M. Gülen, tentative rejetée par Washington. L'affaire Halkbank accusée d'aider l'Iran à contourner l'embargo étasunien semble pourtant bien être à l'origine de l'escalade de tensions diplomatiques entre les deux pays. ●

[1] Ce pasteur de l'Église évangélique presbytérienne est arrivé en Turquie sous les auspices du programme missionnaire « World Witness ». Il dirigeait l'église Dirilis (« Résurrection ») dans la province d'Izmir (ouest de la Turquie).

[2] Les purges entraîneront plus de 50 000 arrestations dont des députés de l'opposition et au licenciement de plus de 100 000 employés du secteur public. Un an après la vague de répression qui a suivi la tentative de coup d'État, près de 3 000 journalistes ont perdu leur emploi, souvent parce que le média pour lequel ils travaillaient a été fermé par décret. Plus de 160 journalistes étaient encore incarcérés en novembre 2017. « Turquie : près de 3000 journalistes ont perdu leur emploi depuis un an », RFI, 1er novembre 2017.

[3] Elle a été construite par les États-Unis en 1951, au plus fort de la Guerre froide.

[4] « Tensions avec Washington : fermer la base d'Incirlik pourrait coûter cher à Ankara », AFP, 14 août 2018.

[5] Department of Justice of United States, 16 mai 2018 : « Turkish Banker Sentenced to 32 Months for Conspiring to Violate U.S. Sanctions Against Iran and Other Offenses ».



Taner Akçam

L'historien du génocide des Arméniens

Au bout de la quête d'une vie, l'universitaire turc publie des preuves irréfutables, selon lui, que les autorités de son pays ont bien ordonné le massacre des Arméniens vivant sur leur sol, en 1915. Son livre « Killing Orders » est la pièce manquante – et cruciale – dans l'étude de ce massacre

Comment deviner que ce petit homme chauve, assis devant nous à Paris, si affable, si malicieux, si volubile, porte sur les épaules une responsabilité d'historien colossale ? Comment imaginer, derrière ce sourire joyeux, les tourments, les pressions, les menaces que ses recherches sur le génocide des Arméniens lui ont valu pendant près de trente ans ? Il semble aujourd'hui si heureux... Les universités du monde entier le réclament, et il saute de capitale en capitale, armé des documents dont il a fait la quête d'une vie et qu'il expose dans un livre – publié en turc et en anglais – au titre glaçant : *Killing Orders. Talat Pasha's Telegrams and the Armenian Genocide* (« Ordres de tuer. Les télégrammes de Talat Pacha et le génocide des Arméniens », Palgrave Macmillan, 2018, en cours de traduction en français). Autrement dit : le commandement d'exterminer l'ensemble du peuple arménien. Une pièce manquante et cruciale dans l'étude de ce massacre, qui fit plus de 1,5 million de morts entre 1915 et 1918 et que les gouvernements turcs successifs ont constamment nié. La preuve irréfutable, selon lui, de l'intention, de la planification et de la mise en œuvre du génocide.

« *Enfin !* », dit-il. Enfin la vérité ! Enfin un peu de baume sur les plaies des Arméniens, confrontés au génocide, puis à l'absence de la reconnaissance officielle de celui-ci par ceux qui l'ont perpétré et par leurs héritiers. Cependant, Taner Akçam, citoyen turc, ne se fait guère d'illusions sur la réaction de son pays. « *Le sujet est trop profondément lié à l'identité nationale. Admettre le génocide remettrait en question ce sur quoi s'est construite la République et annihilerait le récit national. Impossible ! Le déni, la destruction de preuves et la fabrication de fausses pièces pour ériger une "fausse histoire" furent inscrits dans la genèse et l'idée même du génocide. Alors...* » D'après lui, aucune réaction officielle n'est à

attendre face à ses révélations, si ce n'est le déni, comme depuis la naissance de la République turque, en 1923. « *Mais, vous savez, ajoutez-t-il, leur mauvaise foi est sans limite ! Après avoir tout fait pour détruire les preuves et traces du génocide, ils inventeront quelque chose pour discréditer mon travail.* » Qu'importe, assure-t-il. « *La vérité est en marche ! Et ce livre est un instrument dont dispose maintenant la communauté internationale pour pressurer le gouvernement turc. Aucun peuple ne peut avancer s'il n'affronte son passé.* »

Son compatriote Hamit Bozarslan, directeur d'études de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, à Paris, partage cet avis : « *Nous sommes désormais dans un pays dont le régime détruit les facultés cognitives de la société et où le savoir historique ne compte plus. L'ouvrage de Taner Akçam, qui devrait porter le coup de grâce au négationnisme, ne suscite aucun débat en Turquie, n'exerce aucun effet transformateur dans l'opinion publique.* »

« SIMPLE COÏNCIDENCE »

L'historien américain Eric Weitz, spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Allemagne et des crimes contre l'humanité, a qualifié Taner Akçam de « *Sherlock Holmes du génocide des Arméniens* » dans le *New York Times*. Et c'est vrai qu'il lui a fallu des qualités de détective pour parvenir à mettre la main sur ces documents décisifs, puis à prouver leur authenticité. Un trésor de guerre qu'il entend désormais faire connaître au plus grand nombre. L'université Clark, dans le Massachusetts, pour laquelle il travaille, a tout mis en ligne sur son site Internet à la fin de l'année 2017.

Mais pourquoi lui, Taner Akçam, né en 1953, non loin d'Ardahan, une ville du nord-est de la Turquie (ancien territoire arménien), au sein d'une famille de professeurs, aucune-ment liée à l'Arménie ? Et pourquoi cette passion, devenue obsession, pour cette page d'histoire généralement dédaignée par les

Taner Akçam à Sydney, le 9 août. A droite, l'un des messages codés des autorités turques mis au jour par l'historien.

DEAN SEWELL/OCULI POUR « LE MONDE », PALGRAVE MACMILLAN

« L'OUVRAGE DE TANER AKÇAM, QUI DEVRAIT PORTER LE COUP DE GRÂCE AU NÉGATIONNISME, N'EXERCE AUCUN EFFET TRANSFORMATEUR DANS L'OPINION PUBLIQUE TURQUE »

HAMIT BOZARSLAN
directeur d'études à l'EHESS

intellectuels turcs, qui, sans parler de tabou, s'accordèrent longtemps pour en faire un « non-sujet » ? Il fallut en fait bien des tours et des détours pour qu'il se saisisse de la question. Lui-même parle de « *simple coïncidence* ». On peine à le croire. Mais il est vrai que, dans sa prime jeunesse, lorsqu'il vénérât Marx, Lénine et Che Guevara, il avait d'autres préoccupations...

Dans les années 1970, sa « première vie » a pour cadre l'université d'Ankara, où il étudie l'économie. Le pays traverse alors une période d'extrême tension politique. Le coup d'Etat militaire de 1971 a porté au pouvoir une coalition de conservateurs, d'islamistes et de fascistes. Taner Akçam, fasciné par ses aînés soixante-huitards, tente d'organiser une « résistance » au sein de l'université. Il a beau prévoir de poursuivre son chemin par un doctorat à Londres ou aux Etats-Unis, sa nomination, à 22 ans, au poste de directeur du journal *Jeunesse révolutionnaire* le fait basculer dans l'activisme. Arrêté pour diffusion de propagande communiste et kurde, soutenu par Amnesty International comme « prisonnier de conscience », il est condamné, en 1977, à huit ans de prison, mais parvient à s'enfuir en creusant un tunnel. Traqué pendant des mois, comme ses compagnons, il erre à Ankara et finit par choisir l'exil en Allemagne. Commence alors pour lui une autre vie.

Pendant près de dix ans, il poursuit son engagement contre le pouvoir turc, parallèlement à l'action de ses amis restés au pays. En Allemagne, il regroupe dans un même mouvement étudiants et travailleurs exilés, organise une grève de la faim, afin de pousser les autorités régionales à enquêter sur la disparition d'opposants en Turquie, puis s'allie avec les Kurdes du PKK avant d'en découvrir les exactions et de faire lui-même l'objet de tentatives d'assassinat. Après celui de deux de ses meilleurs amis, en 1986 et 1987, il lui paraît urgent de changer d'orientation. Ce sera la recherche universitaire, comme il en avait rêvé avant son emprisonnement. Il se consacre d'abord à la torture dans l'Empire ottoman et en Turquie. Au fil de ses lectures, il prend connaissance de nombreux massacres, y compris celui commis en 1915 à l'en-

contre des Arméniens, mais ne s'y attarde pas, indifférent, comme tous les Turcs, à ce qui semble être un des multiples dommages de la Grande Guerre. C'est une de ses consœurs, une universitaire à moitié arménienne, qui jouera un rôle crucial. « Saisis-toi de ce sujet, insiste-t-elle. Il est d'une importance capitale ! Et le fait que tu sois turc rendra tes recherches encore plus significatives ! »

Alors Taner Akçam se lance. Doucement, au début, en s'intéressant notamment aux procès pour « crimes de guerre » organisés dans la Turquie ottomane, entre 1919 et 1921. Et puis, à force de creuser, de lire, d'enquêter, il mesure l'étendue du sujet, et les blocages que celui-ci suscite. En Turquie, d'où il veut effectuer ses recherches, les portes se ferment, il est lâché par les intellectuels, dénoncé comme « ennemi des Turcs, acheté par l'argent arménien », constamment menacé et finit par craindre pour sa vie.

PERSONNAGES ÉTONNANTS

En Allemagne, l'intérêt n'est alors que modéré. Les Allemands craignent qu'à trop évoquer le génocide des Arméniens, on leur reproche de vouloir minimiser la Shoah. Faut-il continuer dans de telles conditions ? Son père le soutient. « La vérité !, lui dit-il, il faut toujours se battre pour la vérité ! » Il n'a d'autre choix que de partir pour les États-Unis, en 2002, où plusieurs universités sont prêtes à l'accueillir. Éprouvée par l'expérience du voyage en Turquie et des menaces de mort, son épouse préfère rester en Allemagne tout en lui confiant leur petite fille de 10 ans. « Ce fut un moment de solitude extrême, se souvient-il. Quel droit avais-je de briser mon foyer pour continuer à travailler sur ce sujet, obsédé par cette quête de la vérité ? J'espère simplement que ma femme et ma fille me pardonneront un jour. »

Venons-en à l'incroyable histoire qui l'a conduit à écrire *Killing Orders*. Pour en prendre la mesure, il faut remonter le temps, à la rencontre de plusieurs personnages étonnants. Il y a d'abord Aram Andonian, un intellectuel arménien rescapé du génocide, décidé à se battre pour rassembler preuves et témoignages. En 1918, il rencontre un fonctionnaire de l'administration ottomane, Naïm Efendi, qui, au moment des massacres, travaillait au Bureau des déportations, situé à Alep (dans l'actuelle Syrie), et a donc vu passer une foule de documents officiels. Parmi ces documents figurent, d'après lui, des télégrammes du ministre de l'intérieur de l'époque, Talat Pacha, ordonnant d'exterminer sans exception tous les Arméniens, hommes, femmes et enfants.

Naïm Efendi a pris de nombreuses notes du temps où il travaillait au Bureau des déportations, des notes que l'on qualifiera bien plus tard de « Mémoires ». Il a également recopié à la main cinquante-deux documents officiels, et se dit prêt à les vendre à Andonian. Ce dernier est, bien sûr, demandeur. Leur entrevue a lieu à l'Hôtel Baron, à Alep. Naïm, un homme porté sur le jeu et l'alcool, fournit les copies promises. Mais, lorsqu'il propose à Andonian d'en apporter d'autres, celui-ci exige les originaux. Naïm, en manque d'argent, lui en procurera vingt-quatre.

Pour l'intellectuel arménien, c'est une

« TOUTS LES DROITS DES ARMÉNIENS SUR LE SOL TURC, TELS LES DROITS DE VIVRE ET DE TRAVAILLER, ONT ÉTÉ SUPPRIMÉS, ET AUCUN NE DOIT SURVIVRE – PAS MÊME L'ENFANT DANS SON BERCEAU »

TALAT PACHA
ministre turc
de l'intérieur en 1915



matière à la fois extraordinaire et terrifiante. Citons, par exemple, ce message du 22 septembre 1915, dans lequel le ministre Talat Pacha proclame que « tous les droits des Arméniens sur le sol turc, tels les droits de vivre et de travailler, ont été supprimés, et aucun ne doit survivre – pas même l'enfant dans son berceau ». Autre câble, adressé le 29 septembre 1915 au gouverneur général d'Alep : « Il a déjà été annoncé que le gouvernement (...) a décidé d'annihiler tous les Arméniens vivant en Turquie. Ceux qui s'opposent à cet ordre et à cette décision ne peuvent rester au sein de la structure officielle de l'Etat. On doit mettre fin à leur existence, sans prêter une attention particulière à la femme et à l'enfant et à l'impotent, sans se préoccuper du tragique des méthodes d'élimination et sans écouter sa conscience. »

Fort de ce matériau, mais sans l'utiliser dans son intégralité, Andonian s'empresse d'en faire un livre, écrit en trois langues (arménien, français et anglais) en 1920-1921. Il faudra cependant attendre 1983 pour que la Société historique turque riposte à ces révélations, en publiant un ouvrage contestant le travail d'Andonian et l'authenticité des documents produits. Un torpillage en règle : le personnage de Naïm Efendi aurait été créé de toutes pièces, et les télégrammes attribués au ministre Talat Pacha seraient faux. De fait, depuis la sortie du livre d'Andonian, personne n'a été en mesure de prouver l'existence d'un employé de bureau du nom de Naïm Efendi, pas plus que de produire les documents originaux évoqués dans cet ouvrage. Pour les historiens turcs, il s'agit ni plus ni moins d'une « fiction arménienne », et le débat n'a donc pas lieu d'être. A ceux qui osent une contestation, les gouvernements successifs répondent : « Montrez-nous les originaux ! » Problème :

ils ont disparu. Pour comprendre comment, il faut de nouveau remonter dans le temps, cette fois jusqu'en 1920.

À PARIS, UNE MINE POUR LES CHERCHEURS

Tandis que se prépare, à Londres, l'édition britannique du livre d'Andonian, un médecin arménien prie ce dernier, par l'intermédiaire du patriarche Zaven, de lui confier certains documents originaux susceptibles de mettre en cause le directeur du Bureau des déportations d'Alep, Abdülhad Nuri, dont le procès se tient alors devant la cour martiale d'Istanbul. A l'époque, la justice ottomane se penche en effet sur ces crimes de masse commis pendant la première guerre mondiale. Entre 1919 et 1920, plusieurs tribunaux militaires condamnent à mort par contumace les principaux responsables du régime de Jeunes-Turcs. D'Istanbul aux villes reculées de l'empire, les procès dits « des unionistes » sont interrompus par la montée en puissance des kémalistes et, surtout, par la signature du traité de Sèvres, le 10 août 1920, qui annonce le démantèlement de l'Empire ottoman.

Andonian sait le rôle joué dans les massacres par Abdülhad Nuri, alors supérieur hiérarchique de son informateur, Naïm Efendi. Il accepte donc de fournir à la justice quelques-unes des preuves écrites en sa possession. Celles-ci sont largement utilisées au cours du procès, jusqu'au jour où, à la faveur de l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement, l'audience est interrompue, et l'accusé relaxé. Andonian ne pourra jamais récupérer cette partie de son « trésor ».

La même chose, ou presque, se produit à Berlin, en juin 1921. Cette fois, il s'agit pour lui de mettre à disposition de la justice allemande des documents originaux prouvant la responsabilité dans le génocide du ministre Talat Pacha – assassiné dans la ville alle-

mande, le 15 mars 1921 –, à l’occasion du procès de son meurtrier, Soghomon Telhirian. Andonian effectue lui-même le voyage en Allemagne. Malheureusement, il devra repartir avant que les documents lui soient restitués. Ceux-là non plus, il ne pourra jamais les récupérer.

Malgré tout, il lui en reste quelques autres, qu’il dépose en lieu sûr, à la bibliothèque Nubar, à Paris. Située square Alboni, dans le paisible 16^e arrondissement, cette bibliothèque, fondée par Boghos Nubar Pacha, est le centre de la mémoire arménienne en France et une véritable mine pour les chercheurs. Aram Andonian en assura lui-même la direction de 1928 jusqu’à sa mort, en 1952.

Taner Akçam ne trouve pas trace des documents en question à bibliothèque Nubar. Il y a bien longtemps – au moins depuis 1975, semble-t-il – qu’ils n’y sont plus. Perdus ? Volés ? Le « Sherlock Holmes du génocide des Arméniens » n’a pas de réponse, mais il ne baisse pas pour autant les bras. Le voici maintenant qui se penche sur le parcours d’un autre personnage du passé : Krikor Guerguerian, un moine catholique arménien au destin surprenant.

Né en 1911, Krikor est le plus jeune d’une famille arménienne de seize enfants. Dix d’entre eux sont morts durant le génocide, et il a lui-même assisté à l’assassinat de ses parents. Ayant pu rallier Beyrouth avec son frère aîné, il y passe sa jeunesse au sein d’un orphelinat, avant d’intégrer l’université, de poursuivre des études de théologie, de devenir moine et d’entreprendre un doctorat consacré au génocide. Il s’installe ensuite au Caire et y poursuit ses recherches. Il fait la connaissance d’un certain Nemrut Mustafa Pacha, ancien juge du premier tribunal militaire d’Istanbul, chargé, entre 1919 et 1920, des procès des génocidaires. Considéré comme un traître par les kémalistes, il a fui le pays pour sauver sa peau.

Tandis que le moine-chercheur consigne avec application le contenu de leurs discussions, l’ex-juge lui apprend un fait essentiel : la participation, aux différents procès, du Patriarcat arménien de Constantinople, qui, en sa qualité, a eu droit à une copie de tous les documents figurant dans chaque affaire. Autre précision déterminante : quand les forces kémalistes ont pris le pouvoir, en 1922-1923, le patriarche de Constantinople a décidé d’acheminer tous ces documents à Marseille, où résidait un prêtre arménien de sa connaissance, Grigoris Balakian. Ces archives ont ensuite connu un destin mouvementé : transférées dans un premier temps à Manchester (Royaume-Uni), elles ont été déposées plus tard au Patriarcat arménien de Jérusalem.

Krikor Guerguerian se précipite donc dans la Ville sainte et photographie tout ce qu’il trouve : télégrammes comportant les ordres d’extermination, déclarations des employés civils et militaires, témoignages écrits et oraux des témoins, parties civiles et accusés. Il se rend aussi à la bibliothèque Nubar, où, en 1950, il photographie le « trésor » – du moins ce qu’il en reste – de l’intellectuel Andonian, ce « pionnier » qu’il a sans doute été le dernier à voir.

UNE CAVE DANS LE QUEENS

Taner Akçam avance sur les traces de Krikor

Guerguerian. Sa quête le mène à New York, où il parvient à retrouver le neveu de celui-ci, le docteur Edmond Guerguerian. Dès leurs premiers échanges, ce dernier lui apprend la mort du moine-chercheur, en mai 1988. Persévérant, l’historien tente de nouer une relation de confiance avec ce médecin plutôt méfiant et taiseux. Au fil des mois, il obtient l’accès aux archives privées du moine, stockées dans une cave d’un immeuble situé dans le Queens. Poussiéreuse, sombre et froide, la cave regorge de milliers de documents, plus ou moins classés. En ce mois d’avril 2015, soit cent ans après le génocide, la chance est avec Taner Akçam quand il prend un classeur au hasard, d’où tombe une feuille blanche pliée en deux : un côté est écrit en turc moderne, l’autre en anglais. Entre ses mains : un extrait des « Mémoires » de l’employé de bureau Naim Efendi ! « *Oh mon Dieu !, me suis-je dit* », raconte Taner Akçam.

Reste à tout scanner, traduire, analyser, décortiquer, afin de répondre aux arguments des historiens turcs ayant invalidé, en 1983, le travail du « pionnier » Andonian. « Sherlock Holmes » va devoir déployer de nouveaux talents. Pour commencer, il lui faut démontrer l’existence du fameux Naim Efendi. Car, pour les négationnistes turcs et étrangers, aucun fonctionnaire de l’Empire ottoman n’est enregistré sous ce nom. Et s’il n’a jamais existé, il ne peut pas y avoir de « Mémoires », encore moins de télégrammes de planification du génocide. Or, en épluchant les archives de l’état-major militaire turc, Taner Akçam trouve non seulement mention d’un Naim Efendi, rattaché au Bureau des déportations à Alep, mais la preuve que ce dernier a été appelé à témoigner, les 14 et 15 novembre 1916, dans le cadre d’une enquête sur la corruption et le laxisme de gendarmes lors de la déportations des Arméniens entre Alep et Deir ez-Zor (aujourd’hui en Syrie). Son nom ressort aussi dans divers autres documents, notamment dans la correspondance officielle du ministre Talat Pacha, les 17 novembre et 1^{er} décembre 1915. Naim Efendi n’est donc pas une « fiction arménienne ».

Ensuite, Taner Akçam doit prouver l’authenticité des documents mis au jour, et notamment leur juste « décodage », car la plupart des ordres envoyés par câble étaient codés. Profitant de l’ouverture partielle d’archives turques, en 2002, puis de la déclassification, au début des années 2010, de documents officiels turcs sur la période de la première guerre mondiale, il stocke un maximum de sources qui lui seront d’une aide précieuse.

LES CLÉS DU MYSTÈRE

Comment s’y prend-il pour casser le codage ? En commençant par s’intéresser à un homme qui, à l’époque, en connaissait les secrets : le docteur Behaeddine Chakir, personnage-clé du génocide des Arméniens, membre du Comité Union et Progrès (CUP), parti au pouvoir à Constantinople depuis la révolution des Jeunes-Turcs en 1908, et responsable de l’entrée en guerre de l’Empire ottoman au côté de l’Allemagne et de l’Autriche-Hongrie, en 1914. Taner Akçam va lui consacrer une partie de ses investigations.

Haut dignitaire du régime, Behaeddine Chakir est également le chef de l’Organisation spéciale (OS) du CUP, chargée de l’exécution des ordres de tuer. En août 1914, alors que la guerre vient d’éclater en Europe, Chakir sillonne les provinces reculées de l’Empire et supervise l’état de l’OS. Avant de partir, il se voit remettre l’une des clés de codage provenant du ministère de l’intérieur. Ses câbles doivent respecter un code à quatre chiffres arabes version orientale. Le docteur doit les signer sous le titre de « chef de l’Organisation spéciale » et correspondre avec le chef du gouvernement et le ministère de la guerre.

Au printemps 2015, Taner Akçam s’enferme chez lui avec l’ensemble de ces documents. En toute discrétion, il se concentre sur la comparaison des différents câbles, ceux de la correspondance officielle du gouvernement ottoman, dont une grande partie a été décodée et déclassifiée, avec ceux signés de la main de Behaeddine Chakir. « *Cette première tâche n’a pas été difficile* », dit-il aujourd’hui. Elle lui a surtout permis de conclure que le chef de l’OS a bien eu recours à la clé de codage, puisque les mots et suffixes utilisés par les télégrammes officiels et ceux de ce cadre du régime sont identiques. Mais il reste à Taner Akçam à accomplir le plus difficile : prouver que le même codage a été utilisé pour les télégrammes du ministre Talat Pacha. Un travail de comparaison minutieux, fastidieux, chiffre après chiffre, mot après mot, qui a duré des mois, mais au terme duquel l’historien démontre la similitude parfaite entre les deux sources. Des mots, tels que « déportations » (4 889), « Arméniens » (8519), sont lestés des mêmes suites de chiffres... Les télégrammes de la mort sont bien officiels. La démonstration est implacable.

Taner Akçam n’oubliera jamais ce jour d’août 2015, où il prend conscience que sa trouvaille va porter un coup fatal aux négationnistes. « *J’étais chez moi à Worcester, tout près de l’université Clark, et mon cœur explosait. J’ai bondi de mon bureau et me suis précipité dans le jardin. Il tombait une petite pluie fine et j’ai couru, les bras ouverts, le visage tourné vers le ciel. “J’ai réussi ! J’ai réussi !”* » Il ne lui reste plus qu’à terminer son livre et à tout faire pour partager sa découverte avec le monde entier. Les « ordres de tuer » ne seront alors plus un secret. ■

ANNICK COJEAN ET GAÏDZ MINASSIAN

Trump demande aux Nations unies d'isoler l'Iran

Devant l'ONU mardi, le président américain a désigné « la dictature corrompue » de Téhéran comme « le principal sponsor du terrorisme dans le monde ».

PHILIPPE GÉLIE  @gellefig
CORRESPONDANT À WASHINGTON

DIPLOMATIE L'expression a paru globalement plus modérée que l'an dernier, mais le fond reste musclé. Dans son discours à la tribune de l'ONU, mardi, Donald Trump a fixé des limites étroites au multilatéralisme et promis d'être le « comptable en chef » des deniers américains, qu'il ne veut plus gaspiller dans la défense de l'ordre international. « Nous rejetons l'idéologie mondialiste et nous embrassons la doctrine patriotique », a-t-il dit, encourageant chaque dirigeant présent à « rendre sa grandeur à son pays ».

Le président américain n'a cependant pas renoncé à tout interventionnisme, réservant ses flèches les plus acérées à l'Iran. Il a taillé en pièces le régime des mollahs, dont la « dictature corrompue sème le chaos, la mort et la destruction. Les dirigeants iraniens ne respectent pas leurs voisins, les frontières et la souveraineté des autres nations, a-t-il martelé. Ils pillent les ressources de leur pays pour s'enrichir et semer le désordre à travers le Proche-Orient et bien au-delà ». Contre ceux qu'il désigne comme « les principaux sponsors du terrorisme dans le monde », il a demandé « à toutes les nations de soutenir le peuple iranien et d'isoler le régime », en s'alignant sur les sanctions imposées par Washington depuis son retrait de l'accord nucléaire passé en 2015.

Rires et relativisme

Après les imprécations, Trump entend passer aux actes ce mercredi en présidant pour la première fois le Conseil de sécurité. « Je suis sûr que ce sera la réunion onusienne la plus regardée de l'histoire », a pré-



Donald Trump, à la tribune des Nations unies, mardi à New York.
NICHOLAS KAMM/AFP

dit Nikki Haley, l'ambassadrice américaine aux Nations unies. Le thème officiel porte sur « la prolifération des armes de destruction massive », mais c'est bien l'Iran qui est dans le viseur de Trump. L'intitulé a été élargi lorsque l'Administration s'est souvenue que les règles de l'ONU imposent de donner la parole à un pays figurant au centre d'un débat. Pas question pour Donald Trump d'être contredit en direct par Hassan Rohani. Il n'en a pas moins tweeté vendredi dernier : « Je vais présider la séance du Conseil de sécurité sur l'Iran ! »

L'objectif de Washington est de rallier l'ONU à sa politique de « pressions maximales » et de porter le coup de grâce à l'accord nucléaire de 2015. Depuis sa dénonciation unilatérale par Trump en mai, les autres signataires - Européens, Chine, Russie - tentent de le sauver en contournant les sanctions imposées par les États-Unis. Un premier volet punitif a visé le

secteur bancaire, début août, et des mesures additionnelles frapperont à partir du 4 novembre les exportations iraniennes de pétrole, que Washington veut réduire à néant. En étendant les sanctions aux entreprises étrangères commerçant avec Téhéran, l'Administration américaine n'entend pas laisser le choix de leur politique étrangère aux autres pays « souverains », un concept pourtant vanté à dix reprises dans son discours.

La rhétorique du chef de la Maison-Blanche semble accueillie avec plus de relativisme que l'an dernier par l'assemblée des nations. Au début de son intervention, des rires et quelques applaudissements ont ponctué sa description hyperbolique de ses triomphes depuis un an. Il a paru sincèrement étonné : « Je ne m'attendais pas à ça, a-t-il dit, mais c'est OK. »

L'an dernier, Trump avait menacé la Corée du Nord de « des-

truction totale » et ridiculisé « le petit homme-fusée » avec lequel il poursuit aujourd'hui « un dialogue constructif ». En juillet, au président Rohani qui lui recommandait « de ne pas jouer avec la queue du lion », il avait éructé sur Twitter en majuscules : « Ne menacez jamais plus les États-Unis ou vous paierez des conséquences comme peu en ont connu dans l'histoire ! » Plus posément, il a tweeté mardi matin : « En dépit des demandes, je n'ai pas l'intention de rencontrer le président iranien. Peut-être un jour futur. Je suis sûr que c'est un homme absolument charmant ! » Rohani a démenti avoir sollicité un rendez-vous.

Washington affirme qu'un changement de régime à Téhéran n'est pas l'objectif officiel de sa politique. Mais on n'en est pas loin. En mai, le secrétaire d'État, Mike Pompeo, avait dressé une liste de douze exigences devant mener à « un changement massif de comportement » des mollahs. Avec sa candeur habituelle, Rudy Giuliani, l'avocat du président, a déclaré le week-end dernier : « Je ne sais pas quand on va les renverser, mais ça va arriver. » Avant d'être dans l'Administration, Mike Pompeo,

ainsi que John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale, plaident ouvertement pour leur renversement. Vendredi, le département d'État présentera à New York son « plan pour soutenir les voix indépendantes en Iran qui veulent installer la démocratie dans leur pays ».

Une cinquantaine d'experts américains de politique étrangère ont dénoncé une politique « qui ne laisse à Téhéran que le choix entre la capitulation ou la guerre ». Interviewé samedi sur CNN, Mike Pompeo n'a pas exclu une confrontation directe si des milices pro-iraniennes s'en prennent aux forces américaines au Moyen-Orient : « Nous avons prévenu la République islamique qu'utiliser une force supplétive pour attaquer les intérêts américains ne nous retiendra pas de répondre à la source primaire. C'est l'Iran qui sera tenu pour responsable de tels incidents. » Avec une implication sur la présence américaine en Syrie. « Nous ne partirons pas tant que des troupes iraniennes sont hors des frontières de l'Iran, et cela inclut leurs milices et supplétifs », a déclaré Bolton à New York. Trump a réaffirmé que les États-Unis « répondraient si des armes chimiques étaient de nouveau déployées par le régime d'Assad ».

Par contraste, les responsables militaires américains ont tenu à

préciser qu'ils n'avaient aucun projet d'intervention armée contre le régime de Nicolas Maduro au Venezuela, après que Trump l'a également dénoncé mardi comme

« brutal et corrompu », annonçant de nouvelles sanctions contre l'épouse du président, le vice-président et le ministre de la Défense. Après son discours, il a laissé en-

tendre que Maduro pourrait être « renversé très rapidement » par l'armée vénézuélienne. ■

LE FIGARO

mercredi 26 septembre 2018

La tension franco-iraniennne pèse sur le maintien de l'accord nucléaire

COMMENT sauver l'accord nucléaire iranien ? Ou plutôt ce qu'il peut encore en être préservé, en attendant une deuxième série de sanctions américaines, à partir du 4 novembre, contre le pétrole, principale ressource de l'Iran ?

Lundi, les Européens ont annoncé la création d'un système de troc pour échapper à ces nouvelles sanctions, qui vont aggraver la crise de l'économie iranienne, trois mois après une première vague, qui avaient notamment porté sur les transactions financières en dollars et le secteur de l'automobile. Il s'agit d'une bourse européenne d'échanges à partir de la vente du pétrole iranien. Si, par exemple, l'Iran vend du pétrole à l'Espagne et l'Allemagne des machines-outils à Téhéran, la somme correspondant à la livraison du pétrole servirait directement à payer le fournisseur allemand. Un mécanisme qui immunise acheteurs et vendeurs en évitant des transactions en dollars qui pourraient les exposer à des sanctions américaines. « Encore faudrait-il que les sociétés françaises acceptent d'aller prendre des risques en Iran ? », constate, pessimiste, un avocat, qui s'intéresse au marché iranien.

Hasard du calendrier, lundi également, la banque publique d'investissement, Bpifrance, a suspendu, de son côté, ses travaux visant à créer un dispositif d'accompagnement des exportations françaises en Iran, alors que les grandes sociétés, comme Total et Peugeot, ont déjà plié bagage. « Les conditions ne sont pas réunies, les sanctions sont punitives pour les entreprises », a fait valoir Nicolas Dufourcq, le directeur général de Bpifrance.

Ce recul risque d'irriter Téhéran. « Nous comptons sur les Européens pour mettre en échec la politique américaine », affirmait un haut responsable iranien de passage à Paris il y a dix jours. La France milite pour la survie de l'accord nucléaire, mais répète à l'Iran qu'il doit « arrêter (son) chantage » à la sortie de l'accord, si jamais les

Européens n'en font pas assez pour le préserver. Ce sont les mots rugueux utilisés par Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères, devant son homologue iranien, Javad Zarif, le 6 juillet à Vienne.

“ Nos services ont reçu une grande quantité d'informations de leurs homologues israéliens sur l'opération que le Mossad a réussie en janvier en emportant de Téhéran des tas de documents du dossier nucléaire ”

UN DIPLOMATE FRANÇAIS

Au-delà de l'accord nucléaire, que Paris - comme Washington - souhaite muscler sur le long terme, la France veut que l'Iran accepte d'ouvrir des négociations sur ses missiles balistiques et son influence régionale, en premier lieu en Syrie et au Yémen. Mais l'annonce d'une extension des pourparlers par Emmanuel Macron lors de la précédente Assemblée générale de l'ONU avait déjà agacé Téhéran. Une irritation qui se traduit par l'accueil glacial réservé à Jean-Yves Le Drian en mars lors de sa visite à Téhéran.

Depuis, Emmanuel Macron et Hassan Rohani se sont parlé à plusieurs reprises au téléphone. Mais fin juin, l'attentat manqué contre les opposants, les Moudjahidins du peuple, réunis en banlieue parisienne, a douché les espoirs d'une véritable relance des relations bilatérales. « Nous sommes convaincus que des cercles du pouvoir iranien sont derrière », confie au Figaro un haut responsable du Quai d'Orsay.

Il s'agirait de radicaux hostiles à la politique d'ouverture du président modéré Hassan Rohani. Pour Paris, même si Rohani et Javad Zarif sont « les premières victimes » de cet attentat manqué, « il s'agit d'un



Emmanuel Macron, lors de son discours à l'ONU, mardi.
DON EMMERT/AFP

inacceptable retour trente ans en arrière », lorsque l'Iran faisait payer à la France son soutien militaire à l'Irak de Saddam Hussein, qui avait déclaré la guerre à l'Iran. Cette fois, c'est l'abri donné par la France aux Moudjahidins du peuple, secte islam-marxiste, sans représentativité en Iran, qui nourrit la colère des responsables iraniens, toutes tendances confondues.

Pour manifester son mécontentement, Paris a suspendu la nomination d'un ambassadeur en Iran, et demandé à ses agents de ne pas se rendre en République islamique. Emmanuel Macron attendait de son entretien mardi avec Hassan Rohani que ce dernier lui donne des éléments pour apaiser la grogne française sur ce point.

Depuis le début de cette affaire, Téhéran accuse des services ennemis, le Mossad israélien en particulier, d'avoir monté cet attentat avorté. L'Iran s'agace que la coopération entre services de renseignements français et israéliens fonctionne bien. « Nos services ont reçu une grande quantité d'informations de la part de leurs homologues israéliens sur l'opération que le Mossad a réussie en janvier en emportant de Téhéran des tas de documents du dossier nucléaire », révèle

au Figaro un diplomate français. Bref, un voyage d'Emmanuel Macron en Iran est reporté aux calendres grecques. « Dans l'hypothèse où la France et l'Union européenne tarderaient à mettre en place un dispositif de protection de nos entreprises, on peut craindre la remontée en puissance sur le marché iranien de pays moins liés aux États-Unis, tels la Chine, la Russie, l'Inde et la Turquie », peut-on, toutefois, lire dans une récente note du Trésor. ■

G. M.

Sous pression de ses ennemis, Téhéran freiné dans son expansion



JOOST HILBERMAN
INTERNATIONAL CRISIS GROUP

Arabie et Émirats doivent aller vite, car ils ne sont pas sûrs de disposer longtemps encore d'un président américain aussi dur contre l'Iran
CRISIS GROUP

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

« QUE vous le vouliez ou non, l'Iran fait peur », avait lancé Emmanuel Macron l'an dernier lors de sa première rencontre avec le président iranien, Hassan Rohani, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York. Le chef de l'État pointait le rôle « déstabilisateur » de Téhéran en Irak, en Syrie, au Yémen et au Liban, où la République islamique opère via des relais locaux qui lui sont proches.

Depuis, tout en se retirant de l'accord nucléaire de 2015, l'Administration américaine, appuyée par ses alliés des monarchies sunnites du Golfe et Israël, a décidé de rogner les ailes de l'Iran chiite, hors de ses frontières. Mais pour l'instant, alors qu'à l'intérieur du pays, les pressions asphyxient l'économie, le résultat de ce contournement est plus que mitigé.

L'attentat meurtrier de samedi à Ahvaz (Sud-Ouest) risque de renforcer les durs en Iran, mais aussi chez les ennemis saoudiens, émiriens et israéliens. Une chose est sûre : cet attentat, qui a tué une

douzaine de gardiens de la révolution et de nombreux civils, entraîne une montée des tensions dans le Golfe. Les pasdarans ont promis une vengeance « mortelle et sans pitié ».

Tentative de fragmentation

Leurs ennemis en Iran ont vu leurs ressources augmenter. Nezal, l'un des groupes séparatistes du Front national de résistance du Ahvaz, a lancé, en début d'année, une chaîne satellitaire, qui a intensifié sa propagande. Pour le spécialiste Ali Vaez, leur activisme croissant « laisse penser qu'ils ont acquis de nouvelles ressources qui leur auraient été fournies, selon les accusations iraniennes, avec l'encouragement des États-Unis ». L'ayatollah Ali Khamenei, le détenteur du pouvoir suprême, a accusé l'Arabie et les Émirats arabes unis d'avoir financé les assassins d'Ahvaz. « Ces groupes ont probablement reçu un appui logistique de l'extérieur », constate un militaire français.

En Arabie saoudite, où l'on se félicite d'avoir pris le dessus face à

l'Iran grâce au soutien de Trump, le prince héritier Mohammed Ben Salman ne se cache pas pour affirmer : « Nous n'allons pas attendre que la bataille (d'influence entre Téhéran et Riyad au Moyen-Orient, NDLR) soit en Arabie ; nous allons travailler pour qu'elle atteigne l'Iran. » En vue d'un changement de régime ? « Non », répondent Washington et Abu Dhabi, alors que Riyad se tait. Le trio parie plutôt sur « une syriacisation », une fragmentation de l'Iran sur le modèle syrien, initiée par les sanctions qui entraînent des manifestations à travers le pays et avivée par les minorités ethniques, souvent hostiles au régime, dont les membres (Kurdes à l'Ouest, Arabes au Sud-Ouest et Baloutches au Sud-Est) sont installés aux frontières du pays. Ce qui facilite la pénétration d'influences hostiles au pouvoir.

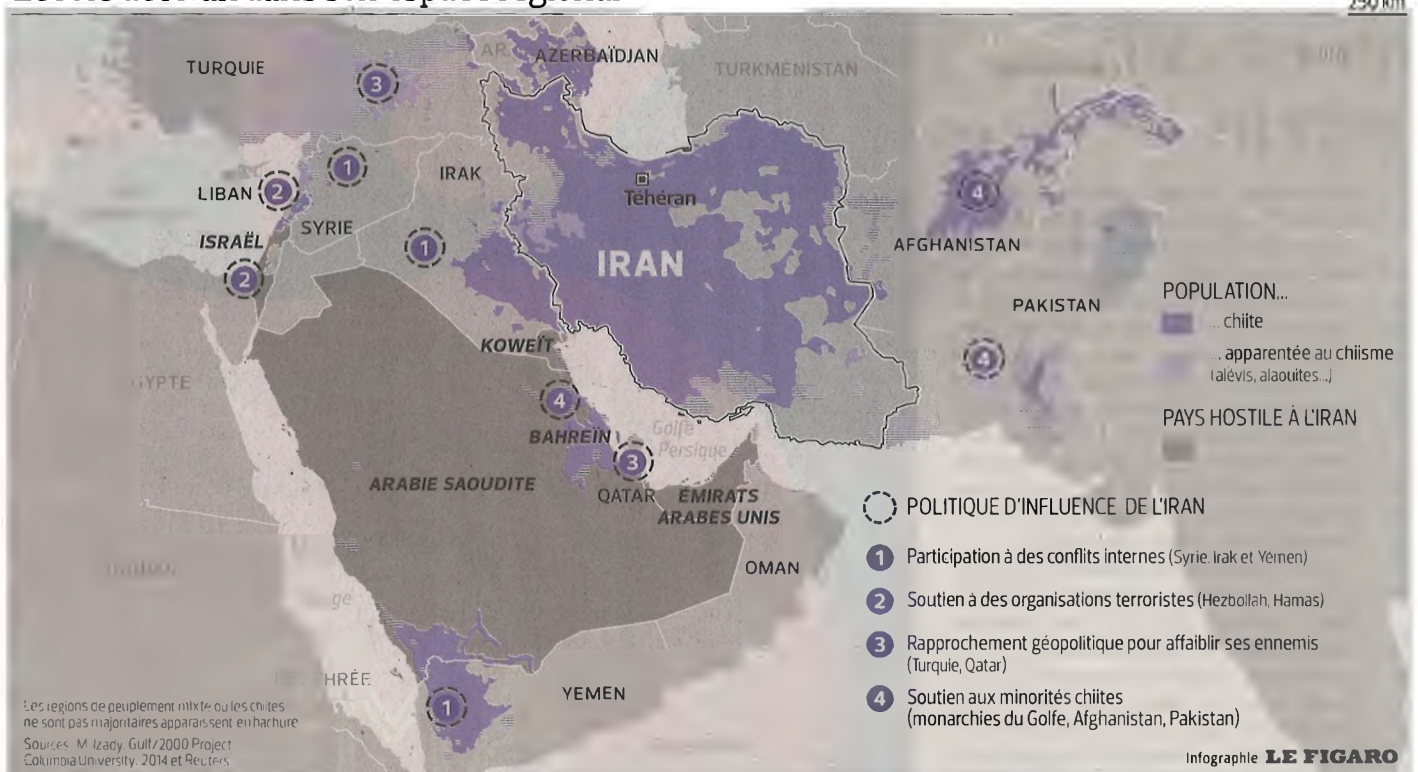
Si « l'Arabie et les Émirats poussent l'Administration Trump à faire reculer l'entrisme iranien au Moyen-Orient, c'est parce qu'ils ne peuvent affronter seuls les missiles iraniens ou ses milices », observe le chercheur Joost Hilberman de

l'International Crisis Group. « Ils doivent aller vite, ajoute-t-il, car ils ne sont pas sûrs de disposer longtemps encore d'un président américain aussi dur contre l'Iran. »

Dans l'immédiat, l'attaque d'Ahvaz, revendiquée par l'État islamique, renforce les ultras du pouvoir iranien, gardiens de la révolution en particulier, plus que jamais avides d'arracher du guide suprême plus d'argent et de libertés pour leurs actions au Moyen-Orient. Au grand dam du président Rohani, qui a échoué à réduire leur influence.

En Syrie, où Israël a frappé à plus de 200 reprises des cibles ira-

Le rôle de l'Iran dans son espace régional



niennes et libanaises sans essayer de riposte, « la patience de Téhéran a des limites », prévient Joost Hilterman, qui redoute un incident dans le Golfe. Surtout après le 4 novembre, lorsque les États-Unis auront intensifié la pression pour empêcher les clients de l'Iran d'acheter son pétrole. « Un mouvement dangereux », a averti à New York Hassan Rohani, alors que Téhéran menace de fermer le détroit d'Ormuz.

Chez son allié Bachar el-Assad, l'Iran est dans le camp des vainqueurs mais sa position est fragile. Sous pression russe, l'Iran a dû s'éloigner de la frontière avec Israël. En échange, Téhéran avait demandé aux Américains de se retirer de leur base d'al-Tanf, à la frontière jordanienne. Mais en

vain. Via Damas, Téhéran tient à garder un lien stratégique avec son allié libanais du Hezbollah. Et comme la Russie, l'Iran veut un départ américain du Nord-Est syrien, où les GI soutiennent les Kurdes, alliés dans la guerre contre Daech.

La situation est au moins aussi délicate en Irak, où Téhéran a installé ses pions depuis la chute en 2003 de son ennemi Saddam Hussein. Les chiïtes irakiens ne sont pas pro-iraniens. Mais la solidité des liens tissés avec certains de leurs leaders permet à Téhéran de peser sur la donne politique, comme l'a montré la récente désignation d'un nouveau président du Parlement, proche de la République islamique.

Missiles chiïtes en Irak

Les États-Unis tiennent désormais Téhéran responsable des attaques contre leur ambassade à Bagdad et leur consulat à Bassora, via des milices chiïtes pro-iraniennes. Entre Tigre et Euphrate, une montée des tensions irano-américaines est à craindre. Début septembre, Reuters révélait que Téhéran avait livré des missiles de courte portée à des milices chiïtes pour qu'elles ripostent contre les monarchies du Golfe en cas d'attaques visant l'Iran.

De leur côté, les Émirats arabes unis soupçonnent que des miliciens chiïtes irakiens pro-iraniens aient été transférés au Yémen, où l'Iran aide déjà les rebelles houthistes qui tirent des

missiles sur le territoire saoudien. « L'investissement iranien en hommes et en armes est réduit mais le bénéfice est maximum. L'Arabie est embourbée », constate un diplomate français.

Le Yémen n'est toutefois pas stratégique pour l'Iran. Signe que le pays est prêt à transiger, des négociations ont déjà eu lieu entre Iraniens et Européens. Malgré ses atouts, l'expansion iranienne atteint désormais ses limites. Signe d'un certain inconfort, Hassan Rohani n'a pas exclu lundi des pourparlers avec le « Grand Satan » américain, si Donald Trump revenait dans l'accord nucléaire. ■

TheNational

September 24, 2018

Kurdish parties nominate rival candidates to Iraq's presidency

Mina Aldroub September 24, 2018
<https://www.thenational.ae>

Parliament expected to vote for the post next week

Kurdistan's top political party nominated Fuad Hussein as their candidate for Iraq's presidency, aligning him against former deputy Prime Minister Barham Salih for the largely ceremonial post.

The Democratic Party of Kurdistan (KDP) nominated Mr Hussein, a former chief of staff to the previous Kurdish President Masoud Barzani, on Monday. The rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK) named Mr Salih as their choice last week, asserting that the ceremonial post should be held by one of its members.

An informal power sharing agreement in Iraq divides top roles in government between the predominant ethnosectarian groups: the prime minister is a Shiite Arab; the speaker of parliament a Sunni Arab; and the president a Kurd.

The two dominant Kurdish political parties have been unable to agree on a nomination for the president, something that threatens their usually united front in Baghdad.

"We are optimistic to reach an agreement to have one Kurdish candidate," KDP member Janghis Awakalay said. "We believe he [Fuad Hussein] has a better chance at winning and serving the nation as he is the stronger candidate."

Parliament is expected to vote for the president on October 3.

The PUK nominated Mr Salih last Wednesday. He had left the party last year to form his own political party, the Coalition for Democracy and Justice (CDJ).

WHO IS FUAD HUSSEIN?

Mr Hussein was the chief of staff to former



Barham Salih, founder of the Coalition for Democracy and Justice (CDJ), has been nominated as the sole Patriotic Union of Kurdistan (PUK) candidate for the Iraq presidency.

President Barzani.

He was born in the town of Khanaqin but lived much of his life in Baghdad and the Netherlands. He has a doctorate in international relations.

He has previously said he believes the dissolution of Iraq and the formation of a Kurdish state is "inevitable."

"We believe his experiences can resolve the outstanding issues between KRG and federal government and safeguard the constitution," Mr Awakalay told The National.

The KDP is currently the largest political party in the autonomous Kurdistan Region of Iraq. It won 25 seats in May's national elections, and a presidential candidate must have its approval before being elected by parliament in Baghdad.

"Mr Hussein is an independent figure, who is capable and enjoys good relations with all political parties in Kurdistan and also in Iraq. He is experienced and has worked for the Kurdish



Fuad Hussein, the chief of staff for the Kurdistan Region Presidency (KRP), speaks to press at The Arab Inter-Parliamentary conference in Erbil, Iraq. The Nation

cause and with the Iraqi opposition against the former regime," a Kurdish official told The National, speaking on condition of anonymity.

The PUK has held the presidency since 2005, first the late Jalal Talabani and then current president Fuad Masum.

"The KDP believes that 12 years is enough for the PUK to have this position, and specially with election results, the KDP sees itself entitled to have this position with someone who is capable and can deliver and play a positive role," the official said.

In addition to Mr Hussein's nomination there are six other candidates, including a woman, running for the post.

Sarwa Abdul Wahid announced on Sunday her candidacy for the post, making her the first woman to run for the position in Iraq. Ms Wahid was a critic of the region's independent referendum last September.

Two other Kurds – former Goran MP Sardar Abdullah and Iraq's ambassador to Rome Omar Barzinji – have also nominated themselves. ●

Turkey's difficult mission in Idlib

Sebnem Koser Akcapar

ISTANBUL On Sept. 17, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey struck a deal with President Vladimir Putin of Russia to delay an all-out assault on Idlib, the last rebel stronghold in Syria, where three million people live and which shares a long border with Turkey. Mr. Erdogan and Mr. Putin agreed to establish a demilitarized zone nine to 12 miles deep between the rebels and the forces of President Bashar al-Assad of Syria.

By using his political capital to delay the attack on Idlib and a new wave of refugees, Mr. Erdogan has bought a window of reprieve for the residents of Idlib and staved off trouble on the Syrian refugee question in Turkey, where the initial hospitality toward the refugees has been replaced by weariness and resentment. Mr. Erdogan was aware that Turkey has reached the point of saturation on taking in more Syrian refugees.

Since 2011, Turkey took in around 3.5 million Syrian refugees and has spent \$30 billion with minimal international burden sharing. Turkey has followed the principle of “non-refoulement” and not pushed refugees and asylum seekers back to their homeland. Mr. Erdogan’s government has also granted Turkish citizenship to more than 60,000 Syrians, mostly those with higher cultural and economic capital.

A traditional emigration country since the 1960s, Turkish authorities have finally accepted that the country has become a destination country for

immigrants and refugees, with direct consequences on labor markets and other social institutions. In 2013, Turkey established the Directorate General for Migration Management to deal with migration flows, register asylum seekers for refugee status and supervise the humanitarian aspect of Syrian refugee settlement. It has granted Syrian refugees certain rights, including

If the agreement that delayed an assault on the Syrian province fails, Turkey and Europe will face a new wave of refugees and renewed threats of terrorist attacks.

free public health care and education. Around 600,000 Syrian children attend public schools, and some 17,000 Syrian students are being educated at Turkish universities.

Ninety-four percent of Syrian refugees in Turkey live in cities. Although there are 8,000 to 10,000 registered Syrian businesses operating in Turkey and about 25,000 Syrians are legally employed, Interna-

tional Crisis Group estimated that about a million Syrians are employed in the informal sector with minimal pay and no social security. In January 2016, Turkey issued a new regulation allowing registered Syrian refugees to apply for work permits, but the number of Syrians with formal work permits remains small.

Turkish generosity toward the Syrian refugees was partly motivated by their being coreligionists. The Islamic discourse of how the residents of Medi-

na helped the early Muslims led by the Prophet Muhammad, who migrated to Medina to escape prosecution in Mecca, led many Islamic civil society organizations to extend humanitarian aid to Syrian refugees in Turkey and in rebel-held areas of Syria like Idlib.

But over the years, resentment against Syrians refugees grew in Turkey. A survey carried out by the German Marshall Fund and Istanbul Bilgi University suggests that more than 85 percent of Turks, regardless of polarization in society, political affiliation and voting behavior, are united on the repatriation of Syrians.

Partly exacerbated by the economic

downturn in the country and partly by the public misperceptions that Syrians are stealing jobs and altering public culture, the welcoming attitude of many Turks has waned and led to sporadic incidents targeting Syrians in some areas.

Before the general elections in June, the Turkish government suggested that it would work to establish a safe corridor for the eventual return of Syrian refugees back to their homeland. In September, the Turkish interior minister declared that about 245,000 Syrians had voluntarily returned to Jarabulus, Afrin, Idlib and Mambij, which are outside of Mr. Assad’s control.

While the agreement between Mr. Erdogan and Mr. Putin has brought some relief, it would be difficult to carry out, and the danger of its collapse remains present and clear. Mr. Putin agreed to delay the operation but asked for the removal of “all radical terrorist groups” and “heavy weaponry” from the demilitarized zone by

Oct. 15 — a matter of weeks.

The separation of the civilian population and moderate opposition from terrorist groups is a fraught and difficult task, which would have to be carried out by Turkish and Russian forces. Already, Turkey, Russia and Iran have their forces stationed at observation points along the front line separating rebel groups and regime forces in Idlib.

Turkey is trying to use diplomacy and economic incentives to separate the pragmatic fighters from the hardened jihadists, who may choose to fight to the death using civilians as human shields.

Renewed fighting could lead to an enormous number of civilian deaths and a new wave of refugees toward Turkey. There is the fear of hard-line militants mixing with the refugees and entering the country. There is also the danger that the militants, including many with links to Al Qaeda, might resent the efforts to disarm them and launch terrorist attacks in Turkey and elsewhere in Europe.

In this brief window of calm, as world leaders are meeting in New York at the United Nations General Assembly, they must find fresh energy to step up both humanitarian assistance and work toward finding a political solution to prevent a humanitarian disaster in Idlib. If time runs out and the peace agreement collapses, both Turkey and Europe will have to face a new refugee crisis. ●

SEBNEM KOSER AKCAPAR is the director of Asia Center at Koc University in Istanbul and senior fellow at its Migration Research Center.



Demonstrators in the rebel-held city of Idlib, Syria, this month.

Le « soft power » nationaliste et religieux d'Erdogan

La Turquie, qui développe depuis dix ans une diplomatie d'influence, n'hésite pas à employer au besoin la force pour en préserver les acquis.



Des drapeaux turcs accompagnent l'arrivée du président Recep Tayyip Erdogan, jeudi à Berlin.

J. MACDOUGALL / AFP

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

C'EST LA FIERTÉ du pouvoir islamo-nationaliste turc. Un outil efficace au service de son influence politique et religieuse. Voilà maintenant dix ans que la Turquie de l'AKP mise activement sur un *soft power* à la fois moderne, panislamique et néo-ottoman pour étendre sa toile hors de ses frontières. Au début du mois de mai 2018, le ministre turc des Affaires étrangères en fit encore l'auto-promotion en affirmant que la Turquie « est le pays qui fait le meilleur usage du *soft power* dans le monde ». Devant un parterre d'étudiants de l'université Aydin d'Istanbul, Mevlüt Çavuşoğlu cita en exemple le succès de la compagnie aérienne Turkish Airlines - plus de 250 destinations internationales au compteur - et de l'incontournable Tika (Agence turque de coopération et de coordination), troisième pourvoyeuse mondiale d'aide au développement, derrière l'USAID américaine et son homologue chinoise. La preuve qu'aucun secteur n'échappe aujourd'hui à cette diplomatie d'influence à la turque...

« La culture en est l'un des principaux piliers », rappelle Jana Jabbour, auteur de l'ouvrage *La Turquie*. L'invention d'une diplomatie émergente (éditions

CNRS, 2017). Pour cette spécialiste de la Turquie, le *soft power* turc relève d'une réorientation évidente du pays vers le Moyen-Orient, à l'heure où il s'éloigne de l'Europe. « Avec les instituts culturels et linguistiques Yunus Emre (du nom d'un illustre poète soufi), ou encore les différentes bourses d'études offertes aux étudiants des pays arabes, la Turquie a développé depuis des années un véritable réseau de diplômés arabes. De retour au pays, ils mettent en place des associations d'amitié avec la Turquie et deviennent à leur tour des acteurs du *soft power* turc », constate Jana Jabbour.

Mais ce sont les fameux feuilletons télévisés turcs qui s'avèrent être les vecteurs les plus efficaces de l'influence d'Ankara. Entre thrillers politiques, séries romantiques oscillant entre tradition et modernité et grandes épopées glorifiant le passé ottoman, il y en a pour tous les goûts. « Les séries historiques, traduites en arabe et très regardées, permettent de ressusciter les heures de gloire de l'Empire ottoman et, par là même, celles du leadership turc et sunnite sur la région », relève Jana Jabbour. Ce phénomène audiovisuel, fruit

de productions privées, sert indéniablement les intérêts de l'État turc - lequel ne se gêne d'ailleurs pas pour intervenir s'il juge nécessaire de restaurer son propre récit. « Le gouvernement s'est ainsi autorisé à censurer un épisode de la série culte *Le Siècle magnifique*, consacrée à Soliman 1^{er}, dans lequel l'image du sultan avait été jugée trop libertine », observe la politologue.

La Turquie utilise les canaux ouverts par le *soft power* comme instrument de pression plus que d'influence

DOROTHÉE SCHMID,
RESPONSABLE
DU PROGRAMME
« TURQUIE ET MOYEN-ORIENT » À L'IFRI

Comprendre les origines du *soft power* turc, c'est se replonger dans les écrits d'un homme, Ahmet Davutoğlu. L'ex-ministre des Affaires étrangères (2009-2014), devenu ensuite premier ministre (2014-2016), est le théoricien d'une réorientation de la Turquie comme modèle d'influence sur la région. Son credo : en finir avec le statut de « pays déchiré » et se détourner de l'occidentalisme pour retrouver une certaine aura régionale basée sur une double identité turque et islamique. En témoignent les différentes initiatives menées en direction des minorités turkmènes d'Irak, de Syrie ou encore du Liban.

« Le *soft power*, qui passe aussi par l'humanitaire, s'illustre par l'aide au dé-

veloppement. Dans le village turkmène d'Aydamoun, au Liban, l'agence de coopération Tika a développé les infrastructures garantissant un accès à l'eau et à l'électricité. Elle a également mis en place des tests ADN gratuits en coopération avec le Croissant-Rouge pour prouver aux populations locales leurs origines turques », note Jana Jabbour. Ces initiatives vont de pair avec la rénovation de vestiges de l'Empire ottoman, y compris dans les Balkans, autre terrain de prédilection du soft power turc, où la Diyanet, l'Autorité religieuse, s'implique activement dans la construction de nouvelles mosquées. Elles font également écho au désir croissant du président Recep Tayyip Erdogan de s'ériger en protecteur de tous les musulmans persécutés - Ouïgours, Rohingyas birmans - et en défenseur de la cause palestinienne.

Mais les ambitions du chef de l'État turc, réélu en juin dernier, ont aussi leurs limites. En témoigne la faillite du « modèle turc », tel qu'il fut activement promu lors des révolutions du printemps arabe de 2011, à renfort de publications et de séminaires de formation. Car Ankara doit composer avec les fiertés et les sensibilités locales, comme le montre l'échec d'Ankara à convaincre le parti islamiste tunisien Ennahda d'imposer le turc comme langue obligatoire

dans les établissements scolaires tunisiens. Autre revers cuisant pour l'AKP : la scission consommée, depuis le putsch raté de juillet 2016, avec ses ex-alliés gülenistes, auxquels les pro-Erdogan avaient délégué le soft power éducatif.

Depuis, les autorités turques démultiplient les appels à faire fermer collèges et lycées de la confrérie, très prisés par les élites, notamment dans les Balkans et en Afrique. À l'occasion, elles n'hésitent pas à faire pression sur les autorités locales comme lors de l'arrestation puis l'extradition, en mai dernier, de six Turcs « gülenistes » résidant au Kosovo. Des méthodes qui se généralisent à d'autres voix jugées dissidentes : au mois de février, le conseil municipal de Sarajevo a ainsi renoncé à nommer « citoyen d'honneur » le célèbre écrivain et Prix Nobel de littérature Orhan Pamuk sur demande express d'Ankara.

« On s'éloigne du concept de puissance bienveillante, moderne et civile. Aujourd'hui, la Turquie utilise les canaux ouverts par le soft power comme instrument de pression plus que d'influence », observe Dorothee Schmid, responsable du programme « Turquie et Moyen-Orient » à l'Ifri. Pour elle, le retour progressif au hard power signale aussi les nouvelles orientations du pays. « Depuis l'engagement des forces armées tur-

ques en Syrie, on est revenu à une diplomatie de la force. Pour tenir son rang au Moyen-Orient, Ankara doit devenir une puissance militaire active », remarque la chercheuse. ■



BERND VON JUTZENKA/AP

On ne peut pas être musulman et laïque en même temps [...]. Le milliard et demi de musulmans attend que le peuple turc se soulève. Nous allons nous soulever. Avec la permission d'Allah, la rébellion va commencer

RECEP TAYYIP ERDOGAN
PRÉSIDENT TURC

LE FIGARO

vendredi 28 septembre 2018



ÉDITORIAL par Arnaud de La Grange adelagrang@lefigaro.fr

Ambitions impériales

Is sont loin les temps glorieux de Soliman le Magnifique, quand sur l'Empire ottoman le soleil se couchait lentement. Ses terres couraient alors des Balkans au Caucase, du Maghreb à la Corne de l'Afrique. Cette époque conquérante, Recep Tayyip Erdogan rêve pourtant de la faire revivre. Depuis son palais aux mille pièces, le président turc ne peut se contenter de régner en ses frontières. « Dans la nouvelle ère qui s'annonce, la Turquie s'élèvera au-dessus du niveau des civilisations contemporaines », a promis le reis. Pas moins.

Sa « Nouvelle Turquie » sera une puissance régionale - voire mondiale -, le nouveau pôle du monde sunnite rayonnant jusqu'en Europe et sur les terres d'Afrique. Les musulmans opprimés du monde entier ont désormais un protecteur, Erdogan. Son idéologie joue à la fois sur le nationalisme et l'identité religieuse. Et elle s'exporte. On connaît le pouvoir de nuisance du président turc sur le théâtre syrien, on sait aussi le chantage qu'il exerce sur l'Europe en jouant sur la vanne migratoire. Mais on a moins conscience du travail politique, idéologique et religieux des réseaux turcs en Europe et en Afrique.

Un des enjeux est de mobiliser les diasporas turques d'Europe au profit de l'AKP, le parti présidentiel. Cela passe par une myriade d'associations qui maillent les pays européens. Et, de plus en plus, par les mosquées, organisées, elles aussi, en réseau. Depuis l'année dernière, c'est un Turc qui préside le Conseil français du culte musulman (CFCM). Et en Allemagne, la Ditib, l'Union turque islamique pour la religion, gère quelque 900 mosquées, soit leur grande majorité.

Erdogan joue sur le nationalisme et l'identité religieuse

On connaissait l'activisme politico-religieux saoudien ou celui du Qatar. Celui de la Turquie est en train de prendre le relais. À la fin des années 1990, Erdogan avait été embastillé pour avoir lu les mots d'un poète nationaliste turc : « Les minarets seront nos baïonnettes, les coupes nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats. » Aujourd'hui, ces vers semblent devenus un programme. ■

Comment les réseaux turcs s'insinuent dans l'islam de France

Le nouvel empire ottoman est présenté comme une affirmation de l'islam face à un Occident décadent.

ISABELLE LASSERRE ilasserre@lefigaro.fr

DIPLOMATIE Longtemps, Tariq Ramadan et son parrain du Golfe, le Qatar, ont régné en maîtres sur l'islam de France. La chute de l'islamologue, en détention provisoire pour des accusations de viol, et les difficultés géopolitiques de l'émirat ont changé le paysage. « L'arrestation de Tariq Ramadan a provoqué une onde de choc chez les musulmans. La découverte de cette vie à rebours de ce qu'il professait a été ressentie comme une trahison par de nombreux fidèles », explique le préfet Gilles Clavreul, cofondateur du Printemps républicain et délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Profitant du vide laissé par l'effacement du Qatar, surtout depuis le rapprochement américano-saoudien, la Turquie s'est engouffrée dans la brèche.

L'islam politique turc est parti à la conquête de la France. Depuis plusieurs années, les réseaux turcs interviennent de plus en plus directement pour peser sur l'islam de France. Leur dernière attaque en date a visé le nouveau rapport - « La fabrique de l'islamisme » - publié par l'Institut Montaigne, qui dénonce la progression de l'idéologie islamiste chez les musulmans de France.

Dénonciation de « l'islamophobie ambiante »

En mai dernier, ils ont forcé des kiosquiers à retirer des affiches du *Point* pour protester contre la une du magazine consacrée au « dictateur » Erdogan. En 2017, ils ont pris la tête du Conseil français du culte musulman (CFCM), jusque-là piloté par des Maghrébins, en propulsant à sa tête un familier de l'entourage du président turc, Ahmet Ogras. Ils soutiennent financièrement et activement le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), proche des Frères musulmans qui luttent pour la

renaissance islamique et contre « l'emprise laïque occidentale ».

Considéré comme une dépendance officieuse de l'AKP d'Erdogan, le Parti égalité et justice (PEJ) s'adresse à la diaspora turque mais aussi à tous les musulmans. Aux dernières législatives, il a présenté une soixantaine de candidats, dont des femmes voilées. Dans son manifeste, le petit parti, qui assume sa proximité idéologique avec le Cojep, bras armé politique d'Erdogan, appelle à la suppression des lois contre le port du voile et dénonce « l'islamophobie » ambiante. Il rejette la politique d'assimilation et voudrait faire du communautarisme sa priorité, tout en regrettant les habitudes jugées libertines de la société française.

Diplomatie néo-ottomane

Les réseaux turcs font, enfin, de l'entrisme dans les conseils municipaux, les partis politiques et les universités. « Comme les Frères musulmans, les islamistes turcs exploitent les failles et les faiblesses de la société et de la démocratie françaises. Ils s'infiltrèrent dans les facultés, ciblent les étudiants dans le besoin, proposent aide aux devoirs et services à la personne dans les quartiers difficiles et organisent des séminaires sur les discriminations », explique une source proche du dossier. La France est-elle devenue la nouvelle plaque tournante des réseaux d'Erdogan ?

Au début, il s'agissait surtout, pour le président islamo-conservateur Erdogan, de lutter contre les réseaux de son ennemi Fethullah Gülen, qu'il accuse d'être à l'origine du coup d'État avorté de 2016. Deux ans plus tard, les 250 mosquées contrôlées par la Turquie résonnent toujours de prêches hostiles et d'appels à la violence contre les opposants d'Erdogan. Elles sont devenues des caisses de résonance pour les conflits qui déchirent la Turquie. La surveillance et le contrôle rapprochés de la diaspora, la mobilisation de l'élec-



Un meeting de soutien à Recep Tayyip Erdogan, organisé en mars 2017 à Metz, en présence du ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu. JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN/AFP

torat conservateur, via des meetings électoraux, visent à s'assurer que les Turcs de France votent « bien » aux élections comme aux référendums.

Mais le pouvoir turc a aussi investi massivement la scène religieuse française, visant plus largement que son électorat. La moitié - 151- des imams détachés, qui sont des fonctionnaires étrangers, sont turcs. C'est plus que les imams de l'Algérie et du Maroc réunis. « Erdogan voudrait exercer une magistrature d'influence sur le monde musulman. Il déploie son influence en soutenant les réseaux des Frères musulmans », explique Gilles Clavreul.

Enfin, Erdogan met aujourd'hui ses réseaux européens au service de son rêve de reconstituer une diplomatie néo-ottomane et de reprendre le leadership du monde musulman, en déshérence. « Il veut redevenir le phare de l'islam » commente un diplomate. Le récit national évoque une Turquie puissante qui aurait été colonisée par les Occidentaux. Le retour à un nouvel empire ottoman est présenté comme une lutte permettant l'affirmation de l'islam face à un Occident décadent et en croisade.

Souvent considérée comme le ventre mou de l'Europe, la France est une cible privilégiée de l'AKP d'Erdogan, qui allie un nationalisme à un islam politique de moins en moins modéré. Non seulement parce qu'elle accueille la plus forte communauté musulmane du continent, mais parce que son attachement au principe de laïcité fournit un prétexte aux idéologues religieux qui prétendent

l'accuser d'islamophobie. Son passé colonial est aussi un levier qui permet de mobiliser. Les réseaux d'Erdogan ne ciblent pas seulement les citoyens turcs mais aussi les Franco-Maghrébins en rupture d'intégration ou déstabilisés par des questions identitaires. L'influence turque progresse d'autant plus vite dans les milieux franco-maghrébins que la diplomatie ottomane d'Erdogan - son soutien au Hamas à Gaza, aux opposants syriens et aux Rohingyas de Birmanie ; sa dénonciation du « terroriste » Nétanyahou ou de la « passivité » de l'ONU - est fort appréciée.

Dans les quartiers populaires, le président turc est considéré comme un homme fort, capable de tenir tête et de résister à la France et à ses alliés et qui en outre parle plus fort que l'Arabie saoudite ou le Maroc.

Mais l'offensive, menée tous azimuts, touche aussi d'autres pays européens. L'Allemagne, bien sûr, qui compte la plus grande communauté turque du monde à l'étranger et dont la chancelière a été traitée de « nazie » par Erdogan. La Belgique, où les islamistes turcs resserrent leur emprise sur la communauté musulmane. Les Pays-Bas, où le gouvernement néerlandais a frôlé la crise diplomatique avec Ankara après avoir refoulé l'avion du ministre des Affaires étrangères turc et interdit un meeting électoral de l'AKP sur son sol en 2017.

Marwan Mohamed, une figure charismatique

La guerre a aussi été importée dans les organisations internationales. Proche de Tariq Ramadan et de certains imams salafistes, le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), véritable force de frappe en termes d'adhérents et de moyens financiers, a par exemple tenté

de faire annuler, au département droits de l'homme de l'ONU, le licenciement de la salariée voilée de la crèche Baby Loup, dans les Yvelines. À l'OSCE, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, des ONG islamistes prosélytes, qui interviennent également en France dans des mosquées fermées et radicales, utilisent la rhétorique de l'islamophobie pour avoir la peau des organisations gülenistes et pour pousser l'influence turque.

Ces réseaux turcs liés aux Frères musulmans ont une figure charismatique en France, celle de Marwan Mohamed, l'ancien chef du CCIF, qui épouse les vues d'Ankara. Anadolu, l'agence du gouvernement turc, lui fait régulièrement la courte échelle en soutenant son initiative controversée de « grande consultation des musulmans », sur Internet. À l'OSCE, où il fut chargé des dossiers islamophobie au département chargé de la lutte contre l'intolérance et la discrimination, il a longtemps fustigé la politique de la France à qui il demande de faire un examen de conscience et dont il combat la laïcité.

Alors que les musulmans se cherchent un nouveau porte-parole en France, certains considèrent Marwan Mohamed comme l'héritier spirituel de l'islamologue Tariq Ramadan, avec qui il partage la même ligne idéologique, y compris antisémite. L'ancien chef du CCIF exige l'abrogation de la loi sur le voile à l'école et s'insurge contre l'existence d'un « islam de France ». Il a attaqué les caricatures de *Charlie Hebdo*, défend le port du burkini, dénonce la « gestion coloniale des musulmans » en France et agite la rhétorique des droits de l'homme et de la discrimination dont seraient victimes les femmes musulmanes en France pour attaquer les principes de la république. Ceux qui

151
des 300 imams
étrangers
officiant en France sont
des fonctionnaires turcs

l'ont fréquenté décrivent la même « personnalité trouble » que celle de Ramadan, les excès sexuels en moins, ainsi qu'un CV rempli de zones d'ombre et de mensonges. Ce diffuseur de l'influence turque en France a en revanche une grande visibilité médiatique. « Comme Tariq Ramadan, il a trouvé des plumes compréhensives dans certains médias » regrette un spécialiste.

Ce « front du refus » qui défie la République française utilise les réseaux sociaux pour se diffuser et se consolider. C'est le rapport de l'Institut Montaigne qui le souligne : Tariq Ramadan possède deux millions de followers sur Twitter. Presque autant qu'Emmanuel Macron (2,5 millions). L'influence turque est aussi poussée sur Twitter par Faysam Ben Mohammed. Proche du CCIF, elle est soupçonnée par certains de travailler pour l'agence officielle turque Anadolu. La mouvance turque pro-Erdogan a également ses médias alternatifs, comme le site francophone medyatürk.info qui publie des articles anti-occidentaux ou la webtélé Média France TV. Mais si la France est si perméable à l'influence turque, c'est aussi parce qu'elle a pris conscience du problème plus tardivement que ses voisins. ■



SEPTEMBER 21, 2018

Car bomber kills 6, wounds 42 at restaurant in Iraq's Salahuddin

Kurdistan24.net September 12-2018

ERBIL (Kurdistan 24) – A suicide bomber driving an explosive-packed vehicle targeted a restaurant frequented by security forces in Iraq's Salahuddin Province on Wednesday.

According to the Associated Press, Saif al-Badr, Health Ministry spokesman, put the latest updated casualty numbers at six killed and 42 wounded.

The attack took place at the Qalaa restaurant, a favorite of local Iraqi forces and militia fighters, located on the Tikrit-Baiji highway in an area known as Hajjaj, near Kirkuk Province.

Reuters reported that most of those wounded were Iraqi tourists traveling in a bus that stopped at the restaurant. Iraqi media outlet Shafaq put the number of casualties at five killed and 30 wounded.

Although no group has claimed responsibility for the attack, the Islamic State (IS) is still active in the area, with sleeper cells regularly carrying out small-scale attacks.

In late August in the province, a militant wearing a suicide vest blew himself up, killing six and wounding seven members of the Hashd al-Shaabi, also known as the Popular Mobilization Forces (PMF). According to Colonel Khalil al-Sahn, the police chief of the Shirqat district, the early morning attack happened at the house of former Iraqi lawmaker, Adnan al-Ganam.

In mid-August, a twin bombing targeted the town of Sanjei, southeast of Mosul, with the first explosion killing a farmer and a tribal fighter. Colonel Ahmed al-Jabouri said that the second blast went off as "locals and tribal fighters gathered to help the victims," injuring 10.



The attack took place in the Qalaa restaurant, a favorite of local Iraqi forces and militia fighters, Salahuddin, Sept. 12, 2018. (Photo: Social media)

Despite Iraq declaring "final victory" over IS militants last December, the group continues to launch insurgency-style attacks, kidnappings, and ambushes in Iraq, including in the disputed provinces of Kirkuk, Diyala, and Salahuddin. ♦

Moi, Ramia, esclave de Daech

DOCUMENT Enlevée par l'État islamique, la jeune yézidie a été abusée à de multiples reprises. Extraits de son livre témoignage à paraître mercredi

La justice divine existe. Je l'ai su quand, dix jours après la mort d'Abou Leid, cette ordure d'Abou Harith, "mon mari" comme il disait, a été tué. Lui aussi a reçu une bombe sur la tête. Dieu lui a fait payer ses crimes et je suis à peu près certaine qu'il ne verra jamais la couleur du paradis dont il parlait si souvent. J'ai compris qu'il était mort en entendant les discussions entre ses gardes du corps éplorés. J'ai vraiment dû me retenir pour ne pas sauter de joie. Ces imbéciles m'auraient sûrement mis une balle entre les deux yeux, en se disant que les yézidis sont des êtres démoniaques. »

[...] « Il n'a fallu que deux jours pour que le suivant se présente. Il s'appelait Abou Saad, était un ami d'Abou Mokhtas. À ce que j'en ai compris, il occupait de hautes fonctions au sein du commandement militaire de Daech. Ils sont arrivés tous les deux chez Abou Harith, où je vivais. Au début, je ne savais pas avec lequel des deux j'allais repartir. C'est finalement ce petit être grassouillet et sans âge qui m'a prise avec lui. Bien sûr, je ne suis pas allée chez lui. Avec sa femme et ses enfants, il devait sûrement jouer au bon père de famille. Nous avons donc roulé une grosse dizaine de minutes, traversé le fleuve qui sépare Mossoul en deux, avant de nous arrêter devant une sorte de résidence au milieu d'un quartier aux rues étroites. Abou Saad, mon nouveau propriétaire, m'a conduite dans une chambre au premier étage. Les fenêtres et la porte qui s'ouvrait sur un balcon avaient été recouvertes d'un film opaque, plongeant la pièce dans une quasi-obscure. Quand je suis arrivée, le rez-de-chaussée était plein de combattants. »

« Avant 22 heures, je le sais, car à cette heure-là l'électricité est coupée dans la ville, il m'avait déjà affublée d'un nouveau nom. "Ce sera Aïcha", a-t-il lancé, en caressant sa barbe comme s'il avait fait preuve d'une folle originalité. Aïcha, la femme du Prophète... Lui aussi a voulu organiser notre mariage. Dans la chambre, j'ai trouvé une robe. J'ai refusé de la mettre jusqu'au moment où il a sorti une sorte de matraque aussi-



Ramia Daoud Ilias, le 27 septembre à Paris. Cette jeune yézidie irakienne est demeurée plus d'un an captive de l'État islamique en Irak. Elle avait 13 ans quand son calvaire a débuté. ERIC DESSONS/JDD

tôt brandie au-dessus de ma tête. "Qu'est-ce que tu veux d'autre ?, a-t-il vociféré. Tes parents sont morts, ton mari est mort. Je suis le seul à pouvoir m'occuper de toi et te protéger. Tu es seule, complètement seule maintenant ! Alors obéis-moi, espèce de salope ingrate !" Il ne comprenait rien. Il n'avait pas saisi que j'aurais préféré qu'il me tue. »

« Ce soir-là, comme tous les suivants, Abou Saad est venu dans ma chambre. Lui aussi m'attachait au lit, couleur rose bonbon. Mais sans me bander les yeux. "Je veux voir ton regard", me susurrail-il alors qu'il se vautrait déjà sur moi. Moi, je faisais exprès de clore mes paupières sauf quand il posait sa tête sur mon épaule en haletant. Là, je regardais le plafond, ce chandelier imitation cristal en suspension au-dessus de ma tête. Parfois, j'imaginai qu'il se décrochait et tombait sur lui, lui transperçant le cœur. »

« Après, je pouvais rester des heures sous la douche. J'avais beau me frotter, jamais je ne me sentais propre. C'était comme si son odeur avait imprégné le moindre pore de ma peau, comme s'il m'avait jeté de l'acide qui brûlait à la fois mon corps et mon âme. »

« Abou Omar Al-Chichani vient presque tous les soirs. Chaque fois, il me viole »

[...] « Et puis un midi, il y a trois jours, un de ses hommes est monté jusque dans la chambre où je vivais recluse. "Abou Saad est devenu shahid", m'a-t-il dit, comme s'il s'at-

tendait à ce que la mort de ce type abject m'attriste. Lui, un shahid, un martyr ? Il n'a eu que ce qu'il méritait. Je n'ai rien dit. En fait, ça ne m'a même pas rendue heureuse. »

« C'est comme ça que, cet après-midi, je me suis retrouvée avec un nouveau propriétaire. Abou Omar Al-Chichani [le Tchétchène]. C'est son nom. Un de ses gardes du corps

UN RÉCIT À DEUX VOIX

En août 2014, l'État islamique, étendant son emprise de part et d'autre de la frontière syro-irakienne, s'attaque au Sinjar, territoire du nord-ouest de l'Irak où vivent les yézidis turcophones. La famille de Ramia est capturée. Elle et sa mère sont réduites en esclavage, chacune de son côté : Adoul est vendue à de simples combattants, sa fille sert de jouet sexuel aux chefs de l'organisation djihadiste. Ramia parvient à s'enfuir en juin 2015, Adoul sera libérée contre rançon six mois plus tard. Malgré la souffrance et le poids des tabous, elles ont choisi de faire le récit de leur calvaire avec l'aide de deux journalistes, dont Antoine Malo, grand reporter au JDD. ●



PRISONNIÈRES
ADOUL ABDOU HALIL
ET RAMIA DAQUD ILIAS
AVEC LA
COLLABORATION
D'ALFRED
HACKENSBERGER
ET D'ANTOINE MALO,
STOCK, 222 P. 18,50 €

venu me récupérer me l'a dit. En me tendant une abaya et un hidjab, il m'a expliqué que c'est un homme important, le commandant militaire suprême de l'État islamique, l'un de ceux qui viennent juste après le calife Abou Bakr Al-Baghdadi. "T'as plutôt intérêt à être prête quand il va arriver." J'ai refusé de m'habiller. Et il est apparu. Je l'ai tout de suite trouvé effrayant avec son petit bonnet noir qui cachait de longs cheveux roux, sa barbe de la même couleur, ses yeux perçants, son corps trapu, ses épaules larges... "Qu'est-ce qui se passe ?", a-t-il demandé dans une langue censée être de l'arabe. "Fais pas d'histoires, mets ce hidjab, a-t-il poursuivi. Tu vas devenir ma femme, donc tu fais ce que je te dis." J'avais du mal à comprendre ce qu'il me disait, mais j'ai vite vu qu'il n'était pas le genre d'hommes auquel tu peux résister. J'allais devenir sa chose, la femme d'un chef de Daech. »

« Nous sommes sortis de la maison. Le crépuscule était déjà tombé. Un SUV Toyota nous attendait. Enorme, avec des vitres noires et des portières aussi lourdes qu'un bœuf. Je n'avais jamais vu un tel véhicule. [...] « Quelques minutes plus tard, nous sommes arrivés dans une sorte de complexe militaire. Après avoir passé un check-point, un garde nous a guidés jusqu'à un bâtiment de deux étages où nous sommes entrés par le sous-sol. "Amène-la au deuxième", a ordonné Al-Chichani au chauffeur avant de disparaître. Autour de nous, la cave était remplie d'armes. Jamais je n'en avais vu autant : des kalachnikovs, des obus, des grenades, des gilets pare-balles... Partout. "Ces hommes-là sont des guerriers", me suis-je dit. Puis ils m'ont mise dans l'ascenseur. »

« Deux heures maintenant que je suis enfermée dans cette grande pièce vide. Sur l'un des murs est accrochée une carte du monde où sont enfoncées des punaises de toutes les couleurs. Au pied est posé un gilet pare-balles. Le froid y est tel que, lorsque je respire, cela fait de la buée. »

[...] « "Allez, lève-toi, je vais t'emmener dans ta chambre." Celui qui vient de pénétrer dans la pièce me soulève par les aisselles. Il me porte jusque dans le couloir et me conduit devant une porte. "Entre." La chambre est assez belle avec ses murs blancs et ses meubles

rouge carmin. Je m'assois sur le lit, encore hagarde. Je m'endors. Pendant deux jours, je reste seule. »

« Le troisième jour, la porte s'ouvre. Une femme, avec une trousse à maquillage et un sac de voyage. Non, pas ça, pas maintenant ! Je n'en ai pas la force... Et, en même temps, je ne veux pas me débattre, ça ne sert à rien si ce n'est à prendre des coups. L'esthéticienne dit s'appeler Hafza. Comme les autres, elle me maquille, trop. Elle aussi me tire les

cheveux en arrière. Du sac, elle sort une robe de mariage blanche, sans manches. Elle me rappelle celle de ma poupée-sirène, avec laquelle je jouais quand j'étais petite. Quand nous sommes partis de Khanassor, je l'avais laissée sur une étagère de notre chambre. »

« Hafza s'éclipse après avoir fini son ouvrage. Abou Omar Al-Chichani lui succède. Il a enlevé son bonnet noir. Une rivière de cheveux roux dégouline sur ses

épaules. Il est encore plus impressionnant ainsi. [...] Il me donne un nom, encore un : Ruwan. Puis, devant mes protestations, comme les autres, il commence par une gifle. Je choisis de me taire. Qu'il fasse ce qu'il a à faire. Il est encore plus abject que les autres. Il me fait mal. Je ne crie pas. Deux ou trois fois, je murmure simplement "Maman !". Il n'entend pas. »

« Abou Omar Al-Chichani vient maintenant presque tous les soirs

et il tient à ce qu'on reste ensemble dans la chambre. Chaque fois, il me viole. Son odeur me dégoûte. Il a beau être habillé proprement, se doucher systématiquement après avoir abusé de moi, il pue. Lui dit aimer mes yeux et ma peau diaphane. L'autre jour, après qu'il m'a violée, il m'a même juré qu'il m'aimait. J'ai fondu en larmes. » ●

Le Journal du Dimanche

DIMANCHE 30 SEPTEMBRE 2018



LEADER DE LA SEMAINE

TARA FARÈS Blogueuse et ex-Miss, la jeune femme de 22 ans qui affichait un style de vie à l'occidentale a été tuée jeudi à Bagdad.

LE MANNEQUIN ASSASSINÉ QUI BOULEVERSE L'IRAK

Un signe supplémentaire de l'ultraconservatisme qui menace le pays

FACEBOOK DE TARA FARÈS

Tantôt brune, tantôt rousse, tantôt blonde, tatouée et manucurée, elle aimait afficher sur Instagram, auprès de ses 2,8 millions de fans, ses tee-shirts moulants et ses jeans troués. Son mode de vie, détonnant, était comme un pied de nez aux conservateurs, qu'elle combattait. Il lui a sans doute coûté la vie.

La mannequin Tara Farès, 22 ans, a été assassinée jeudi de trois balles alors qu'elle

roulait dans le centre de Bagdad au volant de sa Porsche blanche décapotable. Sa mort a suscité un vif émoi dans le pays, où de nombreux internautes ont fait part de leur désarroi. « Son seul crime, c'était d'avoir choisi la vie au mauvais endroit », rapporte un fan sur Twitter. Fille d'un Irakien et d'une Libanaise,

l'ex-Miss Bagdad voyageait souvent et se signalait rarement dans la capitale, où elle est pourtant née.

Le ministère de l'Intérieur a annoncé l'ouverture d'une enquête pour identifier les deux auteurs des tirs,

alors que d'autres femmes célèbres sont décédées ce mois-ci dans des circonstances inexplicables. C'est le cas de Rafeef Al-Yaseri,

chirurgienne plasticienne surnommée « la Barbie de l'Irak », et de Rasha Al-Hassan, propriétaire d'un salon de beauté à Bagdad. Mercredi soir, la mission

de l'ONU en Irak (Unami) s'est également alarmée de la mort d'une militante des droits de l'homme, Souad Al-Ali. ●

CAMILLE NEVEUX



TheNewArab

24 SEPTEMBER 2018

Erdogan wants to expand military presence in east Syria

24 September, 2018

<https://www.alaraby.co.uk>

The Turkish president has previously warned of new military operations against YPG forces, which control the Syrian region east of the Euphrates.

Turkey is looking to expand its presence in Syria by setting up "secure zones" east of the Euphrates river.

The country has already established secure zones in the northern town of Afrin, where its troops seized military control from Kurdish YPG forces. Turkey has since set up local systems of governance in the swathe of land under its control and protected by Turkish forces.

The YPG, which Ankara considers a terrorist organisation, also controls the Syrian region east of the Euphrates.

Turkish president Recep Tayyip Erdogan announced the plans in comments broadcast on Monday morning, Reuters reported.

"God willing, in the period ahead we will increase the number of secure zones in Syria, encompassing the east of the Euphrates," he said in a speech during a visit to New York, where world leaders have gathered for the UN General Assembly.

Erdogan has previously warned of further military operations against the YPG along the Syrian border and if necessary into northern Iraq, following Operation Euphrates Shield which targeted YPG fighters east of Afrin and Operation Olive Branch, targeting Afrin itself.

However an expanding Turkish operation where Kurdish forces are present risks a clash with troops of NATO ally the United States, which backs the Islamic State-fighting YPG forces.

Washington's coordination with YPG forces fighting IS in Syria has infuriated Ankara, which sees the Kurdish force as an extension of a militant group waging a decades-long insurgency in



The YPG has been Washington's main ally against IS in Syria, infuriating Erdogan [Getty]

southeast Turkey.

Rights group Amnesty International last month accused Turkish forces of allowing Syrian armed groups to commit major rights abuses in Afrin, which Turkish armed forces "turned a blind eye" to.

"These violations include arbitrary detentions, enforced disappearances, and confiscation of property and looting to which Turkey's armed forces have turned a blind eye," Amnesty said.

Last week, Syrian regime ally Russia and rebel backer Turkey announced a deal to impose a demilitarised zone in rebel-held Idlib, potentially averting a full-scale regime assault on the north-western province. ♦

These are not disposable allies

Aliza Marcus

The United States announced last month that it intends to keep troops in Syria to support Kurdish-led fighters there until the Islamic State has been completely routed and the area stabilized. Although this long-term commitment is critical, real stability and security can be ensured only by providing political recognition and practical support to the Kurdish administration governing northeastern Syria.

The United States has been backing the Kurds in Syria but has insisted on keeping the relationship strictly military. Since the first American weapons drop to Kurdish fighters besieged by the Islamic State in the Syrian town of Kobani late in 2014, Washington has focused on defeating the Islamic State and avoided statements or actions that could imply support for Kurdish autonomy or the Kurdish-led federation in Syria.

Today, largely thanks to the sacrifices of these Kurdish fighters from the People's Protection Units, known as the Y.P.G., Islamic militants have lost control over almost all of northeastern Syria, including their self-proclaimed capital, Raqqa. The last Islamic State stronghold, in Deir ez-Zor province, is under attack by Kurdish fighters and their umbrella Syrian Democratic Forces and will fall soon.

The Kurds now control more than a quarter of Syrian territory where an estimated 1.5 million to two million people live. They have created their own administration to govern and provide services. As part of their vision for a

decentralized and inclusive Syria, their institutions operate according to rules that promote equal participation for women and equal representation for ethnic and religious groups.

Governing has proved difficult. Bureaucrats and others in the Civil Service, who, according to Kurdish officials number some 190,000 people excluding the police, are often untrained and inexperienced. Combined with limited funding and the continuing battle with the Islamic State, the Kurdish-led au-

If the United States really wants stability in Syria, it needs to back the Kurds politically and practically, not just with weapons.

thority has found it hard to provide the necessary services to support the population and foster stability. The Kurdish region faces an additional challenge in the de facto embargo that is imposed on it by its neighbors and the rest of the world. Turkey has closed its border with the area and even blocked off portions of it with a concrete wall. Opportunities for trade with neighboring Iraq or the rest of Syria are severely limited. International aid, such as from the United States and Europe, goes mostly to refugee camps or the Arab areas around Raqqa or Manbij and ignores majority-Kurdish areas. This weakens the administration and paralyzes economic development.

Washington has hesitated to recognize the ruling authority as the legitimate governing body for the area it controls because the Y.P.G. and its main political arm, known as the P.Y.D. were created by the Kurdistan Workers'

Party, or P.K.K., the Turkish Kurdish group fighting a decades-old insurgency against Turkey. Both Turkey and the United States list the P.K.K. as a terrorist group.

There are good reasons to criticize the Kurdish leadership. The P.Y.D. and the associated political and military institutions exert tight control in northeast Syria. Its administration harasses opposition parties, few of which still operate.

Yet aiding the Kurds militarily and ignoring them politically doesn't promote a more politically tolerant society, nor does it encourage stability. The only way to build an alternative to the chaos and repressive dictatorship in the rest of Syria is through recognition of the Kurdish-led administration and active political engagement.

The United States can use its support as a lever to push for a more open system in the Kurdish-controlled areas. The United States can include opposition and independent activists in political meetings in northeastern Syria, and it can demand the administration lift regulations that impede activities by groups and individuals not part of the self-rule authority's affiliated political organizations.

At the same time, the United States and the European Union should help the Syrian Kurds on technical issues, such as water and sewage. They should help to train a professional bureaucracy that works on the basis of competence and skill rather than on party loyalty.

Political engagement could not come at a more critical time. President Bashar al-Assad has retaken control of most of Syria. He wants next to move against Idlib, the last major rebel stronghold, where some three million

people live. His planned assault was suspended last week — at least for now — under a deal brokered by his backer, Russia, and Turkey, which has supported rebel forces and fears a new influx of refugees. The Kurds, unsure of Washington's commitment to them, are hedging their bets. Although the Y.P.G. denied it would join an Idlib offensive, reports indicated that a token Kurdish force was prepared to take part. A Syrian regime assault on Idlib would help the Kurds by weakening Turkey, which this year invaded and occupied the Kurdish enclave of Afrin.

In the absence of American political support, the Kurds have had no choice but to make overtures to Russia — and to the Syrian regime. In July, a delegation from the Kurdish-led administration went to Damascus to start negotiations for a political settlement. An agreement seems far-off. The Kurds' basic demand for a decentralized Syrian



A flag depicting Abdullah Ocalan, founder of the Kurdistan Workers' Party, at a militia fighter's funeral in Kobani, Syria.

state that protects minority rights is not something Mr. Assad wants to accept. The lack of a political deal makes it that much harder for the Kurdish-led administration to create stable institutions.

It is the time for Washington to stop treating the Kurds as effective but

disposable partners in the fight against the jihadists. The Kurdish experiment in Syria, however flawed, is a possible route to long-term stability. With assistance and recognition, the United States can salvage part of Syria, give the Kurds the backing they need to demand a fair

settlement from Damascus and retain a base for future operations against violent extremists.

ALIZA MARCUS is the author of "Blood and Belief: The P.K.K. and the Kurdish Fight for Independence."

The Washington Post

September 30, 2018

Kurds in Iraq hold critical election amid competing visions of the autonomous region

By Mustafa Salim and Tamer El-Ghobashy
September 30, 2018
<https://www.washingtonpost.com>

BAGHDAD — Kurds voted Sunday in parliamentary elections for the first time since 2013, an effort to kick-start a stagnant political scene in northern Iraq that has been beset by competing visions for the future of the autonomous region.

The vote is the first since political infighting and a growing Islamic State threat shuttered the last parliament, setting off a fierce fight for control over the Kurdistan Regional Government between two dynastic political parties, the Kurdish Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

It is also the first time Kurds have gone to the polls after holding a referendum last year on independence from Iraq. Despite 94 percent of voters choosing to secede, the referendum failed to win international support and provoked a firm response from Baghdad that saw Kurdish territory and economic independence greatly reduced.

With the referendum fallout in mind, along with deeply held frustrations with the two-party politics that have dominated the region since it won semi-autonomy in 1991, many Kurds expressed apathy over Sunday's vote.

"I am not going to vote and waste my time for nothing," said Farouq Omar, a 31-year-old from the region's capital, Irbil. "We already voted in the referendum and saw the result: We lost what we had instead of winning anything."

According to Kurdish election authorities, numbers released after polls closed showed a turnout of 58 percent across the major provinces that make up Iraqi Kurdistan.

Long a favorite with American diplomats, military generals and politicians for its outwardly pro-Western stance and appetite for modernity, the Kurdistan region has been isolated since the 2017 referendum. The United States warned against holding the vote and supported Baghdad's military and economic measures that followed — including the retaking of oil-rich Kirkuk province by Iraqi troops and the banning of international travel.

Though relations with Baghdad have since improved, the disastrous fallout from the referendum accelerated splits between the KDP and PUK and within the parties themselves. Masoud Barzani stepped down as president of the Kurdistan government but retained control of the KDP.

The rivalries that emerged from the KDP-dri-



Political party flags are stretched over a roadway in an election campaign in the Kurdistan Region's province of Sulaimani.

ven referendum have become more intense and have seeped into politics in Iraq, which has struggled to form a government since elections in May.

For the first time since Iraq began holding elections in 2005, Kurds have nominated competing politicians for the post of president of Iraq, which is reserved for a Kurd under Iraq's informal power-sharing agreement. Although it is largely a ceremonial seat, Kurds have traditionally unified behind a PUK member for the job.

This year, the KDP has insisted on putting forward its own presidential candidate. The parliamentary speaker role goes to a Sunni, while the head of government, the prime minister, is reserved for a Shiite.

The competition for the presidency reflects growing disagreement among Kurdish politicians as they attempt to regroup from the referendum amid public outcry over economic hardships and a tightening space for political expression.

Since 2014, Kurdish leaders have responded to economic decline by rallying Kurds around the fight against the Islamic State while emphasizing the region's role in hosting hundreds of thousands of Iraqis displaced from their cities by the militant group.

"So now the next regional government will have to focus on how to actually build a functioning government and functioning substate," said Renad Mansour, an expert on Kurdish and Iraqi politics at Chatham House.

Sunday's election and the battle for the presidency of Iraq have highlighted the competing visions for the Kurdistan government.

The PUK has argued for better relations with Baghdad as a means to improve the fortunes of the Kurdish region, while the KDP has insisted that an independent Kurdistan would strengthen the Kurdish government's hand in revenue-sharing and security quarrels with the central government of Iraq.



Masoud Barzani, former leader of the Kurdistan Regional Government, casts his ballot Sunday in Irbil. (Stringer/AFP/Getty Images)

The competition in Baghdad over the presidency has contributed to a sense in the Kurdish region that Sunday's election is merely a formality and one that would entrench the KDP and the PUK as the dominant parties.

But for smaller opposition groups that have struggled to break into the system, Sunday's ballot is a critical test of their influence.

Gorran, also known as the Movement for Change, is seeking to improve on the 24 seats out of a total of 111 it won in 2013. Leaders from Gorran see Sunday's election as more open than previous contests, owing to popular discontent over poor governance that has seen public salaries unpaid or delayed and the economic and psychological effects of the failed independence push.

Gorran had initially opposed the timing of the referendum but eventually supported holding it in September 2017 amid intense political pressure.

Ayoub Abdullah Ismael, a Gorran lawmaker, said that the Kurdish government has been operating without oversight from parliament for more than five years and that his party would vigorously take on the role of watchdog while improving relations with the Iraqi government in an effort to release money Baghdad has routinely frozen as leverage over the Kurdistan government.

"This election will be the last chance to correct the political process in Kurdistan," he said. "We will try our best to break the ice with Baghdad for the sake of the people of Kurdistan."

◆◆◆

La pression redouble sur les djihadistes d'Idlib

Le groupe Hayat Tahrir al-Cham, fort de 12 000 à 15 000 combattants, serait prêt à évacuer la zone démilitarisée.



Manifestation antigouvernementale dans les rues de Maarat al-Nouman, vendredi dans la province syrienne d'Idlib.

GEORGES MALBRUNOT [@Malbrunot](#)

SYRIE Dans le nord-ouest de la Syrie, les rebelles djihadistes n'ont pas encore quitté la zone démilitarisée que Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan se sont engagés à créer lors de leur rencontre, le 17 septembre, à Sotchi. Ils ont encore quinze jours pour évacuer ce secteur longeant par le sud et l'est la dernière province syrienne entre les mains des opposants à Bachar el-Assad.

Pour éviter un échec, qui entraînerait une offensive militaire à haut risque pour tous les acteurs du conflit, négociateurs russes et turcs s'activent en coulisses. Les frontières de cette zone sans arme ont été délimitées. Mais de nombreuses interrogations demeurent. La principale concerne l'attitude des 12 000 à 15 000 djihadistes du groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTC), l'ex-branche syrienne d'al-Qaïda.

« La situation va dans le bon sens, HTC s'est engagé à respecter l'accord sans le dire publiquement », a confié à Reuters un responsable de l'opposition. Selon lui, des émissaires djihadistes ont contacté l'armée turque pour lui faire savoir qu'ils se conformeraient aux termes de l'accord.

Le 15 octobre, si l'arrangement est respecté, des soldats russes et turcs patrouilleront cette zone tampon, large de 15 à 20 km, d'où seront retirées toutes les armes lourdes, ainsi que les rebelles « d'orientation radicale ».

L'un de ces groupes radicaux, Huras al-Din - djihadiste, mais beaucoup moins puissant que HTC - a d'ores et déjà rejeté l'arrangement. Quant à leurs rivaux de HTC, qui contrôlent les deux tiers de la province d'Idlib, ils devraient faire connaître leur position dans les prochains jours. Leur maintien pourrait faire voler en éclats l'accord et entraîner une offensive militaire syro-russe qui provoquerait l'exode de mil-

liers de réfugiés. À quinze jours de l'expiration de la date butoir, la balle est dans le camp turc.

« Les Turcs vont-ils traiter militairement les djihadistes ? », a demandé un opposant syrien à des émissaires russes venus le voir. « C'est le problème de la Turquie », lui ont répondu ces derniers. Poutine a dit à Erdogan, selon le récit que lui ont fait les émissaires russes de leur tête-à-tête : « Nous savons que vos services de renseignements exercent un pouvoir au sein des directions de toutes les factions armées, c'est à vous de trouver le meilleur moyen de régler le problème dans l'intérêt de la Turquie. » D'ici au 15 octobre, la pression turque va donc redoubler sur les djihadistes. Ils représenteraient 70 % des insurgés installés dans cette zone démilitarisée, et sont donc visés par l'accord Poutine-Erdogan.

Un accord sur lequel le voile se lève. Le leader turc a demandé au Russe que des élections locales soient organisées dans cette province d'Idlib sous influence turque, comme il vient de s'en tenir ailleurs dans les municipalités syriennes sous contrôle de Damas. « Les Turcs voudraient que leurs alliés islamistes, Frères musulmans, les remportent, explique l'opposant, mais les Russes n'ont pas encore répondu à cette demande qui ne les enchante pas ».

Luttes fratricides

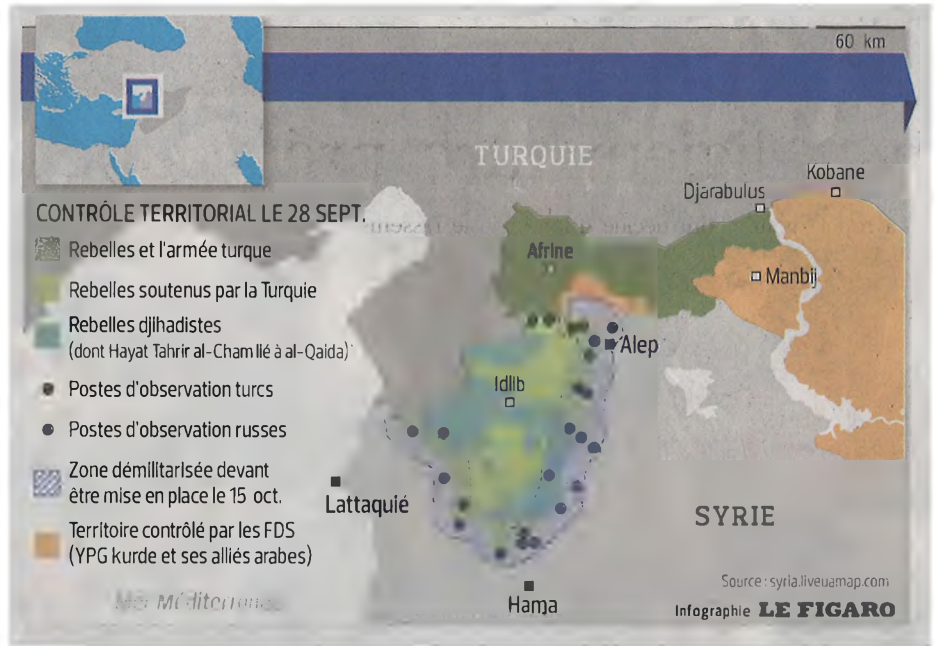
L'accord doit entrer en vigueur le 15 octobre, mais il n'est pas assorti d'un calendrier précis pour la suite. « Poutine et Erdogan se sont donné du temps pour que cet accord réussisse », décrypte l'opposant, ayant l'oreille de Moscou. Damas, de son côté, affirme que d'ici la fin de l'année, le pouvoir syrien aura recouvré sa souveraineté sur Idlib. « Tout comme nous avons vaincu partout ailleurs en Syrie, insiste le vice-ministre des Affaires étrangères, Faysal Moqdad, nous serons là aussi victorieux. Le message est très clair pour tous ceux que cela concerne : nous irons à Idlib, que ce soit par la guerre ou par des moyens pacifiques ». « Le régime, son armée et même de simples fonctionnaires ne reviendront pas à Idlib tant que cet accord restera en vigueur », rectifie, sur la foi des assurances russes, l'opposant à Bachar el-Assad.

La fermeté loyaliste risque d'entraîner des frictions entre Damas et Moscou. D'autant que le régime a transféré lundi plus de 400 djihadistes d'une zone désertique de l'Ouest syrien près de l'Irak vers l'est de la province d'Idlib. Objectif : alimenter les luttes fratricides entre factions rebelles.

Au cours de sa conférence de presse conjointe avec Poutine, le 17 septembre, Erdogan a évoqué « une nouvelle politique fondée sur le bon voisinage ». Mais avec qui ? Le gouvernement syrien ? L'Iran ? Profitant de cette crise d'Idlib, Moscou cherche à rouvrir un canal direct de communication entre Ankara et Damas, mais la Turquie estime qu'il est encore trop tôt.

« Pour Moscou, poursuit l'opposant, le bon voisinage turc signifie qu'il n'y aura pas de confrontation entre l'armée turque, ses alliés rebelles et l'armée syrienne pendant la période de validité de l'accord. Mais celui-ci ne concerne pas la région à l'est de l'Euphrate », où Ankara répète qu'il continuera de combattre ses ennemis numéro un, les combattants kurdes liés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Et lorsque l'opposant a demandé aux Russes si cet accord ne servait pas surtout les intérêts de Moscou et d'Ankara, ceux-ci ont répondu : « C'est vrai, nous avons des intérêts communs, des deux côtés, des compromis ont été faits. »

La Turquie a gagné un répit. Depuis des mois, les services turcs cherchent à « fondre » les djihadistes de HTC au sein du Front national de libération, qui rassemble d'autres opposants, islamistes pour la plupart, sous contrôle turc. Certains djihadistes ont accepté. Mais pas le noyau dur. Le jeu turc consiste maintenant à jouer les uns contre les autres. Verdict dans quinze jours. ■



SEPTEMBER 21, 2018

Iran has executed 44 Kurds in past six months: Report

Kosar Nawzad September 21-2018
Kurdistan24.net

ERBIL (Kurdistan 24) – In the past six months, Iran has hanged over 40 Iranian Kurds and sentenced just under a dozen other activists to death, according to a group reporting on human rights violations in the country listed as responsible for “more than half of all recorded executions in 2017.”

“The death sentences of 44 Kurdish citizens have been implemented in nine prisons” in the country, most of which were in “Urmia, Kermanshah [Kermanshan], and Karaj,” read a statement by the human rights organization Hengaw.

The rights group also added that 11 other political activists had been put on death row.



The human rights group Hengaw said that, in addition to those already executed, 11 other political activists have also been put on death row. (Photo: AFP)



Ameneh Ghaderi, mother of detained Iranian Kurdish activist Zaniar Moradi, and Amjad Hossein Panahi, brother of detained Iranian Kurdish activist, Ramin Hossein Panahi, make a statement from Marivan, Iran, on September 7, 2018.

Recent cases that garnered international attention were that of Ramin Hussein Panahi and two cousins Loghman and Zaniar Moradi who were executed on Sep. 08.

On the same day that all three were put to death, Iran carried out a cross-border missile attack on the headquarters of two Iranian Kurdish (Rojhilati) parties opposing the Islamic Regime in the Kurdistan Region's town of Koya, reportedly killing 15 people and injuring 42 others.

The two incidents inspired an organized general strike of shopkeepers and business-owners in the four Rojhilati provinces of Iran. On Sep. 12, the streets of Kurdish cities were deserted as locals attempted to show their solidarity with the families of the victims and their opposition to the regime's actions.

“People in Kurdistan will stage a peaceful general strike to show the brutal Islamist regime in Iran that we will not accept more military attacks against our political parties and executions of our political activists,” said Loghman H. Ahmedi, a senior member of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI) leadership, to Kurdistan 24 during the strike.

According to Amnesty International, among the 23 countries that carried out death sentences in 2017, “Iran executed at least 507 people.” At least 31 of those executions were public and at least five of those executed were under 18 years old. ♦

RUSSIE, TURQUIE ET IRAN: UNE MÉSALLIANCE TRIPARTITE

Les rencontres fréquentes entre les leaders russe, turc et iranien dans le contexte de la guerre civile syrienne ne peuvent voiler les différences d'intérêt profondes entre leurs pays.



David Bensoussan
30/09/2018
quebec.huffingtonpost.ca

La descente d'un avion russe à la frontière turco-syrienne a été suivie d'un embargo russe qui a affaibli l'économie turque. Il y a eu réconciliation, mais l'embargo n'a jamais été totalement levé.

güvenderim via Getty Images

La descente d'un avion russe à la frontière turco-syrienne a été suivie d'un embargo russe qui a affaibli l'économie turque. Il y a eu réconciliation, mais l'embargo n'a jamais été totalement levé.

Les rencontres fréquentes entre les leaders russe, turc et iranien dans le contexte de la guerre civile syrienne ne peuvent voiler les différences d'intérêt profondes entre leurs pays.

UN PASSÉ CONFLICTUEL

Trois grands empires, russe, ottoman et perse ont connu de grandes mutations au XXe siècle. La Russie communiste a été fédérée au sein de l'Union soviétique pendant 70 ans.

L'Empire ottoman a été réduit à la Turquie actuelle depuis 1922. Ennemi séculaire de la Russie, l'Empire ottoman fut qualifié «d'homme malade de l'Europe» par le tsar Nicolas Ie; il fut démembré à partir du XIXe siècle pour céder la place à des républiques indépendantes en Europe et à des protectorats français, anglais et italien au Proche-Orient et en Afrique du Nord. Les victoires d'Atatürk ont arrêté le morcellement de l'Empire ottoman, donnant naissance à la Turquie moderne sans donner au Kurdistan ou à l'Arménie la place qui leur revenait.

La Perse (l'Iran) est entrée plusieurs fois en guerre pour juguler l'expansion de l'Empire ottoman à ses frontières ouest et nord et des guerres russo-persanes se sont tenues au XIXe siècle; l'Iran est devenu République islamique en 1979.

RUSSIE ET TURQUIE

La descente d'un avion russe à la frontière turco-syrienne a été suivie d'un embargo russe qui a affaibli l'économie turque. Il y a eu réconciliation, mais l'embargo n'a jamais été totalement levé. La Russie, qui exporte cinq fois plus qu'elle

importe de Turquie, fait pression sur ce pays pour qu'il s'équipe d'un système de défense anti-aérienne russe (S-400). Cela constitue un souci majeur pour l'OTAN; la livraison d'avions furtifs F-35 à la Turquie et la production d'une partie de ses composants en Turquie même sont remises en question.

“ De son côté, la Russie n'est pas mécontente d'affaiblir la cohésion de l'OTAN dont les pays membres sont désenchantés du virage autoritaire et islamiste que lui a imprégné le président Erdogan.

La Russie soutient le dictateur syrien et a obtenu une base navale et terrestre sur la côte syrienne, mais la Turquie s'oppose au régime syrien et soutient des rebelles. Près de 3,5 millions de réfugiés syriens ont trouvé abri en Turquie et il est à craindre que l'ultime assaut d'Iblid à 35 kilomètres de la frontière turque ne se termine avec un nouveau flot d'émigrants.

Obsédée par la perspective d'une autonomie de sa minorité kurde en expansion, la Turquie a tout fait pour empêcher l'affirmation kurde et a envahi le nord-ouest de la Syrie peuplé de Kurdes. De temps à autre, la Russie reçoit officiellement des représentants kurdes, ce qui exaspère Ankara qui se plie alors aux exigences moscovites.

RUSSIE ET IRAN

L'État impérial d'Iran a été loti en zone d'influence anglaise et russe durant la Seconde Guerre mondiale. L'URSS a soutenu une république kurde au nord de l'Iran et une république azérie dans l'Azerbaïdjan iranien. Ces républiques n'auront pas fait long feu.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Union soviétique s'est retirée de l'ensemble du territoire iranien, s'est implantée en Égypte, en Irak et en Syrie, mais sans jamais pouvoir dominer les principaux pays pétroliers de la région. Elle a soutenu Saddam Hussein durant la guerre irako-iranienne, mais a fini par développer une coopération étroite avec la République islamique, notamment sur le plan nucléaire.

L'Iran a permis aux avions russes d'utiliser des bases au nord de son pays en direction de la Syrie, mais le gouvernement irakien qui bénéficie d'un certain appui américain refuse le pas-

sage d'avions militaires russes au-dessus de son territoire.

“ La Russie ne s'oppose pas au bombardement de cibles iraniennes par Israël.

La Russie ne s'oppose pas au bombardement de cibles iraniennes par Israël. Pour la Russie, l'embargo décrété contre l'Iran élimine la compétition européenne sur le marché iranien. En outre, la baisse des capacités d'exportations de pétrole iranien bénéficie à la Russie qui est le plus grand exportateur de pétrole au monde après l'Arabie.

TURQUIE ET IRAN

La Turquie, pays sunnite «modéré», est rivale de la République islamique dominée par des mullahs chiites. Les deux pays s'accordent pour s'opposer au nationalisme kurde. L'Iran a des ambitions hégémoniques sur le Croissant fertile et c'est aussi le cas de la Turquie du président Erdogan qui ambitionne la grandeur ottomane passée.

La Turquie n'est pas intéressée par un voisin iranien détenant l'arme nucléaire. De fait, un mur est en construction le long de la frontière turco-iranienne. En outre, la Turquie souhaite écouler ses produits via l'Iran et la Syrie, ce qui entrera certainement en conflit avec l'Iran. Ce pays a «envahi» le marché irakien et veut faire de la Syrie un protectorat en y investissant des dizaines de milliards pour soutenir militairement le dictateur syrien et en armant le Hezbollah au Liban.

L'IMBROGLIO SYRIEN

Israël ne veut pas d'un contingent iranien en Syrie et il semblerait que les États-Unis et la Russie se seraient entendus pour que les milices chiites affiliées à l'Iran ne rentrent pas dans une bande de 80 km le long de la frontière d'Israël. Les États-Unis veulent éliminer l'ingérence iranienne dans l'ensemble des pays du Proche-Orient. La Russie et l'Iran aimeraient être chargés de la reconstruction de la Syrie et s'attendent à ce qu'elle soit financée par l'Occident.

La Turquie et l'Iran annoncent vouloir réaliser leurs échanges commerciaux en devises nationales plutôt qu'en dollars.

“ Toutefois, l'Iran et la Turquie ont ➔

► **une monnaie qui s'est considérablement dévaluée et il est peu probable que les achats et les ventes de pétrole ne suivent pas le cours du dollar.**

La Turquie importe 50% de ses produits pétroliers de l'Iran et les sanctions américaines qui toucheront également au pétrole iranien en novembre 2018 rendront la Turquie encore plus dépendante de la Russie. En prévision du durcissement de l'embargo américain, les grandes compagnies pétrolières occidentales se sont retirées de l'Iran. La Chine qui fait de plus en plus de gains sur le marché iranien a déclaré son intention ne pas augmenter ou réduire ses achats de pétrole iranien.

Les conférences de paix à Sochi et Assana parainées par la Russie tentent de court-circuiter les pourparlers de l'ONU à Genève, mais elles n'ont abouti à aucun compromis. Une zone de cessez-le-feu autour du dernier bastion rebelle à Idlib a été négociée entre la Russie et la Turquie, mais il reste à savoir ce qu'il en adviendra, car par le passé, les zones de désescalade ont été envahies par l'armée syrienne avec l'appui aérien russe. La Russie, la Turquie et l'Iran se

considèrent comme des puissances rivales, car leurs intérêts sont divergents.

QUI EST QUALIFIÉ DE TERRORISTE DANS CETTE RÉGION DU MONDE?

Pour tous les pays, c'est l'État islamique. Pour la plupart des pays sunnites, c'est la mouvance des Frères musulmans qui est néanmoins soutenue par la Turquie et le Qatar.

“ **Les régimes syrien et iranien incluent dans l'appellation terroriste toute opposition au dictateur syrien.**

Les régimes syrien et iranien incluent dans l'appellation terroriste toute opposition au dictateur syrien, y compris l'opposition républicaine syrienne appuyée par la Turquie et bénéficiant de sympathies en Occident.

Le gouvernement turc inclut toutes les entités kurdes, celles qui ne sont pas affiliées au PKK y compris. Pourtant, ce sont des unités militaires kurdes armées par l'Occident qui ont assuré la victoire contre l'État islamique.

La Russie ménage tour à tour la Turquie et l'Iran pour mieux les contrôler. Pour l'Occident, la Turquie devient suspecte, car elle s'éloigne de la démocratie. Pour les États-Unis et pour la majorité des états sunnites, l'ingérence iranienne au Proche-Orient est inacceptable.

LES SOUFFRE-DOULEUR KURDES

L'Occident qui a mené la guerre contre l'État islamique tente de trouver une solution qui satisfasse les sunnites syriens dont beaucoup vivent en exil et pour les Kurdes qui font, encore aujourd'hui, les frais des ambitions géopolitiques turques et iraniennes.

Le 8 septembre, l'Iran a lancé une attaque de missiles de haute précision contre le quartier général du parti démocratique du Kurdistan. Le chef des Gardiens de la Révolution iranienne a annoncé cyniquement qu'il s'agissait d'envoyer un message... aux superpuissances. ●

Le Parisien

30 septembre 2018

Les frappes russes en Syrie ont fait plus de 18 000 morts, selon l'OSDH

Le Parisien avec AFP | 30 septembre 2018

44 % des victimes recensées entre 2015 et 2018 dans ce conflit sont des civils.

Les frappes russes en Syrie ont fait plus de 18 000 morts, dont près de 8 000 civils, depuis le début de l'intervention militaire de Moscou au côté du régime syrien en 2015. Un chiffre donné dimanche par l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Le directeur de l'ONG Rami Abdel Rahmane recense parmi eux 7 988 civils, soit 44 % du bilan total. Figurent également 5 233 combattants du groupe djihadiste Etat islamique (EI) et 4 875 combattants de divers groupes rebelles, islamistes et djihadistes, selon l'Observatoire, qui dispose d'un vaste réseau de sources dans le pays en guerre.

Plus de 360 000 personnes ont été tuées en Syrie depuis le début du conflit, déclenché par la répression sanglante de manifestations anti-gouvernementales.

Une intervention décisive

Alliée de poids du régime de Damas, la Russie

intervient en Syrie depuis le 30 septembre 2015 et a toujours nié avoir ciblé des civils. Son implication a permis de changer drastiquement la donne militaire. « Le régime contrôlait seulement 26 % du territoire syrien » à la veille de l'intervention russe, quand l'EI en contrôlait plus de 52 %, selon l'OSDH.

Désormais, les forces loyalistes contrôlent les deux tiers du territoire, tandis que l'EI a quasiment été rayé de la carte, sous le coup de deux offensives distinctes, l'une menée par le régime et son allié russe, l'autre dirigée par Washington avec l'aide de forces arabo-kurdes.

Les rebelles, qui ont perdu au cours des derniers mois leurs ultimes bastions dans le sud du pays et dans les environs de Damas, sont aujourd'hui essentiellement confinés dans la province d'Idleb (nord-ouest). Le 17 septembre, un accord conclu entre la Russie et la Turquie, soutien de groupes insurgés, est parvenu à éloigner la perspective d'une offensive du régime sur cette province, dans son viseur depuis des mois.

Les principales villes du pays -Damas, Alep, Homs, Hama et Deraa- sont désormais toutes acquises au régime de Bachar al-Assad. Les territoires gouvernementaux accueillent désormais 72 % de la population, selon le géographe



Un pilote russe monte à bord d'un SU-24 à la base militaire de Hmeimim, près de Lattaquié, dans le nord-ouest de la Syrie, le 4 mai 2016. AFP/Vasily Maximov

Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie.

Entre droits de veto et négociations parallèles

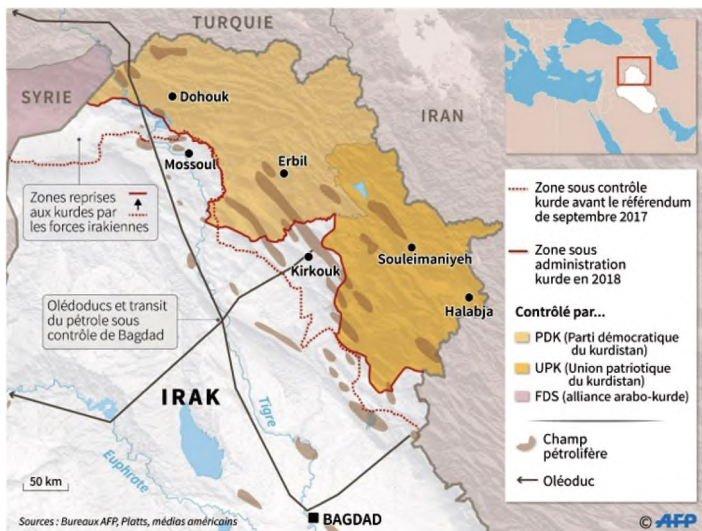
Outre l'appui militaire, la Russie s'est engagée sur le plan diplomatique, posant son droit de veto à 12 reprises depuis 2011 à des projets de résolution onusiens condamnant le régime syrien.

Elle a également initié un processus de pourparlers intersyriens ayant fait de l'ombre à celui de Genève placé sous l'égide de l'ONU. Sur le terrain, Moscou a négocié des accords de reddition avec des groupes insurgés afin de faciliter la reprise d'ex-bastions rebelles par les forces de Bachar al-Assad.

Désormais, la Russie se fait de plus en plus pressante pour engager le retour de plusieurs millions de réfugiés et la reconstruction internationale. ♦

Législatives au Kurdistan d'Irak en crise économique et politique

Rivalités territoriales et pétrole dans le Nord de l'Irak



Une kurde irakienne dépose son bulletin de vote dans l'urne pour les élections législatives dans la région autonome du Kurdistan d'Irak, le 30 septembre 2018 / AFP

Erbil (Irak), 30 sept 2018 (AFP)

www.la-croix.com

Le Kurdistan irakien a voté dimanche sous le signe de la résignation pour élire son nouveau Parlement, un an après le fiasco du référendum d'indépendance dans cette région autonome qui tente désormais de se reconstruire économiquement.

Ce scrutin, dont les résultats seront connus sous 72 heures selon la commission électorale, a suscité peu d'enthousiasme.

Il intervient toutefois à la veille de l'élection par le Parlement à Bagdad du président irakien, un poste traditionnellement réservé à un Kurde que se disputent pour la première fois les deux grands partis kurdes.

D'un côté, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de l'ancien président kurde Massoud Barzani, architecte du référendum d'indépendance, et de l'autre, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), du défunt président irakien Jalal Talabani, qui a toujours eu la présidence à Bagdad.

Près de 3,1 millions d'électeurs étaient appelé à élire 111 députés. Quelques incidents limités ont été rapportés, alors que des hommes en armes ont tenté de voter dans certains bureaux sans avoir les documents requis, selon des correspondants de l'AFP.

À l'issue du vote, la commission électorale a annoncé une participation de 58% à Erbil, 61% à Dohouk, bastion du PDK, au pouvoir à Erbil, et 53% à Souleimaniyeh, où siège l'UPK.

- "NOS VOIX NE VALENT RIEN" -

À Souleimaniyeh, Baher Gharib a assuré à l'AFP que "voter n'apporte rien". Depuis l'autonomie de 1991, a-t-il affirmé, les dirigeants

kurdes "ne nous ont rien apporté d'autre que des conflits et des problèmes".

"Il y a des fraudes donc nos voix ne valent rien et, même quand on vote, le gouvernement ne fait rien, c'est pour cela que les gens votent de moins en moins", a déclaré Bilal Sitar, qui s'est aussi abstenu.

Le Kurdistan, qui regroupe trois provinces, est aujourd'hui forcé de renégocier avec le pouvoir de Bagdad qui a coupé court, il y a un an, à ses velléités d'indépendance.

Il faut "ouvrir une nouvelle page après les problèmes du référendum et de la guerre contre le groupe Etat islamique (EI)", défait fin 2017, a plaidé Hawraz Salar, 26 ans, avant de glisser son bulletin dans l'urne d'une école d'Erbil, la capitale du Kurdistan.

En septembre 2017, les Kurdes avaient massivement voté pour la sécession, contre l'avis de Bagdad et de la communauté internationale. En rétorsion, le pouvoir central a aussitôt repris les zones disputées et, surtout, les revenus vitaux tirés du pétrole.

- "S'OCCUPER DES PAUVRES" -

Le rêve d'un Etat en a fait les frais. Erbil, qui a perdu sa mainmise sur l'exportation de 550.000 barils par jour, n'obtient plus désormais qu'environ 12% du budget fédéral --un milliard de dollars par mois.

Cela reste peu pour combler le déficit dans une économie basée sur la rente pétrolière et grevée par un fonctionnariat pléthorique.

De plus, le combat contre les jihadistes a pesé sur les budgets de l'Etat central comme du Kurdistan et plongé le nord de l'Irak dans le chaos durant trois ans.

À Souleimaniyeh, la deuxième ville du Kurdistan, Soran Rassoul, chômeur, a claire-

ment l'économie pour priorité. "Les futures autorités doivent s'occuper des gens et en particulier des plus pauvres".

Selon un récent rapport de l'ONU, 87% des foyers de la région autonome vivent avec moins de 850 dollars par mois.

D'autres, toutefois, comme Karouan Abou Bakr, 42 ans, venu voter à Erbil en habit traditionnel kurde, ont dit vouloir faire revivre l'enthousiasme du référendum aux conséquences pourtant désastreuses.

Il faut, a-t-il affirmé à l'AFP, "un Parlement fort afin qu'il travaille à former un Etat kurde et une société moderne et démocratique".

- COMPÉTITION KURDE À BAGDAD -

Cette année, le scrutin a également une portée particulière car il intervient à la veille de l'élection d'un nouveau président de la République par les députés à Bagdad.

Le candidat du PDK, Fouad Hussein, l'ancien directeur de cabinet de M. Barzani, a récemment multiplié les visites à Bagdad, comme le favori, le Premier ministre du Kurdistan, Barham Saleh (UPK).

Des experts prédisent une hausse du nombre des députés PDK -actuellement première force du Parlement kurde avec 38 sièges- qui pourrait peser sur l'élection à Bagdad.

L'UPK dispose actuellement de 18 sièges. Goran (changement, en kurde) est la principale force d'opposition avec 24 sièges et la seule nouvelle force est "Nouvelle Génération", née en 2018 et qui a remporté quatre sièges au Parlement central lors des législatives de mai. ■

À Berlin, Recep Tayyip Erdogan se confronte à ses opposants

Le président turc a renoué le fil avec la chancelière allemande mais aucun différend n'a été résolu entre eux.

NICOLAS BAROTTE  @NicolasBarotte
CORRESPONDANT À BERLIN

ALLEMAGNE Le photographe s'est discrètement écarté pour se préparer. Puis il est revenu calmement faire son travail au premier rang, au pied d'Angela Merkel et son hôte, Recep Tayyip Erdogan, en pleine conférence de presse. Le président turc ne se laisse pas décontenancer. « Liberté pour la presse pour les journalistes en Turquie » est pourtant écrit sur fond rouge sur le tee-shirt que le reporter a enfilé. Il est aussitôt évacué par le service d'ordre alors que l'autocrate d'Ankara esquisse un rictus.

Quelques minutes auparavant, Angela Merkel avait insisté sur « les différences profondes » entre l'Allemagne et la Turquie sur le respect de l'État de droit ou de la liberté de la presse. Depuis deux ans, les relations n'ont cessé de se dégrader entre les deux pays et l'ambiance est glaciale entre les deux dirigeants. En 2017, Recep Tayyip Erdogan s'en était même pris directement à Angela Merkel l'accusant de « pratiques nazies ». Mais la chancelière, d'un pragmatisme absolu, veut désormais adresser des signes d'apaisement pour éviter une rupture avec Ankara. « Si nous ne parlons pas ensemble, nous ne pourrions pas trouver de solutions communes », ajoute-t-elle. « Nous avons beaucoup de choses qui nous unissent », déclare-t-elle aussi en indiquant la coopération au sein de l'Otan, la gestion de la crise migratoire ou l'attention accordée à la communauté turque allemande, qui compte 3,5 millions de personnes. Une minorité d'entre elles a manifesté vendredi dans les rues de Berlin pour protester contre la politique du chef de l'État turc.

Aucun signe encourageant

En visite d'État en Allemagne pour trois jours, Recep Tayyip Erdogan doit se confronter à ses opposants. Durant la matinée, il avait toutefois menacé, selon des informations de *Bild*, d'annuler sa participation à la conférence de presse si l'ancien rédacteur en chef du journal *Cumhuriyet*, Can Dündar, y assistait et l'interpellait. Condamné à une peine de prison en Turquie, Can Dündar a trouvé refuge en Allemagne, où il a fondé un site d'information *Özgürüz*, « nous sommes libres » en turc. Pour ajouter une provo-



Un photographe turc a interrompu, vendredi à Berlin, la conférence de presse de Recep Tayyip Erdogan et Angela Merkel en exigeant la « liberté pour la presse en Turquie ».

MICHAEL SOHN/AP

cation à la menace, le gouvernement d'Ankara avait aussi demandé vendredi l'extradition du journaliste aux autorités allemandes. Sans doute pour éviter le clash, celui-ci a renoncé à venir.

« Notre désaccord sur le cas de Can Dündar n'est pas un secret », a commenté froidement Angela Merkel. Interrogé par la presse allemande, Recep Tayyip Erdogan a contre-attaqué. « Il y a eu une décision de justice », a-t-il fait valoir en affirmant « l'indépendance » de celle-ci. « Can Dündar est un agent qui a révélé des documents secrets », a-t-il poursuivi.

Alors que son pays traverse une grave crise économique, Recep Tayyip Erdogan voudrait tourner la page des tensions politiques avec l'Allemagne. Il espère relancer les relations économiques entre les deux pays. Au près d'Angela Merkel, il a de nouveau défendu le principe d'une libéralisation des visas pour les Turcs voyageant en Europe. Celle-ci est conditionnée au respect de critères sur l'État de droit. Il a aussi plaidé en faveur d'une union douanière avec l'UE. Mais il n'a pas renoncé à la dérive autoritaire de son régime. Il a, par exemple, réclamé que Berlin reconnaisse comme « organisation terroriste » le Fetö, le mouvement güleniste accusé d'être à l'origine du putsch avorté de 2016. Angela Merkel a écarté l'idée, expliquant n'avoir pas d'éléments suffisants pour accéder à la requête. Elle a en revanche insisté sur les discussions en cours pour

obtenir la libération des cinq ressortissants turcs emprisonnés en Turquie. Recep Tayyip Erdogan n'a donné aucun signe encourageant, arguant encore de « l'indépendance » de la justice turque.

Le soir, lors du banquet d'État donné par le président fédéral, l'ambiance ne s'est pas détendue. Frank-Walter Steinmeier a exhorté la Turquie à revenir sur le chemin de l'État de droit. « Nous en avons déjà parlé », a répliqué Recep Tayyip Erdogan, agacé, en accusant l'Allemagne de laisser des « terroristes » se promener dans la rue. ■

Le Ditib, l'organe religieux turc, préoccupe l'Allemagne

EN ARRIVANT de l'aéroport pour se rendre à son hôtel, en face de la porte de Brandebourg, Recep Tayyip Erdogan a salué jeudi d'un signe de la main ses supporters sur le passage de son cortège. Quatre doigts levés, le pouce recroquevillé vers la paume. Pour les connaisseurs de la vie politique turque, le geste ne doit rien au hasard : il s'agit du salut des Frères musulmans. Le pouvoir du président s'appuie aussi sur une dimension religieuse.

Avant de repartir pour la Turquie, samedi en fin de journée, Recep Tayyip Erdogan doit encore se rendre à Cologne. Le chef de l'État a prévu d'y inaugurer la grande mosquée dont la construction vient de s'achever au bout de neuf ans. La police locale s'attendait à la présence de 25 000 supporters, c'est-à-dire beaucoup plus que les organisateurs n'auraient pu gérer. C'est pourquoi les autorités, inquiètes,

ont décidé d'interdire le rassemblement dans la rue pour des raisons de sécurité. L'inauguration se déroulera donc en comité restreint dans les locaux. Plusieurs contre-manifestations ont quoi qu'il en soit été annoncées. Mais Recep Tayyip Erdogan tenait à l'escale. Il ne s'agit pas de n'importe quelle mosquée en Allemagne. Elle abrite le siège du Ditib, l'organisation musulmane turque qui contrôle quelque 900 lieux de culte dans le pays. Bras religieux du pouvoir d'Ankara, le Ditib reçoit ses ordres directement de la Diyanet, l'office religieux du gouvernement. Depuis le tournant autoritaire du régime en 2016, Ankara s'en sert pour surveiller et poursuivre à l'étranger ses adversaires.

Le procureur fédéral enquête actuellement sur dix-neuf religieux soupçonnés d'avoir collecté pour la Turquie des informations sur le

mouvement güleniste en Allemagne. Les gülenistes sont accusés par Erdogan d'avoir fomenté la tentative de putsch de juillet 2016. Dans un rapport publié avant l'été, la communauté güleniste en Allemagne s'inquiète d'un « climat empoisonné », « d'intimidations », « d'espionnage », de pratiques « mafieuses » employées contre elle par le gouvernement d'Erdogan.

Selon des informations publiées par les médias et non démenties, le renseignement intérieur allemand s'interroge sur une mise sous surveillance du Ditib. Le ministère de l'Intérieur n'a pas confirmé les préoccupations, se contentant d'indiquer que « quelques personnes liées à des mosquées du Ditib ont développé des activités religieuses et nationalistes hostiles » à la sécurité nationale. Une mise sous surveillance serait lourde de

Quelques personnes liées à des mosquées du Ditib ont développé des activités religieuses et nationalistes hostiles

LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ALLEMAND

conséquence : le Ditib risquerait de perdre son statut d'interlocuteur principal pour la communauté musulmane. Plusieurs Länder ont aussi noué des contrats avec le Ditib pour assurer les cours de religion dans les écoles. Cette coopération est de plus en plus critiquée par ceux qui dénoncent le virage conservateur de la Turquie.

À Cologne, les responsables locaux ont renoncé à participer à la cérémonie d'inauguration : ni la maire, Henriette Reker, ni le ministre-président de Westphalie-Rhénanie-du-Nord n'ont souhaité y prendre part. Recep Tayyip Erdogan a prévu de prononcer quoi qu'il en soit un discours. Il devrait exhorter ses partisans à « cultiver leurs racines ». À s'intégrer mais sans oublier leurs origines turques. Il soigne ses troupes en Allemagne. ■ N.B.



29 septembre 2018

Le président turc inaugure à Cologne la plus grande mosquée d'Allemagne

[RFI] (Avec agences) 29 septembre 2018
<http://www.rfi.fr/>

Recep Tayyip Erdogan a achevé sa visite de trois jours en Allemagne. Il était à Cologne ce samedi pour inaugurer la plus grande mosquée du pays et une des plus grandes d'Europe. Le bâtiment est d'une superficie de 4 500 m² et peut accueillir 1 100 personnes.

En Allemagne, où vit l'une des plus importantes communautés turques à l'étranger, Recep Tayyip Erdogan a voulu conclure son déplacement par un acte positif en inaugurant la mosquée de Cologne.

Lors de son discours d'inauguration, le président turc a qualifié sa visite en Allemagne de « fructueuse et couronnée de succès » s'efforçant de tourner la page de deux années de tensions avec Berlin.

Il a toutefois de nouveau réclamé que l'Allemagne réprime les séparatistes kurdes présents sur son territoire et apporté une nouvelle fois son soutien au footballeur allemand d'origine turque Mesut Özil, « mis à l'écart » en juillet dernier après avoir posé en photo avec le président Erdogan.



Le président turc inaugure à Cologne la plus grande mosquée d'Allemagne

Une partie des responsables politiques régionaux ont boudé la cérémonie de ce samedi. Ils reprochent à l'organisation musulmane Ditib (Union turco-islamique pour les affaires religieuses) l'opacité qui a entouré le déroulement du chantier et le fonctionnement de la mosquée. Ils accusent aussi cette institution religieuse de défendre les intérêts du régime de Recep Tayyip Erdogan car elle gère 900 lieux de culte en Allemagne avec des imams en provenance de Turquie. Ses détracteurs affirment même qu'elle espionne les opposants au président turc.

Tout le quartier de la mosquée était bouclé, les autorités allemandes ont interdit un rassemblement de 25 000 personnes devant l'édifice.

Quelques centaines de partisans d'Erdogan ont réussi à se rassembler derrière les barrières de sécurité avec drapeaux et foulards aux couleurs nationales turques. Un millier de protestataires, comprenant des immigrants d'origine turque et des militants de gauche, étaient réunis sur la rive opposée du Rhin après avoir reçu l'interdiction de défilé dans le centre-ville. ●

Iran. Après l'attentat d'Ahvaz, le spectre d'un nouveau conflit

L'attaque armée qui a fait au moins 24 morts lors d'un défilé militaire semble avoir pour objectif d'entraîner l'Iran et les États-Unis dans une nouvelle guerre, estime cet éditorialiste iranien.



— **Middle East Eye** (extraits)
Londres

L'Iran vient d'être frappé par un nouvel attentat terroriste. Au moins 24 personnes ont été tuées [le 22 septembre] à Ahvaz, ville du Sud-Ouest, quand des hommes armés ont ouvert le feu sur la foule venue assister à un défilé militaire. Mais contrairement aux précédents attentats, celui-ci pourrait déclencher une conflagration régionale plus importante – impliquant non seulement l'Arabie Saoudite et l'Iran, mais aussi les États-Unis. En fait, il a peut-être été préparé à cette fin.

Revendiqué par un groupe séparatiste arabe [de cette province iranienne peuplée d'arabophones] ayant des liens présumés avec l'Arabie Saoudite, la Résistance nationale d'Ahvaz, cet attentat n'est pas surgi du néant. Les rivaux régionaux de l'Iran, en particulier l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis (EAU), ne se contentent plus de faire pression en coulisse sur les États-Unis pour qu'ils bombardent l'Iran : ils agissent désormais ouvertement.

De plus en plus souvent, ce qui se disait en privé se dit en public. En outre, ces monarchies ne se bornent plus à pousser

les États-Unis à intervenir militairement, elles annoncent qu'elles sont elles-mêmes prêtes à attaquer l'Iran. Il y a seulement un an, le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane expliquait dans une interview que l'Arabie Saoudite porterait le conflit sur le territoire iranien. *“Nous n'attendrons pas que la bataille ait lieu en Arabie Saoudite, lançait-il. Nous ferons en sorte qu'elle se déroule en Iran.”* Une déclaration dans laquelle la plupart des analystes avaient vu le signe que Riyad comptait intensifier son soutien à divers groupes armés hostiles au régime de Téhéran.

Si l'attentat terroriste d'Ahvaz s'inscrit effectivement dans une surenchère de l'Arabie Saoudite et des Émirats envers l'Iran, il est probable que ces deux pays cherchent ainsi à inciter l'Iran à riposter. Ils devraient ensuite prendre prétexte de la réaction de Téhéran pour déclencher une guerre et obliger les États-Unis à intervenir, dans la mesure où Riyad et Abou Dhabi ne peuvent vraisemblablement pas affronter militairement l'Iran seuls (de fait, ils ne sont pas parvenus à vaincre les rebelles houthistes au Yémen, après avoir dépensé environ 6 milliards de dollars par mois dans cette opération).

Si c'est le cas, cet attentat avait pour but à la fois de précipiter l'Iran dans la guerre et d'inciter les États-Unis à entrer dans le conflit. Comme l'a déclaré l'ancien ministre américain de la Défense Bob Gates en 2010, les Saoudiens *“veulent combattre les Iraniens jusqu'au dernier Américain”*.

Toutefois, les initiatives de Trump et l'étroite coordination qu'on observe entre la Maison-Blanche, l'Arabie Saoudite, les Émirats et Israël plaident aussi en faveur d'une autre explication : les États-Unis inciteraient leurs alliés à entrer en guerre avec l'Iran, tout en y étant incités par ces derniers. L'attentat d'Ahvaz a eu lieu au lendemain même du jour où le secrétaire d'État [américain] Mike Pompeo a adressé de sérieuses menaces à l'Iran, déclarant que ce pays serait tenu pour *“responsable”* en cas de nouvelles attaques contre des consulats américains en Irak.

Cette succession de déclarations belliqueuses cadre parfaitement avec une note que le conseiller à la Sécurité nationale John Bolton a rédigée en août 2017, avant de rejoindre l'équipe de Trump. (Rappelons que par le passé ce même Bolton n'a pas hésité à manipuler le renseignement afin d'attirer les États-Unis dans la guerre.)

Dans cette note, il explique que les États-Unis devraient se coordonner avec Israël pour renforcer le soutien national et international à un retrait de l'accord nucléaire iranien, ainsi qu'à une politique bien plus agressive vis-à-vis de l'Iran. Bolton parle spécifiquement de *“fournir de l'aide”* aux Arabes du Khuzestan, la minorité que les terroristes ayant perpétré l'attentat d'Ahvaz disent représenter. Bolton fait également valoir que le gouvernement Trump devrait demander réparation à Téhéran pour son rôle dans le 11 septembre 2001, alors qu'il n'était pas impliqué, tout en proposant hypocritement un dialogue avec l'Iran dans le cadre d'une politique de confrontation.

La politique iranienne du gouvernement Trump suit presque point par point la note de Bolton. L'appel à venir en aide aux séparatistes du Khuzestan est particulièrement accablant. Si l'attentat porte la marque des Saoudiens et des Émiratis, leur but est peut-être non seulement d'attirer les États-Unis dans la guerre, mais surtout de s'assurer que Trump dirige les opérations.

— **Trita Parsi**

Publié le 22 septembre

SOURCE



MIDDLE EAST EYE

Londres, Royaume-Uni
middleeasteye.net

Fondé en 2014, *Middle East Eye* est un site d'information indépendant. Grâce à un large réseau de correspondants, il couvre 24 pays et aborde des sujets politiques, économiques et sociaux.



DOSSIER LE MOMENT KURDE

- | Gérard Chaliand.
« Les Kurdes n'ont jamais intériorisé la défaite »
› Valérie Toranian
- | Le mouvement pro-kurde de Turquie : marginalisé mais incontournable
› Guillaume Perrier
- | Quand Saladin gravait une empreinte kurde dans l'histoire
› Boris James
- | Hamit Bozarslan.
Génocide des Arméniens, massacre des Kurdes : une même idéologie ?
› Valérie Toranian
- | Aux origines du conflit kurde (1918-1925)
› Jordi Tejel Gorgas
- | Orhan Pamuk et la question kurde
› Eryck de Rubercy
- | La grandeur des Kurdes
› Bernard Kouchner
- | Comment la cause kurde est devenue populaire en France
› Dorothée Schmid
- | L'espace politique kurde après l'État islamique
› Allan Kaval
- | Les Kurdes de Syrie et la souveraineté culturelle
› Stéphane Breton
- | L'affaire irrésolue du 147, rue La Fayette
› Laure Marchand

Gérard Chaliand

« LES KURDES N'ONT JAMAIS INTÉRIORISÉ LA DÉFAITE »

› Entretien réalisé par Valérie Toranian

Expert en géostratégie, spécialiste des conflits irréguliers, Gérard Chaliand analyse le conflit syrien et les perspectives qui s'offrent désormais aux Kurdes de Syrie et d'Irak. Pris dans la tourmente des conflits régionaux, pourchassés par la Turquie d'Erdoğan, lâchés par leurs alliés, les Kurdes « tombent et se relèvent, génération après génération », explique-t-il. Mais hormis sur eux-mêmes, sur quelles forces peuvent-ils désormais compter ? Décryptage.



Revue des Deux Mondes – Pourquoi les Kurdes ont-ils toujours résisté à tout ?

Gérard Chaliand Les Kurdes n'ont jamais intériorisé la défaite. C'est une histoire en marche. Chaque génération écrit un chapitre. Ils tombent, ils se relèvent. C'est un peuple d'une grande

capacité combative. Les montagnards s'en sortent en général mieux. Ils sont têtus. Par ailleurs la démographie joue en leur faveur. Les nouvelles générations prennent la relève. Nous, « Européo-Occidentaux » de l'Amérique du Nord jusqu'à la Russie comprise, ce qu'on appelait autrefois « les Blancs », sommes caractérisés par une démographie présentant un taux de reproduction compris entre 1,5 et 1,7. On ne veut pas se battre au sol car on ne veut plus perdre de monde. Ce n'est pas du tout le cas des Kurdes.

Revue des Deux Mondes – Les Kurdes sont en majorité des musulmans sunnites. La religion a-t-elle joué un rôle dans leur identité ?

Gérard Chaliand Oui. En 1915, ils étaient aux côtés des Turcs, musulmans comme eux, et ils ont participé aux massacres des Arméniens et des Grecs, chrétiens. En 1920, ils soutenaient Mustapha Kemal. Je me souviens très bien de l'émir Kamuran Ali Bedir Khan, professeur aux Langues O' ; il était le représentant du nationalisme kurde dans les années cinquante. Il m'avait avoué n'avoir rien compris à ce qui s'était passé en 1920. La moitié de leur tête était ottomane, l'autre musulmane. La révolte du cheikh Saïd Piran en 1925 éclate d'abord car le califat avait été supprimé un an auparavant ! La prise de conscience du nationalisme

Gérard Chaliand a notamment publié *Une histoire mondiale de la guerre* (Odile Jacob, 2014), *Pourquoi perd-on la guerre? Un nouvel art occidental* (Odile Jacob, 2016) et *Terrorismes et politique* (CNRS Éditions, 2017).

kurde s'est faite lentement à travers la répression des années trente. Cela a été d'une extrême brutalité avant un long intermède pendant lequel beaucoup de Kurdes se sont « turquifiés ». Ils ont découvert qu'ils étaient kurdes quand ils ont été réprimés en tant que Kurdes. Aucun État musulman de la région n'a protesté lorsqu'on les liquidait. Ils étaient d'abord kurdes dans le regard des autres.

Revue des Deux Mondes – Le réveil islamiste au Moyen-Orient n'a pas pris chez les Kurdes ?

Gérard Chaliand Seulement marginalement. Le parti islamiste ne représente que 10 % chez les Kurdes en Turquie.

Revue des Deux Mondes – Qu'est-ce qui caractérise la diplomatie française sur la question kurde au Moyen-Orient ?

Gérard Chaliand Quand on parle de la France au Moyen-Orient, on est d'abord obligé de dire que les moyens de la France sont limités. Nous ne sommes pas les États-Unis ou la Russie. Nous avons largement contribué à former des combattants kurdes d'Irak par centaines depuis 2014. Il fallait les réorganiser au lendemain de la pénétration de l'organisation État islamique jusqu'à quelques dizaines de kilomètres de la capitale du Kurdistan irakien. Ces guerriers montagnards se sont retrouvés dans le cadre d'une guerre statique en plaine. Ils ont dû s'adapter à des conditions complètement nouvelles avec un armement différent. Ensuite, en Syrie, des forces spéciales françaises ont apporté leur contribution par des bombardements et la formation des troupes kurdes du Rojava, en Syrie.

Avait-on les moyens de s'opposer aux bombardements turcs contre les Kurdes d'Afrin ? Non, il n'était pas question pour la France de s'opposer à la Turquie. Une confrontation de deux pays appartenant à l'Otan n'est pas une chose qui se bricole. Pour les Turcs, cette attaque était essentielle alors que pour nous l'enjeu était secondaire.

Recep Tayyip Erdoğan estime intolérable que les Kurdes du Rojava contrôlent l'ensemble de la frontière syro-turque. Dans un premier temps, il s'est entendu avec Vladimir Poutine pour s'installer à Djarabulus, une zone que les Kurdes ne contrôlaient pas encore. Cela représente une centaine de kilomètres carrés. De là, les forces turques ont essayé de descendre vers le sud. Les Américains s'y sont d'abord opposés sur le plan terrestre et par la suite sur le plan aérien. Erdoğan a décidé de déloger les Kurdes du canton d'Afrin pour réduire la portion de frontière syro-turque tenue par les Kurdes du Rojava à 50 %.

La décision d'attaquer Afrin nécessitait un accord avec les Russes. La première fois, lors de l'accord sur Djarabulus, c'était simple : « Tu me permets, Poutine, d'entrer à Djarabulus sans me bombarder ; en échange, moi, Erdoğan, je ne lève pas le petit doigt sur la politique que tu vas exercer pour reprendre l'est d'Alep. » Cette fois-ci c'était : « Tu me permets d'entrer dans Afrin et en échange je m'engage à ne pas déstabiliser le régime syrien. » Pourquoi Poutine a-t-il accepté ? Parce que les Kurdes ont joué la carte des Américains. L'annonce du secrétaire d'État Rex Tillerson que les Américains allaient former soixante mille hommes était sérieuse. Tillerson a été remercié et, depuis, la politique du président américain est relativement erratique.

Revue des Deux Mondes – Les États-Unis envisagent-ils de réduire leur aide aux Kurdes ?

Gérard Chaliand Militairement, ils ont liquidé pour l'essentiel l'organisation État islamique, ils ont réduit Rakka, ils ont libéré les positions à l'intérieur de la Syrie. Pour le président américain, le travail est fait ; il a même suggéré de retirer les deux mille hommes encore présents. Je crois que c'est un effet d'annonce, de même qu'il avait dit : « Nous allons retirer nos troupes d'Afghanistan. » Les deux généraux James Mattis et Herbert R. McMaster lui ont répondu : « Si on retire les troupes, les talibans vont être à Kaboul très rapidement. Même chose en Syrie. Retirer les troupes, c'est dangereux. » « Que faire ? Avec des renforts, peut-on gagner ? » « Non, mais nous allons empêcher nos adversaires de gagner. »

Aujourd'hui, on ne gagne plus les guerres, on empêche l'adversaire de les gagner. C'est ce que nous faisons dans le Sahel.

Revue des Deux Mondes – Peut-on dire que la France a lâché les Kurdes de Syrie ?

Gérard Chaliand Lâcher, c'est beaucoup dire. Emmanuel Macron a consenti à faire un geste en direction des Kurdes de Syrie : il a reçu leurs représentants et a placé des forces spéciales à Manbij, là où se trouvent les forces spéciales américaines, en tant qu'éléments dissuasifs. Il ne cherche pas la confrontation : à partir du moment où il y a les Américains et les Français, Erdoğan ne va pas avancer. Mais si les Américains partent, les Français ne peuvent pas tenir.

Revue des Deux Mondes – Quel est l'intérêt de Bachar al-Assad par rapport à la question kurde ?

Gérard Chaliand Depuis 2014, les Kurdes de Syrie ont été fort utiles au régime de Damas, ils observaient une position de neutralité et luttaient contre un adversaire commun, l'État islamique. Aujourd'hui que la position d'Assad est meilleure que jamais, il rêve de reconstruire l'ensemble du territoire national donc l'affaiblissement relatif des Kurdes est plutôt une bonne chose pour lui. Il ne va pas chercher la confrontation mais favoriser tout ce qui peut aller dans le sens d'un affaiblissement de cet adversaire non contrôlable. La prochaine étape d'Assad serait de reprendre le contrôle d'Idlib et d'essayer d'écraser, avant que les Turcs ne le renforcent trop, le groupe islamiste Ahrar al-Cham établi là depuis quatre ans. C'est la zone la plus large tenue par des adversaires déclarés.

Revue des Deux Mondes – Peut-il y avoir un affrontement turco-syrien ?

Gérard Chaliand Par troupes interposées, pas directement. Ce qui se dessine de plus en plus, ce sont les difficultés croissantes des Iraniens en Syrie. Les Israéliens visent une alliance avec Trump et l'Arabie saoudite et bombardent les positions iraniennes et celles des alliés très proches des Iraniens comme le Hezbollah. Il s'agit de détruire tout ce qui, aux abords de la frontière israélienne, pourrait être un danger. Les forces iraniennes ou pro-iraniennes ne peuvent pas bombarder Israël ; elles l'ont fait sur le Golan parce que c'est un désert, mais sinon les Israéliens diraient : « On vous l'avait bien dit, ce sont des agresseurs... » Benyamin Netanyahu a fait une tournée en Europe pour

convaincre les Français, les Anglais et les Allemands que, de toute évidence, les Iraniens voulaient la bombe en 2003 et que, même si toutes les vérifications indiquaient qu'ils se sont comportés de façon correcte, l'Iran demeure un État dangereux, dont le pouvoir grandit en Irak et en Syrie, et dont il faut absolument refréner l'appétit régional.

Revue des Deux Mondes – Peut-on se fier au régime iranien ?

Gérard Chaliand On ne peut pas entièrement écarter les craintes des Israéliens – je ne parle pas de Netanyahu, lui et son ministre de la Défense sont des faucons agressifs, mais des Israéliens beaucoup moins extrémistes s'inquiètent de la puissance croissante de l'Iran. Petite parenthèse historique: les Iraniens sont chiïtes; les sunnites n'ont pas arrêté d'écraser les chiïtes un peu partout. C'était très dur d'être chiïte, d'où leur côté *taqiya*, c'est-à-dire « double langage »: il faut dissimuler ce que tu es pour sauver ta vie. La grande nouveauté dans la situation actuelle pourrait être que les Russes soient prêts à lâcher les Iraniens au profit d'Israël.

Revue des Deux Mondes – Ce serait un renversement d'alliances majeur...

Gérard Chaliand Vladimir Poutine est un tacticien de grande qualité. Se mettre Israël à dos coûte cher. C'est un État dont la puissance dépasse la superficie. Les Iraniens ont peut-être eu tendance à se comporter de manière trop hégémonique. Ils voulaient affaiblir les positions des sunnites, c'est réussi. L'année dernière, les Iraniens étaient grisés, cette année, c'est moins le cas avec le changement d'attitude de Donald Trump. Si Poutine veut continuer à peser au Moyen-Orient, il ne doit pas prendre parti complètement, comme il paraissait l'avoir fait avec les Iraniens jusqu'à présent. Il doit pouvoir rassurer les Israéliens et en même temps avoir un moyen de pression sur les Iraniens. Poutine manœuvre pour continuer à être l'arbitre essentiel sur le terrain.

Revue des Deux Mondes – La relation entre la Russie et les États-Unis s'est-elle tendue ?

Gérard Chaliand Si on examine froidement la situation depuis l'effondrement de l'Union soviétique, la politique américaine a consisté à ramener l'ex-URSS aux frontières de la Russie. Le dernier acte a eu lieu en Ukraine. Poutine est présenté comme un agresseur, mais, dans la pratique, il est sur la défensive. Les démocraties populaires de l'ex-URSS ne devaient, en principe, pas rejoindre l'Otan. Or les trois pays baltes font partie de l'Europe et de l'Otan. En Ukraine, il y a eu une première tentative avec la « révolution orange » en 2004, que Poutine a réussi à juguler. Mais en 2014-2015, les Ukrainiens ont gagné.

Sachant la partie perdue, Poutine a repris le contrôle de la Crimée, ce que n'importe quel chef d'État aurait fait à sa place. Pourquoi les Américains se sont-ils permis de reconnaître l'indépendance du Kosovo? Parce que cela permettait d'affaiblir la position russe et la position serbe! Pourquoi ce qui était valide pour le Kosovo ne le serait pas pour l'Ukraine? De surcroît, la Crimée avait été donnée en 1954 par Nikita Khrouchtchev à l'Ukraine à une période où l'Union soviétique ne devait pas disparaître. C'est un territoire russe à 95 %, les 5 % restant étant des Tatars, c'est-à-

dire des populations présentes depuis la conquête mongole.

Les Européens se sont contentés de suivre. Sans vision. Avec l'extension de l'Europe à des États comme la Bulgarie et la Roumanie, qui n'ont rien à y faire. Avoir comme unique critère les droits de l'homme est grotesque!

La position de Trump nous révèle, nous Européens, dans notre profonde nudité. On se retrouve devant le miroir, en s'apercevant qu'on a été médiocres. Nous avons complètement joué le jeu du multilatéralisme, le jeu du parapluie américain pour garantir notre sécurité. Nous avons des crédits militaires dérisoires, nous n'avons pas fait ce qu'il fallait pour avoir une Constitution commune au moment où c'était possible, c'est-à-dire bien avant d'être vingt-sept. On a avancé comme les Anglais l'avaient souhaité, comme un grand marché commun lié aux États-Unis, point final.

Or aujourd'hui les Britanniques sont partis à cause de David Cameron qui a fait un référendum inutile. On se retrouve avec une Europe hétéroclite et, surtout à l'est, avec des pays qui révèlent des natures différentes de la nôtre. Dans un club de boxe, on ne met pas un poids coq avec un mi-lourd. On a été complètement inconséquents!

L'Italie, après deux épisodes Berlusconi, est dans un tournant dangereux. Et en France, qu'avons-nous fait en quarante ans? À peu près rien. Jacques Chirac est adoré et aura des obsèques nationales magnifiques alors qu'il n'a touché à rien. Il a été suivi par Nicolas Sarkozy, qui s'est comporté à la manière d'un voyou. Ensuite, on a eu François Hollande, un président charmant mais qui n'avait pas de carrure. Emmanuel Macron, lui, a du caractère. On peut penser ce que l'on veut de lui sur le plan intérieur, mais en politique étrangère, c'est un bon navigateur.

Revue des Deux Mondes – Emmanuel Macron est le chantre du multilatéralisme...

Gérard Chaliand Il a raison, mais pour faire du multilatéralisme, il faut avoir « des biscuits ». Aucun État ne doit avoir les moyens de vous dicter avec qui vous commercez. Si les Chinois nous avaient dit « Vous avez cent quatre-vingts jours pour cesser de faire des échanges avec l'Iran », on aurait répondu que c'était inacceptable, un diktat intolérable. Sous prétexte qu'il s'agit de Donald Trump, ce ne serait pas la même chose?

Le diktat de Trump n'est pas illogique. Ce qui est regrettable en revanche, c'est de n'avoir rien fait pendant quarante ans pour le prévoir. De Gaulle l'aurait fait: il tenait à avoir des forces armées, du nucléaire afin de se sanctuariser, une Europe allant de l'Atlantique à l'Oural... C'était une pensée politique cohérente.

Revue des Deux Mondes – Emmanuel Macron a-t-il eu tort de s'associer aux Américains sur la question du bombardement des usines d'armes chimiques en Syrie ?

Gérard Chaliand Trump avait besoin de faire une chose que Barack Obama n'aurait pas faite. Il ne faut jamais oublier qu'une des dimensions de sa politique est de tout faire pour humilier le précédent président. Emmanuel Macron a suivi car il était très difficile de ne pas suivre. Mais en fin de compte, qu'est-ce que ce bombardement a produit ou changé? Rien.

Revue des Deux Mondes – La France peut-elle peser dans la résolu-

tion du conflit syrien ?

Gérard Chaliand Notre poids est dépendant de la cohésion d'une partie de l'Europe. Il faut avoir à nos côtés les Allemands. Pour certains problèmes, il faut également que les Britanniques soient d'accord. Il est dommage que l'Italie se délite. On ne peut pas compter sur les Polonais ni sur les Hongrois. La question qui se pose est donc : qu'est-ce que l'Europe aujourd'hui ? Sur quels sujets sommes-nous d'accord ? À combien ? Sur quel programme ?

Revue des Deux Mondes – Que pensez-vous du référendum pour l'indépendance au Kurdistan irakien en septembre 2017 ?

Gérard Chaliand Le référendum a été une erreur même si on peut très bien comprendre le désir d'indépendance d'une écrasante majorité de la population. Pourquoi cette indépendance a-t-elle été proclamée ? D'abord parce qu'elle était un moyen pour Massoud Barzani de se relégitimer : il est tout de même le fils du grand Moustafa Barzani, son rêve est de déclarer l'indépendance. Sans compter que, depuis trois ans, il est en quelque sorte suspendu « hors institutions » : pas de Parlement, pas d'élections, etc.

C'est aussi une façon de damer le pion à tous les autres, y compris le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie. Car, ne l'oublions pas, aujourd'hui le PKK estime être le représentant du nationalisme kurde, et Massoud Barzani aussi. Il y a indiscutablement une rivalité entre les deux, avec d'un côté un mouvement totalitaire et laïque, ou en tout cas séculier, en ce qui concerne le PKK, et de l'autre un mouvement paternaliste et tribal.

Faire un référendum sur l'indépendance, à la fois dans ce qu'on appelle le Kurdistan d'Irak, mais également dans une province prise à l'organisation État islamique depuis trois ans, sur un territoire disputé composé de Kurdes, de Turkmènes et d'Arabes, et considérée jusqu'en 2014 par Bagdad comme faisant partie de l'Irak est aberrant. Quel État accepterait la tenue d'un tel référendum ? Aucun.

Revue des Deux Mondes – Pourquoi avoir étendu le référendum à cette province ?

Gérard Chaliand Parce que cela correspond à l'assiette territoriale idéale d'un Kurdistan qui englobe surtout la grande ville pétrolière du nord de l'Irak, Kirkouk, indispensable en vue d'une indépendance. Aucun allié, proche ou lointain, du Kurdistan irakien n'avait encouragé l'initiative du référendum. Les États-Unis et la Russie s'étaient prononcés contre, l'Union européenne n'avait pas soutenu la démarche. Les Iraniens, eux, ont envoyé le général Qassem Soleimani, chef de la force Al-Qods des Gardiens de la révolution, chargée des opérations extérieures de la République islamique, qui a lui aussi mis en garde sur la tenue d'un référendum. Malgré tout, la consultation a eu lieu et le « oui » à l'indépendance a recolté 92 % des suffrages exprimés. Un référendum dont personne n'a finalement reconnu la validité. La riposte a été immédiate, le gouvernement irakien a envoyé ses troupes. Après ce fiasco, cette erreur politique, les autorités kurdes irakiennes ont tenté de se défaire de toute responsabilité en déclarant avoir été trahies par les troupes de Jalal Talabani, le concurrent de Barzani, qui n'ont pas résisté face à l'armée irakienne. Mais tout le monde sait que depuis 1966 et l'apparition des talabanistes il n'y a jamais eu d'entente entre les deux mouvements.

Revue des Deux Mondes – Comment les choses sont-elles susceptibles d'évoluer pour les Kurdes ? En Syrie, sont-ils en mesure de reprendre Afrin ? Côté irakien, les Kurdes sont-ils à même de surmonter l'échec du référendum sur l'indépendance ?

Gérard Chaliand Reprendre Afrin me paraît tout à fait exclu. Les Turcs y ont installé des Arabes djihadistes, tout en expulsant le maximum de Kurdes. Le reste des Kurdes de Syrie est réparti entre les cantons de Kobané et de Qamichli. L'animosité exprimée récemment par Bachar al-Assad et celle de la Turquie rendent la situation difficile pour les Kurdes. Enfin, la question du poids démographique est aussi extrêmement importante. Il y aurait en Syrie, selon les statistiques, entre deux et trois millions de Kurdes, dont cent mille combattants, vingt-cinq mille bien entraînés – deux à trois mille d'entre eux ont déjà été tués ou blessés. Ce rapport de force ne permet pas aux Kurdes de Syrie de rester seuls. Ils doivent être « utiles » à quelqu'un s'ils veulent tenir. Leur avenir est donc incertain, difficile et compliqué du fait de leur petit nombre. La situation est différente en Turquie, où leur poids démographique constitue une épine dans le pied d'Erdogan. Certes, une partie d'entre eux collabore avec Ankara et vote même pour Erdogan aux élections, par lassitude et par antipathie pour le PKK, qui les a entraînés dans cette guérilla urbaine perdue d'avance. Mais on assiste, dans le même temps, à une renaissance du nationalisme kurde très forte depuis une vingtaine d'années.

Revue des Deux Mondes – Une fois réélu, conforté, Erdogan relâchera-t-il la pression sur les Kurdes ?

Gérard Chaliand Cela restera historiquement le point sensible et Erdogan va tout faire pour réduire le nombre de Kurdes de Syrie, dont l'organisation libre et démocratique constitue, à ses yeux, un très mauvais exemple qui ne doit absolument pas déteindre sur les Kurdes de Turquie. Le véritable problème d'Erdogan est économique : la livre turque s'effondre, les dettes de l'État sont considérables et le refroidissement des relations entre la Turquie et l'Europe, très présente dans l'économie du pays, se ressent sur le plan des investissements.

Revue des Deux Mondes – Le conflit syrien va-t-il perdurer ? Le Califat et les forces de l'organisation État islamique sont-ils morts ?

Gérard Chaliand Bachar al-Assad n'a jamais été en si bonne position depuis 2011. Quant au Califat, il est fini sur le plan syrien, mais les djihadistes travaillent dans le reste du monde : en Asie centrale, en Afrique, en Indonésie et en Malaisie. Les vaincre est impossible, mais il faut les empêcher de gagner. Aujourd'hui si un peuple veut retrouver sa grandeur, s'il veut se venger de l'humiliation historique, il doit créer de la croissance économique. Les Vietnamiens, par exemple, ont pris leur revanche sur l'histoire et affichent une croissance économique de 7 %. Ils sont menés par des despotes éclairés. Des despotes, aujourd'hui le monde en regorge. Éclairés ? C'est une autre histoire...



REVUE DES DEUX MONDES SEPTEMBRE 2018

DOSSIER LE MOMENT KURDE

QUAND SALADIN GRAVAIT UNE EMPREINTE KURDE DANS L'HISTOIRE

› Boris James

Boris James est chercheur à l'Institut français du Proche-Orient. Il est notamment l'auteur de *Saladin et les Kurdes* (Institut kurde de Paris, 2006) et des *Kurdes en 100 questions* (avec Jordi Tejel, Tallandier, 2018).
› b.james@iforient.org

Cela fait longtemps que Saladin ne s'appartient plus. Ce Kurde dont les origines caucasiennes sont clairement évoquées dans les sources arabes du XIII^e siècle a représenté en son temps le type du souverain musulman universel par excellence. Il fut ainsi célébré par cette tradition historiographique pour la reprise de Jérusalem aux croisés en 1187 (1). Par ailleurs, un mythe occidental de Saladin le décrivant comme l'archétype du roi honorable voire chevaleresque se développa. Oublié un temps par le monde arabe, Saladin devint au XX^e siècle la figure mythique centrale du nationalisme arabe en opposition avec l'État d'Israël. En parallèle et avec un peu de retard, la littérature kurde n'est désormais plus en reste et l'histoire de Saladin fait partie intégrante de l'arsenal nationaliste kurde contemporain, surtout comme exemple de la capacité des Kurdes à s'élever.

Lorsque Saladin s'empare du pouvoir en Égypte en 1169, il doit son ascension fulgurante à son incontestable talent militaire et politique, ainsi qu'à la puissance de sa famille au sein du régime des atabegs (régents) de la dynastie des Zankides de Mossoul. Ces derniers, employeurs de son père, Ayyoub, et de son oncle, Chirkouh, sont les premiers artisans du mouvement de contre-croisade à l'origine de la conquête d'une grande partie du Moyen-Orient. Or le couronnement de Saladin était également la manifestation d'un processus plus long et plus intime aux sociétés de l'islam médiéval, à savoir l'émergence politique sur la scène de l'histoire d'un peuple: les Kurdes.

Le milieu kurde de Saladin

Tout au long de son parcours, Salâh al-dîn Yûsuf – son nom arabe –, fut influencé par son milieu kurde d'origine. Shâdi, son grand-père, faisait partie des membres de la tribu Hadhabani qui s'étaient mis au service de la dynastie kurde des Chaddadites. Ces derniers régnèrent du X^e au XII^e siècle sur une région assez large de l'Arménie septentrionale. Shâdi, l'aïeul de Saladin, habitait d'ailleurs le faubourg d'Edjânqân à Dvin, entre le lac Sevan et le mont Ararat dans le sud de l'actuelle

Arménie. Dvin, habitée par des Kurdes, des Daylamites, des Arméniens, fut l'une des capitales de la dynastie. Plus tard, pour des raisons obscures, la famille de Saladin s'établit en Irak à Takrit, où il naquit en 1138. Au lendemain de sa naissance, la famille, en quête de nouveaux protecteurs, se rendit à Mossoul pour se mettre au service des atabegs zankides. Ces derniers venaient alors tout juste de faire la conquête de l'arrière-pays de leur capitale peuplé en grande partie de Kurdes locaux. La famille de Saladin et les tribus kurdes jouèrent ainsi un rôle très important dans la campagne militaire zankide sur la Syrie qui permit la conquête d'Alep, de Damas et de Baalbek. Saladin, son père Ayyoub et son oncle Chirkouh s'emparèrent de postes majeurs dans l'architecture du pouvoir zankide. Saladin devint *shihna*, sorte de chef de la police, de Damas. En 1169, la dernière offensive sur l'Égypte du contingent syro-irakien mené par Chirkouh fit mouche. Les Zankides, par l'entremise de leur commandant, brisèrent les armées fatimides locales et firent la conquête du Caire. Peu après, Chirkouh décéda, cédant la place à son neveu Saladin, qui s'empara du poste de vizir d'Égypte. Lors de cette passation de pouvoir, les forces militaires et politiques kurdes pesèrent de tout leur poids en sa faveur. Par la suite, le jeune souverain parvint à s'affranchir petit à petit de la tutelle lointaine des Zankides, abolit le califat fatimide d'Égypte et commença à diriger son action militaire vers le sud de l'Égypte, le Maghreb et la Syrie-Palestine. À l'apogée de son pouvoir à la fin du XII^e siècle, Saladin imposait sa suzeraineté ou sa domination directe sur l'Égypte, le Yémen, la Syrie-Palestine et la haute Mésopotamie. Dans ces conquêtes, les forces tribales kurdes Hakkariyya, Zarzariyya et Humaydiyya jouèrent un rôle déterminant jusqu'à ce que les mamelouks, des esclaves militaires d'origine diverse, prennent une place démographique déterminante dans les armées du sultanat. Les militaires et les civils kurdes se maintinrent néanmoins à des positions politiques élevées tout au long du règne de Saladin et de ses successeurs.

En pointe de l'action de conquête se trouvaient les troupes hakkariyya dirigées par un certain Saïf al-Dîn al-Mashtûb (« le balaftré »). Plus proche de Saladin, ce fut Abou al-Haija al-Samin (« le gros »), un membre de la tribu des Hadhabani, qui créa et dirigea jusqu'à sa mort le Salahiya, une sorte de garde rapprochée composite au service du souverain. Quant à la sphère civile, dès l'arrivée au pouvoir de Saladin, les postes de grand Cadi (juge suprême) et des principales directions de madrasas (écoles de sciences religieuses) furent attribués à des Kurdes ou à des Orientaux liés à la famille ayyoubide. Parmi eux se trouvaient les Banû Maran, qui dominèrent la judicature égyptienne pendant environ un siècle. Pendant toute cette période, les Ayyoubides régnèrent assistés de nombreux Kurdes, dont certains, à l'instar des Qaymariyya et des Shahrazûriyya, se rallièrent très tardivement à la dynastie depuis les confins de la haute Mésopotamie (2).

La dynastie de Saladin entraîne les Kurdes dans sa chute

Pour faire face à diverses menaces, un des successeurs de Saladin,

Malik al-Salih Ayyoub, recruta en masse des mamelouks. À sa mort, en 1249, la croisade dirigée par Louis IX parvint à Mansoura en Égypte. Le souverain franc fut défait par les mamelouks du sultan défunt. En 1250, le fils de Malik al-Salih, revenu précipitamment de Hisn-Kayfa (aujourd'hui Hasankeyf en Turquie), en haute Mésopotamie, fut massacré par les mamelouks de son père qui prirent alors le pouvoir.

Cet événement marqua la fin des Ayyoubides d'Égypte. Quant à ceux de Syrie, ils en profitèrent pour s'emparer de Damas avant de céder à leur tour la place aux mamelouks dix ans plus tard, incapables qu'ils furent de résister aux invasions mongoles venues d'Iran. Le nouveau système politique dominé par les mamelouks est décrit par les sources comme une « dynastie turque » ou comme la « dynastie des Turcs », alors que les Ayyoubides apparaissent rétrospectivement comme la « dynastie des Kurdes ». À la tête du monde musulman, les mamelouks, sous la conduite d'Al-Malik al-Zahir Baybars (1260-1277), accomplirent la conquête de la Syrie-Palestine face aux Francs et aux Mongols, mettant un terme à la domination du pouvoir ayyoubide. En 1260, ils défirent les Mongols à Aïn Djalout après la prise d'Alep par le souverain mongol Houlagou Khan. Pendant les années qui suivirent, la Syrie-Palestine, la haute Mésopotamie et l'Irak furent le théâtre d'une lutte entre les mamelouks et leurs vassaux et les Mongols et leurs alliés (les Arméniens). À la fin du XIII^e siècle, les successeurs de Houlagou Khan stabilisèrent leur pouvoir dans une zone centrée sur l'Azerbaïdjan, s'étendant de l'Iran oriental à l'Anatolie et incluant les zones de peuplement kurde. Cette entité prit le nom d'Ilkhanat. Outre ses tentatives d'expansion vers l'ouest, l'Ilkhanat dut développer des politiques de gestion spécifique de la haute Mésopotamie afin de contrôler l'agitation des pouvoirs tribaux kurdes.

Cet enchaînement de faits décrit une sorte de cycle historique kurde et peut être interprété selon le modèle khaldounien. La théorie politique d'Ibn Khaldoun (3), penseur et historien andalou du XIV^e siècle, postule que des dynasties issues du monde bédouin (des confins) et soutenues par une *asabiyya* (esprit de corps) bédouine, qu'elle soit arabe, turque, kurde ou encore berbère, émergent dans le monde sédentaire, disparaissent et sont remplacées par d'autres, après épuisement de leur *asabiyya*. L'*asabiyya* se manifeste comme la ferme solidarité ethnique ou tribale desdits groupes visant à la conquête du pouvoir dans le monde de la sédentarité. Une fois réalisée, cette conquête amène les vainqueurs à dissimuler l'*asabiyya* au commun pour se prémunir de dangers politiques, ce qui empêche bien souvent de définir les pouvoirs mis en place comme ethniques, leur universalisation apparente étant gage de pérennité. En retour, la dissimulation de l'*asabiyya* et l'universalisation du pouvoir affaiblissent l'*asabiyya*.

L'évidente humiliation politique que représente la prise des principautés kurdes par les atabegs zankides de Mossoul aboutit paradoxalement à une émergence des Kurdes dans le monde de la sédentarité. La dynastie de Saladin présente tous les signes d'une dynastie soutenue par une *asabiyya* bédouine kurde. L'arrivée au pouvoir des mamelouks, l'épuisement de l'*asabiyya* kurde et le retour des Kurdes aux confins (à la bédouinité) ont clos le cycle.

Au-delà d'Ibn Khaldoun, la construction d'un territoire kurde des marges

On ne peut taire l'extrême coïncidence de la conception d'Ibn Khaldoun avec le cas des Kurdes à la période ayyoubido-mamelouke. Il reste toutefois à poser la question de ce qui dépasse sa vision « idéale-

typique », car les Kurdes n'ont pas cessé d'exister, loin s'en faut. Que devient une *asabiyya* quand elle s'épuise ?

Le retour théorique de l'*asabiyya* kurde vers les confins nécessitait en fait les préconditions d'un ordre local au sein d'un espace géo-ethnique kurde. Concomitamment à ce retour, se profilait donc le renforcement de la construction du territoire des Kurdes sous l'effet de multiples dynamiques spatiales. Ainsi, la vie et la mort de la dynastie de Saladin a également déterminé les transformations à l'œuvre au Kurdistan. Le processus de mise en cohérence du territoire kurde impliquait depuis plusieurs siècles les tribus kurdes, les autres populations de la région, les petites dynasties locales, les pouvoirs impériaux et les groupes de grands nomades arabes et turcs traversant cet espace. Le recul politique des princes arméniens au profit des Kurdes s'était enclenché dès le X^e siècle au sud du lac de Van, mais le territoire kurde par excellence se trouvait alors plus à l'est dans le Djibal, entre le Shahrazor (région de l'actuelle Soulaïmaniya) et Ispahan. L'invasion mongole du milieu du XIII^e siècle constitua une des dernières étapes de l'homogénéisation politique du territoire kurde, provoquant la convergence spatiale de la zone kurde zagrossienne (le Kurdistan iranien) et de l'aire du sud du lac de Van. La zone d'influence des tribus et familles princières des Rûjakiyya, des Hakkariyya et des Mazanjâniyya se présente au XIV^e siècle comme le noyau dur d'un territoire défini de plus en plus comme exclusivement kurde. Par ailleurs, on note à la période mamelouke le renouveau de l'expansion des tribus vers l'ouest du « pays kurde » au cœur de la haute Mésopotamie anatolienne.

La présence d'acteurs politiques locaux était nécessaire mais pas suffisante pour entériner cette autochtonisation kurde. La situation conflictuelle entre mamelouks et Mongols entraîna la tentative de mobilisation par les premiers de la ressource kurde. Alors que les sources persanes promongoles envisageaient un espace kurde divisé du point de vue administratif et ne laissant qu'une place limitée au particularisme ethnique kurde, les administrateurs promamelouks établis au Caire construisirent la représentation littéraire et administrative d'une vaste zone, exclusivement kurde et théoriquement indépendante du contrôle mongol. L'exercice qui consistait à nommer ce territoire des Kurdes, que ce soit par les expressions Bilad al-Akrad (pays des Kurdes), Djebel al-Akrad (montagnes des Kurdes) ou al-Mamlaka al-Hasina al-Akradiyya (le royaume kurde bien gardé), est l'un des facteurs essentiels de sa construction, perpétuant l'usage d'ethnotoponymes dont le plus connu est aujourd'hui celui de Kurdistan.

Le retour des Kurdes au monde de la bédouinité consécutif du cycle kurde commencé par l'avènement au pouvoir de Saladin et de sa famille n'est pas un retour à des confins inconsistants, réserve de violence susceptible d'être captée par le pouvoir d'État. Structurée par l'intervention des États et le va-et-vient des groupes et des individus kurdes entre zones urbaines et territoire tribal, la périphérie kurde était en passe, au XIV^e siècle, de se constituer en centre. Alors que la dynastie de Saladin avait disparu depuis un demi-siècle, la construction du Kurdistan lui devait tout.

1. Anne-Marie Eddé, *Saladin*, Flammarion, 2008.

2. Boris James, *Saladin et les Kurdes ; perception d'un groupe au temps des croisades*, hors-série *Études kurdes* n° 10, L'Harmattan, 2006.

3. Gabriel Martínez-Gros, *Ibn Khaldûn et les sept vies de l'islam*, Actes Sud, 2006.



AUX ORIGINES DU CONFLIT KURDE (1918-1925)

› Jordi Tejel Gorgas

Entre 1918 et 1920, les Kurdes ottomans sont sur le point d'obtenir un État. Trois ans plus tard, cette perspective s'est envolée. Comment expliquer cette issue défavorable aux comités nationalistes kurdes, alors que le contexte international, marqué par le démembrement de l'Empire ottoman et la recherche d'alliés locaux de la part des puissances occidentales, semble être si favorable? Un retour sur ces cinq années charnières pour la « question kurde » doit nous permettre de restituer la complexité de ce moment unique.

Les Kurdes sous l'Empire ottoman

Sous l'Empire ottoman, l'identité kurde, ou plutôt *les* identités kurdes ne sont pas directement menacées. Dans le contexte ottoman, la répression des princes kurdes rebelles et des révoltes dirigées par des cheikhs soufis répond non pas à une volonté de supprimer les Kurdes en tant que « groupe » ethnique mais à un souci de mettre fin à toute velléité irrédentiste ou à toute émergence d'une autorité rivale du pouvoir central. Si certains notables aspirent à une plus grande

indépendance, l'État exerce autant de pression que possible pour récupérer le pouvoir perdu et, à la limite, accepte un certain degré d'autonomie en échange de la fidélité à l'État.

Certes, la période unioniste (1908-1918) témoigne d'un début de changement, notamment avec la consolidation de l'idéologie turquiste au détriment des autres « nationalités » ottomanes. Toutefois, les intellectuels, notables, chefs tribaux et religieux d'avant-guerre restent attachés à l'idéal d'une unité ottomane garantie par l'institution du califat. Cette fidélité au cadre ottoman s'explique aisément. Les Kurdes, musulmans sunnites pour la plupart, appartiennent à la « communauté dominante » (*millet-i kahire*), au même titre que le sultan-calife et la majorité des Turcs et des Arabes, mais à la différence des chrétiens et des juifs.

En effet, jusqu'aux réformes administratives et politiques entamées dans l'Empire ottoman durant la seconde moitié du XIX^e siècle et connues sous le nom de *tanzimat* (« réorganisation »), les non-musulmans sont reconnus au titre des « gens du Livre » – ayant eu donc

la révélation divine –; en contrepartie, ils relèvent du statut de groupes « protégés », mais aussi assujettis. Les *tanzimat*, visant à moderniser et à sauver l'empire, introduisent cependant des changements qui menacent de remettre en question les rapports de domination séculiers au sein de l'empire. D'une part, les réformes visent à assurer l'égalité des individus devant la loi, sans distinction de langue ni de religion. D'autre part, elles reconnaissent des droits collectifs aux *millet* non musulmans, pour la plupart s'exprimant dans une langue particulière – l'arménien, le grec, l'araméen, l'hébreu –, renforçant ainsi leur sentiment d'être un « groupe » à part.

Si ces réformes du système juridique et administratif ottoman ne sont guère appréciées par les élites musulmanes sunnites, l'ingérence croissante des puissances européennes à la périphérie de l'empire envenime davantage les relations « de proximité » entre les Arméniens et les Kurdes dans l'Anatolie orientale. La « question d'Orient », qui se trouve en partie à l'origine des réformes ottomanes entreprises au XIX^e siècle, est, à la périphérie de l'empire, une « question arméno-kurde », une question agraire relative à la propriété foncière issue du transtert, souvent coercitif, des terres chrétiennes aux musulmans, et, avant tout, aux Kurdes.

Face aux revendications arméniennes et aux pressions étrangères, des chefs tribaux et des notables kurdes saisissent les opportunités qui se présentent pour « résoudre » la question à leur avantage. Durant l'automne 1895, les hamidiés kurdes – régiments tribaux de cavalerie légère rattachés au sultan Abdülhamid II – participent aux grands massacres anti-arméniens et en 1915, à nouveau, des chefs tribaux et notables kurdes s'allient aux autorités ottomanes, sous la bannière du « panislamisme », pour mener à bien le génocide arménien qui met fin à leur cohabitation dans les provinces orientales de l'empire.

Parallèlement, les rapports entre l'État et les autres groupes ethniques, y compris les Kurdes, évoluent aussi. L'identité ottomane mise en avant par les réformateurs du XIX^e siècle est progressivement abandonnée en faveur du panislamisme, puis du turquisme sous l'influence du secteur nationaliste du Comité Union et Progrès, dont les membres sont connus sous le nom de « Jeunes-Turcs ». En effet, le nationalisme, comme doctrine des élites ottomanes, gagne du terrain parmi les dirigeants unionistes avant d'influencer rapidement les élites arabes, albanaises et kurdes.

Lorsque l'armistice de Moudros est signé en octobre 1918, contrairement aux provinces arabes de l'empire, la majeure partie du Kurdistan est encore sous administration ottomane. Le mouvement kurde naissant se retrouve donc dans un contexte d'indétermination et dépourvu de soutiens extérieurs, à la différence de la dynastie des Hachémites. Malgré le manque de complicités occidentales, l'idée d'un État kurde fait son chemin.

Une occasion unique

Face au choix des unionistes de s'allier à l'Allemagne lors de la

Jordi Tejel Gorgas est professeur titulaire au département d'histoire de l'université de Neuchâtel. Il est l'auteur de *la Question kurde : passé et présent* (L'Harmattan, 2014) et des *Kurdes en 100 questions* (avec Boris James, Taillandier, 2018).
› jordi.tejel@unine.ch

Première Guerre mondiale, les puissances de la Triple Entente laissent entrevoir leurs intérêts dans la région moyen-orientale. Pour la Russie, la guerre est la meilleure manière de réaliser ses ambitions, notamment l'accès maritime à la Méditerranée en contrôlant les détroits. Pour la Grande-Bretagne, la guerre comporte la remise en question de sa doctrine visant à maintenir l'indépendance et l'intégrité de l'Empire ottoman, telle qu'elles avaient été définies au lendemain de la guerre en Égypte. Quant à la France, elle n'a jamais caché ses aspirations d'influence au Levant afin de protéger les chrétiens orientaux. Après maintes négociations, les trois pays signent un accord définitif, Sykes-Picot. Les provinces à majorité ou avec une forte présence kurde sont divisées de la manière suivante: le nord-est anatolien tombe sous l'administration directe russe; le sud-est anatolien sous l'administration directe française; le Kurdistan irakien sous influence économique française (Rawanduz et Erbil) et anglaise (Kirkouk et Sulaimaniya).

Le retrait de la Russie du conflit mondial après la révolution d'octobre 1917 et l'entrée en guerre des États-Unis remettent néanmoins en question l'accord Sykes-Picot. Ainsi la Russie révolutionnaire dénonce tous les accords secrets passés pendant le conflit armé, ce qui conduit les Britanniques à réexaminer la politique alliée envers les Ottomans. Le 8 janvier 1918, le président américain Woodrow Wilson énonce devant le Congrès la « déclaration des Quatorze Points », ouvrant ainsi la porte à une ère nouvelle pour les relations internationales. Le point 12 concerne la question des nationalités sous l'autorité ottomane et stipule que « la portion turque du présent Empire ottoman devrait assurer une souveraineté sûre, mais les autres nationalités qui sont maintenant sous l'autorité turque devraient se voir assurées une incontestable sécurité de vie et une opportunité [...] absolue de développement » (1).

Si les principes wilsoniens de 1918 sont accueillis avec satisfaction dans certains milieux nationalistes kurdes, ils sont fortement contrecarrés par les intérêts géostratégiques de la Grande-Bretagne et de la France au Moyen-Orient. Le gouvernement britannique, obéissant aux milieux pétroliers, décide d'occuper le vilayet de Mossoul avant que la capitulation du gouvernement ottoman devienne effective. Mise devant le fait accompli, la France cède le Nord irakien aux Britanniques, obtenant en contrepartie la promesse d'une participation française dans la Turkish Petroleum Company. La création d'un État kurde, sous influence britannique, n'est pas pour autant écartée par une partie des agents du Foreign Office détachés dans la région. La France, malgré ses réticences initiales, notamment son souci de contrebalancer le rôle des Britanniques, finit par approuver la création d'un État kurde au-delà des territoires kurdes limitrophes de la Syrie et de la rive est de l'Euphrate, sur lesquels l'accord Sykes-Picot avait reconnu sa souveraineté.

Les revendications kurdes

Lorsque les Alliés occupent Istanbul, le Comité pour le relèvement du Kurdistan (Kürdistan Teali Cemiyeti, KTC) entre en contact avec les Français et les Britanniques afin de défendre les aspirations de la « nation kurde ». Le comité n'a toutefois pas un programme univoque. Ainsi, la question de l'indépendance du Kurdistan suscite des débats houleux en son sein même. Face aux partisans de l'indépendance totale, réunis autour d'Emin Ali Bedir Khan, se trouve le camp défendant l'autonomie kurde dans le cadre du nouvel État turc-ottoman, sous la houlette de Seyyid Abdulkadir. Les liens religieux des

Kurdes avec les Turcs, garantis par la continuité du calife, justifient aux yeux des seconds l'option autonomiste. Influencés par la propagande panislamiste du gouvernement, les partisans de l'autonomie sont aussi opposés à la création d'un État arménien prévu par les négociations de paix à Paris.

En effet, la signature en 1919 de l'accord arméno-kurde entre le général Chérif Pacha, représentant le KTC, et l'Arménien Boghos Noubar Pacha, prévoyant la création d'une Arménie et d'un Kurdistan indépendants dans l'est de la Turquie actuelle, oblige les deux tendances à prendre rapidement position, pour ou contre cette éventualité. Sur le terrain, cependant, bon nombre de tribus kurdes sunnites se rallient aux forces rebelles turques au nom de la fraternité musulmane.

La fraternité musulmane n'est pourtant pas la seule raison qui conduit certains chefs tribaux et notables urbains à s'opposer à un accord, confirmé par le traité de Sèvres du 10 août 1920, perçu comme une menace à double titre. Tout d'abord, en 1919, divers cadres et fonctionnaires ottomans sont déferés en cour martiale, accusés de complicité dans l'exécution du génocide arménien. Dans ce contexte, certains chefs kurdes craignent d'être aussi jugés pour leur participation active aux massacres. En outre, la formation d'un État arménien supposerait certainement la restitution forcée des terres confisquées aux Arméniens en 1895 et en 1915.

Alors que les négociations entre les Alliés se poursuivent, le KTC se fragilise davantage suite au départ des partisans de l'indépendance. Ces derniers créent la Ligue sociale kurde et se mettent « au service » des puissances occidentales afin de garantir la création des États kurde et arménien (2). Malgré les crises internes des comités kurdes, le traité de Sèvres de 1920, conclu entre le gouvernement ottoman et les Alliés, prévoit dans ses articles 62, 63 et 64 la création d'un État kurde indépendant dans la majeure partie du Kurdistan ottoman. Le sort des Kurdes habitant dans le vilayet de Mossoul doit cependant se décider ultérieurement.

Toutefois, les divisions entre les Alliés et entre les Kurdes, ainsi que les victoires des milices nationalistes turques sur le terrain ouvrent la porte à la renégociation du traité de Sèvres. À l'ouest, l'armée grecque est défaite par les Turcs. À l'est, les soulèvements des Kurdes alévis (chiites) sont réprimés par de violents combats, tandis que les troupes françaises en Cilicie subissent d'importants revers. Le retrait des troupes italiennes et françaises du territoire turc met l'Angleterre dans une situation critique. Finalement, le traité de Lausanne, signé en juillet 1923, met fin aux promesses faites aux Arméniens et aux Kurdes.

La politique britannique dans le nord de l'Irak

Si le traité de Lausanne enterre le projet de création d'un État kurde dans le Sud-Est anatolien, il laisse cependant ouverte la question relative au futur statut de l'ancien vilayet de Mossoul, occupé par les Britanniques dès 1918. Cette région, habitée majoritairement par les Kurdes mais comportant d'importantes communautés arabes, turkmènes et chrétiennes installées dans les plaines, est convoitée et par la Turquie et par la Grande-Bretagne. Après avoir envisagé la création d'un État kurde ou du moins d'une entité autonome soumise à l'influence de Londres, à partir de 1921, la position favorable à l'annexion de l'ancien vilayet de Mossoul à l'Irak « arabe » sous mandat britannique s'impose pour des raisons géostratégiques.

La divergence des intérêts entre Britanniques et Turcs lors des

négociations à Lausanne est reflétée dans un télégramme envoyé par le représentant d'Ankara, İsmet İnönü, au Premier ministre Hussein Rauf Bey, dans lequel il affirme que « pour nous Mossoul est une question [de sécurité] nationale; pour eux [les Britanniques] c'est une question de pétrole » (3). Au-delà du pétrole, cependant, le vilayet de Mossoul est également perçu comme un rempart physique – de par sa géographie montagneuse – pouvant faire face aux possibles attaques militaires de la Turquie. Enfin, le Nord irakien, riche en eau, est appelé à devenir le grenier d'un pays dominé par le désert et les régions arides. Ayant des positions non conciliables, la Grande-Bretagne et la Turquie demandent au Conseil de la Société des nations (SDN) de régler cette question.

Finalement, le Conseil de la SDN tranche l'affaire de Mossoul en décembre 1925, en rattachant le vilayet à l'Irak selon les vœux britanniques, et en adoptant en faveur des Kurdes des garanties suggérées par sa commission d'enquête au sujet d'une autonomie administrative et culturelle. Toutefois, l'annexion du vilayet de Mossoul à l'État irakien étant assurée en 1926, la « carte kurde » devient moins intéressante pour la Grande-Bretagne. En dépit de diverses promesses britanniques concernant l'autonomie du Kurdistan, le traité d'alliance anglo-irakien de 1930, qui pose les bases de l'indépendance formelle de l'Irak, ne prévoit pas de mesures spécifiques concernant les provinces kurdes.

La « question kurde » émerge au début du XX^e siècle comme une question « minoritaire » liée à l'apparition des États-nations modernes au Moyen-Orient, avec des rythmes différenciés, au gré des évolutions des systèmes politiques et des rapports de forces dans chacun des États. Autrement dit, s'il existe bel et bien une question kurde, elle se décline de manière différenciée en fonction du contexte sociopolitique des quatre États (Irak, Iran, Syrie et Turquie) dans lesquels les Kurdes constituent une forte minorité.

En même temps, la question kurde, de par sa nature transfrontalière, ne peut pas être comprise dans sa complexité si l'on néglige les connexions intra-kurdes, mais également la gestion régionale du conflit kurde par les États concernés. Cette double dimension continue de façonner une question vieille d'un siècle. Dans toute perspective de pacification régionale, ni les acteurs kurdes, ni les États moyen-orientaux, ni les puissances mondiales ne peuvent faire abstraction de cette donne.

1. Salah İmor, *L'Origine de la question kurde*, L'Harmattan, 1994, p. 73.

2. Centre des archives diplomatiques de Nantes (CADN), fonds Ankara, ambassade, n° 92. Lettre de la Ligue sociale kurde, Constantinople, le 18 mai 1920.

3. Ali Othman, « The Kurdish struggle for Vilayet Mosul, 1921-1925 », *The Journal of Kurdish Studies*, avril 2005, p. 36.

SEPTEMBRE 2018 REVUE DES DEUX MONDES



REVUE DES DEUX MONDES SEPTEMBRE 2018

DOSSIER LE MOMENT KURDE

LA GRANDEUR DES KURDES

› **Bernard Kouchner**

Les Kurdes sont notre soupape de sécurité. On apprécie qu'ils se battent pour nous, pour la démocratie et, ces dernières années, contre l'organisation État islamique. Soutient-on leur volonté d'indépendance? Non. Ce serait, semble-t-il, trop demander aux démocraties que d'exiger la liberté de nos alliés. Si on en vient à soulever doucement le problème, on recueille des regards de commisération. Laissez faire les grandes nations. Restons conformes, pas d'ingérence dans la diplomatie, c'est une affaire trop sérieuse pour les amateurs! Ainsi se perpétuent les plus honteuses de nos dérobades et se maintient la plus déshonorante des oppressions. Quarante millions de Kurdes, le plus grand des peuples sans État, se désespèrent, se battent, et restent obstinément attachés à ce qu'il reste de l'Occident en capilotade.

Pourquoi aide-t-on les Kurdes toujours trop tard? Parce que nous avons le remords colonial, qu'un vrai résidu de compassion nous anime et qu'on s'en tient à l'ancienne distribution des terres et des nations bâtie au fil de l'épée et de nos intérêts économiques de colonisateurs. Le dogme: il ne faut pas bouger les frontières! Et qui aide les Kurdes?

Bernard Kouchner est médecin et homme politique, créateur de Médecins sans frontières et de Médecins du monde. Dernier ouvrage publié: *Toxic* (avec Patrick Aeberhard, Jean-Pierre Daulouède, Bertrand Lebeau et William Lowenstein, Odile Jacob, 2018).
› bernard@kouchner.com

Les Français font ce qu'ils peuvent, les Américains aussi, en fonction de leurs intérêts et de la personnalité des présidents, et puis les Anglais, avec lesquels nous étions en éternelle concurrence pétrolière, et qui demeurent, malgré le Brexit, des alliés militaires solides.

Où en sommes-nous?

Au Kurdistan d'Irak se construit une démocratie imparfaite mais prometteuse; l'égalité entre les hommes et les femmes est inscrite dans la loi, un Parlement est élu, un gouvernement fonctionne, le pouvoir politique est clairement séparé des religions, l'extrémisme est banni,

des centaines de milliers de chrétiens ont été accueillis. Leurs ennemis sont les nôtres : les barbares de l'organisation État islamique, que les Kurdes, musulmans non intégristes, combattent avec efficacité.

Avec nos alliés américains, anglais, allemands, etc., nous avons créé une coalition internationale pour anéantir les soldats de Daesh. Les Russes, feignant de combattre Daesh, soutiennent militairement le pouvoir de Damas, celui de Bachar al-Assad. D'un côté les dictateurs, de l'autre les démocrates. Qui se bat au corps-à-corps contre les barbares ? Nos amis peshmergas et cela nous convient bien. Ce sont de très bons soldats. Nos grands succès sont des succès mercenaires.

On a pris l'habitude qu'ils se battent pour nous. Ils étaient nos alliés. Mais ces gêneurs ne cessent de demander l'indépendance ! Et ils ont raison. Avec cette indépendance des Kurdes, des îlots de stabilité démocratique au milieu du Moyen-Orient, tout serait possible ! Mais qui aura le courage de soutenir, de l'ONU aux diverses places diplomatiques, la souveraineté des Kurdes sur leurs territoires séparés ?

Les Américains et les Français en particulier envoyèrent des forces spéciales et de l'armement. J'ai accompagné nombre de combats. J'ai suivi avec Patrice Franceschi et Stéphane Breton la bataille de Rakka. Se battre, oui, mais parler politique avant la paix, jamais. Personne parmi nos alliés ne voulait évoquer une nécessaire indépendance ou même une fédération.

L'argument reste toujours le même : n'ajoutons pas la guerre à la guerre. Argument dépassé : nous sommes déjà en pleine guerre et en pleine confusion. Syriens, Turcs, Irakiens, Iraniens, Israéliens, sans compter les Russes, les Américains, nous-mêmes ; et personne n'évoque la seule secousse positive que serait l'indépendance du Kurdistan, facteur de paix indispensable.

L'occasion manquée

Les Kurdes d'Irak ont approuvé l'indépendance par référendum en 2017 et ont été trahis. Nous avons une chance de changer le Moyen-Orient, ne pouvions-nous pas faire preuve de sagesse et d'audace politique à la fois ? Les démocraties ont perdu bien des guerres récentes. Ne pourrions-nous pas gagner la plus importante : faire enfin la paix au Moyen-Orient ?

Les Kurdes nous y aideraient grandement. Permettez-moi de revenir sans chronologie sur quelques images personnelles.

La division

Je les connais ces Kurdes, je les soutiens depuis quarante-cinq ans – sauf lorsqu'ils se battent entre eux – et j'ai passé de nombreux mois dans leurs montagnes, lors de périodes de crises successives.

Décor : un espace de rudes sommets entre le plateau iranien et les plaines de l'Euphrate. La géographie protège les Kurdes et les sépare. La colonisation les morcela, la politique et le goût du pouvoir les harcèlent. Lointains enfants des Mèdes, bien avant le temps attribué à Jésus-Christ, ils partagent une langue commune, des traditions de résistance, des dons pour la guerre en montagne, des pantalons bouffants, un turban bien serré et une légendaire bravoure au combat qui n'influence pas la douceur de leur islam.

Un implacable destin condamne les Kurdes à la division. Ce

peuple, après les Arabes et les Perses, est le plus important du Moyen-Orient. Oubliés lors du dépeçage de l'Empire ottoman, ils sont près de 40 millions, inégalement répartis entre cinq pays : l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie et l'Azerbaïdjan, sur 530 000 km².

En 1920, lors du traité de Sèvres, on leur promit une indépendance qu'on ne leur accorda jamais. En 1923, au traité de Lausanne, on assista au triste revirement de la communauté internationale dont découlent tous les drames actuels.

Première impression

Tout commença pour moi en 1974, vers Hadj Omran, sur la route de Rowenduz, la célèbre Hamilton Road tracée par la colonisation britannique au Kurdistan. Les maquisards irakiens de Moustafa Barzani qui avaient libéré une partie du territoire s'appuyaient sur l'Irak du chah. Pour gagner la zone « autonome » nous passions par les services iraniens. À l'appel d'un Kurde de Lausanne, Ismet Chérif Vanly – officieux ambassadeur du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) en Europe –, nous voulions installer un dispensaire de Médecins sans frontières. Avec Max Récamier et Jacques Bérés, nous étions logés à flanc de montagne, en compagnie d'un dignitaire zoroastrien, d'un évêque orthodoxe égaré qu'un serviteur protégeait du soleil avec une ombrelle et de quelques rares journalistes. Nous avions rencontré Alexander, un médecin hollandais colossal qui soignait les Kurdes en parcourant la montagne dans son break Mercedes rouge bourré de médicaments. Nous entendions aider à long terme les populations kurdes. Ismet Chérif Vanly fut gravement blessé dans un attentat, quelque temps après, dans son appartement de Suisse.

Deuxième image

La barbe courte, l'œil pétillant, le nez en bec d'aigle et le pantalon bouffant sous la grande ceinture grise : même assis sur une petite chaise, dans une bâtisse de pierre croulante entourée des tentes de sa garde rapprochée, au fond de la vallée de Hadj Omran, en Irak, il donnait une impression de majesté. La fatigue accentuait ses rides de vieux guerrier. En 1974 je regardais et j'écoutais l'indomptable Moustafa Barzani. « Je suis vieux mais vous la verrez, vous, l'indépendance du Kurdistan », me dit-il. Et il ajouta : « La solitude, je la connais comme je connais les victoires. Les Kurdes n'ont qu'un seul ami : leurs montagnes, celles-là ne trahissent jamais. » « Mollah Moustafa » tenait la guérilla depuis 1930. Il changea d'alliances entre l'Irak et l'Iran. Musulman sans être sectaire, il refusa les obédiences religieuses et fut, avec le soutien des Soviétiques, le ministre de la Défense de l'éphémère République de Mahabad. Il combattit Saddam Hussein.

Dans ce Moyen-Orient éclaté, la droite française soutenait Saddam Hussein et la gauche s'engageait pour les Kurdes. Certes un peu lapidaire, cette formule est loin d'être fautive. La France de Jacques Chirac appuyait et armait Saddam Hussein, réputé laïc et donc plus fréquentable que les religieux d'alentour. En France on soutient une stratégie pro-Arabe sans discernement : on tient peu compte des évolutions et les erreurs ont la vie dure.

Je vous raconte encore

Un bombardement politique. Nous étions sur la chaussée de Hamilton, la route de la pénétration anglaise au Moyen-Orient. Les hélicoptères mitraillaient en rase-mottes et Jacques Bérés marchait au

milieu de la route. C'était sa théorie et son habitude: « Statistiquement, disait-il, on ne risque rien. » Max Récamier et moi étions dans le fossé. Les Français, soutiens des Irakiens du général Al-Bakr puis de Saddam Hussein, n'étaient pas bien vus des Kurdes. La laïcité affichée de Saddam pesa dans la décision française. La vieille concurrence coloniale avec la Grande-Bretagne également. Les hélicoptères étaient français. Puis vinrent les avions.

Fin de l'épisode

La frontière fut fermée le 6 mars 1975 à minuit, quelques heures après l'accord entre Saddam Hussein et le chah d'Iran, lors de la conférence d'Alger qui fixa les frontières dans le Chatt al-Arab en échange de la liberté de massacrer les Kurdes. L'offensive commença immédiatement avec la complicité iranienne, selon le principe alternatif ci-dessus décrit – des alliances inversées. L'offensive des armées de Bagdad fut rapide, Hadj Homran fut envahi et le docteur Alexander, notre ami hollandais, fusillé comme « espion ». Une guérilla endémique s'ensuivit.

Une rencontre

À Paris pour une première rencontre avec un homme qui pèsera par son amitié et son enseignement: Abdul Rahman Ghassemlou, le chef incontesté des Kurdes d'Iran. Retenez bien son nom, il fut le seul capable de fédérer les Kurdes dans tous les pays. Il était un intellectuel, un économiste, qui fut marxiste. Il ne croyait que peu à la guérilla mais il y fut contraint. Il ne tira jamais une balle dans une opération militaire. Il fut obstiné à chercher la paix comme s'il n'y avait pas de guerre et à résister comme s'il n'y avait aucun espoir de paix. Il portait une fine moustache, avait le nez en bec d'aigle et des yeux pétillant d'intelligence. Il ne ressemblait pas à un chef de maquis; même avec une kalachnikov, il semblait regretter son stylo. Ghassemlou me disait: « Personne ne nous aide, personne ne s'intéresse à nous, parce que nous ne pratiquons pas le terrorisme, nous ne détournons pas d'avion, nous ne posons pas de bombes dans les marchés. On ne nous connaît pas parce que nous sommes des démocrates, pas des guerriers. Mais nous continuerons à nous battre et un jour, tu verras, nous gagnerons. »

En 1983, neuf ans après la première mission chez Barzani, il me demanda d'organiser une mission au Kurdistan d'Irak, où il s'était réfugié. Les places et les alliances s'étaient interverties. Dans l'intervalle nous avions fait de notre mieux pour soutenir les Kurdes: conférences, articles, manifestations, missions humanitaires. À chaque fois il fallait préciser l'origine de nos amis: ils étaient iraniens, turcs, irakiens. S'entendaient-ils assez entre eux, étaient-ils de gauche ou de droite? Cette classification semblait absurde à nos interlocuteurs, qui mélangeaient les groupes en un grand concept flou. Encore heureux que les Kurdes de Syrie à cette époque n'ait pas fait parler d'eux... Mon ami Ghassemlou me fera rencontrer le concurrent de Barzani, un gauchiste dissident du PDK: Jalal Talabani, avocat érudit plus proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc et des Iraniens. Je fus très proche de lui et de son bras droit, le futur ambassadeur d'Irak, Ahmed Bamarni. Après de longues discussions je constatais que mes vues étaient voisines de celles de Talabani. Je ne rompis pas pour autant avec le clan Barzani, plus traditionnel, sinon féodal, mais tenace et efficace.

Barzani et Talabani – tendance féodale contre tendance gauchiste. Un combat meurtrier opposa les deux chefs kurdes irakiens en 1994 et

jusqu'en 1996: trois années et des milliers de morts entre peshmergas.

Un débat

Dans une petite cahutte de pierres sèches, sur les pentes escarpées des montagnes kurdes, entre Iran et Irak, ce fut une belle séance de discussion entre les deux intellectuels révolutionnaires Abdul Rahman Ghassemlou et Jalal Talabani. Des bottes, un costume de peshmerga sombre pour Jalal, plus clair avec chèche élégant pour Abdul Rahman. L'ancien marxiste était devenu plus tolérant, moins sectaire, bâtissant son discours sur une unité pan-kurde indispensable autant qu'impossible. Le gauchiste Talabani (qui fonda l'Union patriotique du Kurdistan (UPK)) envisageait des alliances plus dangereuses pour la liberté, avec l'Iran et le PKK, et pourtant son nationalisme ne l'empêchera pas (au contraire) de devenir, bien plus tard, le premier président kurde d'un Irak débarrassé de Saddam Hussein.

Nous dînions chez moi avec Abdul Rahman et quelques amis le soir du 12 juillet 1989. « Pourquoi pars-tu demain? Reste quelques jours » « Je veux faire la paix », répondit-il. Le lendemain, de faux négociateurs iraniens assassinaient notre grand ami à Vienne.

Danielle, la « mère du peuple kurde »

Avec François Mitterrand et surtout avec sa femme Danielle, la France découvrit le peuple kurde – on devrait peut-être dire les peuples kurdes – avec plus d'empathie et le langage diplomatique se modifia, même si le Quai d'Orsay demeurait hostile à toute nouvelle approche. La présidence et le gouvernement reçurent les visiteurs kurdes, d'abord discrètement puis plus ouvertement. Il s'agissait des représentants de la société civile et, plus tard, des combattants, en général des Kurdes d'Irak, et Barzani fut longtemps le seul nom kurde connu du public français.

On nommait Danielle Mitterrand la « mère » du peuple kurde. L'énergie de la fondatrice de France Libertés influença le président Mitterrand, qui, sans brusquer les articulations diplomatiques, changea la politique extérieure de la France: Danielle Mitterrand, dès 1986, milita pour la libération des prisonniers politiques kurdes de Turquie, en particulier Medhi Zana, le maire de Diyarbakir, la plus grande ville kurde de Turquie.

Devenu député européen, et président de la Commission du développement, j'irais les visiter en prison alors que Leyla Zana avait rejoint son mari derrière les barreaux. Danielle Mitterrand se consacra, avec courage et obstination, aux Kurdes d'Irak, sans négliger les autres groupes et participa à la création à Paris de l'Institut kurde avec l'aide d'un militant acharné, Kendal Nezan, toujours en poste. De Washington à la Russie, des récoltes de fonds aux marchés du tiers-monde, elle s'engagea sans cesse pour le soutien de ses amis des montagnes.

Nous étions ensemble en 1992 à la première séance du Parlement kurde ainsi que lors de l'attentat que Saddam Hussein organisa contre nous en 1988 sur le chemin d'Halabja, ville bombardée à l'arme chimique. Connaissant les coutumes, j'avais demandé un changement de voiture. Nous parlions avec Danielle de la grève des infirmières françaises lorsque la voiture dans laquelle nous aurions dû nous trouver explosa. Quatre peshmergas y furent brûlés vifs. Et il y eut un mort et quatorze blessés graves dans le petit autocar bleu qui nous croisait.

Nous arrivâmes à Halabja et découvrimos les décombres de la cité et quelques survivants. Le porche devenu célèbre par la photo de la mère et son enfant, morts gazés sur la marche de pierre. Il y eut près de cinq mille morts en un seul éclair de chimie.

Dans ce Kurdistan d'Irak, fidèle au souvenir, on découvre de nombreux boulevards Danielle-Mitterrand, et une place François-Mitterrand, à Erbil, la capitale. Et c'est justice.

Peu à peu, les États-Unis se rapprochaient de nos amis kurdes. Mais les années passèrent sans que l'indépendance des peuples kurdes soit abordée à l'ONU ou dans une quelconque instance internationale.

Le référendum du 25 septembre 2017

La longue guerre déclenchée par George W. Bush en Irak en 2003 avait changé la donne avec des centaines de milliers de victimes, la pendaison de Saddam Hussein, l'éclatement de l'Irak. Seuls vainqueurs : les Kurdes, avec une certaine autonomie constitutionnelle et une large autonomie *de facto*. Talabani élu président de l'Irak. Barzani président du GRK (gouvernement régional du Kurdistan d'Irak). Un référendum sur l'indépendance se préparait. Devenu ministre des Affaires étrangères en 2008, je visitais plusieurs fois mes deux amis avec émotion. Enfin, après une guerre meurtrière, un combat gagné par la liberté et la démocratie ! J'en profitais pour créer, après de nombreux pays européens, un consulat français à Erbil que je proposais à Frédéric Tissot, médecin humanitaire parlant kurde. Vous n'imaginez pas les mensonges et chausse-trappes que les diplomates conservateurs mirent sur ma route !

Après 2012, les Français continuèrent à être très actifs à Erbil et dans tout le Kurdistan : deux visites officielles de François Hollande, des rencontres à Paris, une aide militaire française substantielle et des forces spéciales, pour lutter aux côtés des peshmergas contre l'organisation État islamique.

En 2012 un accident vasculaire laissa Jalal Talabani diminué, l'homme avec lequel je chantais dans les maquis en compagnie de Bamarni, le fidèle devenu ambassadeur. « Mam Jalal » mourut cinq ans après.

Pendant son agonie, Massoud Barzani avait organisé au su et vu de tout le monde un référendum sur l'indépendance du Kurdistan d'Irak. Avec Peter Galbraith, nous avons travaillé la stratégie. Barzani tint deux grands meetings, l'un à Sulaimaniya, le fief de l'UPK de Jalal Talabani, et l'autre dans sa ville d'Erbil. Ce furent deux énormes succès populaires.

Sans qu'il y ait eu une seule réclamation internationale, le référendum fut un succès. Des femmes qui n'avaient jamais voté et des hommes moustachus se rendirent aux urnes à plus de 80 %, malgré les recommandations officielles de la communauté internationale, qui leur avait demandé de s'abstenir. Le résultat fut limpide : 92,7 % des Kurdes d'Irak optèrent pour une indépendance sans hâte ni contrainte.

J'étais heureux. J'étais naïf. C'était oublier les éternelles querelles de pouvoir et les jeux des partis politiques. Après une réunion chez les talabanistes, qui jurèrent fidélité, dans la nuit même, sur ordre des dirigeants suprêmes de l'UPK, les portes de la ville pétrolière de Kirkouk s'ouvraient aux troupes de Bagdad. Dernier remugle des trahisons habituelles. Confusion plus grande encore car la Turquie et surtout l'Iran vinrent ajouter leurs ambitions de conquête à la mêlée générale.

Une fois de plus, les alliances vacillèrent, les diplomates hésitèrent et les gouvernements ne tranchèrent pas. Seule espérance : la victoire sur la barbarie de l'organisation État islamique à laquelle nos amis kurdes contribuaient, toujours en première ligne.

Le Rojava des Kurdes de Syrie

Il serait injuste d'oublier les Kurdes syriens. Bénéficiant d'un statut spécial, ils occupaient le nord du pays que les chefs de Damas, la famille Assad, ne faisaient aucun effort pour développer. Ces derniers faisaient partie de la minorité alaouite, un clan chiite dans un pays à majorité sunnite.

Longtemps neutres face aux armées de Bachar al-Assad, les Kurdes de Syrie se mobilisèrent contre les barbaries de l'État islamique. Une armée fut créée, avec des brigades féminines très efficaces et occupant souvent les premières lignes, à Kobané et à Rakka en particulier. Kobané, Afrin, Manbij : les succès contre Daesh sont surtout des succès de la bravoure kurde.

Pour compliquer encore les choses, les Kurdes de Syrie voulurent gagner à leur cause le nord du pays, aidés par certaines populations chrétiennes et arabes. Ils proposaient une Fédération de la Syrie du Nord le long de la frontière turque. Le président Erdoğan, dont l'islamisme et le présidentielisme se renforçaient, et qui était déjà en guerre « civile » avec les Kurdes du PKK, mobilisa ses troupes pour éloigner les Kurdes syriens de sa frontière. La bataille n'est pas terminée. Notons que cette fois, ni les Américains ni les Français n'ont abandonné les Kurdes.

La majorité des Kurdes de Syrie se reconnaît dans une idéologie proche d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK. On peut parler de gauchisme ou d'une sorte de maoïsme. L'homme est emprisonné dans une île de Méditerranée depuis de longues années. Il reste très populaire auprès des Kurdes de « gauche ».

Il y a près de quinze ans, j'avais passé quelques jours avec Öcalan dans la plaine de la Bekaa au Liban en compagnie de mon ami Ahmed Bamarni, disciple de Talabani. L'homme était séduisant et paraissait sincère. À cette époque, nous fûmes surpris du discours de chef du PKK, qui pensait abandonner la lutte armée pour le combat politique démocratique. Il fut arrêté.

Demain

Notre regard sur les Kurdes doit rester positif.

Si un jour ils réussissaient au Moyen-Orient, ils nous fourniraient un air frais, dont nous avons bien besoin. La révolution kurde n'est pas achevée. Certes les trahisons ne l'ont pas épargnée, mais soulignons qu'elle n'a donné naissance à aucune dictature. Même s'il convient de se méfier des évolutions possibles du PKK, qui a repris la lutte armée en Turquie.

J'ai soutenu bien des rébellions qui tournèrent court ou bien mal. Pourtant je me dois aujourd'hui, malgré les incertitudes des relations entre Kurdes, de me prononcer pour un appui renouvelé à nos amis et pour construire comme une exigence politique la future et lointaine patrie que ce peuple éparpillé mérite.



REVUE DES DEUX MONDES SEPTEMBRE 2018

DOSSIER LE MOMENT KURDE

L'ESPACE POLITIQUE KURDE APRÈS L'ÉTAT ISLAMIQUE

› Allan Kaval

Allan Kaval est journaliste free-lance, correspondant à Erbil du *Monde*.

› Twitter @allankaval

La montée en puissance brutale de l'organisation État islamique, au cœur de l'été 2014, a projeté divers acteurs politiques et militaires kurdes dans un conflit d'une importance historique majeure et concernant directement l'Occident en général, les nations européennes en particulier et singulièrement la France. Plus encore, ce bouleversement des rapports de force régionaux a propulsé ces acteurs kurdes sur le devant de la scène médiatique.

Très tôt s'est ainsi construit un discours sur « les Kurdes », premiers alliés de l'Occident face à la barbarie djihadiste sur les fronts syrien et irakien. La figure de la combattante kurde, abondamment représentée dans diverses productions médiatiques mais aussi dans des œuvres de fiction et dans les discours de certains responsables politiques, devient un des éléments centraux de ce discours.

Plus généralement, dans les représentations, voire dans l'imaginaire occidental, les Kurdes sont conçus comme un bloc sur la carte périlleuse du Moyen-Orient, un bloc où se confondent des données géographiques, ethniques, politiques, militaires. On pare cet allié idéal de vertus guerrières exceptionnelles et l'on se félicite de le savoir laïc, face à une menace djihadiste dont les racines viennent puiser au cœur même de l'Europe.

Les Kurdes en somme constituent un allié lointain contre un ennemi intime. Ils nous rassurent. Cette lecture restée dominante et dont la déclinaison actuelle, depuis la bataille d'Afrin, est l'idée d'une trahison des Kurdes par l'Occident a plus à voir avec des tensions et des angoisses propres au cadre européen qu'avec la réalité des rapports de force à l'œuvre dans la région.

Trop souvent, elle a masqué dans les esprits la réalité d'un conflit complexe impliquant une multitude de parties qui, États, milices, groupes armés, entités politiques et militaires transfrontalières, ont joué des rôles de nature diverse et parmi lesquels les acteurs kurdes ne sont qu'une composante par ailleurs très hétérogène.

Une analyse politique rigoureuse requiert donc que l'on s'affranchisse de ces représentations. En premier lieu, elle réclame que l'on évacue la référence ethnique au peuple kurde. Les peuples ne font pas l'histoire et les Kurdes sont dépourvus d'une quelconque existence politique autonome et immanente. Les Kurdes en tant que peuple ne constituent pas un acteur des rapports de force régionaux.

Il existe bien un espace kurde composé des zones géographiques dans lesquels des populations se définissant dans leur grande diversité comme kurdes sont majoritaires, aux confins de la Turquie, de l'Iran, de l'Irak et de la Syrie. Il intègre également la diaspora kurde, présente dans toutes les grandes villes de Turquie, du Moyen-Orient mais aussi de l'Europe occidentale. Cet espace kurde est dépourvu de cohérence politique. Certains acteurs politiques et militaires en sont cependant issus et s'en réclament. C'est à eux, en tant qu'acteurs et non en tant que représentants d'un peuple, qu'il convient ici de s'intéresser dans leur multiplicité.

Les acteurs politico-militaires kurdes à la veille du conflit

Avant que le conflit contre l'organisation État islamique n'éclate en 2014, le paysage politico-militaire kurde était complexe et fragmenté. On pouvait y distinguer d'une part un mouvement kurde transfrontalier et nébuleux dont la matrice est le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), fondé dans la clandestinité en Turquie en 1978, en guerre contre Ankara depuis 1984, et d'autre part des acteurs plus institutionnalisés : les deux partis qui se partageaient le contrôle politique et militaire de la Région autonome du Kurdistan irakien et de ses dépendances. Il s'agit du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de la famille Barzani et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) constitué autour de la famille Talabani.

La nébuleuse PKK est d'une nature radicalement différente des deux autres formations kurdes. Contrairement à ces dernières, elle dispose d'une influence dans chacun des pays de la région comportant des populations kurdes. Elle y existe à travers différentes organisations politiques et militaires mais dispose d'une chaîne de commandement profonde unique transcendant frontières étatiques et structures officielles. Il s'agit d'une organisation révolutionnaire dotée d'un corpus idéologique cohérent et d'un corps de cadres, sorte de commissaires politiques, présents dans tout le Moyen-Orient et dans la diaspora.

En 2014, le PKK demeurait très puissant en Turquie même. L'organisation militaire y était toujours illégale mais, même s'il patinait, le processus de paix lancé en 2013 entre le PKK et l'État turc avait toujours cours. Le Parti démocratique du peuple (HDP), qui constituait l'aile légale du mouvement kurde, venait d'être fondé à Ankara. Il agrégeait à la vitrine légale du PKK des formations politiques issues de la gauche turque et portait un programme de démocratisation censé s'adresser à toutes les composantes de la population de la Turquie et pas seulement aux Kurdes, majoritaires dans le sud-est du pays. Les régions kurdes continuaient cependant à fournir la base populaire du HDP.

Lors des élections locales de mars 2014, cette émanation du mouvement kurde a dominé le scrutin dans dix provinces à majorité kurde du Sud-Est, la plupart contiguës. Continuait donc à se dessiner dans le pays kurde une entité politique de fait où le mouvement kurde contrôlait légalement des institutions publiques et s'en servait pour affermir son encadrement de la société civile. Les combattants du PKK restaient présents dans les maquis de montagne et clandestine-

ment dans les villes, mais les combats avec les forces turques étaient suspendus. Les tensions progressaient cependant, étroitement liées aux progrès de la nébuleuse PKK dans la Syrie voisine.

Dès 2012, les émanations syriennes du PKK ont en effet pris le contrôle des trois enclaves majoritairement kurdes de Syrie, situées à la frontière avec la Turquie. Cet ensemble discontinu appelé Rojava est composé de la poche de Afrin, au nord-ouest, de la poche de Kobané sur la rive gauche de l'Euphrate, et de la Djézireh, au nord-est. Cette dernière poche est également frontalière de l'Irak. Le PKK et ses épigones ont pu prendre le contrôle de ces territoires avec l'assentiment tacite du régime de Damas. Bachar al-Assad, qui affrontait une rébellion armée à dominante arabe sunnite, voulait en effet éviter la formation d'un second front dans le nord du pays.

Pour la première fois, le PKK assurait un contrôle territorial et une forme de gouvernance. Le Rojava devint un laboratoire pour la mise en œuvre de ses principes révolutionnaires. Mêlant autogestion, coexistence entre groupes ethniques et confessionnels différents et promotion des droits de la femme, son idéologie fut mise en pratique par la création d'institutions nouvelles et autoritaires qui ne laissèrent aucune place aux voix dissonantes.

Parallèlement à ces structures civiles, les cadres militaires du PKK mirent sur pied et encadrèrent des forces militaires locales qui protégèrent les trois enclaves kurdes et se heurtèrent aux groupes rebelles et islamistes qui tenaient les régions arabes environnantes. La nébuleuse PKK jouissait par ailleurs de relations apaisées avec Téhéran.

Ses relations de bonne intelligence avec le régime de Damas lui ont permis de négocier une trêve avec l'Iran, où le PKK continuait de recruter au sein de la minorité kurde. Les bases du PKK, dans les monts Qandil, qui séparent l'Irak de la République islamique, n'étaient plus menacées par l'artillerie iranienne.

La présence du PKK en Irak reste cependant limitée à ce liseré frontalier et difficile d'accès. Les territoires kurdes situés en deçà relèvent du Gouvernement régional du Kurdistan irakien, une entité autonome. Depuis le renversement du régime de Saddam Hussein en 2003 et l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution irakienne de 2005, le Kurdistan irakien jouit d'un statut reconnu officiellement. Il s'agit d'une région fédérée dotée de ses propres institutions et de ses propres forces de sécurité.

Dans les faits cependant, le budget, le pouvoir, les réseaux de clientèle, les mécanismes de corruption, les forces armées et le territoire sont partagés entre le PDK du clan Barzani et l'UPK de la famille Talabani. Le PDK, centralisé et plus féodal dans son fonctionnement, contrôle le nord-ouest du Kurdistan irakien. L'UPK, fragmenté et nominalement plus progressiste que son rival historique, domine le sud-est de ce territoire. Chacune des deux formations, qui se sont livrées une guerre sanglante dans les années quatre-vingt-dix, contrôle par ailleurs les territoires majoritairement kurdes attenants à leur fief mais non compris dans la région autonome. C'est le cas de la ville de Kirkouk et de ses environs riches en pétrole.

Le contrôle de ces territoires dits « disputés » reste un point de discorde chronique entre les factions kurdes irakiennes et Bagdad. Le Kurdistan irakien et l'État fédéral s'opposent aussi sur le partage de revenus et sur l'exploitation des ressources énergétiques qui se trouvent en territoire kurde. Le PDK entend les utiliser pour imposer à Bagdad une autonomie accrue.

Les rapports de force bouleversés par l'émergence de l'organisation État islamique

Ces questions sont toujours en suspens après une série de crises entre Erbil et Bagdad quand l'organisation État islamique, qui a déjà tiré parti du chaos qui prévaut dans la Syrie voisine, fait irruption dans le nord de l'Irak en 2014. Face à l'avancée foudroyante des djihadistes, les forces de sécurité fédérales s'effondrent. En juin, Mossoul, la deuxième ville du pays, tombe aux mains de l'État islamique. Les factions kurdes tirent parti de la débâcle des forces fédérales pour imposer leur contrôle hégémonique dans les anciens territoires disputés. Divine surprise, la montée en puissance des djihadistes donne aux factions kurdes le contrôle exclusif de Kirkouk et de ses champs de pétrole. Les revendications territoriales historiques des factions kurdes ont été accomplies par le truchement de l'État islamique.

Ce moment favorable est cependant de courte durée. Dès le mois d'août, les djihadistes se tournent vers les positions kurdes. Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, qui abrite de multiples intérêts occidentaux, dont un très important consulat américain, est menacée. Dans la région de Sinjar, frontalière de la Syrie, des yézidis, kurdophones non musulmans abandonnés à leur sort par la débâcle des forces du PDK, sont massacrés. Une coalition internationale contre l'État islamique est formée et protège le Kurdistan irakien des menées djihadistes. Les marges du pays kurde seront désormais le front septentrional de la guerre contre l'organisation.

Le chaos qui s'abat sur le nord de l'Irak permet à la nébuleuse du PKK d'y prendre pied. Déferlant de la Syrie voisine, des combattants majoritairement originaires de Turquie percent un corridor en plein cœur du territoire de l'organisation État islamique vers la zone de Sinjar et contribuent au sauvetage des survivants des massacres yézidis. Pour la première fois, ils se font remarquer de la coalition.

C'est pourtant à l'automne suivant, avec la bataille de Kobané, en Syrie, que la relation entre la coalition internationale emmenée par Washington et cette organisation va se nouer et déboucher sur un partenariat aux conséquences majeures pour la suite du conflit syrien. En octobre 2014 l'enclave kurde de Kobané, protégée par les émanations syriennes du PKK, est prise d'assaut par le groupe État islamique, qui a fait de Rakka sa capitale au début de l'année.

L'image des combattantes et des combattants kurdes résistant durement contre un groupe armé qui s'est rendu coupable des pires exactions émeut l'opinion publique internationale. Les capacités militaires des forces kurdes retiennent l'attention des puissances de la coalition internationale qui soutiennent militairement les défenseurs de Kobané. Le siège de la ville est finalement levé en janvier 2015. Il aura permis de sceller une alliance vouée à s'approfondir entre la nébuleuse PKK, toujours en conflit avec la Turquie, et les capitales occidentales. Au-delà de Kobané, il reviendra aux forces kurdes dominées par des cadres du PKK en Syrie de faire reculer l'organisation État islamique jusqu'à la chasser de sa capitale, Rakka.

En Turquie, la bataille de Kobané, qui se déroule à quelques centaines de mètres de la frontière, est massivement suivie par les Kurdes. Au-delà même de la base sociale et militante du mouvement, la résistance des combattants de Kobané face au groupe État islamique suscite l'adhésion d'une grande majorité des Kurdes de Turquie. La posi-

tion du pouvoir, aux mains de Recep Tayyip Erdoğan, perçue comme hostile aux combattants kurdes, provoque des émeutes de grande ampleur dans les régions kurdes. En octobre elles prennent un tour quasi insurrectionnel avant que les dirigeants du mouvement kurde ne calment la population.

En effet, les élections approchent et le HDP en lice entend rester cohérent avec sa politique d'alliance avec la gauche turque. Elle lui vaut la sympathie de milieux libéraux de l'ouest du pays, mais le HDP capitalise surtout sur le prestige de la résistance de Kobané et le regain d'intensité du sentiment national chez les Kurdes de Turquie. Des Kurdes conservateurs, anciens électeurs de Recep Tayyip Erdoğan, se tournent vers le mouvement kurde, qui lors du scrutin de juin 2015 réalise un score historique de plus de 13 %. Le succès du HDP prive l'AKP d'une majorité de gouvernement. Le scrutin qui devait consacrer la victoire du camp de la paix rend la Turquie ingouvernable et à l'été le pays bascule dans la violence.

Le 20 juillet 2015, un attentat suicide attribué à l'organisation État islamique fait plus de trente morts dans la ville de Suruç, une localité kurde voisine de Kobané, du côté turc de la frontière. Les victimes sont des sympathisants du mouvement kurde, qui y voit la main d'Ankara. Deux jours plus tard, deux policiers sont abattus dans une autre localité frontalière. L'attaque est attribuée au PKK. En quelques jours, le processus de paix, déjà mal engagé, s'effondre. Recep Tayyip Erdoğan déclare à nouveau la guerre aux rebelles kurdes.

Dans les bastions du PKK du sud-est du pays, le mouvement kurde prépare une série d'insurrections urbaines dans plusieurs localités qui lui sont largement acquises. Au cours de l'été, les cocktails Molotov laissent place aux kalachnikovs et aux lance-roquettes dans les mains de la jeunesse militante, encadrée par des combattants aguerris du PKK. Vu d'Ankara, le conflit kurde devient transfrontalier.

Les combats se poursuivent jusqu'au printemps suivant. Partout les forces de sécurité turques écrasent les insurgés au prix de milliers de morts, de déplacements massifs de population, de la destruction de quartier entiers. Dans les ruines des quartiers insurgés du sud-est, l'État turc triomphe. Les municipalités tenues par le HDP passent sous le contrôle d'administrateurs gouvernementaux. Les structures militantes du mouvement kurde sont dissoutes, leurs membres poursuivis. Une nouvelle chape de plomb s'abat sur les régions kurdes de Turquie.

En déroute en Turquie, la nébuleuse PKK ne cesse de progresser en Syrie. Son partenariat avec la coalition internationale lui permet de chasser l'organisation État islamique de la localité de Tal Abyad à l'été 2015 et d'opérer la jonction entre les poches de Kobané et de la Djezireh. Les forces kurdes avancent vers le sud puis prennent possession de Manbij durant l'été 2016, sur la rive droite de l'Euphrate. À l'automne elles annoncent la première phase de leur offensive sur Rakka. Cette progression se traduit par la construction d'alliances avec des groupes armés issus de la rébellion syrienne et avec des notables tribaux qui permettent au mouvement kurde de tenir des zones majoritairement arabes.

Dans l'Irak voisin, les factions kurdes assistent simultanément au relèvement de l'État central irakien. Quand les premières opérations des forces de sécurité irakiennes visant à la reprise de Mossoul commencent en octobre 2016, il paraît évident que les factions politico-militaires kurdes d'Irak n'ont pas su profiter du soutien de la coalition et la guerre contre le groupe État islamique pour surmonter leurs divisions.

Les institutions officielles sont bloquées à défaut d'accord entre les différents partis. Le ressentiment entre les factions kurdes a grandi

du fait de différends sur le partage de la rente sécuritaire accordée par la coalition. La crise économique consécutive du déclenchement du conflit creuse un fossé entre la population et l'élite, qui profite des réseaux de clientèle du PDK et de l'UPK.

Les forces kurdes jouent un rôle marginal dans la reprise de Mossoul, la reprise totale de la ville à l'été 2017 consacre la victoire de Bagdad et le retour de la souveraineté de l'État central. Les zones tenues par les djihadistes qui faisaient tampon entre les territoires kurdes et les régions restées sous l'autorité de Bagdad se sont évanouies. Face à un État fédéral renforcé, la famille Barzani se lance dans une fuite en avant en annonçant la tenue pour le mois de septembre d'un référendum sur l'indépendance du Kurdistan. Il devra se tenir non seulement dans la Région autonome reconnue officiellement mais aussi dans les territoires disputés contrôlés par les factions kurdes depuis 2014.

Les périls de la paix

Malgré les avertissements des partenaires occidentaux des factions kurdes irakiennes, les pressions de la Turquie et de l'Iran, le scrutin se tient le 25 septembre 2017. Le mois suivant, les forces irakiennes avancent en direction des territoires disputés, dont elles prennent le contrôle, tirant parti de l'impréparation militaire des forces kurdes et de leurs divisions. Kirkouk est reprise le 16 octobre 2016. Les Kurdes irakiens se trouvent dans une situation de faiblesse inédite depuis la chute de Saddam Hussein en 2003. Ils restent divisés malgré la perspective des élections générales qui doivent se tenir dans tout le pays en mai 2018.

La perte de la ville pétrolière par les Kurdes irakiens coïncide avec la fin de la bataille de Rakka en Syrie. Les forces kurdes et leurs alliés tiennent les ruines d'une ville dévastée par les bombardements de la coalition internationale et dont la majorité des habitants a été déplacée. Elles poursuivent leur offensive loin de leurs bases vers les dernières poches djihadistes encore présentes dans l'est du pays.

Leur victoire est paradoxale. Avec le reflux des djihadistes, comment continuer à bénéficier de la protection de la coalition internationale? C'est bien le partenariat noué avec Washington et, dans une moindre mesure, avec Paris et Londres qui permet à la nébuleuse PKK de se maintenir sur les territoires qu'elle a conquis en Syrie. L'effondrement de l'organisation État islamique et l'anéantissement prochain de ses emprises territoriales pourraient sonner le glas des ambitions kurdes. Dès janvier 2018, les forces armées turques lancent une offensive contre l'enclave kurde d'Afrin, qui échappe à la protection de la coalition. Elle tombe en mars 2018. La mobilisation de la coalition internationale permet de donner un coup d'arrêt à l'offensive d'Ankara quand les forces turques menacent la ville de Manbij.

À l'été 2018, l'espace kurde entre dans une ère nouvelle, grosse d'incertitude. En Turquie, le HDP pourra, avec son score de 11,7 % obtenu aux législatives du 24 juin dernier, faire entendre une voix kurde et de gauche au Parlement sous le nouveau mandat de Recep Tayyip Erdoğan, réélu le même jour. Ce sera cependant dans le cadre d'institutions à la main du chef de l'État. La prochaine échéance sera la tenue en mars 2019 d'élections municipales au cours desquelles le HDP va devoir négocier son retour aux affaires au niveau local.

À ce stade, les tensions entre Ankara et Washington constituent une certaine garantie pour la nébuleuse du PKK en Syrie. Elles éloignent temporairement le risque d'une coopération qui se ferait aux dépens

des forces kurdes et de leurs alliés dans le Nord-Est syrien. Les territoires qu'elles y contrôlent et sur lesquels elles tentent d'imposer leur mode de gouvernance sont cependant travaillés par des tensions importantes et des tentatives de déstabilisations. Des pourparlers officiels ont déjà été lancés entre les autorités du Nord-Est syrien issues de la nébuleuse du PKK et le régime, à Damas. Elles doivent aboutir au retour de certaines fonctions gouvernementales dans les régions tenues par les forces kurdes et à la négociation d'une forme d'autonomie locale pour au moins une partie de ces territoires.

En Irak, l'affaiblissement des factions kurdes suit son cours dans un contexte politique marqué par des divisions politiques, des tractations sans issue et une défiance populaire croissante à l'approche des

élections législatives censées se tenir fin septembre. L'emprise de l'État central sur les anciens territoires disputés se renforce. C'est cependant au Kurdistan irakien que certains groupes, restés en marge des évolutions majeures traversées par l'espace kurde depuis 2014, pensent voir leur heure venir: les factions kurdes iraniennes qui y sont réfugiées depuis les années quatre-vingt guettent les évolutions de la position de Washington à l'égard de la République islamique et l'éventualité d'une politique visant à un changement de régime dont ils entendent tirer les dividendes.

SEPTEMBRE 2018 REVUE DES DEUX MONDES



REVUE DES DEUX MONDES SEPTEMBRE 2018

DOSSIER LE MOMENT KURDE

LES KURDES DE SYRIE ET LA SOUVERAINETÉ CULTURELLE

› Stéphane Breton

Stéphane Breton est maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales et réalisateur de films documentaires. Dernière réalisation: *Filles du feu* (Quark Productions-Arte cinéma, 2017). › stephane.breton@ehess.fr

« Se reposer ou être libre, il faut choisir. »
Thucydide, *la Guerre du Péloponnèse*.

C'est un pays âpre que ce coin de Syrie qui s'étend à l'est de l'Euphrate, entaille d'eau glacée coulant des montagnes, sur les rives de laquelle l'État islamique a prospéré quelques années avant que les Kurdes ne le défassent avec une énergie et une rapidité puisées au fond des âges. L'été il fait trop chaud, la poussière emporte la mise, et l'hiver trop froid, rien n'est prêt pour l'affronter dirait-on, comme si on n'avait pas eu le temps de comprendre qu'on allait changer de saison. Croyant à une trêve, j'attendais le printemps, qui ne dure qu'une ou deux semaines et donne le signal des opérations militaires. Des champs d'un vert sauvage et ondoyant se sont levés si brusquement qu'ils ont disparu peu après. Attendre en se croisant les bras, espérer sans y penser, ce n'est pas très kurde. Toujours sur le pied de guerre, les combattants buvaient du thé, faisaient du feu avec des morceaux de contreplaqué trouvés dans les maisons dévastées, fumaient à la chaîne au milieu des ruines criblées d'éclats sans être troublés le

moins du monde par le sifflement vindicatif des obus de mortier. Du feu, du thé, des cigarettes – c'est tout ce dont avaient besoin les garçons et les filles dont j'ai partagé la vie de retranchements, de tours de garde, de pain sec et d'offensives-éclair jusqu'à la chute de l'État islamique. Et quand ils avaient tout cela, ils se mettaient à chanter et à danser. Au début, j'ai cru que c'était un folklore sorti de la poche pour plaire à ma caméra. Mais non, ils ont besoin d'être ensemble, c'est plus fort qu'eux. Dès le premier jour et durant les huit mois passés entre Chengal et Manbij, Rakka et Kobané à tourner *Filles du feu*, un film silencieux et lent sur leur douceur et leur vitesse, j'ai été ébloui par ce que j'ai vécu chez les combattants kurdes. Aujourd'hui je voudrais dire comment je comprends le sens de la guerre qu'ils sont en train de gagner contre l'islamisme.

Les Kurdes de Syrie ont apporté quelques idées nouvelles dans un Moyen-Orient où la règle veut que la femme marche derrière l'homme et où le goût du pouvoir, qui s'arrache et ne se cède pas, annule toute aspiration politique, où l'on est démocrate en prison et dans la rue mais pas dans les palais, où l'on est laissé tranquille à condition de se taire et de détourner les yeux. Que les hommes et les femmes occupent ensemble des responsabilités publiques et administratives, que les peuples et les confessions, nombreux en Syrie, aient chacun leur mot à dire sur la conduite des affaires, que celles-ci se règlent sur place, là où on les comprend, ces idées mises en œuvre par les Kurdes sont inouïes, et d'ailleurs, de l'autre côté du front, on les trouvait parfaitement risibles, car les Kurdes ont toujours été l'objet de sarcasmes de la part des Arabes. Contre le nationalisme arabe repu de corruption et de violence et l'islamisme persuadé que la cruauté relèverait sa vertu tombée à terre, les Kurdes élaborent un projet politique. Ils sont les seuls: les autres ne s'intéressent qu'à la conquête ou à la préservation de leurs rentes et n'ont rien à proposer à personne.

Une bonne partie de la popularité des Kurdes en Occident, survenue après la victoire inespérée de Kobané en janvier 2015, vient de l'allure heureuse d'un peuple aux foulards bariolés qui se lève en masse

et dont les femmes n'hésitent pas à monter en première ligne. Il faut dire qu'en face, l'amour de la mort singulièrement confondue avec la fraîcheur du paradis, les égoïsmes à la chaîne et les hurlements à n'en plus finir n'ont pas beaucoup d'attraits. Mais ce que nous aimons chez les Kurdes, dont nous avons une vision très romantique, doit être compris dans son contexte.

Le Kurdistan syrien abonde en emblèmes révolutionnaires et on y entend parfois des discours et un vocabulaire léninistes, mais dans les faits, dans la vie de tous les jours et même dans l'organisation politique du pays, il faut reconnaître qu'il n'y a pas grand-chose de tout cela. Le Rojava – c'est ainsi que s'appelle le Kurdistan syrien, mais je ne parle ici que de la partie orientale et pas de l'enclave d'Afrin, à l'ouest, qui a été envahie à la fin de l'hiver 2018 par l'armée turque – est beaucoup plus proche d'une démocratie occidentale qu'il n'y paraît. Cette région est dominée par le PYD (Parti de l'union démocratique), émanation du PKK turc, le Parti des travailleurs du Kurdistan, qui mène depuis quelques décennies une guérilla acharnée contre l'État turc et qui est inscrit sur la liste des organisations terroristes comme l'était autrefois l'IRA, l'Armée républicaine irlandaise, à laquelle on peut le comparer. Les unités de combattants kurdes masculines (YPG) et féminines (YPJ), avec lesquelles j'ai suivi la guerre, dépendent du PYD et en sont le bras armé. C'est à la manière d'une guérilla qu'elles affrontent les islamistes depuis plusieurs années. Elles se sont par la suite associées à des combattants arabes (sunnites) et syriaques (chrétiens) pour former les Forces syriennes démocratiques et prôner un gouvernement fédéral multiethnique et multiconfessionnel. Dans une Syrie dominée par un panarabisme méprisant les populations originelles devenues minoritaires (rappelons que l'article 3 de la Constitution de 1973 impose que le président soit musulman et la charia source de toute législation), le fédéralisme proposé par les Kurdes est novateur. Mais promouvoir le statut de la femme et la démocratie municipale n'est pas suffisant pour faire profession de bolchevisme.

Les étoiles rouges et les portraits omniprésents d'Abdullah Öcalan, le leader kurde moustachu, cité et évoqué sans relâche, font frémir certains, qui pensent que cela ne présage rien de bon. Mais Öcalan n'est pas Staline, il n'est ni un tyran ni le ministre de la police, il se contente de croupir depuis vingt ans dans l'effroyable solitude d'une geôle turque. Aux yeux des Kurdes, il incarne la résistance et il serait injuste de leur reprocher d'avoir besoin d'un exemple au milieu de la tempête. En outre, penser que le Rojava mène une politique « anticapitaliste », pour s'en plaindre ou s'en féliciter, est une erreur d'appréciation, d'une part car le capitalisme n'existe pas là-bas (si l'on trouve de grandes inégalités, elles ont d'autres raisons), d'autre part car l'usage qui est fait du terme « capitaliste » est très souple et recouvre toutes les formes de domination. Je me souviens d'ailleurs d'un commandant de la guérilla à Chengal me disant que le système des castes des yézidis était « capitaliste » : puisqu'il y avait des nobles et des gens du commun, les uns pesaient nécessairement sur les autres, on avait donc affaire à du « capitalisme ». Dans leur bouche, « capitaliste » veut dire « inégalitaire », « hégémonique », « politiquement brutal », voire « tyrannique ». Ils ont eu à se plaindre du traitement qu'on leur a fait subir et ils lui donnent un nom, c'est celui-là. Autre chose : ennemie héréditaire de la Russie, la Turquie est entrée en 1952 dans l'Otan. Comment le mouvement indépendantiste kurde aurait-il pu ne pas se rapprocher de l'Union soviétique ni adopter quelques-uns de ses traits ?

La profusion des symboles chrétiens chez les révolutionnaires

Mon propos n'est pas de préciser ici la couleur politique des Kurdes du Rojava pas plus que de critiquer ou d'approuver ce dont ils se réclament, car je suis convaincu qu'il faut aller plus loin pour les comprendre. Ce que je pense tout simplement, c'est que le Rojava est révolutionnaire parce qu'on s'y oppose à la férocité générale qui tient lieu au Moyen-Orient de vie politique et qu'on y défend une idée démocratique claire et simple. Si les Kurdes de Syrie sont révolutionnaires, et cela ne fait pas l'ombre d'un doute, c'est que dans le contexte de la région c'est la seule façon de s'opposer à la tyrannie baathiste et au totalitarisme islamiste. La passion révolutionnaire n'est pas chez eux celle de la lutte des classes, de la guerre civile et de l'anéantissement des ennemis intérieurs, mais celle de l'affranchissement d'un peuple. C'est une question d'unité, pas d'exclusion. D'ailleurs, si le régime de Bachar al-Assad, la Turquie néo-fasciste et les bandes islamistes veulent les écraser, ce n'est pas parce qu'ils sont « de gauche » mais parce qu'ils manifestent une infatigable volonté d'être kurdes. C'est à cela que tient l'essentiel de la contradiction qu'ils opposent au Moyen-Orient.

Il se trouve que depuis l'invasion arabo-musulmane au VII^e siècle, cette région où tant de peuples se croisaient s'est mise à vivre sous le régime théologico-politique de l'oumma, la communauté des fidèles, qui a revêtu pendant quelques siècles la forme du califat et dans laquelle les particularismes ethniques et nationaux sont appelés à se taire sous peine d'entrer en rivalité avec l'universalisme majestueux de l'islam. Or les Kurdes comme les juifs sont un ancien peuple mésopotamien qui n'a jamais renoncé à la conscience de soi. On sait ce qu'il peut en coûter. Leur population est estimée à près de quarante millions de personnes réparties entre la Turquie au nord, l'Iran à l'est, l'Irak au sud et la Syrie à l'ouest. Les traités qui ont démembré l'Empire ottoman au lendemain de la Première Guerre mondiale ne leur ont finalement pas permis d'obtenir l'indépendance promise, si bien qu'ils représentent aujourd'hui la plus grande nation au monde privée d'État. Musulmans, la plupart des Kurdes le sont finalement devenus, mais il y a aussi chez eux des chrétiens et des juifs et ils étaient originellement zoroastriens, ce dont il reste d'ailleurs quelque chose chez les yézidis, minorité kurde mazdéenne régulièrement victime de pogromes aux mains des djihadistes qui exècrent leur « paganisme ».

C'est au nom de l'oumma qu'a été refusée aux Kurdes l'émancipation, tandis que ceux qui leur faisaient la leçon – Turcs, Arabes et Perses – ne profitaient pas moins d'un État. Or, pour beaucoup de Kurdes, l'identité ethnique et culturelle passe avant la confession religieuse, ce qui ne fait pas bon ménage avec l'islam. Après le génocide des Arméniens par les Turcs au début du XX^e siècle, celui des assyriens et des grecs pontiques, chrétiens eux aussi, ce fut au tour des Kurdes de subir des massacres. Dans les quatre pays où ils vivaient sans avoir le droit d'apprendre leur propre langue à l'école, on ne leur a pas laissé d'autre choix que de se soumettre. Ce n'est pas un hasard s'ils ont été en Syrie les premières victimes de l'État islamique.

Une chose est sûre : les peuples existent, qu'on le veuille ou non, surtout quand ils sont piétinés. Les humains ne sont pas seulement des individus aspirant quelquefois à l'autonomie de leur volonté, ils appartiennent aussi à ces communautés dont l'Occident a quelque peu perdu la notion et qu'on appelle des peuples. Les peuples peuvent

être ethniques ou politiques, ils sont toujours emportés par l'histoire et ne cessent de se demander ce qu'ils sont et de proclamer ce qu'ils veulent être. C'est en tant que membre d'un peuple qu'on a une langue, des mœurs et parfois même une religion, car ces choses-là sont des productions sociales et historiques et ne sortent pas d'un seul crâne. Nos propres conditions d'existence – je parle de nous, Occidentaux nés dans des sociétés parfois trop récentes pour savoir ces choses-là et certainement trop confortables pour désirer les comprendre – ne nous rendent pas plus clair ce qu'il en est réellement de la situation d'un individu vivant dans la société de ses mœurs, où il trouve paradoxalement l'expression de sa subjectivité la plus secrète en partageant avec les autres une langue qu'il n'a pas inventée. Les Kurdes se sont rappelés à moi, ethnologue ayant vécu des années dans les forêts de Nouvelle-Guinée, sous la forme d'un peuple cherchant avec inquiétude le chemin de son existence politique. Ce n'est pas une chose que j'avais du mal à voir, mais c'est une chose que j'ai vue, une chose dont je veux témoigner.

Or, depuis la naissance du mouvement révolutionnaire kurde de Turquie sous l'égide du PKK, maison mère du mouvement révolutionnaire kurde de Syrie, de nombreux Kurdes sont retournés au zoroastrisme, cette religion monothéiste qui régnait dans le monde persan avant l'arrivée de l'islam (et dont le symbole est le feu). Les Kurdes qui m'en parlaient n'ont jamais prétendu que le zoroastrisme était supérieur aux autres religions mais seulement que c'était autrefois la leur, que l'on ne pouvait parler à Dieu que dans la langue et la forme données par sa propre culture et qu'en retournant à leur religion ancienne, à laquelle ils ne croyaient d'ailleurs pas eux-mêmes mais qu'ils voulaient transmettre à leurs enfants, ils cherchaient simplement à recouvrer leur souveraineté culturelle. Il y a dans l'idée d'un universalisme divin atteignable par le biais d'une particularité culturelle quelque chose de très moderne, je veux dire quelque chose qui répond parfaitement à la situation existant actuellement au Moyen-Orient, celle d'un monothéisme universel dominant ou étouffant une pluralité de peuples et de confessions. Pour les Kurdes ayant choisi de revenir au zoroastrisme, l'existence d'un Dieu unique n'est pas congédiée à condition toutefois que chacun puisse, le cas échéant, s'en approcher par ses moyens, à sa façon, dans sa langue, selon ce que permet sa culture propre. Quelle meilleure façon de dire – et cela n'est-il pas proprement révolutionnaire au Moyen-Orient? – que la religion doit être en fait subordonnée à la culture? Quelle meilleure façon de dire que la religion doit être subordonnée à la politique?

Une observation supplémentaire, dont on ne peut comprendre la portée qu'après un long séjour sur le terrain, est celle de la profusion de symboles chrétiens chez les révolutionnaires de Rojava. Certains m'ont dit qu'ils se voyaient avec Öcalan comme les apôtres autour du Christ. Quant aux combattantes, elles portent presque toutes une croix au cou. Toute jeune femme qui arrive dans un *tabiir* (c'est-à-dire une section) s'en voit remettre une par ses aînées. On en trouve sur les chargeurs de kalachnikovs, parfois aux murs. Les fameuses Toyota Hilux blanches, parfois chargées d'une mitrailleuse lourde, qui sillonnent le pays et ont transformé la guérilla en un peuple d'abeilles – c'est ce qu'ils disent eux-mêmes, adeptes sans le savoir des idées tactiques de la cavalerie légère où dominant vitesse et surprise – sont décorées de portraits d'Abdullah Öcalan, de photos des « martyrs » qui ont fait don de leur vie à la cause, mais aussi de croix. Bien sûr, et

c'est souvent le cas en Turquie, beaucoup de grands-mères kurdes ont été de petites Arméniennes survivantes des massacres et adoptées par une famille de voisins. Mais ce n'est pas pour cela. Les Kurdes ne sont pas chrétiens, même de manière clandestine, et ils ne connaissent pas grand-chose au christianisme. S'ils affectionnent les symboles chrétiens, c'est pour deux raisons. La première, assez claire, est que les chrétiens d'Orient, qui étaient largement majoritaires dans la région avant l'invasion islamique, ont fait preuve au cours des siècles d'un esprit de résistance qu'admirent et envient les Kurdes, ils me l'ont souvent dit. La seconde, plus subtile, est qu'en affichant des symboles chrétiens auxquels ils n'attachent aucune foi, ils témoignent du fait qu'« ils respectent toutes les religions », ce sont leurs mots, ce qui signifie qu'ils rejettent l'hégémonie d'une seule et prônent leur multiplication : une pour chaque peuple, c'est-à-dire une pour eux aussi. La formule du « respect de toutes les religions » paraît convenue à l'observateur pressé qui vient d'Occident, où règne un certain pluralisme, mais au Moyen-Orient elle a une signification immense. C'est là qu'est la révolution, pour qui comprend ce que les mots veulent dire.

Le trait caractéristique de l'islam est l'indistinction de ce que nous appelons en Occident le politique et le religieux. La loi de Dieu s'applique immédiatement à l'homme. Leur séparation, d'ailleurs, est une des idées chrétiennes les plus fondamentales. Si cette indistinction est la raison de la grandeur et de la puissance de l'islam, elle est aussi, pensent beaucoup de Kurdes, celle de l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui le Moyen-Orient, où il se révèle bien difficile de penser la vie commune en termes politiques et donc de l'organiser, tout simplement. Si la guerre civile de Syrie s'est rapidement muée en conflit ethnique et confessionnel, en une guerre de religions d'une violence atroce, c'est sans doute pour cette raison.

Prôner avec discrétion le retour au zoroastrisme, exalter l'esprit d'abnégation et de résistance dont le christianisme a donné le modèle, critiquer l'hégémonie politique de l'islam, voilà semble-t-il les traits qui font que la guerre des Kurdes de Syrie est une lutte d'émancipation essentiellement culturelle.

SEPTEMBRE 2018 REVUE DES DEUX MONDES



REVUE DES DEUX MONDES SEPTEMBRE 2018

DOSSIER LE MOMENT KURDE

LE MOUVEMENT PRO-KURDE DE TURQUIE : MARGINALISÉ MAIS INCONTOURNABLE

› Guillaume Perrier

Guillaume Perrier est journaliste. Il est l'auteur de *Dans la tête de Recep Tayyip Erdoğan* (Actes Sud, 2018).

Pour la première fois en Turquie, un candidat à l'élection présidentielle a mené campagne depuis sa cellule de prison. En détention préventive depuis novembre 2016 dans la maison d'arrêt d'Edirne, Selahattin Demirtas, le leader du parti pro-kurde HDP (Parti démocratique des peuples) était l'un des six candidats à briguer la présidence de la République turque, dont le premier tour a eu lieu le 24 juin et il a obtenu 8,7 % des voix. Incarcéré, comme dix autres députés de son parti, il est accusé de collusion avec une organisation terroriste et risque jusqu'à 142 ans de prison. Impossible donc de sillonner le pays à la rencontre de ses électeurs, comme ses concurrents. « C'est comme tenter de courir avec un boulet au pied », a-t-il fait remarquer dans un message glissé par l'entremise de ses avocats. Absente des journaux et des plateaux de télévision, sa campagne s'est limitée à quelques Tweets. Le conseil électoral supérieur (YSK) lui a refusé le droit de répondre, depuis sa cellule, à une interview téléphonique avec une chaîne télévisée. Mais malgré cette mise à l'écart forcée du jeu démocratique, Demirtas et son parti jouent encore un rôle-clé dans le paysage politique turc. Les élections du 24 juin, présidentielle et législatives, ont confirmé la place occupée par le parti pro-kurde dans un paysage politique dominé par Erdoğan. Demirtas a obtenu 8,7 % des voix en dépit de son isolement. L'alliance formée par le parti au pouvoir, l'AKP, avec les ultranationalistes du MHP (Parti d'action nationaliste) a remporté la mise aux législatives avec 53,66 % des voix (344 sièges sur 600). L'Alliance de la nation, un bloc républicain et « anti-Erdoğan », rassemblement hétéroclite des kémalistes laïques du Parti républicain du peuple (CHP), des nationalistes modérés proches de la « louve » Meral Akşener, et d'islamistes, a plafonné à 33,94 % (189 députés). Mais le parti pro-kurde HDP s'est maintenu à l'Assemblée en franchissant le « barrage » de 10 %. Avec 11,7 %, 67 députés et près de 6 millions d'électeurs, il a largement tenu son rang, et a obtenu une majorité nette dans les régions du Sud-Est à majorité kurde.

Cette situation confirme que, depuis 2014, le HDP est parvenu à se constituer une base électorale solide et à s'installer sur l'échiquier politique, au grand dam de Recep Tayyip Erdoğan. En s'ouvrant à

toutes les sensibilités de gauche, Selahattin Demirtas a su attirer les votes d'une population non kurde des classes populaires, inquiète de la dérive affairiste et autoritaire du pouvoir et a sorti le vote des Kurdes de l'impasse communautaire et régionaliste. Demirtas apparaît comme l'adversaire le plus gênant pour le président turc, malgré son embastillement. En 2014, lors de la précédente élection présidentielle, l'avocat quadragénaire avait obtenu près de 10 % des votes et suscité un véritable élan. L'année suivante, pour les législatives, le HDP avait obtenu le score historique de 13,5 % et 80 députés, parvenant même à empêcher l'AKP de remporter la majorité absolue, pour la première fois depuis 2002. Erdoğan avait dû reconvoquer des élections pour éviter la défaite. C'est au prix d'une violente campagne contre les « traîtres » et les « terroristes » frappés en sus par une série d'attentats attribués à l'organisation État islamique, et au prix d'une rupture du cessez-le-feu contre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qu'Erdoğan était parvenu à renverser la tendance et à reprendre la main aux élections de novembre 2015.

Le rôle joué par Demirtas et le HDP montre aussi la centralité de la « question kurde ». Cette blessure qui entrave le développement et la paix en Turquie depuis la fondation de la République par Mustafa Kemal en 1923, reste plus que jamais d'actualité. Selahattin Demirtas et ses dix députés en prison en sont les dernières victimes symboliques. Mais la répression est massive depuis 2015 et tout le mouvement politique, syndical et associatif kurde est criminalisé. Des milliers de militants et de sympathisants du HDP ont été ciblés par la justice. La plupart des municipalités détenues par le parti de Demirtas, et notamment toutes les grandes villes à majorité kurde du sud-est du pays, ont été placées sous la tutelle d'un administrateur judiciaire. Leurs maires démis par la force. Les timides avancées consenties par le gouvernement turc ces dernières années, comme l'affichage multilingue sur les bâtiments publics, ont été balayées. La perspective d'une solution politique et négociée à cette fameuse « question kurde » semble plus éloignée que jamais.

Le président Erdoğan n'a pas hésité à endosser le costume de chef de guerre pour renforcer son emprise. À l'automne 2014, la Turquie a ostensiblement montré son hostilité à la présence de la guérilla kurde de l'autre côté de sa frontière et a été accusée de soutenir les djihadistes de l'État islamique qui assiégeaient la ville de Kobané, petite ville dans le nord de la Syrie. Toute la région kurde de Turquie avait alors été en proie à une explosion de colère inquiétante. Quatre jours d'émeutes et d'affrontements avaient fait 53 morts, la plupart des militants kurdes « pro-Kobané » tués par les forces de sécurité ou par des islamistes radicaux. Depuis, le « problème kurde » n'a cessé de se durcir. En 2015, après son échec aux législatives de juin, Erdoğan a pactisé avec l'extrême droite et a adopté sa rhétorique. Pour souder cette alliance électorale autour du nationalisme turc, il a rompu le cessez-le-feu et relancé le conflit avec le PKK. Dans la foulée, Erdoğan a déployé des milices paramilitaires dans toute la région kurde. Et face à une insurrection armée retranchée dans les centres

urbains, il a utilisé la manière forte. Cizre, Şirnak, Silopi... ont été pilonnées, assiégées, rasées. Le centre-ville millénaire de Diyarbakir, ceint d'épaisses murailles noires de basalte, a été anéanti. Au moins 330 civils ont été tués dans ces opérations, selon les rares organisations de défense des droits de l'homme qui se sont penchées sur le sujet. Plus de 150 000 personnes ont été déplacées de force à la suite de ces destructions.

Le champ de bataille s'est ensuite largement propagé à la Syrie. En août 2016, la Turquie est entrée à Djarabulus, lors de l'opération « Bouclier de l'Euphrate », pour couper la route à l'expansion vers l'ouest du PKK et de ses alliés syriens et pour y installer une administration pro-turque. En janvier 2018, l'armée et ses suppléants islamistes sont entrés à Afrin, l'un des trois cantons autonomes kurdes du nord de la Syrie. Dans la foulée, les troupes turques se sont déployées dans le nord de l'Irak et se sont rapprochées des bases du massif de Qandil, 900 kilomètres plus à l'est. C'est là que se trouvent les camps d'entraînement et le quartier général des dirigeants de la guérilla du PKK. L'offensive est désormais menée sur tous les fronts. Erdoğan espère ainsi renforcer la cohésion nationale et mettre les Kurdes sous pression. Ne pas adhérer au discours nationaliste ambiant est de nouveau perçu comme une forme de soutien « au terrorisme ». La rhétorique de déni de l'identité kurde a repris le dessus, comme dans les années quatre-vingt-dix, réduisant le combat contre le PKK à une simple question de « lutte contre le terrorisme ». « Il n'y a plus de problème kurde », a même déclaré, le 3 avril dernier, Recep Tayyip Erdoğan au cours d'un meeting électoral à Diyarbakir, la grande ville des Kurdes de Turquie. « Nous avons résolu avec succès le problème kurde. »

La résolution du problème kurde indispensable à l'avancée démocratique

Le même Erdoğan avait pourtant dit exactement le contraire au début de son règne. C'était en 2005, au cœur d'un été étouffant. Premier ministre à l'époque, en place depuis un peu plus de deux ans, il s'était rendu à Diyarbakir, une visite courageuse pour l'époque. Dans un discours, il avait marqué sa différence avec la bureaucratie militaro-kémaliste d'alors en reconnaissant l'existence d'un « problème kurde ». Erdoğan avait fait le constat de l'incapacité de l'État turc à se défaire de cette épineuse question par la seule voie des armes et la répression. Le conflit durait depuis le début des années quatre-vingt et avait fait 40 000 morts, dont près de 10 000 membres des forces de sécurité. Sans rien avoir réglé, bien au contraire. À chaque pic de tension en Turquie, à chaque vague d'arrestations, des dizaines d'adolescents kurdes partaient « dans la montagne ». Le terrorisme, reconnaissaient enfin les dirigeants turcs, serait vaincu le jour où la Turquie trouverait une solution politique aux revendications kurdes. L'approche était nouvelle. Des brèches ont été ouvertes, des droits reconnus sur le plan linguistique et culturel. L'espoir soulevé par cette « ouverture démocratique » avait entraîné un vote massif des Kurdes pour le parti au pouvoir, l'AKP, aux élections de 2007. Le sud-est de la Turquie s'est transformé. Les grands travaux d'équipements et d'infrastructures ont fait apparaître routes, aéroports, universités. La province de Diyarbakir était à l'époque la première bénéficiaire des investissements publics et commençait à rattraper son retard de développement.

Dans la foulée, le gouvernement d'Erdoğan a renversé un autre tabou en entamant des pourparlers avec de hauts représentants du PKK, par l'intermédiaire de ses services secrets, le MIT. Une série de rencontres entre émissaires a lieu à Oslo à partir de 2009. Le directeur du MIT, Hakan Fidan, s'est même rendu à plusieurs reprises fin 2012 sur l'île-prison d'Imrali, pour s'y entretenir avec Abdullah Öcalan. Mais à partir de 2013, ce processus de démilitarisation du conflit s'enlise. L'assassinat en janvier 2013 à Paris de trois militantes du PKK par un jeune nationaliste turc lié aux services de renseignement sonne l'échec de cette tentative inédite.

De cette recherche de solution politique a émergé au fil du temps la figure de Selahattin Demirtas. Formé à l'école du parti, issu d'une famille plutôt proche du PKK, il fait ses armes comme avocat, une filière classique chez les politiciens kurdes, et dirige l'antenne de Diyarbakir de l'Association des droits de l'homme (Insan Haklari Derneği, IHD) avant d'être élu député. À l'intérieur du mouvement kurde, il perçoit le besoin de changement, incarne une ligne modérée et démocrate, se fait aussi le défenseur du droit des femmes et des minorités sexuelles, ce qui n'est pas du goût de tous les Kurdes conservateurs. Il est populaire. Il tente de détacher le mouvement politique de l'influence des chefs militaires et des faucons du PKK, condamne le recours à la violence et au terrorisme. Cette position d'équilibriste se révèle vite intenable après la reprise des combats. En 2015 il appelle au calme à la porte de la ville de Diyarbakir, assiégée par les forces spéciales. Et il apparaît pourtant, aux yeux du pouvoir, comme le « complice des terroristes ».

Les élections anticipées voulues par Erdoğan ont au moins permis à Selahattin Demirtas de sortir de son isolement politique, qui l'avait même conduit à proclamer son retrait de la vie politique au début de l'année 2018. « Un terroriste ne peut pas devenir président », s'est emporté Erdoğan, montrant au passage la soumission de la justice au pouvoir politique. Mais les autres prétendants ne l'ont pas suivi dans cette surenchère. Hormis le président sortant, les candidats ont dans leur ensemble estimé que le leader kurde devrait être remis en liberté pour pouvoir mener campagne. Le représentant du parti kémaliste CHP, Muharrem İnce, lui a même rendu visite en prison, à la fin du mois de mai. En réponse, le 5 juin, Erdoğan a accusé son principal adversaire de vouloir « voler des voix » et a promis que son « peuple donnera une leçon à ceux qui rendent visite à un terroriste ». Sitôt réélu, Erdoğan a persévéré dans ses choix à l'égard de la mouvance kurde. Son alliance avec l'extrême droite nationaliste le maintient dans une logique répressive. Les arrestations et les intimidations continuent, la détention de Selahattin Demirtas a été confirmée. Et les opérations militaires se poursuivent en Syrie et en Irak contre le PKK – largement approuvées par la classe politique, opposition comprise.

L'extension de ce conflit hors des frontières de la Turquie rend le « problème kurde » plus brûlant que jamais. Il demeure pour la Turquie, comme il y a seize ans, à l'arrivée au pouvoir de l'AKP d'Erdoğan, une étape incontournable sur le chemin vers la démocratie.



REVUE DES DEUX MONDES SEPTEMBRE 2018

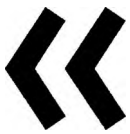
DOSSIER LE MOMENT KURDE

Hamit Bozarslan GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS, MASSACRE DES KURDES: UNE MÊME IDÉOLOGIE?

› Entretien réalisé par **Valérie Toranian**

Hamit Bozarslan est docteur en histoire et en sciences politiques. Il est notamment l'auteur de *Conflit kurde. Le brasier oublié du Moyen-Orient* (Autrement, 2009) et de *Comprendre le génocide des Arméniens* (avec Vincent Duclert et Raymond Kévorkian, Tallandier, 2013).
› hamit.bozarslan@ehess.fr

La répression anti-kurde poursuivie aujourd'hui par Recep Tayyip Erdoğan est une constante de la politique nationaliste des régimes turcs successifs depuis un siècle. En 1915, le génocide des Arméniens, perpétré par le gouvernement jeune-turc, faisait plus d'un million de victimes. Peut-on comparer les deux situations et ces deux moments dans l'histoire turque? L'analyse de Hamit Bozarslan, historien et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, spécialiste de sociologie historique et politique du Moyen-Orient.



Revue des Deux Mondes – Peut-on comparer l'obsession de la question kurde et les massacres de Kurdes actuellement en Syrie par les troupes turques avec la question arménienne qui aboutit au génocide de 1915 par le gouvernement jeune-turc?

Hamit Bozarslan Le contexte est évidemment très différent. On ne peut pas parler d'une politique génocidaire contre la population kurde, mais on peut évoquer une matrice, qui a survécu au temps long et qui est désormais réactivée.

Le discours que le Comité Union et Progrès tenait aux Arméniens en automne 1914 pouvait être ainsi résumé: nous vous reconnaissons, et reconnaissons également que nous avons commis des injustices à votre égard. Mais maintenant que cette reconnaissance a eu lieu, il faut que vous vous mettiez au service de la nation turque. Ce chantage ne pouvait être accepté par les mouvements politiques arméniens: ceux-ci ne voulaient certainement pas se séparer

de l'Empire ottoman, mais avaient pour ambition de refonder l'empire sur de nouvelles bases, émancipatrices et égalitaires. Le refus arménien de devenir une simple force supplétive de la « turcité », pour lui permettre d'accomplir sa « mission historique » consistant à dominer le monde, explique, en partie du moins, le processus génocidaire de 1915-1919.

Dans la première moitié des années deux mille dix, le discours de Recep Tayyip Erdoğan à l'égard des Kurdes n'était pas très différent: nous vous reconnaissons, et admettons que nous avons été injustes à votre égard au cours du XX^e siècle, mais maintenant que cette reconnaissance a eu lieu, il faut que vous vous mettiez, aussi bien en Turquie qu'à l'échelle régionale, au service de la nation turque et sunnite, et du pouvoir qui l'incarne. L'autonomisation des acteurs kurdes qui veulent faire reconnaître les Kurdes comme sujet de l'histoire, autrement dit comme une communauté nationale capable de lire son passé, d'investir son présent, de se projeter dans l'avenir par sa propre volonté et de refonder la Turquie sur des bases nouvelles, explique largement la politique meurtrière qu'Erdoğan met en place à leur égard.

Le refus kurde de se soumettre à la volonté d'Erdoğan s'est manifesté à deux reprises, d'abord en Syrie, où le Parti de l'union démocratique (PYD) a fait le choix de ne pas servir de force supplétive à Ankara, puis en Turquie même, où la population kurde a massivement voté pour le Parti démocratique des peuples (HDP), entraînant ainsi provisoirement le projet de présidentialisation du système prôné par l'homme fort du pays. La destruction d'une demi-douzaine de villes kurdes en 2015-2016 en Turquie s'est poursuivie avec la « conquête » d'Afrin, région offerte aux djihadistes syriens comme un butin de guerre.

Une deuxième similarité frappe les esprits: les unionistes avaient, en leur temps, démantelé l'État d'Abdülhamid II avec ses ministres, hommes de palais, gouverneurs et généraux, tout comme l'erdoganisme a laminé l'État kémaliste et post-kémaliste avec ses généraux, bureaucrates, juges et hommes de plume. Mais Mehmet Talaat Pacha ne retenait pas ses larmes au moment de l'enterrement d'Abdülhamid II, en qui Bahaeddin Şakir, l'un des architectes du génocide de 1915, saluait le seul Turc digne d'être qualifié de « surhomme ». De même qu'Erdoğan s'entoure désormais des ultranationalistes du Parti d'action nationaliste, devenu son allié, et une partie des ultra-kémalistes.

Enfin, on peut souligner une troisième continuité: le Comité Union et Progrès lisait l'histoire du monde comme l'histoire de la guerre du monde contre la turcité et accusait les communautés chrétiennes (et sa faible opposition libérale musulmane et/ou turque) de trahison. L'erdoganisme est dans la même logique, voire part de l'hypothèse que la Première Guerre mondiale se poursuit, avec les ennemis externes et internes, ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui, dans le seul et unique but de détruire la Turquie. Cela crée un sentiment d'urgence vitale, maintenant la nation au seuil de l'abîme contre lequel il se veut le seul rempart.

Le passage à une violence non pas génocidaire mais tout de même massive contre les Kurdes devient dès lors facilement envisageable.

Revue des Deux Mondes – Quelles sont les différences de fond entre le traitement des deux populations ?

Hamit Bozarслан La différence majeure réside, bien sûr, dans le fait que les Kurdes sont musulmans. Leur reconnaissance étant désormais actée, on les invite à intégrer la nation turque d'Erdoğan (« une patrie, une nation, un drapeau, un État », martèle le fameux slogan). Une autre différence s'observe dans l'échelle et le but de la violence déployée : le Comité unioniste avait clairement pour objectif de « résoudre » la question arménienne en détruisant la communauté elle-même ou en la réduisant à des proportions insignifiantes dans des zones désertiques éloignées de l'Asie mineure. Dans le cas kurde, il s'agit soit de procéder à un nettoyage ethnique comme à Afrin pour créer un « djihadistan » loyal, soit de briser toute capacité de résistance, toute velléité d'exister comme acteur autonome, comme cela a été le cas à Cizre, ou au cœur de Diyarbakir, au Kurdistan de Turquie.

Revue des Deux Mondes – Existe-t-il au sommet de l'État une idéologie panturque et chauviniste et le fantasme d'une nation ethniquement homogène, qui perdurerait au sommet de l'État-nation turc depuis sa création et la fin de l'Empire ottoman ?

Hamit Bozarслан Sans doute l'AKP (Parti de la justice et du développement), profondément sunnite, a-t-il une vision moins « turquiste » que celle du Comité Union et Progrès ou du pouvoir kémaliste. Un point les lie cependant : la turcité est considérée comme une essence, une entité traversant les siècles sans être affectée par eux. Et elle a une mission tout aussi immuable : celle qui consiste à dominer le monde pour le civiliser et l'administrer, y faire régner l'ordre, l'harmonie et la justice. À cela, il faut ajouter une autre mission attribuée à la nation turque, déjà présente dans la « synthèse turco-islamique » élaborée par certains intellectuels conservateurs dans les années soixante-dix et quatre-vingt : constituer le bras armé de l'islam.

La garde présidentielle d'Erdoğan, déguisée en figures militaires des seize États que les Turcs auraient fondés au cours de leur existence éternelle, illustre symboliquement cette double mission. Mais ce sont surtout trois dates, à la fois rétrospectives et prospectives, qui séquent la perception qu'Erdoğan a du temps long : 2023, centenaire de la République, qui a marqué une « délivrance » partielle et permis la naissance de la Turquie moderne, mais au prix de l'abandon de l'Empire et de l'aliénation-trahison des élites kémalistes que représenterait le traité de Lausanne, acte fondateur de la République de Turquie ; 2053, centenaire de la conquête d'Istanbul qui transforma l'État ottoman en un empire mondial et en un « ordre universel » (*nizam-ı alem*) ; 2071, millénaire de l'arrivée des Turcs en Asie mineure, où ils remportèrent leur premier succès militaire contre Byzance. La Turquie d'Erdoğan a pour visée de produire assez de puissance économique, militaire et politique pour se hisser de nouveau au rang de puissance mondiale à l'horizon de 2071. Ce projet exige aussi l'effacement des traces des deux siècles d'occidentalisation, la refondation du pays sur ses valeurs « authentiques », une fusion charnelle entre la nation et son

reis (« chef »).

Il ne faut pas perdre de vue que l'erdoganisme est l'expression d'une violente nostalgie d'empire. Le président turc dit porter le deuil de la « mère-patrie de 18 millions de kilomètres carrés », désormais réduite à « seulement 780 000 km² ». Le problème, bien sûr, c'est que cette nostalgie de puissance et de domination n'est nullement partagée par les populations balkaniques, caucasiennes ou moyen-orientales.

Revue des Deux Mondes – Quel rôle l'islam joue-t-il dans le discours politique d'Erdoğan ? En quoi est-il ou pas relié à la question kurde ?

Hamit Bozarслан L'islam, sous une version massivement sunnite, joue un rôle central aussi bien dans le discours que dans les politiques intérieures et extérieures d'Erdoğan. Mais en réalité, le président turc ne fait que radicaliser une tradition qui remonte au XIX^e siècle, définissant l'islam comme une frontière ethnique séparant le « nous » collectif des « autres ». Le kémalisme n'a pas remis en cause cette frontière : alors qu'un non-musulman ne peut pas intégrer la nation turque même s'il est de nationalité turque, un musulman ne peut pas quitter la nation turque, puisqu'il est musulman. Cette « ethnicisation » de l'appartenance religieuse n'interdit bien entendu pas la définition des Kurdes comme une « ethno-classe » oppressive, arriérée et sauvage, menaçant l'existence même de la nation turque, comme cela fut souvent répété sous la République kémaliste. Le kémalisme, en ce sens, a maintenu la vision sociale-darwiniste du Comité Union et Progrès, qui présentait les nations comme des espèces en guerre les unes contre les autres. De l'autre côté, cependant, les Kurdes étaient considérés, en tant que musulmans, comme une matière humaine brute susceptible de renforcer démographiquement la nation turque, mais à condition d'être « assimilés à la turcité ».

Pour Erdoğan, qui a, à certaines occasions, reconnu l'existence d'une question kurde, les Kurdes en tant que musulmans font partie de la nation turque musulmane. Les nationalismes musulmans de l'empire s'expliquent selon lui par l'intervention des puissances étrangères, ou la trahison de certaines élites intellectuelles. De même, selon lui, l'abandon de l'islam par le kémalisme (ce qui en réalité n'est qu'un mythe !) a dissous le lien de solidarité en Turquie, poussant les Kurdes à s'éloigner du droit chemin. Dès lors, l'islam devient la solution par excellence de réintégration des Kurdes dans la nation et toute velléité de s'imposer, voire de se penser comme un groupe distinct disposant de droits collectifs, relève du *khurudj* (« sortie » de l'islam) ou du *chirq* (« association à l'islam »), actes associés à la trahison à l'égard de l'oumma et au plus grand péché à l'encontre de Dieu.

Revue des Deux Mondes – Peut-on penser que les massacres d'Arméniens, d'assyro-chaldéens, de grecs pontiques, la négation des crimes par les gouvernements turcs successifs depuis 1915 et les mensonges officiels véhiculés à ce sujet alimentent un sentiment d'impunité par rapport aux forfaits commis et donne un sentiment de toute-puissance à Erdoğan ?

Hamit Bozarслан Cela est évident. Erdoğan croit à la force, au fait accompli. S'il exprime à certaines occasions sa compassion pour l'« ensemble » des victimes de la Première Guerre mondiale, il

n'est pas moins fier de son pays musulman à... 99,99 %. Comme le montrent l'occupation de près de 40 % de Chypre en 1974 et sa propre intervention à Afrin, que la presse AKP a qualifiée de *fetih* (« conquête », terme particulièrement prisé par l'islam), il sait que la Turquie peut compter sur le cynisme des puissances internationales ou sur leur silence.

Dans la définition qu'il donnait à ce terme, le sociologue allemand Karl Mannheim soulignait que le chiliarisme (millénarisme) vouait un culte à Kairos, dieu d'opportunité et de volonté, pour défaire ce que Chronos, dieu du temps et de l'histoire, avait sauvé des ruines du passé et institué. Le chiliarisme caractérise à merveille la politique d'Erdoğan, mais constitue aussi une menace pour son régime : un pas de trop peut l'exposer à des risques démesurés. N'oublions pas que le Comité Union et Progrès, dans l'opposition pour une très courte période en 1912, avait appelé de ses vœux la première guerre balkanique, qui s'était soldée par l'expulsion de l'Empire ottoman des Balkans. De même, il avait vu dans la Première Guerre mondiale le temps d'une revanche sur l'histoire, mais celle-ci avait signé l'arrêt de mort de l'empire.

Revue des Deux Mondes – Que dire de l'attitude de la communauté internationale ? À part quelques rares diplomates, celle-ci n'était pas intervenue pour sauver les Arméniens, chrétiens d'Orient, en 1915. Aujourd'hui leurs anciens alliés contre Daesh sont en train de lâcher les Kurdes...

Hamit Bozarslan Les alliés des Kurdes ne sont pas en train de les lâcher, en tout cas pas encore. La chute de Kirkouk, dans le Kurdistan d'Irak, en octobre 2017 s'explique en partie par la désunion des Kurdes et en partie par l'intervention des milices chiites obéissant à Qassem Suleimani, commandant de la Force Al-Qods (la force d'intervention extérieure des pasdaran). La chute d'Afrin au printemps 2018 est due au cynisme de la Russie, qui avait ouvert l'espace aérien sous son contrôle à l'aviation militaire turque dans une zone où les forces américaines ne sont pas présentes. Les Américains ne se sont pas retirés, du moins pour le moment, des autres régions de la Syrie avec les forces kurdes.

Mais vous avez tout à fait raison sur le fond : les démocraties capitulent trop souvent devant les anti-démocraties, avant d'en payer le prix, exorbitant. L'attentisme franco-britannique en Espagne entre 1936 et 1939 et à Munich a eu pour résultat la guerre, le régime de Vichy et la Shoah. Les démocraties de nos jours sont aussi fatiguées du Moyen-Orient, qui prive les observateurs et les décideurs de tout horizon de visibilité. Il est cependant grand temps qu'elles écoutent les leçons de Raymond Aron. À propos des anti-démocraties des années trente, le philosophe soulignait que les démocraties devaient certes tout essayer pour « résoudre pacifiquement toutes les questions », mais qu'elles devraient aussi être capables « de répondre aux élites dirigeantes des États totalitaires, qui les croient trop lâches pour se battre : "Si vous nous y contraignez, nous nous battons". »

Revue des Deux Mondes – Erdoğan est en guerre contre les Kurdes de Syrie, « cousins » des Kurdes de Turquie qu'il considère comme une

bande de terroristes. En revanche il n'a pas de mauvaises relations avec les Kurdes de la région autonome d'Irak, avec qui il fait du commerce. Sa position est-elle explicable et tenable ?

Hamit Bozarslan Après le référendum sur l'indépendance au Kurdistan d'Irak, Erdoğan s'est allié avec l'Iran, avec qui il était en guerre froide depuis 2011, pour imposer un embargo sur cette région et a salué la chute de Kirkouk. Il est cependant évident que les deux puissances régionales veulent étendre leur hégémonie régionale au Kurdistan irakien, ce qui les oblige à tolérer une autorité locale, à condition qu'elle ne dispose pas de trop grandes marges de manœuvre.

Plus que le Kurdistan d'Irak, c'est la Syrie qui constitue l'épreuve extrême pour les projets hégémoniques d'Erdoğan au Moyen-Orient. Après avoir pacifié ses rapports avec le monde arabe, qualifié Bachar al-Assad de « frère » et reçu le prix Mouammar Kadhafi des droits de l'homme en novembre 2010, Erdoğan a sincèrement cru, en 2012, que le temps de former une coalition des partis islamistes « modérés », dont il serait le *primus inter pares*, avait sonné. Mais la Libye, où les Frères musulmans ont perdu les élections, est entrée dans un violent processus de fragmentation, le coup d'État d'une rare brutalité d'Abdel Fattah al-Sissi a instauré un nouveau pouvoir autoritaire en Égypte en 2013 et le parti islamiste Ennahda a été contraint de quitter le pouvoir en Tunisie. La Syrie restait le seul espace où Erdoğan pouvait agir et s'imposer comme maître de son « ex-empire », mais la frontière était contrôlée par une force kurde refusant de se soumettre à ses diktats. Le Kurdistan irakien ne constitue pas une telle source de honte et de traumatisme pour son régime.

Revue des Deux Mondes – De quoi dépendra le sort des Kurdes dans les mois qui viennent ?

Hamit Bozarslan Tout dépendra, bien entendu, de l'évolution du conflit syrien, qui change de nature à des fréquences de plus en plus courtes, des tensions intra-chiites qu'on observe en Irak, des conflits régionaux dont le centre de gravité se déplace clairement vers l'Iran et ses milices alliées dans la région, des résultats des élections de juin en Turquie et surtout des politiques régionales américaines.

SEPTEMBRE 2018 REVUE DES DEUX MONDES



REVUE DES DEUX MONDES SEPTEMBRE 2018

DOSSIER LE MOMENT KURDE

ORHAN PAMUK ET LA QUESTION KURDE

› Eryck de Rubercy

Eryck de Rubercy, essayiste, critique, auteur avec Dominique Le Buhan de *Douze questions à Jean Beaufret à propos de Martin Heidegger* (Aubier, 1983; Pocket, 2011), est traducteur, notamment de Max Kommerell, de Stefan George et d'August von Platen. Dernier ouvrage publié : *la Matière des arbres* (Klincksieck, 2018).

Le célèbre romancier turc Orhan Pamuk, dont seul le front des nationalistes radicaux de son pays est convaincu que le prix Nobel de littérature n'aurait su lui être attribué en 2006 sans qu'il ait conspiré contre la Turquie, n'est pas un écrivain politique mais il a toujours eu conscience du rôle que l'on attend d'un intellectuel engagé, tenant un discours humaniste et démocratique – y compris face au problème kurde. Si un sentiment anti-Pamuk avait déjà fluctué au gré de ses déclarations publiées à l'étranger, son entretien accordé, en février 2005, au journal suisse *Tages-Anzeiger* (1), dans lequel il parlait du « million d'Arméniens » et des « trente mille Kurdes » tués en Turquie, avait aussitôt déclenché la colère des milieux nationalistes.

Sans comporter le mot « génocide » récusé par la Turquie, ses propos, qui déploraient les tabous empêchant de s'exprimer sur ces questions dans son pays, ont entraîné, avec l'aide des médias, une réaction qui avait vite tourné à l'hystérie collective : articles vengeurs, manifestations, menaces de mort... « Le scandale provoqué par mes propos est à la hauteur des réactions que susciterait la violation d'un interdit : divers journaux se sont répandus en propos haineux contre moi, certains chroniqueurs sont allés jusqu'à appeler à me faire taire pour de bon ; des groupes ultranationalistes ont poussé à manifester ceux qui me vouaient aux gémonies. (2) » Il y avait même eu un gouverneur zélé d'une ville de l'Anatolie de l'Ouest pour faire saisir ses livres et les brûler. Du coup, Orhan Pamuk, se trouvant à l'étranger quand avait débuté ce tapage, avait été contraint de retarder son retour. Le procureur d'Istanbul, après l'avoir interrogé, avait bien décidé de classer l'affaire mais celui de Sisli, quartier dans lequel l'écrivain avait passé toute sa vie, l'assignait à comparaître devant un juge. Et cela, en vertu de l'article 301 du nouveau Code pénal turc promulgué le 1^{er} juin, selon lequel il était accusé d'avoir dénigré publiquement « l'identité turque, la République, les institutions et les organes

d'État ». Délit passible théoriquement d'une peine de six mois à trois ans de prison, augmentée d'un tiers pour s'être exprimé en dehors du territoire de la République turque.

De quoi bien sûr donner rapidement à « l'affaire » un tour international. « Même si l'intérêt et le soutien venus de l'étranger m'étaient d'un grand réconfort, j'en concevais parfois un malaise, raconte ce fervent défenseur de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, parce que je me sentais pris en tenaille entre mon pays et le reste du monde. Qui plus est, je me trouvais devoir expliquer à des conservateurs occidentaux, hostiles à l'adhésion pleine et entière à l'Union européenne d'un pays qui refusait de renoncer à la plaisante habitude d'emprisonner ses écrivains, en quoi il serait positif pour l'Europe comme pour la Turquie que cette dernière devienne un jour membre à part entière de l'Union européenne. (3) » Cependant, pour le noyau dur des nationalistes, tout ce qui pouvait contribuer à éloigner leur pays de l'Europe et aider l'Europe à rejeter la Turquie, comme par exemple une condamnation d'Orhan Pamuk, était d'autant plus souhaitable qu'au moment où son procès s'ouvrait, en décembre 2005, la Commission européenne s'appêtait à examiner la candidature de la Turquie aux négociations d'adhésion.

Finalement, sous la pression internationale et avec le soutien de confrères écrivains ainsi que le renfort du prestigieux prix de la Paix des libraires de la Foire du livre de Francfort (reçu fin octobre 2005), les poursuites furent abandonnées le 22 janvier 2006, le fameux article 301 ayant été utilisé de manière rétroactive. Ainsi l'argument technique évitait le délicat débat politique de fond. Force était néanmoins de constater qu'une fois de plus, en Turquie, une question aussi marquée par sa portée idéologique et politique que le massacre par les forces ottomanes d'un million d'Arméniens durant la Première Guerre mondiale et la mort de trente mille Kurdes dans les violences politiques des dernières décennies touchait décidément celle de la liberté d'expression. Et quand on lui demanda s'il irait jusqu'à dire que le procès avait changé le cours de sa vie, Pamuk répondit : « De ma vie de romancier, oui, sans doute. Mais j'essaie aujourd'hui de retrouver cette vie d'avant le procès, ce temps d'avant la tempête, bref, de ressaisir la trame du songe (4)... »

En tout cas, le très lucide Orhan Pamuk, convaincu qu'un « romancier turc qui négligerait de parler des Kurdes, d'autres minorités, des points obscurs et des non-dits de l'histoire produirait également une œuvre tronquée » (5) avait engagé son peuple dans un débat irréversible. C'est l'éditorialiste du quotidien national *Turkish Daily News* qui l'avait reconnu en écrivant : « Pamuk a exprimé son opinion. Elle peut être juste ou pas, mais on ne peut considérer qu'elle insulte l'identité turque [...] Pamuk lance un débat. » Un pas fut même franchi en septembre 2005 quand, « grâce aux efforts conjugués de trois universités d'Istanbul respectées et malgré deux tentatives de l'État de leur mettre des bâtons dans les roues, s'est tenue la première réunion scientifique ouverte à d'autres vues que celles tolérées par la ligne turque officielle. C'était la première fois en quatre-vingt-dix ans que se tenait un débat public à ce sujet, malgré la menace du fameux article 301 ».

Cela dit, déjà en 1999, Orhan Pamuk avait refusé le statut

d'« artiste national » en déclarant ne pas comprendre pourquoi un État qui n'avait « d'autre solution à proposer au problème kurde que l'emploi de la force » voulait lui remettre cette distinction. Et puis, bien avant de reconnaître que, s'il avait eu des ennuis, ce n'était « pas tant à cause de [ses] romans qu'à cause de [ses] interviews, à cause des propos politiques [qu'il a] pu tenir en marge de [ses] romans (6) », il avait tout de même fait paraître en janvier 2002 *Neige* (7) – son septième roman – dans lequel l'amnésie générale concernant les massacres des Kurdes et des Arméniens constitue l'amère et violente toile de fond. Pamuk y avertissait d'ailleurs son lecteur d'une dimension bien plus grave qu'une innocente et frivole œuvre de fiction.

La réalité allait bientôt lui donner raison avec le double attentat qui faisait 97 morts le 10 octobre 2015 dans la capitale turque Ankara au cours d'un rassemblement appelant à la paix entre l'armée turque et le parti des rebelles kurdes (PKK). Deux jours après, Orhan Pamuk donnait depuis New York un entretien au quotidien italien *La Repubblica* dans lequel il fustigeait le président Erdoğan en l'accusant de « calcul » envers la communauté kurde, la plus forte minorité du pays, soit 12 à 17 millions d'habitants : « D'abord, il n'a pas voulu faire partie de la coalition internationale qui combat le Califat islamique. Puis, il a accepté de faire ce que lui demandaient les Américains. Mais, en même temps

que le Califat, il s'est mis à bombarder les Kurdes. » Et de l'accuser de vouloir attiser le conflit kurde, afin d'attirer à lui l'électorat nationaliste à trois semaines des élections législatives anticipées du 1^{er} novembre : « La nouvelle de l'attentat m'a brisé le cœur. J'ai réagi en disant que tous les Turcs libéraux, les démocrates, les laïcs, sont avec les Kurdes et sympathisent avec eux, parce que ce peuple veut la paix. » Lesquels Kurdes, rappelons-le, n'avaient pas accordé leurs voix à Recep Tayyip Erdoğan lors du scrutin électoral de juin 2015 qui avait vu la perte de la majorité par son parti, l'AKP, après treize ans de domination. Depuis lors, la répression systématique des Kurdes n'a jamais cessé d'être relancée malgré les dénégations officielles des autorités turques. Et plus que jamais la question kurde reste un tabou qu'il ne fait pas bon briser.

1. *Das Magazin*, supplément hebdomadaire du quotidien suisse *Tages-Anzeiger*, le 5 février 2005.
2. Orhan Pamuk, *D'autres couleurs*, traduit par Valérie Gay-Aksoy, Gallimard, 2009, p. 312.
3. *Idem*, p. 313.
4. « Orhan Pamuk : "Être un artiste libre" » entretien avec Lila Azam Zanganeh, *le Monde*, 12 octobre 2006.
5. Orhan Pamuk, *D'autres couleurs*, op. cit., p. 301.
6. Orhan Pamuk, « Entretien avec Pankaj Mishra » in *Pamuk*, L'Herne, 2017, p. 233.
7. Orhan Pamuk, *Neige*, traduit par Jean-François Pérouse, Gallimard, coll. « Du monde entier », 2005 ; coll. « Folio », n° 4531, 2007.

SEPTEMBRE 2018 REVUE DES DEUX MONDES



REVUE DES DEUX MONDES SEPTEMBRE 2018

DOSSIER LE MOMENT KURDE

COMMENT LA CAUSE KURDE EST DEVENUE POPULAIRE EN FRANCE

› **Dorothee Schmid**

Dorothee Schmid dirige le programme Turquie contemporaine de l'Ifri depuis 2008. Elle est l'auteure du rapport *les Élités françaises et la Turquie : une relation dans l'attente*,

(Edam, 2010) et a dirigé *la Turquie au Moyen-Orient. Le retour d'une puissance régionale ?* (CNRS, 2011).
› schmid@ifri.org

Le dossier kurde est aujourd'hui l'un des plus inflammables du Moyen-Orient. La quête de reconnaissance des peuples kurdes ébranle la stabilité régionale en remettant en cause un ordre politique et territorial déséquilibré dès l'origine, mais laborieusement maintenu tout au long du XX^e siècle. Éternels perdants de l'histoire, les Kurdes sont maintenant à l'avant-garde d'un exercice de recomposition géopolitique accélérée : ils contestent des frontières intenable, expérimentent des formes politiques nouvelles, nouent des alliances internationales inédites.

Autrement dit, ils apparaissent comme modernes et en quête de progrès dans un contexte moyen-oriental apocalyptique. C'est probablement ce qui explique que l'opinion française soit de plus en plus sensible à leur cause. La popularité montante des Kurdes repose en effet à la fois sur un élargissement de leur audience et sur une évolution de leur image : de victimes, ils sont devenus des héros positifs. Comment s'est produit ce retournement d'image, quels en sont les ressorts et les conséquences ?

Les Kurdes à la marge

Rappelons d'abord que c'est en partie en France que s'est joué, après la Première Guerre mondiale, le sort des Kurdes : de la conférence de la paix à Paris (1919), aux traités de Sèvres (1920) puis de Lausanne (1923), qui actent le démantèlement de l'Empire ottoman, c'est tout simplement la possibilité de créer un État kurde, puis son abandon, qui se jouent. Les Kurdes retournent ainsi dès les années vingt à une forme d'anonymat international, et sont soumis, dans les quatre principaux pays où ils vivent (Turquie, Iran, Irak, Syrie, par ordre d'importance numérique) à des politiques d'assimilation forcée, débouchant à l'échelle du siècle sur des rébellions, des déplacements de population, l'exil, qui crée aussi une diaspora. Les estimations font aujourd'hui état de la présence d'environ 250 000 Kurdes en

France (1) ; c'est le résultat d'une migration économique, depuis les régions pauvres et enclavées du sud-est de la Turquie, mais aussi des persécutions politiques et de la multiplication des guerres au Moyen-Orient – après l'Irak, le conflit syrien a créé de nouveaux réfugiés.

L'attention portée au sort des Kurdes n'est pas si récente en France, mais elle a longtemps été marginale. D'abord portée par les défenseurs de la culture kurde *stricto sensu* – les travaux sur les langues kurdes ont tôt trouvé un lieu d'ancrage à Paris (2), elle passe sur le terrain humanitaire avec la mobilisation des « French doctors » au début des années soixante-dix. En 1974, Bernard Kouchner court au chevet des Kurdes irakiens en lutte contre Saddam Hussein ; il passe par l'Iran, où il rencontre Abdul Rahman Ghassemlou, leader du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDK), personnage qui l'a profondément marqué, assassiné à Vienne par le régime des mollahs en 1989. Le Parti socialiste s'empare de la cause kurde dans les années quatre-vingt, sous la conduite de Danielle Mitterrand, surnommée la « Mère des Kurdes », qui accompagne la naissance de l'Institut kurde de Paris. La situation des Kurdes de Turquie suscite alors le plus d'inquiétude au lendemain du putsch de 1980 : le régime turc est une quasi-dictature militaire et les guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) entrent en guerre contre l'État turc dès 1984. La geste amicale des socialistes français à l'égard des Kurdes comprend notamment un morceau de bravoure de Ségolène Royal, retenue prisonnière en 1994 dans l'enceinte du Parlement turc alors qu'elle était venue « défendre » sept députés kurdes menacés d'arrestation. L'érosion progressive de l'audience politique du Parti socialiste n'entamera pas ces amitiés ; en 2008, Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères de Nicolas Sarkozy, ouvre à Erbil, au Kurdistan irakien, un consulat général confié au docteur Frédéric Tissot, ancien de Médecins sans frontières et fidèle ami des Kurdes.

Les Kurdes au centre de l'attention

La diffusion de la cause kurde au-delà d'un cénacle d'initiés de gauche a connu un net coup d'accélérateur ces dix dernières années. Le « moment kurde » se précise, en phase avec des évolutions politiques de fond au Moyen-Orient (3) : la situation des communautés kurdes évolue partout, sortant de l'impasse des guerres pour trouver des débuts de solutions politiques. En Irak, la Constitution fédéraliste de 2005 a jeté les bases de l'autonomie de la région kurde ; le Kurdistan irakien se développe rapidement et devient un pôle de croissance et de stabilité au Moyen-Orient. En Turquie, les combats entre le PKK et les forces de sécurité turques se calment progressivement jusqu'à l'ouverture d'un processus de paix en 2013. Toujours en Turquie, un nouveau parti politique né de la fusion d'un parti kurde et d'organisations de gauche, le Parti démocratique du peuple (HDP), crée la surprise aux élections législatives de 2015. À sa tête, un charismatique avocat quarantenaire kurde, Selahattin Demirtas, devient la coqueluche des nouvelles gauches européennes (4). En Syrie, la guerre civile qui fragmente le pays a pratiquement révélé les Kurdes ; totalement marginalisés jusque-là par le système de Bachar al-Assad. Une partie d'entre eux s'organise politiquement et unifie par la force des territoires, jusqu'à installer dans le nord-est du pays une région *de facto* autonome, le Rojava.

Cette maturation politique globale a certainement rendu plus audibles les revendications kurdes aux oreilles occidentales. Mais c'est finalement au combat que les Kurdes sont devenus réellement populaires. De ce point de vue, c'est l'année 2015 qui marque en France leur intronisation comme protagoniste positif à part entière dans le récit collectif. En janvier et en novembre, les attentats perpétrés à Paris par des extrémistes islamistes confrontent brutalement les Français aux retombées indirectes des conflits en cours en Syrie et en Irak. L'armée française s'active là-bas au sein d'une coalition anti-Daesh menée par les États-Unis ; leurs premiers alliés fiables y seront les Kurdes. En Syrie, les Forces démocratiques syriennes, alliance *ad hoc* de combattants emmenée par les Unités de protection du peuple (YPG), bras armé du Parti de l'union démocratique (PYD), cousin du PKK turc, se bat pour récupérer Rakka, la « capitale » de l'État islamique, puis Deir ez-Zor. En Irak, le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) résiste aussi, avec difficulté, à Daesh ; des hommes des YPG et du PKK viennent en renfort au mont Sinjar, permettant de libérer des milliers de yézidis. La bataille de Kobané (de l'automne 2014 à juin 2015) cristallise définitivement la sympathie occidentale entre les Kurdes syriens y résistent avec très peu de moyens à une offensive de Daesh et remportent finalement la bataille. Kobané devient le symbole de l'héroïsme des Kurdes, allié désormais idéalisé, et vecteur de réassurance pour un public français en quête de repères dans un contexte international particulièrement anxiogène.

Le message kurde

On voudrait en effet pouvoir choisir un camp dans la guerre civile syrienne, conflit politique qui tourne à l'affrontement de valeurs civilisationnelles. Lors du siège de Kobané, mouvements de solidarité et comités de soutien comparent le sort des Kurdes à celui des républicains espagnols face aux fascistes en 1936. Des volontaires partent se battre en Syrie à leurs côtés pour affronter Daesh. Lorsque la Turquie, inquiète de l'expansion des Kurdes à sa frontière, lance au printemps 2018 une offensive pour leur reprendre la ville d'Afrin, l'indignation est pratiquement générale. Les médias français décrivent heure par heure Afrin assiégée par les forces turques, assistées par des combattants en partie issus des rangs djihadistes.

L'occasion est formidable pour la communauté des amis des Kurdes, intellectuels, analystes et militants, d'exprimer leur soutien. Parmi les piliers les plus connus de la galaxie pro-kurde, les « trois mousquetaires » (5) Bernard Kouchner, Bernard-Henri Lévy et Frédéric Tissot interviennent largement sur les ondes et dans la presse écrite ; avec d'autres aventuriers kurdophiles (l'écrivain Patrice Franceschi, le géopolitologue Gérard Chaliand), ils mettent en scène de façon romantique la lutte du progressisme contre l'obscurantisme. Les Kurdes sont présentés comme l'exception exotique qui rachète un Moyen-Orient en perdition : seuls démocrates, laïcs et féministes de la région, ils ont aussi participé à la défense des minorités confessionnelles chrétiennes ou yézidie, et leur crédit monte en proportion des crimes atroces commis par Daesh. Les documentaires décrivant le quotidien des femmes kurdes au combat se multiplient à la télévision française. Début 2018, les tribunes se succèdent dans les journaux pour enjoindre au gouvernement français de venir au secours des YPG à Afrin – mais il faudrait y affronter la Turquie, allié essentiel de la France au Moyen-Orient.

Les Kurdes sont en train de gagner la bataille de l'opinion. Cela ne se fait pas sans approximations : une certaine confusion règne dans les esprits, compilant dans l'injustice le sort des Kurdes d'Irak, de Syrie et de Turquie, sans tenir compte de tout ce qui éloigne ces différents théâtres et rend en réalité leur fusion pratiquement impossible. Le terme « peshmergas », qui désigne les forces du GRK, est souvent utilisé pour parler des YPG, alors que leurs rapports sont plutôt frais. Les incursions turques en Syrie et la violence du discours anti-PKK provoquent un regain d'intérêt pour cette organisation, pourtant toujours placée sur la liste des organisations terroristes par les États-Unis et l'Union européenne. Le représentant du Rojava à Paris, Khaled Issa, longtemps tenu à l'écart du débat car considéré comme trop sulfureux, est invité à commenter dans les médias la bataille d'Afrin. Ces avancées confuses créent aussi de la fragilité : au-delà de la photogénie des troupes kurdes, la prise de décision politique doit s'appuyer sur des éléments factuels et tenter d'anticiper un minimum les effets à plus long terme d'alliances de circonstance.

Un capital politique encore limité

Qu'en est-il des appuis politiques et institutionnels des Kurdes en France ? La cause kurde fait traditionnellement partie du portefeuille de la gauche française ; après le Parti socialiste des années quatre-vingt le soutien s'est maintenu à l'extrême gauche, depuis les Verts jusqu'à La France insoumise. La proximité idéologique avec les mouvements marxistes kurdes de Turquie ou de Syrie explique cette proximité. Mais la droite finit par emboîter le pas lorsque les questions de sécurité et la défense des minorités entrent en jeu : à l'Assemblée le groupe d'études des Kurdes, comme celui des chrétiens d'Orient, rassemble

des députés venus de tout le spectre politique. Le siège d'Afrin a déclenché des réactions de soutien de tous les rangs, depuis la gauche jusqu'à l'extrême droite ; un groupe transpartisan de sénateurs a publié une tribune dans *Marianne* en février dernier.

Du côté de l'exécutif, la prudence reste en revanche de rigueur et l'embarras diplomatique est parfois manifeste. C'est que les revendications kurdes au Moyen-Orient touchent à un tabou essentiel : la pérennité des frontières issues des accords Sykes-Picot. Si le gouvernement français a dans un premier temps dénoncé l'opération turque en Syrie, il a finalement dû se résoudre à l'avaliser, au nom de la solidarité avec un allié majeur de l'Otan.

Aujourd'hui les Kurdes ont gagné la bataille de l'opinion et le soutien de la société civile. L'engagement de jeunes Français (et d'Américains, de Britanniques...) aux côtés des YPG incarne cet élan spontané, qui se cale informellement sur les efforts militaires officiels. Pour autant, sans une alliance extérieure solide et durable, les Kurdes ne sont pas tirés d'affaire, et le désamour peut venir aussi vite que l'enthousiasme s'est imposé. Un sondage réalisé en avril 2018 par *Le Point* auprès de ses lecteurs posait la question suivante : « Faut-il accorder aux Kurdes un État autonome et indépendant ? » Réponse : oui à 27 % ; non à 73 %. L'électorat français de droite ne semble pas encore acquis à la cause kurde.

1. Institut kurde de Paris, <https://www.institutkurde.org/kurdorama>.
2. « Une perspective historique sur les études kurdes. Entretien avec Joyce Blau », *European Journal of Turkish Studies*, mai 2006, <http://ejts.revues.org/797>.
3. Dorothee Schmid, « Le moment kurde », dossier spécial « Kurdistan(s) », *Politique étrangère*, vol. 79, été 2014, p. 10-13.
4. Aurélien Denizau, « Le HDP, un nouveau venu en quête d'ancrage », *Note franco-turque* n° 16, Ithi, janvier 2016.
5. Ariane Bonzon, « Comment un philosophe, deux médecins et un aventurier aident discrètement les Kurdes », *Slate*, 6 octobre 2017, <http://www.slate.fr/story/152135/mousquetaire-independance-kurde>.



REVUE DES DEUX MONDES SEPTEMBRE 2018

DOSSIER LE MOMENT KURDE

L'AFFAIRE IRRÉSOLUE DU 147, RUE LA FAYETTE

› Laure Marchand

Laure Marchand a été pendant dix ans correspondante du *Figaro* et du *Nouvel Observateur* en Turquie. Derniers ouvrages publiés : *le Fantôme arménien* (Futuropolis, 2015) ; *Triple assassinat au 147, rue La Fayette* (Actes Sud, 2017).

Transporté en urgence de la maison d'arrêt de Fresnes à l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière, Ömer Güney, atteint d'une tumeur au cerveau, est décédé le 17 décembre 2016. Sa mort a éteint *de facto* l'action publique concernant l'unique suspect identifié dans l'assassinat de trois femmes kurdes le 9 janvier 2013 en plein Paris.

Mais les proches des victimes, privés d'un procès qui devait s'ouvrir en janvier 2017, n'ont pas renoncé à ce que la vérité soit faite dans ce triple crime qui, au fil de l'enquête, est de plus en plus apparu comme une affaire d'État, avec l'ombre persistante des services du renseignement turcs (MIT). Ces derniers mois, des éléments faisant soupçonner l'implication possible de complices ont été mis au jour. Les avocats des parties civiles ont déposé une plainte en vue d'obtenir de nouvelles investigations.

Dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013, dans le X^e arrondissement de la capitale, trois corps sont découverts dans le salon d'un petit appartement au 147, rue La Fayette. Il s'agit de Sakine Cansiz, cofondatrice du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) aux côtés d'Abdullah Öcalan, de Fidan Doğan, qui était chargée du lobbying politique de l'organisation, et de Leyla Saylemez, une cadre montante âgée de 25 ans. La scène de crime révèle qu'elles ont probablement été surprises. Connaissaient-elles leur meurtrier ? En tout cas, elles n'ont opposé aucune résistance. Elles ont reçu chacune trois balles dans la tête et Fidan Doğan une quatrième dans la bouche. L'exécution a été

méthodique. Elles n'avaient aucune chance.

Ce triple assassinat surgit dans une période particulière. En Turquie, le gouvernement, alors dirigé par Recep Tayyip Erdoğan, vient de reconnaître que des pourparlers se déroulent avec le chef du PKK, isolé sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara. Côté turc, c'est Hakan Fidan, le chef du MIT, qui est mandaté pour discuter. La guerre civile a fait au moins 45 000 morts en trente ans. L'engagement public des autorités turques suscite un espoir de mettre fin à ce conflit sanglant. La paix serait-elle enfin possible? La mort des trois militantes rappelle brutalement que le chemin de la réconciliation est escarpé. Vu le contexte, le mobile politique est immédiatement envisagé. À deux pas de la gare du Nord s'est joué un épisode d'un conflit qui se déroule à 3 000 kilomètres.

Très vite un suspect apparaît. Il s'agit d'Ömer Güney, 30 ans, qui servait de chauffeur à Sakine Cansiz le jour de sa mort. Les incohérences dans sa déposition font comprendre aux enquêteurs qu'il est la dernière personne à l'avoir vue en vie et qu'il s'est bien gardé de le dire. En 2011, le jeune homme a débarqué dans une association culturelle kurde, à Villiers-le-Bel, en région parisienne, en expliquant être à la recherche de ses origines kurdes, reniées par sa famille ultranationaliste. Affable, toujours prêt à rendre service, le nouveau venu se rend vite indispensable. Mais le centre ne se contente pas de dispenser des cours de danse traditionnelle. Les responsables politiques du mouvement en exil en Europe y défilent. Güney est toujours présent. On lui fait confiance. Personne ne vérifie son passé. Avant de revenir en France, il a vécu douze ans près de Munich. Ses années allemandes révèlent le profil typique d'un jeune Turc sympathisant des Loups gris, la milice du Parti d'action nationaliste (MHP), formation d'extrême droite.

Au fil de l'instruction, les éléments à charge s'accumulent. Les caméras de surveillance de la rue La Fayette l'ont filmé sortant du 147, la tête dissimulée sous une capuche. Il était 12 h 56, l'heure supposée du crime. Des résidus de poudre ont été retrouvés dans sa sacoche et des traces de sang de Leyla Saylemez sur sa parka. Dès le 20 janvier 2013, un e-mail anonyme à la préfecture de police de Paris l'accuse :

« Le meurtrier est Ömer Ziya Güney [...] Il travaille pour les services de renseignements turcs, MIT. [...] Le 18 décembre, il est allé en Turquie pendant trois jours, il a reçu l'ordre de les tuer. »

En perquisitionnant sa voiture, les enquêteurs mettent la main sur son passeport, caché derrière le tableau de bord. Les tampons font état de trois voyages en Turquie, dont un effectivement le 18 décembre. Güney avait justifié ses absences par des hospitalisations à cause de sa tumeur.

Ses téléphones portables révèlent également une activité d'espion. Son entourage ignorait qu'il possédait une puce de téléphone turque. Il ne l'activait que pour joindre des contacts turcs et leur transmettre des renseignements sur la communauté kurde. Sur cette puce, la police a reconstitué des fichiers effacés. Il s'agit de 329 photos des cartes des adhérents de l'association de Villiers-le-Bel, prises et transmises dans la nuit du 7 au 8 janvier, soit deux jours avant les meurtres.

D'autres éléments, criminels cette fois-ci, renforcent la suspicion de

liens entre l'accusé et les services secrets turcs. En janvier 2014, un enregistrement audio est diffusé sur Internet. Trois personnes y passent en revue des responsables du PKK en Europe à liquider. La troisième voix, qui appartient à un individu qui s'appelle Ömer, assure qu'« il n'y aura pas de trace sur l'arme ». La police scientifique a conclu à une grande similitude avec la voix d'Ömer Güney. Deux jours plus tard, un second document, attribué au MIT, paraît à son tour sur la Toile. Cette note ressemble à un ordre de mission. Datée du 18 novembre 2012, elle donne des instructions pour procéder à l'assassinat de Sakine Cansiz. Deux individus, identifiés par leur nom de code « Le Légionnaire » et « La Source », sont désignés. Envoyé en pdf à des médias turcs, le document est impossible à authentifier. Mais il décrit des faits avérés. Ainsi, la note indique que La Source a aidé Sakine Cansiz dans ses démarches administratives en octobre. Ce mois-là, Güney a bien accompagné la cofondatrice du PKK à la préfecture de Bobigny.

Enfin, en janvier 2014, alors incarcéré à Fresnes, Ömer Güney profite d'un parloir avec un ami venu d'Allemagne pour lui confier un plan d'évasion rocambolesque. L'émissaire est chargé de le remettre en main propre à un interlocuteur précis que Güney semble bien connaître. Celui-ci se trouve au siège du MIT, à Ankara.

En dépit de ces présomptions, Güney clame son innocence, nie tout rapport avec le MIT. L'enquête ne parvient ni à éclaircir la nature exacte des liens entre le suspect et les services de renseignement, ni à remonter jusqu'au commanditaire. Sans surprise, Ankara n'a jamais répondu à la commission rogatoire internationale de la juge d'instruction, Jeanne Duvé. En France, celle-ci ne peut pas non plus compter sur un soutien politique : dans ses relations avec Ankara, le gouvernement français donne la priorité absolue à la coopération anti-djihadiste. La magistrate en a bien conscience. À défaut de pouvoir remonter la chaîne de responsabilités, au moins tient-elle un meurtrier présumé. De plus, les jours de Güney sont comptés. Duvé veut aller vite pour permettre la tenue d'un procès. Et en août 2015, il est renvoyé devant une cour d'assises pour assassinats « en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ». Il est également accusé d'avoir participé à la préparation d'un acte de terrorisme « à la demande d'individus se trouvant en Turquie et possiblement liés aux services de renseignement turcs ».

Mais, malgré la disparition du meurtrier présumé, ce triple assassinat continue de faire parler de lui. Des informations inédites sont arrivées d'Irak. En 2017, dans la région du Kurdistan irakien, le PKK a kidnappé deux agents du MIT en opération clandestine pour assassiner un chef de la guérilla. En captivité, les deux hommes ont fait des déclarations, qu'il convient néanmoins de prendre avec précaution étant donné les circonstances dans lesquelles celles-ci ont été recueillies. L'un d'eux, Erhan Pekçetin, a déclaré qu'en écoutant l'enregistrement audio mis en ligne sur Internet, il avait « compris que les assassinats avaient été planifiés et réalisés par Uğur Kaan Ayık, notre responsable du département des activités séparatistes, Oguz Yüret, directeur d'agence, ainsi que par l'agent Ayhan Oran et trois autres agents. [...] Ce genre d'assassinat est très critique. Il exige une décision des officiels de haut rang et peu de cadres sont au courant. Le rapport doit aller au bureau du directeur. Il ne décide pas seul et doit demander au président, parce que ses actions peuvent engendrer des problèmes internationaux ».

D'autres informations, en provenance de Belgique, ramènent à l'affaire. Remzi Kartal est un dirigeant important du mouvement kurde en

Europe. Cet ancien député en Turquie est le coprésident du Congrès du peuple du Kurdistan, une structure qui chapeaute les activités politiques et armées du PKK. Il faisait partie des négociateurs kurdes lors des pourparlers secrets qui se sont tenus à Oslo avec les émissaires du MIT en 2009. Lors de la diffusion de la conversation portant sur les cadres kurdes à supprimer, Remzi Kartal était « la cible numéro 4 », celle qu'il ne fallait « pas louper ». En 2016, l'homme a reçu des menaces de mort par SMS. L'un faisait référence aux meurtres parisiens : « Un hasard que Sakine ait été supprimée et que tu aies pu t'échapper. »

Kartal a porté plainte. L'enquête de la police belge a permis de contrôler en juin 2017 un groupe d'individus qui circulaient à bord d'une voiture immatriculée en France et qui auraient projeté de tuer Kartal. Selon les services de renseignement belges, dans la foulée du contrôle routier, une réunion a eu lieu à Paris avec quatre hommes

venant de Turquie, dont l'un serait un tireur d'élite. Et un diplomate de l'ambassade turque à Paris coordonnerait ce réseau. Le juge d'instruction belge Patrick De Coster a estimé que les informations étaient assez alarmantes pour demander, à l'automne dernier, une enquête aux autorités françaises, redoutant « un attentat potentiellement imminent contre des politiciens kurdes de premier plan en Belgique ». L'un des membres de ce réseau se serait vanté d'avoir joué un rôle dans l'assassinat du 147, rue La Fayette. Convaincus de la présence de commandos turcs sur le territoire européen, les représentants des familles de Sakine Cansiz, Fidan Doğan et Leyla Saylemez espèrent que ces développements permettront d'obtenir de nouvelles investigations.

SEPTEMBRE 2018 REVUE DES DEUX MONDES